



■ Les « lettres »
de D. H. Lawrence
■ Les écrits de Brecht
sur le théâtre

Pour éviter la récession, la Réserve fédérale américaine baisse à nouveau ses taux

POUR la deuxième fois en un mois, la Réserve fédérale américaine (Fed) a pris, mercredi 31 janvier, d'énergiques mesures de politique monétaire pour éviter la récession, ramenant son taux au jour le jour de 6 % à 5,5 %. La baisse du loyer de l'argent aux Etats-Unis depuis le début de l'année est la plus rapide depuis décembre 1991. Alan Greenspan, président de la Fed, soulignait la semaine dernière lors d'une audition au Sénat que la croissance était « très probablement très proche de zéro ». Les chiffres économiques publiés récemment confirment son analyse : la croissance du produit intérieur brut américain s'est limitée à 1,4 % (en rythme annuel) au dernier trimestre 2000, sa performance la plus faible en cinq ans. Mercredi, les marchés financiers sont restés stables.

Lire page 18

Paris : la droite en perdition ?

● Les sondages ne cessent d'annoncer sa déroute et ses divisions s'étalent ● Elle est donnée battue dans des arrondissements hier hors de portée de la gauche ● Philippe Séguin appelle ses partisans à refuser cette « spirale de la défaite » ● L'Elysée redoute un déballage sur les affaires après le scrutin

LA DROITE paraît tétanisée par sa défaite, annoncée sondage après sondage, aux élections municipales à Paris. A quarante jours du scrutin, la lame de fond de la gauche, exprimée par les enquêtes

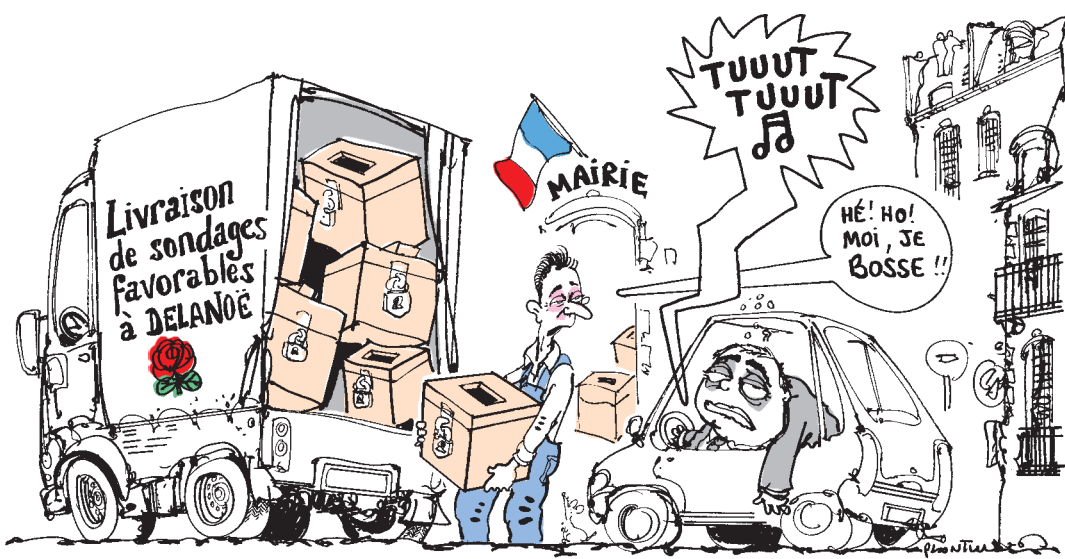
d'opinion, est impressionnante. Outre les six arrondissements qu'elle détient depuis 1995, elle serait en mesure de l'emporter dans cinq autres que l'on croyait fermement ancrés à droite : les 5^e

(fief du maire sortant Jean Tiberi), 9^e, 12^e, 13^e et 14^e. Du coup, les amis de Philippe Séguin, chef de file RPR-UDF-DL, s'affolent. Il a lui-même souligné l'ampleur de ce qui le menace en appelant ses par-

tisans à « sortir de la spirale de la défaite ». Certaines têtes de liste de la droite parisienne commencent déjà à manœuvrer pour s'assurer la présidence des groupes d'opposition à la mairie. « C'est une telle chienlit... », soupire-t-on à l'Elysée, où l'on craint les conséquences de ce désastre annoncé, Bertrand Delanoë, chef de file des socialistes, ayant promis, en cas de victoire, audits et ouvertures d'archives. « Ils vont nous distiller des documents jusqu'à la présidentielle », redoute un conseiller de Jacques Chirac. « Paris ne sera pas un test national », répètent désormais les chiraquiens afin de limiter les dégâts d'une défaite dans la capitale dont Jacques Chirac a été le maire pendant dix-huit ans.

Le Monde continue son tour de France des grandes villes en campagne. Aujourd'hui, Orléans, qui, à une heure de Paris, a su dépasser ses complexes vis-à-vis de la capitale.

Paris page 6, Orléans page 11



AGRICULTURE

Le combat Guyau-Bové

La Confédération paysanne de José Bové (photo) progresse et la FNSEA de Luc Guyau est en recul sensible aux élections des chambres d'agriculture. Selon les premiers résultats de ce scrutin, la Confédération gagne plus de 6 points (26,39 % au lieu de 20,07 % en 1995), la FNSEA et le CNJA en perdent 6 (53,67 % au lieu de 59,79 %). Les amis de José Bové progressent là où ils étaient mal implantés, mais perdent leur bastion du Finistère.

p. 8 et notre éditorial p. 16

Réconcilier Israël et les Palestiniens

LES CONDITIONS et le rythme d'une réconciliation israélo-palestinienne durable continuent d'alimenter une ample discussion. Le sociologue Edgar Morin décrit, dans nos pages « Débats », les paradoxes de la situation. Trois autres points de vue abordent les questions de Jérusalem et du droit au retour des Palestiniens ainsi que la situation politique intérieure en Israël. Sur le terrain, en Israël, le premier ministre sortant, Ehoud Barak a annoncé qu'il refuserait de participer à un gouvernement d'union nationale en cas de victoire de son rival de droite, Ariel Sharon, aux élections législatives du 6 février.

Lire les débats pages 14 et 15 et nos informations page 3

Deux chercheurs sur la piste de Dieu, au cœur du cerveau humain

POURQUOI bon nombre d'êtres humains continuent-ils à croire en Dieu ? Bien avant Nietzsche, dès la fin du dix-huitième siècle, certains prétendaient, au nom de la science, que la religion était condamnée. Deux siècles plus tard, ni la foi ni les pratiques religieuses n'ont disparu. Ce constat, d'autant plus troublant aux Etats-Unis où les sectes de tout poil prolifèrent, a poussé deux chercheurs de l'université de Pennsylvanie, Eugene D'Aquili et Andrew Newberg, à créer une nouvelle discipline, la neurothéologie. L'hebdomadaire Newsweek indique, dans son édition datée du 5 février, qu'ils s'apprennent à révéler les résultats de leurs travaux dans un livre au titre évocateur : *Pourquoi Dieu ne disparaîtra pas*. L'ouvrage, qui sera publié le 3 avril par Ballantine Books, contient une réponse claire : « Parce que le cerveau humain a été génétiquement conçu pour encourager les croyances religieuses. »

Associé depuis 1993 à Eugene D'Aquili, professeur de psychiatrie et anthropologue des religions, Andrew Newberg, un neurophysiologiste de trente-trois ans spécialisé dans l'imagerie scanner, sonde les neurones de patients en extase pour y découvrir l'origine de leurs sensations.

Pendant deux ans, de 1996 à 1998, il a étudié les fonctions cérébrales et les flux sanguins du cerveau de huit bouddhistes tibétains pendant leur méditation. Des nonnes franciscaines en prière ont subi les mêmes tests. Andrew Newberg utilise des marqueurs pour distinguer les parties du cerveau qui sont activées par les processus mentaux ou les actions physiques.

Les chercheurs ont étudié les cerveaux plongés dans ces états mystiques à l'aide des images fournies par un tomographe à émission de photons. Sur les clichés de coupes horizontales, les lobes pariétaux postérieurs supérieurs gauche et droit affichent des luminosités très nettement inférieures à la normale. La méditation mettrait ainsi en veilleuse certaines fonctions cérébrales. Or les zones affectées correspondent, selon les scientifiques, au sens de la dichotomie de la personnalité, c'est-à-dire à l'aptitude à se distinguer des autres et de l'environnement. La mise hors service de cette fonction expliquerait les sensations de plénitude absolue, de communion transcendantale avec l'humanité et l'univers généralement associées à une manifestation divine. Un processus semblable expliquerait les trances

engendrées par certaines danses endiablées. L'action sur d'autres zones cérébrales produirait le sentiment de canaliser toute l'énergie cosmique... Les expériences mystiques ne seraient ainsi qu'une production du cerveau stimulé par les rites religieux.

Prudents, les chercheurs américains précisaient, dans un article publié le 21 février 1998 par le quotidien *The Philadelphia Inquirer*, qu'il serait « insensé » de supposer que les visions religieuses « sont réductibles à un flux neurochimique ». Leur découverte reste loin, en effet, de répondre à toutes les questions. L'altération du fonctionnement du cerveau est-elle la cause ou le résultat des états de méditation ou de trances ? L'organe lui-même et les connexions de ses neurones ne sont-ils pas l'œuvre d'un créateur ? Sans répondre à ces interrogations légitimes, les chercheurs américains estiment que le cerveau est programmé pour aider l'humanité à survivre dans un monde cruel en donnant un sens à son existence. Reste à identifier le programmeur.

Michel Alberganti

Roland Dumas menace ses juges



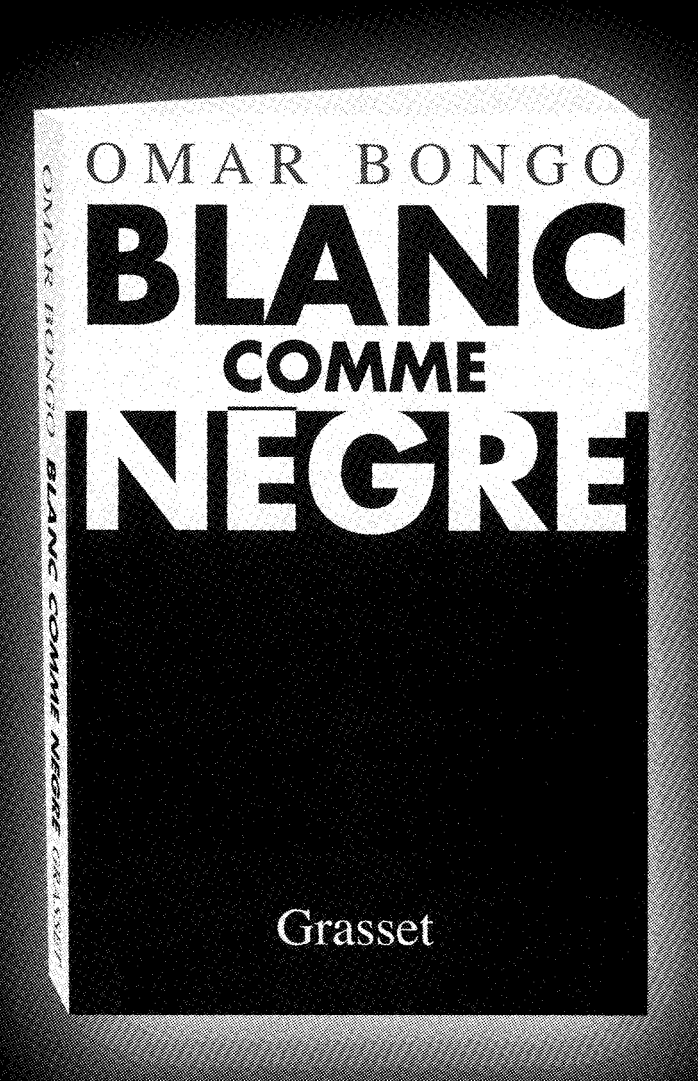
JEAN-PIERRE CHAMPRENAULT

LE SUBSTITUT du procureur de la République pressait Roland Dumas de s'expliquer, mercredi, sur des dépôts d'argent liquide sur ses comptes entre 1989 et 1997. L'ancien ministre a perdu son sang-froid, menaçant de « s'occuper de certains magistrats ».

Lire page 9 et la chronique page 34

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 10 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 48 FB ; Canada, 2,50 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 900 F CFA ; Danemark, 15 KR ; Espagne, 225 PTA ; Gabon, 900 F CFA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 500 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 3000 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KR ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 200 PTE ; Réunion, 10 F ; Sénégal, 900 F CFA ; Suède, 16 KR ; Suisse, 2,20 FS ; Tunisie, 1,4 Din ; USA (NY), 2 \$; USA (others), 2,50 \$.

M 0147 - 202 - 7,50 F



Rêver une vraie défense antimissile

LE BOUCLIER stratégique antimissile que les Etats-Unis entendent se donner est, sans aucun doute, le détonateur de la plus grande crise géopolitique de ce début de siècle. Il peut être l'instrument d'une nouvelle alliance sino-russe que rien par ailleurs n'impose, un élément de brouille et de polémique au sein de l'Alliance atlantique, une distraction des tâches sérieuses du maintien de la paix et, pour couronner le tout, un facteur d'accélération de la prolifération nucléaire et un catalyseur du nationalisme japonais. Et, pourtant, il se fera... inexorablement.

Deux facteurs jouent en effet massivement en sa faveur dans l'opinion américaine comme dans le jugement des élites du pays : il est conforme à une stratégie américaine idéale, rêve éveillé dont Roosevelt a dû extirper la classe politique peu à peu dans les années 1930 : celui de l'insularité parfaite. Il irrigue par ailleurs juste à point une industrie de défense bien mise à mal par dix années de paix et de diminutions budgétaires, ainsi que par une concurrence européenne plus coriace que prévu. Nous avons ainsi la réconciliation apparente, sur le front intérieur, de deux âges d'or contradictoires : d'un côté, le

retour à la stratégie navale où, face aux tourmentes de l'Ancien Monde et de l'Asie, l'île mondiale que représentent les Etats-Unis aura besoin que de deux flottes de guerre, à Hawaï et en Islande, pour défendre son utopique prospérité des barbaries environnantes : remplacez les océans par le cyberspace des grands ordinateurs et l'espace stratosphérique où évoluent les armes laser et les missiles basés sur des satellites, et vous êtes revenus vers le vieux rêve isolationniste pré-rooseveltien, qui s'accompagne d'ailleurs inévitablement d'un autre retour, le panaméricanisme, avec le projet d'une zone de libre-échange et de valeurs partagées « de l'Alaska à la Terre de Feu ».

Mais, parallèlement, ce grand projet architectonique réveille aussi la nostalgie de « la bonne guerre », celle qui amène enfin le plein emploi en faisant tourner les industries les plus avancées, recrée un secteur de haute technologie protégé pour des raisons d'Etat, irréfutable par les free traders, au cœur de l'économie.

Alexandre Adler pour Le Monde

Lire la suite page 16



PHILIPPINES

Comment Estrada est tombé

Un message écrit diffusé sur des téléphones portables appelait à empêcher Joseph Estrada de retirer son argent des banques de Manille avant de prendre la fuite. Notre correspondant en Asie du Sud-Est raconte les dessous de la chute du président philippin, porté sur le jeu et l'alcool, corrompu, obsédé par l'enrichissement de sa famille et de ses amis.

Notre enquête p. 13



INFORMATIQUE

De la lumière et des puces

L'envoi d'un e-mail est une alchimie subtile : électrons et photons font successivement équipe pour transmettre le message à l'autre bout de la planète. L'ambition des chercheurs est de passer au tout-lumière pour améliorer encore les performances des puces électroniques (photo). Un rêve lointain pour les accros d'Internet, qui disposent désormais à Paris d'un cybercafé géant ouvert 24 heures sur 24.

| | | | |
|--------------------|----|------------------------|----|
| International..... | 2 | Tableau de bord..... | 22 |
| France..... | 6 | Aujourd'hui..... | 25 |
| Société..... | 9 | Météorologie-Jeux..... | 28 |
| Régions..... | 11 | Culture..... | 29 |
| Carnet..... | 12 | Guide culturel..... | 31 |
| Horizons..... | 13 | Kiosque..... | 32 |
| Entreprises..... | 18 | Abonnements..... | 32 |
| Communication..... | 21 | Radio-Télévision..... | 33 |

LIBYE Le tribunal écossais siégeant aux Pays-Bas selon la juridiction écossaise a rendu mercredi 31 janvier son verdict dans le procès des deux Libyens suspects d'avoir

commis l'attentat contre un Boeing de la PanAm en décembre 1988 provoquant son explosion en vol au-dessus de la localité de Lockerbie. ● L'UN DES ACCUSÉS, Abdel

Basset Ali El Megrahi, a été reconnu coupable de meurtre et condamné à la prison à perpétuité. L'autre a été acquitté. Dans ses attendus, les trois juges estiment que la conception, la

planification et l'exécution de l'attentat étaient d'origine libyenne. ● WASHINGTON ET LONDRES ont aussitôt demandé que la Libye reconnaisse sa responsabilité. ● EN

FRANCE, le colonel Mouammar Kadhafi demeure sous la menace de poursuites judiciaires à propos de l'attentat contre le DC-10 d'UTA en septembre 1989 au-dessus du Niger.

Lockerbie : Tripoli doit reconnaître sa responsabilité, estime Washington

Le tribunal écossais a rendu son verdict dans le procès des deux Libyens. L'un a été condamné à la prison à vie, l'autre a été acquitté. En France, l'affaire de l'attentat contre le DC-10 d'UTA n'est pas terminée, et le colonel Kadhafi est toujours menacé de poursuites judiciaires

LA HAYE

de notre correspondant

Il se sera écoulé douze ans et un mois entre l'attentat contre le vol de la PanAm 103 au-dessus de la petite ville écossaise de Lockerbie et un verdict prononcé mercredi 31 janvier par trois juges écossais siégeant dans un ancien camp militaire, transformé en un complexe mêlant tribunal et prison, le tout sous administration écossaise, aux Pays-Bas.

Mais les tractations diplomatiques, les pressions sur la Libye et les innovations juridiques pour permettre de juger deux ressortissants libyens accusés d'avoir placé la bombe qui explosa en vol le 22 décembre 1988 n'auront pas été vaines : au terme d'un procès sérieux, l'un des accusés est ressorti libre, tandis que l'autre a été condamné à la prison à perpétuité.

Abdel Basset Ali El Megrahi a été reconnu coupable de meurtre. Selon le jugement de 82 pages, cet homme de 48 ans occupait « un poste relativement élevé dans la Jamahiriya Security Organisation », les services secrets libyens. C'est à Malte qu'il a préparé et exécuté un plan visant à faire exploser un Boeing de la compagnie américaine.

Un lecteur de cassettes piégé avait été introduit dans l'avion, qui se désintégra au-dessus de Lockerbie, tuant instantanément les 259 personnes à bord et faisant 11 victimes au sol. « Mon client maintient qu'il est innocent », a déclaré son avocat à l'issue de l'audience. Me Taylor a quatorze jours pour faire appel du verdict d'emprisonnement, assorti d'une période incompressible de vingt ans.

L'autre accusé, Al Amine Khalifa Fhimah, 44 ans, était, à l'époque des faits, chef d'escadre à Malte des Libyan Arab Airlines. Mais l'accusation n'a pas pu convaincre les juges « au-delà de tous doutes raisonnables » de sa culpabilité. « Vous êtes libre de vous en aller », lui a déclaré

Lord Sutherland, président de la cour. Fhimah a immédiatement quitté l'audience, accompagné de son avocat. Le ministère néerlandais de la justice s'est alors empressé de rappeler que l'intéressé, qui a passé deux ans en détention préventive, n'avait pas les documents

nécessaires pour rester aux Pays-Bas. « Les détails sur son lieu de résidence provisoire et les modalités de son départ resteront confidentielles, pour des raisons de sécurité. »

Le procès des deux hommes s'est étalé sur neuf mois, soit, plus exactement, 85 jours d'audiences. Les trois juges – perruque et toge rouge et blanc – ont écouté 230 témoins présentés par l'accusation et étudié plus de 10 000 pages de documents. Certains de ces témoins ont plus semé le doute que permis d'éclaircir l'affaire. Ce fut le cas d'Edwin Bollier, industriel zurichois qui aurait vendu la muniterie de la bombe. Bollier soutenait la thèse d'une manipulation des services secrets américains. La présence d'autres témoins a pu surprendre, comme une mystérieuse taupe de la CIA, ou encore Mohamad Abou Talb, un Palestinien pur-

geant une peine de prison pour terrorisme. L'un des témoignages les plus importants a sans conteste été celui d'Anthony Gauci. Ce boutiquier de Malte a affirmé avoir vendu à Megrahi un grand nombre de vêtements, dont des fragments ont été retrouvés dans la valise abritant la bombe.

La défense a tenté de prouver que l'attentat était le fait d'un groupe palestinien soutenu par Damas. Elle s'était engagée à montrer des documents en provenance du gouvernement syrien disculpant les accusés. Las, ceux-ci n'ont jamais été communiqués. Dès la fin du troisième témoignage à décharge, la défense annonçait qu'elle en avait terminé. C'était le 8 janvier. Trois jours plus tard, les juges se retiraient pour délibérer.

Alain Franco

Les Etats-Unis n'envisagent pas une levée des sanctions

WASHINGTON

de notre correspondant

Les Etats-Unis sont satisfaits de la condamnation d'un des deux agents libyens pour l'attentat contre le vol Pan Am 103, mais il n'est pas question pour le moment qu'ils lèvent leurs sanctions contre le régime de Tripoli. Le président Bush a fait part, mercredi 31 janvier, de son « appréciation » du verdict et du rôle joué par l'administration américaine dans l'enquête et déclaré que « rien ne pourra altérer la souffrance et la perte causées par cet acte terrible ». « Je veux, a-t-il dit, assurer les familles et les victimes que le gouvernement des Etats-Unis continuera de faire pression sur la Libye

pour qu'elle reconnaisse sa responsabilité (...) et indemnise les familles. »

La Maison Blanche a ajouté dans un communiqué que Londres et Washington « ont indiqué clairement au gouvernement libyen qu'un verdict contre les suspects (...) ne signifiait pas en soi que les sanctions imposées par les Nations unies seront levées ». Il faudrait pour cela que Tripoli « satisfasse à certaines exigences comme la compensation des victimes et la reconnaissance de sa responsabilité dans cet acte de terrorisme, ce qui n'est pas encore le cas ». Le porte-parole du département d'Etat a énuméré quatre conditions : « Le gouvernement libyen doit assumer les actes commis par ses agents. Cela signifie qu'il doit révéler tout ce qu'il sait sur l'attentat de Lockerbie, payer des réparations, admettre sans équivoque sa responsabilité pour l'action de ses fonctionnaires et le montrer de manière claire et sans ambiguïté. »

PRESSIONS CONTRADICTOIRES

Confronté à son premier gros dossier international, « W » est soumis à des pressions contradictoires. D'un côté, les familles des victimes – qui trouveront toujours un appui auprès de leurs représentants au Congrès – l'incitent à pousser plus avant, y compris en poursuivant le colonel Mouammar Kadhafi comme l'instigateur de l'attentat. De l'autre, les intérêts pétroliers améri-

cains pourraient inciter l'administration à la prudence. En outre, alors que la cour écossaise a prononcé un verdict définitif, l'intransigeance de Washington risquerait d'être mal comprise par certains alliés arabes, déjà mécontents de la situation dans les territoires occupés.

Le secrétaire d'Etat a déjà laissé entendre que le temps n'était pas venu de lever les sanctions. Le général Colin Powell est néanmoins connu pour son opposition à ce type de pressions, souvent nuisibles aux intérêts commerciaux américains. A la mi-janvier, devant la commission des affaires étrangères du Sénat, il avait eu ces mots : « Je voudrais encourager le Congrès à s'arrêter un moment (...), regarder et écouter avant d'imposer des sanctions. (...) Je voudrais vous encourager à faire preuve d'autodiscipline : quand quelque chose vous rend furieux ou quand les intérêts de vos constituants sont en jeu, arrêtez-vous je vous en prie, comptez jusqu'à 10, appelez-moi, discutons-en avant de m'imposer de nouvelles procédures bureaucratiques. »

Le général Powell veut également « réexaminer » les sanctions contre l'Irak. Mais les ressentiments semblent trop forts, du côté américain, pour que la Maison Blanche prenne une décision dans ce sens.

Patrice de Beer

M. Kadhafi est menacé de poursuites judiciaires en France

ONZE ANS après l'attentat de bout meurtrier jamais commis contre des intérêts français – 170 morts dans l'explosion d'un DC-10 d'UTA, le 19 septembre 1989, au-dessus du désert du Ténéry (Niger) –, le colonel Kadhafi reste sous la menace de la justice française. Malgré la volonté de réconciliation affichée par Paris et Tripoli, les familles des victimes entendent toujours solder les comptes avec un régime naguère accusé d'être l'un des parrains du terrorisme international. Déposée le 16 juin 1999 par SOS-Attentats et par la sœur de l'une des victimes, une plainte pour « complicité d'homicides volontaires » vise en effet personnellement le Guide de la révolution libyenne. Et le juge Jean-Louis Bruguière, qui a mené de bout l'enquête sur l'attentat, est à présent décidé à instruire cette plainte mettant en cause la responsabilité pénale de Mouammar Kadhafi.

Dans cet interminable feuilleton judiciaire, les services secrets libyens ont déjà été jugés responsables de l'attentat par la cour d'assises de Paris. Le 10 mars 1999, la cour a condamné, par contumace, à la réclusion criminelle à perpétuité les six Libyens désignés par l'enquête du juge Bruguière. Absent du procès, comme les autres accusés, le propre beau-frère de M. Kadhafi, Abdallah Senoussi, chef des services secrets de Tripoli, a ainsi été condamné. Mais le Guide de la Jamahiriya n'a jamais fait pleinement exécuter cette décision. L'Etat libyen s'est borné à verser les « indemnités » financières fixées par la cour d'assises. Loin de s'en satisfaire, SOS-Attentats a donc considéré, dans sa plainte, qu'il serait « inconcevable que les services secrets libyens, dirigés par le propre beau-frère du colonel Kadhafi, aient pu opérer sans son aval ».

Dès octobre 1991, les sommets du régime de Tripoli avaient été désignés par le juge Bruguière, qui avait fait diffuser quatre mandats d'arrêt internationaux contre des membres des services secrets, dont M. Senoussi. Incitée par l'ONU à collaborer à l'enquête

judiciaire française, la Libye avait ensuite assoupli sa position. Par une lettre adressée au président Jacques Chirac en mars 1996, M. Kadhafi avait accepté l'idée d'un procès par contumace et s'était engagé à ce que son pays « s'acquiesce de ses obligations » dans l'hypothèse d'une condamnation. De fait, la Libye avait facilité la tâche des enquêteurs français, si bien que le juge Bruguière avait salué la bonne coopération judiciaire de Tripoli, en novembre 1997, dans un courrier au ministre des affaires étrangères, Hubert Védrine. Un an plus tard, la France s'était fondée sur ce *satisfecit* pour apporter son soutien à la suspension des sanctions internationales contre la Libye. Puis le processus avait conduit à la condamnation des six accusés absents au procès d'assises.

COUR DE CASSATION

La plainte de SOS-Attentats a depuis ruiné ce bel ordonnancement. Certes, le ministère public a requis un classement définitif du dossier en estimant que « le droit coutumier international » reconnaît une immunité à un chef de l'Etat en exercice, sauf pour « crimes contre l'humanité ». Mais, le 20 octobre 2000, la cour d'appel de Paris a jugé que M. Bruguière est fondé à instruire les poursuites visant M. Kadhafi, en estimant qu'« aucune immunité ne saurait couvrir » des faits « consistant pour un chef d'Etat à avoir ordonné l'explosion d'un avion de ligne transportant 170 passagers ».

Le ministère public s'étant pourvu contre cette décision, il reviendra à la Cour de cassation de décider, le 27 février, de la suite à donner à la plainte. Sera du même coup tranchée la demande dernièrement déposée par SOS-Attentats, toujours auprès du juge Bruguière, afin qu'un mandat d'arrêt international soit désormais délivré à l'encontre de Mouammar Kadhafi.

Erich Inciyan

Le verdict de la cour écossaise ne clôt pas l'affaire

Le verdict de la cour écossaise ne clôt pas l'affaire Lockerbie : au plan juridique d'abord, ne fût-ce que parce que Abdel Basset Ali El

ANALYSE

La Libye cherche, avec l'aide des pays arabes et africains, une levée définitive des sanctions

Megrahi, reconnu coupable de l'attentat contre un Boeing de la PanAm le 22 décembre 1988, à Lockerbie, en Ecosse, peut encore faire appel, et la procédure écossaise en la matière est longue et à plusieurs étages. Mais, surtout, l'affaire n'est pas close au plan politique, parce qu'un attentat est forcément soutenu par un objectif politique et commandité par un groupe terroriste, une faction, des services ou un Etat. Au niveau diplomatique enfin, c'est seulement du véritable épilogue de l'affaire que dépendra la réhabilitation pleine et entière de la Libye au sein de la communauté internationale.

Les trois juges du tribunal, qui ont rendu leur jugement à l'unanimité, ont certes jugé deux individus, dont le second, Al Amine Khalifa Fhimah a été acquitté. Mais il ne fait aucun doute pour eux que le coupable, quoi qu'il en dise, « était

D'ores et déjà, des parents de victimes déplorent la condamnation de simples lampistes là où, disent-ils, il est évident qu'il s'agit de terrorisme d'Etat. La presse américaine, quant à elle, avait dès 1999 mis en garde contre un éventuel marché en vertu duquel deux « boucs émissaires » seraient condamnés pour « acheter la levée des sanctions », selon une formule du *Washington Post*.

C'est de fait la levée des sanctions que cherche la Libye, en même temps que des réparations pour les pertes subies à cause d'elles. Imposées par le Conseil de sécurité des Nations unies en 1992, puis renforcées en 1993, ces sanctions avaient précisément pour objectif d'obliger Tripoli à « extrader vers la Grande-Bretagne ou les Etats-Unis les deux Libyens présumés responsables de l'attentat » de Lockerbie et à « répondre favorablement à la demande française d'interroger quatre présumés responsables de l'attentat contre un DC-10 d'UTA », en septembre 1989, au-dessus du Niger. Le Conseil exigeait également du gouvernement libyen de « s'engager à cesser de manière définitive toute forme d'action terroriste et toute assistance aux groupes terroristes » et de « démontrer rapidement, par des actes concrets, sa renonciation au terrorisme ».

Ces sanctions – essentiellement un embargo militaire et aérien et le gel des avoirs financiers – ont été

« suspendues » par le Conseil, lorsque, en avril 1999, Tripoli avait livré El Megrahi et Fhimah à la justice écossaise. Leur levée totale demeurait tributaire de la disposition des autorités libyennes à remplir la totalité des clauses du contrat, c'est-à-dire coopérer lors de l'enquête, des procédures et du procès – ce dont elles se sont acquittées – et renoncer par « des actes concrets » au terrorisme.

« ACTES CONCRETS »

Reste à savoir quelle sorte d'« actes concrets » répondent à cette exigence. En mars 1999, à la veille de la remise à la justice écossaise des deux suspects, le ministre libyen des affaires étrangères avait adressé à Kofi Annan, le secrétaire général de l'ONU, une lettre assurant que son pays « est opposé à toutes les formes de terrorisme et condamne tous ces actes criminels haineux ».

Visiblement, une telle déclaration ne suffit pas, notamment après le verdict de mercredi. Le récent virage pris par le colonel Mouammar Kadhafi, qui se veut un apôtre de la paix, notamment en Afrique, sera-t-il plus convaincant ?

Le colonel Kadhafi peut en tout cas compter sur la solidarité arabe puisque, dès mercredi, le secrétaire général de la Ligue arabe a fait savoir qu'il plaiderait auprès de M. Annan pour la levée pure et sim-

ple des sanctions. Le dirigeant libyen est vraisemblablement également assuré du soutien de ses pairs africains. C'est à eux qu'il doit, au moins en partie en tout cas, le début de la fin de sa mise en quarantaine, puisqu'ils furent les premiers à briser l'embargo aérien imposé à son pays. Ils ont ainsi contribué dans une large mesure à l'infléchissement des positions américaine et britannique dans l'affaire Lockerbie et ouvert la voie à la médiation saoudo-sud-africaine, relayée par une mission du secrétaire général de l'ONU. C'est ainsi qu'avait pris fin le bras de fer de dix ans entre Londres et Washington d'une part, Tripoli de l'autre et que s'était dégagé un compromis pour l'ouverture du procès.

Mais autant sinon plus que les sanctions internationales, Tripoli, en mal de respectabilité, voudrait voir la fin des sanctions que les Etats-Unis lui ont unilatéralement imposées, avec l'espoir secret que la nouvelle administration républicaine américaine, réputée proche des compagnies pétrolières, sera plus sensible à leurs sirènes. Ces sanctions-là remontent à 1981, et elles ont été doublées en 1996 de menaces de sanctions transnationales envers toute société étrangère qui investirait pour plus de 20 millions de dollars en Libye (et en Iran).

Mouna Naïm

(Publicité)
Découverte suisse. En pharmacie

Moins de cheveux? L'action de Crescina

Si vous avez l'impression d'avoir moins de 250 cheveux sur une zone du cuir chevelu grande comme un timbre, vous êtes, sans doute, en présence d'une situation visible d'éclaircissement du cuir chevelu.

Les chercheurs suisses de Labo Cosprophar (à Bâle) ont découvert que l'association de deux acides aminés, composants fondamentaux d'une protéine comme la kératine, et d'une glycoprotéine, peut produire, au contact des bulbes encore actifs, la kératine indispensable à la croissance du cheveu.

Un test clinique auquel ont participé vingt-deux personnes, a mis en évidence qu'en appliquant Crescina pendant 90 jours, les cheveux en phase Anagène (pousse) ont augmenté de 3,7% à 25,9% et ceux en phase Téloène (chute) ont diminué en moyenne de 81,5% à 57,7%.

Ce test, dont les résultats ne sont qu'indicatifs, confirme les capacités d'action de Crescina, préparation cosmétique à usage local. Le pharmacien, en raison de l'importance de l'éclaircissement, pourra conseiller le dosage adéquat de Crescina (100, 200 ou 300) spécifique à l'homme ou à la femme.

La Cisjordanie tend à s'émanciper de la tutelle de l'Autorité palestinienne

Le fossé se creuse entre la population et l'administration de Yasser Arafat, confinée à la bande de Gaza

L'Autorité palestinienne a démenti, mercredi 31 janvier, les informations publiées le jour même par le quotidien israélien *Maariv* selon les-

quelles l'Etat juif et les Palestiniens seraient parvenus à s'entendre sur les grandes lignes d'un accord de paix (*Le Monde* du 1^{er} février). En Cisjor-

danie, le fossé se creuse entre la population et l'Autorité qui, confinée à la bande de Gaza, est en train de perdre pied (*lire aussi pages 14 et 15*).

JÉRUSALEM

de notre correspondant

La rumeur ne le mettait qu'en deuxième position, juste derrière un important homme d'affaires et devant cinq autres personnalités du commerce ou de la politique. Et pourtant, Hicham Mekki a été le premier des sept à être assassiné, tué le 17 janvier par deux hommes masqués, alors qu'il déjeunait dans un restaurant du front de mer à Gaza. Son assassinat a été revendiqué, peu après, par une « Brigade des martyrs d'El Aqsa », déjà à l'origine de plusieurs actions armées contre des colons.

Après sa mort, la rumeur a dit que Hicham Mekki faisait partie d'une liste de sept « corrompus », que la Brigade des martyrs d'El Aqsa avait décidé d'éliminer. Le 30 janvier, un tract distribué dans les territoires et signé, lui aussi, de la « Brigade » a exigé de Yasser Arafat qu'il destitue le directeur de la Banque de Palestine, Hachem Shaoua, qu'elle accuse de vol et de corruption. Faute de quoi, le banquier serait, lui aussi, assassiné.

Un court moment, certains ont laissé entendre que Hicham Mekki avait été la victime des Israéliens, qui ont assassiné plusieurs responsables palestiniens soupçonnés d'actes hostiles envers leur pays. La télévision, dont il était le directeur, ne diffusait-elle pas, à longueur d'émissions, images brutales et commentaires violents appelant à la révolte contre l'occupant ? Mais l'explication n'a pas convaincu. Lors de ses obsèques, Yasser Arafat a bien porté en personne son cercueil, mais, signe qui ne trompe pas, les messages de condoléances que l'on se doit de faire publier, dans la presse locale, pour exprimer l'estime que l'on portait au défunt, ont été moins nombreux qu'à l'habitude.

UN AUTRE RYTHME

Pour beaucoup, l'assassinat de Hicham Mekki et les menaces portées contre le directeur de la Banque de Palestine sont un signe inquiétant de la faiblesse actuelle du pouvoir palestinien, incapable de faire régner la loi et l'ordre. Les services de sécurité israéliens ne sont pas les derniers à l'affirmer, laissant entendre que les désordres guettent les territoires palestiniens, où l'Autorité serait en train de perdre pied. Divers incidents, les assassinats ou l'incendie de maisons de « collaborateurs » constituent, aux yeux des Israéliens, la preuve que l'anarchie s'étend dans les territoires de Cisjordanie, loin



de Gaza, où Yasser Arafat a ses quartiers.

Complaisamment noirci pour d'évidentes raisons de propagande, le tableau n'est cependant pas dénué de fondement. Ni les gangs ni les groupes de vengeurs masqués ne font la loi à Ramallah, Hébron ou Naplouse, mais les villes de Cisjordanie paraissent vivre à un autre rythme que celles de la bande de Gaza. Depuis le début de

lences et les bouclages israéliens ont ruiné l'agriculture et le tourisme qui faisaient vivre des milliers de familles. Les hôtels fermés ne se comptent plus, tandis que l'arrêt du casino de Jéricho a mis sur la paille les centaines de jeunes Cisjordaniens qui y travaillaient. Protégée par sa tradition de solidarité et instruite des leçons de la première Intifada, la société a appris à survivre. Mais tous les commerçants le

Hicham Mekki, un corrompu, non un « martyr »

Hicham Mekki n'avait pas bonne réputation. Directeur de la télévision palestinienne, proche de Yasser Arafat, l'homme était connu pour son grand bureau, ses beaux costumes et ses voitures de luxe hors de portée de son salaire officiel de haut fonctionnaire.

Pour beaucoup, Hicham Mekki était le prototype même du bras-armé d'affaires corrompu, un homme dont les frasques, réelles ou supposées, nourrissent les ragots qui courent dans Gaza, suscitant l'indignation des centaines de milliers de Palestiniens réduits à la pauvreté par le chômage et la guerre. A l'évidence, Hicham Mekki n'avait rien du « martyr ». - (Corresp.)

la deuxième Intifada, et à une exception près, le soir de Noël, Yasser Arafat ne s'est pas montré à Ramallah, pourtant considérée comme sa capitale en Cisjordanie. « On ne sent pas l'existence du pouvoir », se désole un professeur de l'université de Bir Zeit, la volonté politique de l'Autorité est absente. Les ministres et Arafat sont à Charm el Cheikh, à Gaza, à Taba, ou à CNN, mais pas à Ramallah. Les ministères sont vides, les fonctionnaires ne viennent plus au bureau. On sent partout la dépression, le laisser-aller. »

Les temps sont sombres. Les vio-

disent : l'argent manque.

L'argent manque aussi dans les caisses de l'Etat. Les Israéliens ne reversent qu'avec retard, voire pas du tout, les taxes qu'au nom des douanes palestiniennes ils prélèvent sur les marchandises débarquées dans leurs ports et aéroports, sommes qui représentent 60 % des revenus de l'Autorité. En décembre 2000, les douanes israéliennes devaient encore à l'Autorité palestinienne 46 millions d'euros déjà prélevés ; à quoi il fallait rajouter, selon les estimations des économistes, quelque 75 millions d'euros représentant le manque à gagner

décolant des marchandises toujours bloquées dans les ports.

Saddam Hussein soutient d'un chèque de 10 000 dollars chaque famille qui a perdu un « martyr ». Mais les Etats arabes sont, eux, moins généreux. Du milliard de dollars promis lors du sommet du Caire d'octobre 2000 (et discrètement ramené à 650 millions de dollars une fois la réunion terminée), presque rien n'avait encore été versé à la mi-décembre 2000, Saoudiens et Jordaniens retenant même sur les sommes promises le prix des soins prodigués aux blessés palestiniens accueillis dans leurs hôpitaux. C'est pour le moment l'Europe qui, grâce à deux prêts d'urgence, assure l'ordinaire de l'appareil palestinien en état de subsistance minimale.

« PERTE DE TEMPS »

Pour autant, la Cisjordanie n'en a pas sombré dans le chaos. A Ramallah, les vols de voitures seraient même moins nombreux qu'auparavant et les policiers mieux respectés. Comme si la société qui les sait se livrer, la nuit, à des actions armées anti-israéliennes, leur pardonnait de servir, le jour, un pouvoir qu'elle juge profondément corrompu. Isolement imposé aidant, les Palestiniens de Cisjordanie, presque insensiblement, s'émancipent de la tutelle de Gaza, là où règnent Arafat et ses « Tunisiens », responsables rentrés d'exil en 1994 et qui n'ont jamais été totalement acceptés. Beaucoup d'habitants de Cisjordanie ne sont disposés à aucun compromis, convaincus que le pouvoir est prêt à tout brader pour obtenir un accord.

« Tout le monde ici est content d'avoir réussi à arrêter la normalisation que menait l'Autorité », explique un employé. Comme la plupart de ses concitoyens, il n'a cure des résultats des prochaines élections israéliennes. « C'est strictement pareil », assure-t-il. Au diapasone des habitants des camps, il veut le retour aux frontières de 1967, l'est de Jérusalem, la souveraineté palestinienne sur le mont du Temple - esplanade des Mosquées et le retour des réfugiés. Pourquoi, dans ces conditions, préférer l'un des candidats à l'autre, alors qu'aucun des deux n'est prêt à négocier de bonne grâce ces revendications ? Mercredi, la direction du Fatah de Cisjordanie a solennellement préconisé l'intensification de l'Intifada, estimant que les récents entretiens de Taba avaient été « une perte de temps ».

Georges Marion

Dialogue entre la junte et l'opposition en Birmanie

Les militaires ont suspendu leurs attaques contre M^{me} Aung San Suu Kyi, qui se dit « prudemment optimiste »

BANGKOK

de notre correspondant en Asie du Sud-Est

Les négociations engagées en octobre 2000 entre l'opposition et la junte birmanes sont les plus substantielles depuis le retour au pouvoir des militaires en 1988, mais ce processus, sous médiation onusienne, « n'est pas encore irréversible », a estimé, mercredi 31 janvier, à Bangkok, une délégation européenne à l'issue d'une mission d'information de trois jours à Rangoun. La délégation a rapporté, après s'être entretenue pendant deux heures avec Aung San Suu Kyi, que la figure de proue de l'opposition birmane était « prudemment optimiste » sur l'avenir du dialogue amorcé en octobre dernier avec le général Khin Nyunt, numéro trois de la junte, que les délégués européens ont également rencontré.

Tout en réitérant « l'appui total » de l'UE à la démarche onusienne, le chef de la mission européenne, le Suédois Boerje Ljunggren, a estimé que le « délicat » dialogue demeurait dans sa phase « initiale ». Le général Khin Nyunt aurait confirmé que les deux camps s'étaient entendus pour n'en dévoiler « ni la nature ni le contenu » tant qu'un « climat propice » n'aura pas été créé. M^{me} Suu Kyi, assignée à résidence et interdite de contacts avec l'extérieur depuis le 22 septembre 2000, aurait également accepté de garder le silence.

La junte a fait quelques gestes ces dernières semaines en direction de l'opposition. Les attaques des médias contre le Prix Nobel de la paix 1991 ont été suspendues. Quatre-vingt-quatre membres de la Ligue nationale pour la démocra-

tie (LND), le mouvement de M^{me} Suu Kyi, ont été relâchés et une trentaine de libérations supplémentaires - des députés de la LND élus en 1990 - pourraient suivre. Les persécutions contre des militants de la LND auraient diminué. Selon le ministère thaïlandais des affaires étrangères, la junte et M^{me} Suu Kyi ont indiqué souhaiter que « les discussions avancent ».

TRANSITION À LONG TERME

Nommé, en avril 2000, représentant spécial du secrétaire général de l'ONU pour la Birmanie, le diplomate malaisien Razali Ismail semble avoir relancé la négociation sur des bases plus pragmatiques. L'idée serait, à long terme, d'organiser une transition civile avec l'aval de la LND, de la junte et, bien entendu, des minorités ethniques armées qui, à une exception près, évoluent en quasi-autonomie.

Le premier ministre malaisien Mahathir Mohamad, qui a l'oreille des généraux de Rangoun, auxquels il a rendu visite au début de l'année, a pour sa part déclaré, mardi 30 janvier, au quotidien japonais *Mainichi Shimbun*, que des élections n'interviendraient pas avant « quelques années ». Les dernières, organisées par la junte en 1990, avaient été emportées haut la main par la LND.

Dans l'intervalle, les choses restent, pour l'essentiel, en l'état. La délégation européenne a affirmé ne pas avoir abordé avec la junte la question des sanctions, dont le prochain renouvellement semestriel, qui intervient en avril, est du ressort des ministres de l'UE.

Jean-Claude Pomonti

M. Barak rejette le projet de gouvernement d'union nationale proposé par M. Sharon

JÉRUSALEM

correspondance

Au poste de premier ministre, siégerait Ariel Sharon. A ses côtés, Ehoud Barak, ministre de la défense et Shimon Pérès, ministre des affaires étrangères, constitueraient ses piliers de soutien. Ce scénario-là, présenté comme une hypothèse sérieuse dans l'entourage du candidat de la droite à l'élection d'un premier ministre, le 6 février, a peu de chances de se réaliser un jour ; mais un gouvernement d'union nationale, articulé sur l'alliance du Likoud et du Parti travailliste, difficile à mettre en œuvre, n'est pas totalement exclu. Cette solution a tout au moins la faveur d'Ariel Sharon. Dès le début du mois d'octobre, quelques jours après le déclenchement de la nouvelle Intifada, M. Sharon en a fait son principal atout politique.

Dans l'adversité, la population israélienne aspire à l'union plutôt qu'àux luttes partisans. Ehoud Barak n'était pas alors opposé au principe, mais Ariel Sharon, chef du Likoud, réclamait un droit de veto sur les questions diplomatiques, ce que M. Barak n'était pas prêt à lui accorder. Devenu candidat au poste de premier ministre, Ariel Sharon a relancé l'idée de l'union nationale. « Ensemble, on peut faire de grandes choses », souligne-t-il dans un de ses spots électoraux, la mine souriante et l'œil rassurant. Chaque rassemblement est

l'occasion de rappeler que, dès le soir des élections, il demandera à ses adversaires de participer au gouvernement. La volonté d'union nationale d'Ariel Sharon n'est pas feinte. Outre qu'elle constitue un argument électoral, l'homme sait que l'alliance avec le Parti travailliste est sa meilleure chance de survie politique s'il est élu premier ministre. Sans elle, sa coalition risque d'être aussi fragile que celle dont s'était entouré M. Barak, prisonnier des desiderata des uns et des autres, et notamment des dix-sept députés du parti Shass. « L'union est une nécessité politique. La Knesset ne s'étant pas autodissoute, il ne faut pas être à la merci de deux ou trois députés qui auraient des vapeurs », dit un membre du Likoud. Une coalition de droite fluctuerait entre 57 et 65 députés sur 120, tandis qu'un gouvernement d'union réunirait une majorité stable de 63 députés, excluant tous les partis religieux et la droite ultranationaliste.

Au Parti travailliste, les avis sont partagés. Ehoud Barak et ceux qui sont étroitement associés à son action, sans être nécessairement de ses proches, sont contre. Yossi Beilin, ministre de la justice, opposé à cette formule, a récemment mis en garde les électeurs. « Le Parti travailliste ne participera pas à un gouvernement d'union nationale. Celui qui pense, en votant Sharon, qu'il décrochera aussi le Parti travailliste

doit oublier cette idée. C'est tout simplement une supercherie. Le choix est entre Barak et Sharon, entre la paix et la guerre. »

Au début de la semaine, Ehoud Barak a, lui aussi, clairement refusé cette option, en réagissant aux déclarations tonitruantes d'Avigdor Lieberman qui soutient officiellement la candidature de M. Sharon. Le chef du parti russo-phonie « Israël notre maison », avait précisé qu'en cas d'attaques palestiniennes, il faudrait bombarder Beit Jala, un faubourg de Bethléem, Téhéran, Le Caire et le barrage d'Assouan. « Je ne serai pas ministre de la défense de M. Sharon, a répliqué le premier ministre sortant. L'extrémisme de MM. Sharon et Lieberman indique qu'ils formeront un gouvernement qui mettra le pays en danger, et je ne pense pas que nous devons en faire partie. »

ENTENTE DIFFICILE

Pourquoi avoir tant tardé à rejeter l'union nationale ? Pourquoi avoir laissé aux électeurs le sentiment que cette solution était viable ? Certains soupçonnent M. Barak de vouloir rester au pouvoir à n'importe quel prix. « Cela n'a pas de sens, remarque un proche du Parti travailliste, pourtant très critique à l'égard de M. Barak. Depuis des mois, Ehoud Barak prend des risques. Il n'a jamais choisi la facilité. (...) S'il était opportuniste, il aurait fait un gouvernement d'union

nationale depuis longtemps. » Fondamentalement, les projets politiques des deux hommes sont si éloignés, qu'une entente est difficile à imaginer. A cet égard, Colette Avital, députée du Parti travailliste, souligne : « Je ne vois pas sur quoi ils peuvent s'entendre. Il est inconcevable de se joindre à une plate-forme politique qui, d'après les informations dont on dispose, prévoit de ne rendre aux Palestiniens que 42 % de la Cisjordanie. Tout dépend de ce que Ariel Sharon a dans la tête. Si entre quatre yeux, il présente à Ehoud Barak un plan de solution du conflit qui semble acceptable, alors... »

En revanche, ceux qui, au Parti travailliste, préparent déjà la relève de M. Barak, sont plutôt favorables à un gouvernement d'union nationale. Des contacts auraient déjà été pris avec certains par le Likoud. Haïm Ramon, ministre de l'intérieur pourrait en être. Le président de la Knesset, Abraham Burg, n'exclut pas non plus une telle hypothèse à la condition que ce gouvernement poursuive les efforts de paix et qu'il exclue tous les partis extrémistes. Quoi qu'il en soit la décision de participer à un gouvernement d'union ne peut être prise que par le comité directeur ou le comité central du Parti travailliste, deux instances, où jusqu'à ce jour M. Barak dispose encore d'une majorité.

Catherine Dupeyron

L'accélérateur du savoir
Science & Vie

Comment pensent les génies ?

Enquête dans les coulisses de l'intelligence créative

Et aussi

Diabète

Une épidémie mondiale

Nutrition

Le saumon transgénique bientôt dans nos assiettes

Uranium appauvri

Les dangers de son utilisation dans l'aviation civile

En vente chez tous les marchands de journaux

Paris et Berlin réaffirment leur volonté de préparer ensemble l'intégration européenne

Les leçons de l'échec de Nice devront être tirées d'ici à 2004

Le dîner organisé à Blaesheim, près de Strasbourg, entre le président Jacques Chirac, le premier ministre Lionel Jospin, et le chancelier alle-

mand Gerhard Schröder, a permis à la France et à l'Allemagne de réaffirmer leur volonté de continuer à œuvrer ensemble à la construction euro-

péenne malgré les « petits conflits quotidiens » qui ont entaché ces derniers mois leurs relations, menant au fiasco du sommet de Nice.

BLAESHEIM (Bas-Rhin)
de notre envoyé spécial

L'annonce dans la nuit d'un accord sur la reprise des transports de déchets nucléaires entre la France et l'Allemagne est venue concrétiser la volonté affichée par les dirigeants des deux pays, qui ont dîné ensemble, mercredi soir 31 janvier, à Blaesheim, près de Strasbourg, de continuer à œuvrer de concert pour construire l'Union européenne en dépit des turbulences qu'une certaine rivalité a pu provoquer ces derniers mois dans leurs relations. « Nous avons eu une discussion très honnête et de fond sur les fautes que nous avons commises dans le passé, mais le plus important c'est ce qu'on va faire maintenant » a indiqué le chancelier allemand, Gerhard Schröder, à la sortie de la chouchoute-party qu'il a partagée avec le président Jacques Chirac et le premier ministre, Lionel Jospin, en compagnie des deux ministres des affaires étrangères.

Les échéances ne manquent pas : finalisation du nouvel élargissement de l'Union européenne, remplacement des monnaies nationales par l'euro, la question des compétences et de l'organisation de cette future Union élargie... Le Sommet de Nice, qui a souligné la difficulté pour les quinze de préciser leur projet politique, a prévu un nouveau rendez-vous en 2004 qu'il faut commencer à préparer en tirant la leçon des échecs passés. Le chancelier Schröder, qui a invité les Français à accepter une plus grande intégration dans l'Europe, insiste pour

qu'on ne perde pas de temps en dépit des échéances électorales nationales. Les deux ministres, Hubert Védrine et Joschka Fischer, ont été chargés de s'occuper des « modalités » de la reprise de ce dialogue franco-allemand dont l'import-

Ce sera vrai également pour le futur de l'Europe élargie », a-t-il souligné. Le chancelier a souligné à Blaesheim l'importance, pour consolider « une Europe de paix durable et de prospérité », que la France et l'Allemagne poursuivent leur mission

bien « une vision commune » sur l'avenir de l'Union. Quant à Lionel Jospin, auquel il est souvent reproché de ne pas s'être prononcé sur son projet européen, il a estimé que « nous avons suffisamment de rendez-vous devant nous pour que nous n'ayons aucun mal, notamment pour ce qui me concerne qui ai peut-être été le plus discret jusque-là, à définir une doctrine dans l'action ».

L'accord sur les déchets nucléaires tombait à pic pour illustrer une volonté commune de pragmatisme. Depuis six mois Paris refusait aux Allemands que leurs centrales nucléaires, dont certaines sont aujourd'hui au bord de la saturation, envoient au centre de retraitement de la Hague leurs combustibles usés tant que l'Allemagne ne reprendrait pas en retour ses déchets retraités. Le retour de ces déchets vitrifiés, qui s'entassent à La Hague, est bloqué depuis 1998. De violentes manifestations avaient amené le gouvernement de l'époque à suspendre tout transport. La crainte d'une reprise de ces manifestations pose un problème à la coalition allemande, qui comprend le parti Vert. Mais les entrepreneurs de stockage des résidus nucléaires sont pleins et il fallait bien trouver une solution qui satisfasse tout le monde. Un groupe de travail avait été chargé de trouver une solution sous la direction de Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie, et de Frank Steinmeier, le bras droit du chancelier.

Henri de Bresson

Reprise annoncée des transports des déchets nucléaires

« Un premier convoi de déchets vitrifiés vers l'Allemagne aura lieu à la fin du mois de mars, début avril », indique le communiqué rendu public, mercredi 31 janvier, par Matignon pour annoncer les termes de l'accord survenu en marge du sommet franco-allemand de Blaesheim sur la reprise des transports de déchets nucléaires entre les deux pays. « Alors pourra reprendre le cours normal des transports vers la France des combustibles usés provenant des centrales nucléaires allemandes qui seront traités à la Hague, puis réexpédiés vers l'Allemagne », ajoute-t-il. « Un autre transport vers l'Allemagne de déchets vitrifiés issus du retraitement aura lieu avant la fin de l'année. Il a été convenu que d'autres transports seraient organisés chaque année au rythme de deux transports par an. » Le suivi de cet accord sera assuré par un groupe de travail constitué de fonctionnaires des deux pays, qui « examinera régulièrement toutes les questions à régler pour l'organisation de ces futurs transports ».

tance est réaffirmée. Des rencontres informelles au plus haut niveau, toutes les six à huit semaines, sont prévues.

MISSION HISTORIQUE

A la veille de cette réunion, M. Fischer a assuré, lors d'un débat organisé par le centre français de l'université de Fribourg, que l'Allemagne n'avait pas l'intention de rabaisser l'influence de la France en Europe. « La construction européenne a été conçue au départ à Paris et marquée dès le début du sceau de la France.

historique en dépit « des petits conflits quotidiens ».

Ces assurances ont été enregistrées à Paris où l'on soupçonnait l'Allemagne, depuis les marchandages du sommet de Nice sur la pondération des voix au sein des institutions européennes, de vouloir montrer ses muscles. Le président Chirac a rappelé que pour que le moteur franco-allemand marche bien, il fallait que la France et l'Allemagne, « à égalité de devoirs et de droits », tirent ensemble. Dans ces conditions, le chef de l'Etat a observé qu'il y avait

A court d'argent, la PAC devra être réformée

Le projet de budget rectificatif et supplémentaire porte sur plus de 6 milliards de francs

BRUXELLES

de notre bureau européen

« Il n'y aura désormais plus d'argent frais pour l'agriculture » a fait savoir avec netteté, Michaele Schreyer, commissaire européen, en présentant le projet de budget rectificatif et supplémentaire (BRS) pour 2001. En d'autres termes, si les dépenses liées à la crise de la « vache folle » augmentent encore, il reviendra aux trésors nationaux et aux agriculteurs eux-mêmes d'en subir les conséquences. Dans cette hypothèse très vraisemblable, M^{me} Schreyer a en effet « tout à fait exclu » de puiser dans d'autres chapitres du budget européen pour aider les éleveurs à traverser la mauvaise passe actuelle.

Le BRS — qui sera examiné par les ministres des finances des quinze lors de leur réunion du 12 février — porte sur 971 millions d'euros (6,36 milliards de francs). En conséquence, la partie agricole du budget européen en 2001 se chiffre à plus de 44 milliards d'euros, soit une progression de 7,44 % par rapport à l'année précédente. Son objet est de permettre le financement des mesures décidées en décembre par les ministres de l'agriculture, afin d'endiguer la crise de la « vache folle » : un programme d'abattage des bovins non-testés portant sur 500 000 tonnes auquel viendraient s'ajouter 125 000 tonnes d'achats publics d'intervention. Ce programme a été mis au point en tablant sur une baisse moyenne de la consommation de 10 % en 2001 mais M^{me} Schreyer considère comme une évidence qu'elle sera plus élevée.

Elle indique que le plafond des dépenses agricoles tel qu'il a été fixé dans l'accord sur l'« Agenda

2000 » à Berlin, en mars 1999, et confirmé par les chefs d'Etat et de gouvernements à Nice, en décembre dernier, est quasiment atteint. Par conséquent les marges de manœuvre sont irrémédiablement épuisées. Que faire alors ? Prendre rapidement des mesures pour réduire la production et donc freiner l'apparition d'excédents coûteux à résorber. La Commission s'apprête à faire des propositions dans ce sens. Elles sont présentées comme un moindre mal, même si on est conscient qu'il en résultera un manque à gagner pour les agriculteurs. Néanmoins, M^{me} Schreyer ne cache pas que, selon toute probabilité, cela ne sera pas suffisant. « La situation est très tendue. La gestion budgétaire de Franz Fischer (son collègue pour l'agriculture) va être mise à rude épreuve », dit-elle.

Cet avertissement pourrait présager, dans un premier stade, une réduction sensible des subventions à l'exportation. Cependant M^{me} Schreyer ajoute qu'en application des règles sur la discipline budgétaire, et afin d'éviter des risques chroniques de dérapage, il faudra prévoir des économies en préparant le budget agricole pour 2002. Une manière d'inviter à accélérer la réforme de la PAC tout en réduisant bien sûr le soutien accordé aux paysans.

REMOUS POLITIQUES

La Commission et tout particulièrement M^{me} Schreyer n'ont pas toujours manifesté un tel souci de respect envers les dispositions budgétaires de l'accord de Berlin de 1999. L'an passé, lorsque le plafond des dépenses concernant l'aide extérieure avait été atteint et qu'il s'agis-

sait de dégager de l'argent frais pour reconstruire le Kosovo, la Commissaire avait proposé — il est vrai sans succès — de modifier les « perspectives financières » en prélevant des crédits sur le budget agricole au profit de l'aide extérieure.

Outre les remous politiques que ne vont pas manquer de susciter ces manœuvres budgétaires et agricoles — notamment en France — cette politique d'extrême rigueur n'est pas forcément compatible avec le projet d'infléchissement de la PAC dans un sens moins productiviste dont Franz Fischer est un partisan. Afin d'être politiquement acceptable, une telle réforme devra s'étaler dans le temps. De plus, dans sa phase initiale, elle réclamera probablement un effort financier de l'Union.

Philippe Lemaître

L'odyssée tragique de la comtesse Agusta

ROME

de notre correspondante

Dans la morgue de Toulon gisait depuis le 22 janvier un corps déniché par les poissons, que des promeneurs avaient découvert sur une plage où l'avaient poussé les courants. Le cadavre anonyme portait à un doigt deux anneaux gravés d'une date sibylline et les gendarmes toulonnais n'avaient guère fait d'investigations. Mais lorsque, le 29, ils ont reçu un avis de recherche de leurs collègues italiens sur une comtesse disparue mystérieusement le 8 du port de Portofino sur la Riviera, le déclic s'est fait. Bientôt les proches confirment l'indice des deux anneaux : il s'agit bien de la comtesse Francesca Vacca Agusta que des cohortes de policiers recherchaient depuis trois semaines dans les eaux, battant les rochers du promontoire où était juché son palais...

Comment le corps s'est-il retrouvé à une encablure de Bormes-les-Mimosas (Var) ? Les experts ont leur réponse, le péripète est « normal », en raison des forts courants. Mais l'autopsie réalisée à la demande d'un juge français a révélé que la victime ne serait morte que vers le 15, et non pas le 8, jour de sa disparition. Il n'y aurait pas d'eau dans ses poumons, ce qui indique qu'elle serait tombée déjà morte dans les eaux sauvages de Portofino. Ce qui exclut la thèse du suicide, principalement avancée jusque-là. Pèse encore : son crâne porte des traces de fracture, mais sur le dos, pas signe de blessures. Or les policiers italiens avaient bien avant retrouvé une robe de chambre, trouée et ensanglantée dans la partie dorsale et des lunettes sans verres, identifiées comme étant bien celles de la comtesse.

Qui a tué la belle veuve ? Et quand ? Le roman noir qui enflamme la Péninsule rebondit donc. La personnalité même de la victime suscite les passions. Rare-

ment femme fut plus enviée, lorsque, mannequin en vue, elle épousa à la fin des années 1970 un riche industriel de vingt ans son aîné, le comte Agusta, à la tête d'une société fabriquant des hélicoptères du même nom. Ce mari mourut il y a douze ans. La veuve hérita de sa fortune, estimée alors à un milliard de francs. Mais le fils d'un premier lit, Rocky Agusta, disputa à sa belle-mère cet énorme héritage. L'an passé, la justice ayant enfin tranché, les deux êtres se réconcilièrent.

L'ancien compagnon de la veuve Agusta, Maurizio Raggio, avait été mis en cause avec Francesca Vacca Agusta pour avoir aidé à blanchir les fonds secrets de l'ancien président socialiste du conseil Bettino Craxi, mort en cavale à Hammamet (Tunisie). L'affaire n'est pas encore totalement jugée. Aujourd'hui, l'ancien amant s'indigne de ce que les habitants du palais présents le soir du 8 n'aient pas plus vite réagi lorsqu'ils n'ont plus vu la comtesse. Sept heures s'étaient écoulées, avant qu'ils ne lui téléphonent au Mexique, où il était en vacances, et c'est lui-même qui prévint aussitôt la police de Portofino.

Que s'était-il passé, du moins selon les premiers témoignages ? Vers 19 heures, Francesca faussa compagnie à son amant, le Mexicain Tirso Rosario Roncador, à sa meilleure amie, Suzanna, et à deux serveurs. Ivre et bourrée de médicaments, elle serait sortie dans le jardin et se serait approchée du bord escarpé... Les divers personnages de ce drame ne quittent plus le palais, en attendant que lumière soit faite. La dépouille retrouvée et identifiée, le notaire va pouvoir procéder à l'ouverture du testament. Il y en aurait plusieurs, rédigés au fil des changements d'humeur de la comtesse. Le document va-t-il fournir la clé du mystère ?

Danielle Rouard

Joseph Kabila a été reçu à Paris par Jacques Chirac

PARIS. Le nouveau président de la République démocratique du Congo (RDC), Joseph Kabila, a été reçu, mercredi 31 janvier, pendant une demi-heure à l'Elysée par Jacques Chirac, puis par ses collaborateurs. Il a déclaré que leurs entretiens avaient été « assez fructueux et profitables à la République démocratique ». Le « fils héritier » de Laurent-Désiré Kabila (assassiné le 16 janvier) a confirmé à M. Chirac sa volonté de voir appliquer les accords de Lusaka « en insistant sur la nécessité de la restauration d'un Congo libre dans ses frontières internationalement reconnues ». Il s'est dit « immédiatement disponible, en parallèle, pour un dialogue national sans préalable », a indiqué un porte-parole de l'Elysée.

Joseph Kabila faisait une escale technique à Paris avant de se rendre à Washington, où il devait rencontrer, jeudi, le secrétaire d'Etat américain, Colin Powell. Ce dernier a eu, jeudi, un entretien avec le président du Rwanda, Paul Kagame, sur « la manière de profiter de l'opportunité [l'arrivée au pouvoir de Joseph Kabila] dans la région pour mettre en œuvre les accords de Lusaka, pour amener la paix et la réconciliation », selon un porte-parole. Une rencontre à Washington entre Paul Kagame et Joseph Kabila n'est pas exclue. — (AFP ; Reuters.)

Augusto Pinochet officiellement inculpé et assigné à résidence

SANTIAGO DU CHILI. L'ex-dictateur chilien Augusto Pinochet, sous le régime duquel des centaines de milliers d'opposants ont été tués, emprisonnés ou contraints à l'exil, a passé, mercredi 31 janvier, son premier jour de détention préventive dans sa propriété de la côte du Pacifique, où il a été assigné à résidence. Le général Pinochet, âgé de quatre-vingt-cinq ans, s'est vu officiellement notifier à Los Boldos, près de Bucalemu (120 km au sud-ouest de Santiago), son inculpation et son assignation à résidence ordonnées lundi par le juge Juan Guzman.

Des hommes de l'armée de terre, qu'il a commandée pendant vingt-cinq ans jusqu'en mars 1998, ont été déployés pour assurer la surveillance de cette propriété dont l'ancien dictateur ne pourra plus sortir jusqu'à son procès. Cette arrestation, onze ans après la restauration de la démocratie au Chili, est le point culminant d'un processus commencé le 16 octobre 1998, avec sa première interpellation par des policiers de Scotland Yard à Londres. — (AFP.)

La piraterie maritime a atteint un niveau record en 2000

LONDRES. Les actes de piraterie en mer ont augmenté de 56 % en 2000, atteignant des proportions jamais observées, selon un rapport du Bureau maritime international (IMB). Un total de 469 attaques ont été recensées en 2000, contre 300 en 1999 et 107 il y a dix ans. Les abordages sont de plus en plus violents : 72 marins ont été tués et 99 blessés l'an dernier, contre 3 tués et 24 blessés en 1999, tandis que 26 membres d'équipage restent portés disparus. Les eaux au large de l'Indonésie sont les plus dangereuses au monde. Le détroit de Malacca, entre l'île indonésienne de Sumatra et la côte ouest de la Malaisie, a connu une hausse impressionnante des cas de piraterie : 2 en 1999 et 75 en 2000. Troisième cible, le Bangladesh a subi 55 actes de piraterie contre 25 en 1999. Les parages de l'Inde, de l'Equateur et le sud de la mer Rouge ont aussi été victimes d'attaques répétées. — (AFP.)

Nouvelle offensive de propagande contre la secte Falun Gong

PÉKIN. Après une semaine de silence, la télévision chinoise a diffusé, mardi 30 janvier, des images des cinq adeptes de la secte interdite Falun Gong qui se sont immolés par le feu le 23 janvier sur la place Tiananmen. Filmées par les policiers, ces images montrent Wang Jindong, âgé de cinquante ans, le seul homme parmi les cinq, présenté comme « l'organisateur » du suicide. Les vêtements brûlés, Wang, assis dans la position du lotus, crie que « la Falun Gong est la loi que tout le monde doit respecter ». Il est entouré de policiers qui tentent apparemment de le bâillonner. D'autres images montrent les corps en flammes des quatre femmes et jeunes filles qui se sont également immolées. Parmi elles figure une enfant de douze ans, Liu Siying, titubant dans la fumée. Sa mère, Liu Chungling, est morte de ses brûlures. Ces images sont accompagnées d'une nouvelle offensive de la propagande à l'encontre de la secte. — (AFP.)

Le président indonésien pourrait être menacé de destitution

DJAKARTA. Les deux principales formations de l'Assemblée nationale indonésienne, le PDI-P de la vice-présidente Megawati Sukarnoputri et le Golkar de l'ancien président Suharto, ont accepté, jeudi 1^{er} février, les conclusions d'une commission parlementaire impliquant le président Abdurrahman Wahid dans deux scandales financiers. L'Assemblée nationale doit décider si elle adresse ou non une réprimande au chef de l'Etat.

Jeudi matin, quelques centaines de manifestants, les uns hostiles et les autres favorables à M. Wahid, qui nie toute implication dans ces scandales, étaient séparés par un cordon de police à l'extérieur de l'enceinte du Parlement à Djakarta. En cas d'avertissement de l'Assemblée au chef de l'Etat, ce dernier disposerait d'un délai de trois mois pour s'expliquer. En cas de refus de sa part, l'amorce d'une procédure de destitution serait alors envisagée. — (Corresp.)

PUBLICATIONS JUDICIAIRES
Office Spécial de Publicité
47, rue Louis Blanc 92984 LA DEFENSE Cedex
Tél : 01.49.04.01.84 - Fax : 01.43.33.51.36

Par arrêt du 12 Octobre 2000 la 2^{ème} Chambre Comle de la Cour d'Appel d'Aix-en-Provence a déclaré la sté JEANNE ARTHES coupable de concurrence déloyale et lui a interdit, sous astreinte de 1.000 FF par infraction constatée 2 mois après la signification de l'Arrêt, de fabriquer, faire fabriquer et vendre ou faire vendre, le produit de parfumerie « Bonzaï pour Homme » présentant les ressemblances relevées par cet Arrêt, de fragrance, de marque et de présentation avec l'eau de toilette « Kenzo pour Homme » de la sté KENZO. Un expert a été désigné pour déterminer le préjudice exacte subi par les stés KENZO et KENZO PARFUMS. La sté JEANNE ARTHES a été condamnée à payer aux stés KENZO et KENZO PARFUMS une provision de 100.000 FF ainsi qu'une somme de 10.000 FF par application de l'article 700 du NCP et aux entiers dépens. La publication est autorisée.

ISTH
Enseignements Supérieurs Privés

SUP'DEUG

- Droit 1^{re} et 2^e années
- Eco 1^{re} et 2^e années
- Toutes facultés
- Toutes matières
- Session semestrielle
- Session intensive d'été : août

Tél. : 01 42 24 10 72

Confronté à de graves difficultés financières, le PCF réduit son train de vie

M. Hue souhaite un doublement de l'aide de l'Etat

QUI paie commande : l'adage vaut aussi au PCF. Dans l'épreuve de force qui a opposé le collège exécutif du parti aux groupes des députés et sénateurs, ces derniers ont marqué un point. Alors que les tentatives de la Place du Colonel-Fabien pour davantage contrôler l'action de ses parlementaires (*Le Monde* daté 14-15 janvier) avaient été fustigées, notamment par Jean-Claude Lefort, député du Val-de-Marne, qualifiant ce « retour à des vieilles pratiques » de « maladie gériatrique du communisme », la nouvelle version du texte codifiant les relations entre les deux instances scelle l'armistice. Il est désormais précisé qu'entre eux « la coopération et l'échange seront favorisés à tous les niveaux (...). Sous la responsabilité de chacun des présidents de groupe, ce travail s'effectue dans le respect de l'indépendance et des règles de vie des groupes, et notamment des textes qui ont prévalu à la constitution du groupe communiste de l'Assemblée nationale depuis 1993 », accordant la liberté de vote à ses membres.

C'est vrai qu'avec un peu plus de 140 millions de francs, dont 40 millions pour le fonctionnement du collège national, les versements d'indemnités des élus constituent la première source de financement du parti, devant les souscriptions diverses (un peu moins de 80 millions de francs, vente du muguet du 1^{er} Mai compris), les cotisations des adhérents (48 millions de francs), en baisse structurelle, et enfin l'aide publique de l'Etat (40 millions de francs). Présenté en marge du conseil national des 27 et 28 janvier, l'état des finances du PCF n'est pas bon. « Chaque mois, en 2000, nous avons dépensé un million et demi de plus que nos recettes mensuelles », a expliqué Roland Jacquet, trésorier national du PCF. Dans une note interne du 15 janvier, ce dernier dressait un constat encore plus alarmiste : « Les pertes budgétaires cumulées passées (20 millions de francs en 1997, 13 millions en 1998) vont être aggravées et portées à 40-42 millions de francs » à fin 2000. Aux difficultés du siège, s'ajoutent celles des fédérations. En 1999, soixante d'entre elles ont été déficitaires, certaines connaissant même des problèmes de trésorerie.

Face à cette évolution jugée « grave » et « préoccupante », le grand argentier du PCF a proposé, pour 2001, une série de coupes claires dans tous les secteurs. Au plan national, le PCF prévoit de réduire

son train de vie de 117,1 millions de francs en 2000 à 103,4 millions, soit une diminution de 11,7 %. Ainsi sont prévues des baisses pour « les salaires et charges de 15 %, la communication (- 36 %), les activités parlementaires (- 15 %) et les aides aux organismes (- 49 %) ». Entrent dans cette dernière catégorie les subventions versées au mensuel *Regards*, à l'association Espace Marx et au Mouvement de la jeunesse communiste. Sont en revanche épargnées les aides aux fédérations (+ 7,7 %), qui s'élèvent au total à 9,2 millions de francs, et à *L'Humanité* (+ 47 %), avec le passage à 3 millions de francs de la subvention accordée par le parti.

PLAN SOCIAL

La direction du PCF a ouvert un plan social prévoyant le départ de 42 collaborateurs de la Place du Colonel-Fabien, ce qui représentera, à terme, une économie de 5 millions de francs. Elle met aussi à l'étude l'« externalisation d'activités » qui ne sont pas directement liées à son activité politique.

Pour l'instant, le « retard dans la mise en œuvre du plan social », prévu dès 2000, a coûté « 1,5 million de francs », précise M. Jacquet. De plus, le référendum sur le quinquennat, en septembre 2000, a entraîné un surcoût de 2,2 millions de francs. Quant à la souscription lancée à l'automne, elle a rapporté 9 millions, mais « il manque 3 millions ». En 2000, les recettes diverses sous lesquelles se cachent notamment les cessions d'actifs immobiliers s'élèvent à 10 millions de francs. Pour 2001, il est prévu près de 3,7 millions de recettes diverses.

Pour pallier ces difficultés financières, le PCF ouvre deux pistes. D'une part, M. Hue avance l'idée que « l'Etat doit en partie assumer le coût financier de la démocratie ». En clair, le PCF préconise un doublement de l'aide versée par l'Etat aux partis politiques et demande que la part calculée sur le nombre d'électeurs aux élections législatives soit portée de 11 francs à 15 francs par voix. Le PCF a décidé d'accélérer la mise en place des associations départementales de financement. Trente-neuf fédérations ont d'ores et déjà créé leur association, la plupart des autres devraient suivre. Pour le PCF, elles ont pour atouts d'assurer « une mutualisation des moyens financiers ».

Alain Beuve-Méry

M. Cambadélis invite les socialistes à envoyer des chèques à « L'Humanité »

LA LETTRE est signée Jean-Christophe Cambadélis, député de Paris et, surtout, théoricien des alliances à gauche du PS. Son objet pourrait se résumer comme suit : « Opération sauvetage du Parti communiste et de la gauche plurielle jusqu'en 2002, au moins. » Les premiers députés, sénateurs, maires ou ministres socialistes l'ont reçue jeudi 1^{er} février. « Cher(e) s camarades, ma démarche est peu habituelle. En effet, si je m'adresse à vous par courrier, c'est pour vous demander de souscrire à la campagne pour sauvegarder L'Humanité. »

Depuis dix ans, *L'Huma* va mal. Mais la situation empire : elle perd désormais 4 millions de francs tous les mois. Un aparté entre Jean-Luc Lagardère et Robert Hue, chez Stock, le 16 novembre 2000, alors que Jean-Claude Gayssot fêtait la sortie de *Sur ma route*, avait précédé de deux semaines le lancement d'une souscription auprès des lecteurs - manière très communiste de répondre aux problèmes. Le 18 janvier, alors que le ministre des transports recevait à dîner à l'hôtel de Rocquelaure, le PDG de Matra-Hachette avait longuement discuté avec MM. Hue et Gayssot. Lagardère pourrait faire partie des investisseurs privés qui entreraient dans le capital de *L'Humanité*, à hauteur de 20 % (*Le Monde* du 29 janvier).

Ariane Chemin

La droite se prépare à faire échouer la réforme de la procédure budgétaire

RPR, UDF et DL accusent Bercy de s'opposer à un renforcement des prérogatives du Parlement

Les députés ont adopté en commission spéciale, mercredi 31 janvier, la proposition de loi organique destinée à accroître les pouvoirs du Parle-

ment sur le budget. RPR et UDF se sont abstenus tout en prévenant, avec DL, qu'ils voteront contre le texte, le 8 février, dans l'Hémicycle, si le

gouvernement refuse leurs amendements. La droite souhaite notamment plus de rigueur et de transparence dans les comptes de l'Etat.

LE PRÉSIDENT de l'Assemblée nationale, Raymond Forni (PS), veut y croire encore, mais l'opposition lui donne décidément peu de raisons d'espérer. La proposition de loi organique réformant l'ordonnance du 2 janvier 1959 - qui prive le Parlement de tout véritable pouvoir d'amendement sur le budget de l'Etat - se heurte au scepticisme croissant de la droite. En marge des travaux de la commission spéciale de 57 députés chargée d'élaborer ce texte, les élus RPR, UDF et DL ont multiplié, mercredi 31 janvier, critiques et mises en garde contre les pressions du ministère des finances et la tentation d'une réforme *a minima*.

Le texte, qui sera examiné en première lecture le 8 février à l'Assemblée, affiche un double objectif : rendre la gestion des finances publiques plus transparente et plus efficace grâce à la définition de « missions » et de « programmes » mieux identifiés que les « titres » et les « chapitres » actuels ; accroître les prérogatives du Parlement en matière budgétaire (*Le Monde* du 26 janvier). Mais

la droite juge qu'il y a loin des intentions aux actes, et plusieurs députés préviennent, mercredi, à l'issue d'un « intergroupe » RPR-UDF-DL, qu'ils « ne voteront pas le texte en l'état ».

Le message fait souffler un petit vent de panique sur la majorité. Le président de l'Assemblée, qui pousse cette réforme avec Didier Migaud (PS), rapporteur général du budget, s'empresse de publier un communiqué dans lequel il se montre plus conciliant que Bercy : « Les amendements déposés par l'opposition comme la majorité posent de vraies questions et méritent un examen approfondi, écrit-il. Je souhaite que la négociation continue sur des bases d'écoute réciproque. » M. Forni, qui préside la commission spéciale, croit qu'« un consensus peut être atteint », et, dans les couloirs, il dit « compter » sur les navettes Assemblée-Sénat pour améliorer un texte « organique » qui doit être approuvé dans les mêmes termes par les deux chambres.

Ce communiqué a-t-il eu un effet apaisant ? En fin d'après-midi, RPR et UDF s'abstiennent au

moment du vote de la proposition de loi en commission, tandis que DL décide de ne pas y prendre part. Le texte est donc adopté avec les seules voix de la gauche. Car les points durs demeurent. « Aujourd'hui, nous butons sur un clivage fondamental gauche-droite sur ce que doit être une loi de finances », regrette Jean-Jacques Jégou, spécialiste du budget à l'UDF, la veille plus ouvert à la « proposition Migaud ». « Les chances d'un succès diminuent : nous ne voterons pas un texte qui manque de substance et qui ne serait qu'un mirage médiatique », renchérit le centriste Pierre Méhaignerie.

REFUS DE « SERVIR LA SOUPE »

François d'Aubert, vice-président de DL, dénonce le « verrouillage de Bercy ». L'ancien secrétaire d'Etat au budget assure que « l'objectif de renforcer les pouvoirs du Parlement dans l'élaboration et le contrôle du budget n'est pas atteint ». François Goulard (DL) s'inquiète du « flou entourant les notions de "missions" et de "programmes" » et ne croit pas

qu'en amont le gouvernement ait vraiment l'intention de moderniser la gestion de l'Etat. Philippe Auberger (RPR) n'est pas plus enthousiaste. « Il est ridicule de vouloir se mettre d'accord sur une loi organique tant qu'on n'est pas d'accord sur la politique budgétaire », explique l'ancien rapporteur général du budget.

La droite exige plus de rigueur du gouvernement. C'est l'objet d'un amendement destiné à faire apparaître le « vrai » déficit de l'Etat, c'est-à-dire celui de fonctionnement, dans l'article d'équilibre du budget. L'opposition demande aussi que le Parlement puisse voter un plafond d'emprunt (comme dans plusieurs pays) et que la loi de finances regroupe tous les impôts, qu'ils soient affectés à l'Etat ou à la Sécurité sociale. Mais toutes ces demandes masquent mal la volonté de certains d'en découdre politiquement. Ce que résume crûment M. Goulard, quand il dit qu'il n'est « pas là pour servir la soupe » au gouvernement.

Jean-Michel Bezat

N'ATTENDEZ PLUS
LES SOLDES POUR FAIRE
DE BONNES AFFAIRES.

ÉPARGNE
ORANGE

5%
D'INTÉRÊT BRUT*

- Votre argent toujours disponible
- Aucuns frais, aucune commission
- De 100 F à 10 000 000 F de dépôt
- Vous ne changez pas de banque

0 810 120 000
24H/24 PRIX D'UN APPEL LOCAL

3615 INGDIRECT
8h-19h : 0,45 F/mn. - 19h-8h : 0,23 F/mn.

Précisez le code média : 21393

www.ingdirect.fr

*5,0% taux nominal annuel brut au 01/09/2000, soit un taux nominal annuel net de 3,75% après prélèvement libératoire et contributions sociales, susceptible d'évolutions. Offre réservée à toute personne physique majeure. Epargne disponible à tout moment. Premier dépôt minimum de 100 F. Epargne Orange est une marque déposée. ING BANK N.V., société anonyme de droits néerlandais. Siège social : Strawinskylaan 2631 1077 ZZ Amsterdam (Pays-Bas). Registre du commerce d'Amsterdam numéro 275/1996. Succursale en France : Immeuble le Périgères - 201, rue Carnot - 94120 Fontenay-sous-Bois - Tél. : 33 (0) 1 53 99 52 00 - 341 629 095 RCS Créteil - Code APE 651 C

ING DIRECT
LÀ OÙ VOTRE ARGENT EST HEUREUX

La FNSEA perd des voix mais préserve ses positions face à la Confédération paysanne

Le syndicat de José Bové progresse de plus de six points aux élections aux chambres d'agriculture

Les premiers résultats des élections aux chambres d'agriculture font apparaître un tassement des listes de la FNSEA au bénéfice de la Confédération

paysanne. Ce mouvement n'est pas assez marqué pour se traduire, pour le syndicat dont José Bové est la figure de proue, par des gains substantiels en ter-

mes de présidences. La Confédération enregistre, en outre, un revers dans son bastion du Finistère, reconquis par la FNSEA (*lire notre éditorial page 16*).

LES PREMIERS RÉSULTATS des élections aux chambres départementales d'agriculture étaient attendus, jeudi matin 1^{er} février, un sensible recul des voix obtenues par le tandem FNSEA-CNJA par rapport à la précédente consultation, en 1995. Cependant, en raison du mode de scrutin qui favorise considérablement, en nombre de sièges, la liste arrivée en tête, ces résultats renforçaient l'espoir, voire la certitude, pour les représentants du syndicalisme majoritaire, de regagner la présidence dans plusieurs organismes, notamment le Finistère et la Lozère. Pour sa part, la Confédération paysanne enregistre une progression très significative de ses suffrages.

Le décompte des voix publié par le ministère de l'Agriculture et de la pêche indique que les listes FNSEA-CNJA et celles des apparentés ont respectivement obtenu, dans le premier collège, celui des exploitants, 52,42 % et 1,15 % des suffrages (contre 56,44 % et 3,35 % en 1995). Ce collège est le plus important, puisque les résultats qui y sont observés déterminent, dans la quasi-totalité des cas, la couleur du futur président de l'établissement public.

Le recul est net d'autant que Luc Guyau, président de la FNSEA, avait indiqué, lors de sa campagne, qu'en dessous de 55 % il considérerait que son organisation ne pourrait parler de vrai succès. La Confédération paysanne, de son côté, progresse nettement, obtenant 26,39 % des voix (contre

20,07 %), auxquelles il convient d'ajouter 1,47 % correspondant à quelques listes où elle était associée au Mouvement de défense des exploitants familiaux (Modéf). La Coordination rurale reste stable (12,38 %, au lieu de 12,17 %) et le Modéf recule (2,9 % au lieu de 4,64 %). Les listes classées « divers », qui reflétaient parfois des conflits locaux de dirigeants ou des expressions poujadistes de mécontentement, totalisent 3,29 %, au lieu de 2,52 % il y a six ans.

Les résultats des autres collèges (salariés, représentants des groupements, coopératives, Crédit agricole et Mutualité agricole, très nombreux retraités...) ainsi que ceux des départements d'outre-mer ne devaient être disponibles que vendredi, et les résultats définitifs ne seront publiés que le 5 février. Dans tel ou tel département, les jeux ne sont pas faits d'avance pour l'élection du bureau et du président, et des alliances de dernière minute sont toujours possibles.

Une analyse plus fine, département par département, peut, ici ou là, faire apparaître des changements parfois remarquables, liés à des situations particulières de l'économie agricole locale, selon qu'elle est dominée par l'élevage, les grandes cultures, la vigne ou les fruits, liés encore à l'éventuelle implantation solide d'un leader ou au long travail de terrain d'un syndicat.

Dans l'Ouest, la Confédération

paysanne perd son bastion du Finistère. La branche locale de la FNSEA, représentée par un éleveur de lait modéré, Jacques Jaouen, remporte plus de 63 % des suffrages. La Confédération paysanne a rassemblé seulement 34 % des électeurs et la Coordination rurale pas plus de 3 %. « Quand il y a des crises, ce sont toujours les oppositions qui raflent la mise », a commenté le sortant battu, René Quémeré, pour qui le vote FNSEA-CNJA est un « vote-refuge en

Luc Guyau, président de la FNSEA, avait indiqué qu'en dessous de 55 % il considérerait que son organisation ne pourrait parler de vrai succès

faveur d'une liste qui a tenu un discours populiste et corporatiste ». En Loire-Atlantique, le syndicat opposé à Luc Guyau devrait garder la présidence de la chambre d'agriculture, avec 38,8 % des voix. La Coordination rurale réunit 26,32 % des suffrages dans ce département. La

Confédération réalise, en fait, un meilleur score dans les départements où elle n'était pas implantée aux précédentes élections, notamment dans le Morbihan et dans toute la Basse-Normandie. Elle progresse aussi dans le Centre, où la Coordination recule très nettement, notamment dans son bastion céréalier d'Eure-et-Loir, en Gironde et en Haute-Loire. Elle devrait aussi emporter la présidence des chambres du Var et de la Réunion.

En Lot-et-Garonne, c'est la Coordination rurale qui est en tête, mais il n'est pas sûr qu'elle emporte la présidence. Dans la Haute-Vienne, un département très concerné par la crise de l'élevage bovin, c'est une liste dissidente de celle de la FNSEA-CNJA « officielle » qui gagne, de peu, devant la Confédération.

Commentant ces résultats, le ministre de l'Agriculture, Jean Glavany, qui a souligné la « neutralité absolue des pouvoirs publics », a estimé que « ces élections étaient un grand moment de démocratie sociale ». Il a précisé que les résultats illustrent « une belle victoire du pluralisme syndical inscrit dans la loi d'orientation agricole de 1999 ». C'est en tout cas une victoire de la participation, puisque 61,5 % des chefs d'exploitation sont allés aux urnes, contre seulement 57,8 % en 1995.

Gaëlle Dupont et François Grosrichard (avec nos correspondants)

Satisfaction à la Confédération

La Confédération paysanne s'est réjouie, jeudi 1^{er} février, dans la matinée, de sa progression de 20,07 % à 26,39 % des suffrages aux élections aux chambres départementales d'agriculture. Le syndicat conserve la chambre d'agriculture de Loire-Atlantique, gagne celle du Var, mais perd le Finistère. Dans les DOM-TOM, il garde la Réunion. Les chiffres de la Guyane et de la Martinique étaient attendus dans la journée. L'un des porte-parole du syndicat, René Louail, éleveur de porcs dans le Finistère, parle de « victoire » : « L'important, c'est que la Confédération progresse sur tout le territoire. Dans 86 chambres sur 90, nous sommes au-dessus du seuil de 15 % ». Selon M. Louail, cela signifie une capacité d'action accrue des militants et « un poids plus important dans les instances où se fait la politique agricole ».

Luc Guyau lance « un appel de raison » aux autres syndicats

« MERCI JOSÉ ! » La FNSEA en est sûre : elle doit une partie de son succès à « l'effet Bové ». Le médiatique porte-parole de la Confédération paysanne aurait eu un « effet repoussoir » sur l'électorat. « Si son discours passe bien auprès de l'opinion publique, il n'est pas compris par les agriculteurs », expliquait-on, mercredi 31 janvier, au siège parisien de la FNSEA.

Pour certains cadres du syndicat majoritaire, la clé de sa propre résistance a été le fort taux de participation : « La volonté du ministre de l'Agriculture de casser la FNSEA a fait sortir les abstentionnistes, ils se sont sentis agressés. » Sûrement parce qu'elle a senti le vent du boulet au cours des derniers mois, la FNSEA a aussi resserré les rangs avec vigueur : « Les fédérations départementales se sont mobilisées comme jamais, estime ce représentant de producteurs céréaliers. La FNSEA dispose au niveau local d'une puissance de feu que n'ont pas les autres syndicats. » D'autres ironisent sur la stratégie de certains responsables de la Confédération paysanne, parfois en position difficilement éligible : « Cinquième de liste dans le Lot, c'est vachement pire que quatrième dans le 18^e arrondissement de Paris »...

Autour du buffet dressé pour la soirée, l'atmosphère s'est détendue au fur et à mesure que parvenaient les résultats. Luc Guyau, président de la FNSEA, n'a pas attendu pour crier victoire, car les tendances recueillies sur la moitié des départements, en début de soirée, ne laissaient déjà aucun doute sur la bonne résistance de la

FNSEA. Mais il y avait autant de hargne que de jubilation dans son premier commentaire : « Ceux qui ont voulu nous faire mordre la poussière ont perdu. » Dénonçant « la campagne de dénigrement » dont aurait été victime son syndicat, il a martelé les « deux bonnes nouvelles » de la soirée : la reconquête de la Lozère, « que nous avions perdue au profit d'une association d'éleveurs réactionnaires », et surtout celle du Finistère, un des plus importants départements agricoles, repris après six ans de gestion par la Confédération paysanne. Contesté jusque dans son fief vendéen au cours d'une campagne très personnalisée, M. Guyau s'est permis un moment d'autosatisfaction : « J'ai fait 68 % dans ma commune ».

PARTICIPATION RECORD

Président du CNJA, Jean-Luc Duval a surtout insisté sur le taux record de participation : « Cela nous donne une crédibilité dont devront tenir compte les dirigeants politiques. » Mais avant de reprendre le dialogue avec les pouvoirs publics, M. Guyau souhaite œuvrer à la réconciliation. Plus serein en fin de soirée, il a lancé « un appel de raison à tous les syndicats pour étudier ensemble les moyens de mieux défendre les éleveurs victimes de la vache folle ». Il espère, « sur ce sujet ponctuel », convaincre ses collègues de « faire front commun et manifester la solidarité indispensable pour sauver l'élevage français ».

Jean-Jacques Bozonnet

La vache folle n'a pas poussé le Puy-de-Dôme à choisir la Confédération paysanne

CLERMONT-FERRAND de notre correspondant

La chambre d'agriculture du Puy-de-Dôme, détenue jusqu'à présent par les représentants de la Fédéra-

REPORTAGE

Ici, la désillusion des producteurs de lait et de viande a été déterminante

tion nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA), figurait parmi celles qui pouvaient basculer, mercredi 31 janvier, dans

l'escarcelle de la Confédération paysanne. Une contestation de la politique conduite par l'équipe dirigeante permettait de l'envisager. Lors des précédentes élections de 1995, 42 % des chefs d'exploitations agricoles, dont le collège est déterminant puisque le plus important en nombre de sièges, s'étaient déjà prononcés en faveur des candidats de la Confédération paysanne.

L'Union départementale des syndicats d'exploitants agricoles (UDSEA), affiliée à la FNSEA, n'avait obtenu, pour sa part, qu'une majorité relative de 45 % avec seulement 294 voix d'avance.

La Coordination rurale, elle, avait recueilli 13 % des suffrages.

Mercredi, l'UDSEA a déjoué ce pronostic puisqu'elle l'a emporté avec 497 voix d'avance, en bénéficiant de 48,62 % des suffrages des chefs d'exploitations, contre 41,48 % pour la Confédération paysanne et 9,70 % pour la Coordination rurale.

HOSTILITÉ AFFICHÉE

L'« effet Bové » n'est donc pas intervenu dans ce département dont l'histoire permet d'expliquer la ligne de fracture qui existe entre les deux camps. L'ancrage solide de la Confédération paysanne vient de ce qu'elle est le prolongement direct de l'ancienne FDSEA créée par Roland Viel. Celui-ci avait toujours affiché ses convictions d'homme de gauche et s'opposait résolument à Michel Debattise, fondateur de l'UDSEA et qui fut secrétaire d'Etat aux industries agroalimentaires de 1979 à 1981.

Jean-Paul Ouzon, qui conduisait la liste de la Confédération paysanne face à celle du président sortant de la chambre d'agriculture, Gérard Renard (FDSEA), a exploité ce courant durant sa campagne. Il a également mis à profit la grande désillusion des producteurs de

lait et de viande de la moyenne montagne dont les voix pouvaient être déterminantes. Bon nombre d'entre eux, frappés de plein fouet par la crise de la vache folle, avaient ouvertement affiché leur hostilité envers les responsables de la chambre d'agriculture. A leurs yeux, ceux-ci avaient privilégié trop longtemps une forme d'agriculture intensive allant à l'encontre de celle qu'ils pratiquent.

Ils faisaient également grief à la chambre d'agriculture « de financer le journal de l'UDSEA, L'Auvergne agricole », tout comme ils lui reprochaient « de ne pas avoir utilisé des subventions régionales à même de relancer certaines filières » faute d'avoir monté à temps les dossiers préalables à leur obtention.

La Confédération paysanne tablait aussi sur de bons résultats dans le collège des retraités et dans celui des salariés. Elle escomptait également attirer les voix d'une bonne partie des six-cents « pluriactifs », dont l'activité agricole n'est pas la seule source de revenus, et qui étaient appelés, pour la première fois, à voter dans le collège des exploitants.

Jean-Pierre Rouger

Les droits du conjoint survivant dans les successions devraient être améliorés

Une proposition de loi sera discutée à l'Assemblée

PROMISE par le gouvernement depuis 1998, la réforme du droit de la famille tarde tant à sortir des cabinets ministériels que les députés socialistes s'en emparent, chapitre après chapitre. Après la révision de la prestation compensatoire, adoptée en juin 2000, c'est au tour du droit du conjoint survivant de faire l'objet d'une proposition de loi du groupe, qui sera discutée en séance, mardi 6 février, dans le cadre de la « niche » parlementaire du PS. « L'attente » des Français sur ce sujet est « véritable », insiste Alain Vidalies, député (PS) des Landes, auteur du texte.

« Le conjoint d'un défunt fait aujourd'hui figure de véritable parent pauvre de la succession », note le député, comme l'avaient souligné les rapports de la sociologue Irène Théry (mai 1998) et de la juriste Françoise Dekeuwer-Defossez (septembre 1999). Depuis vingt ans, la nécessité de réformer le droit des successions s'est imposée comme une évidence bien qu'aucun des projets élaborés (par Michel Sapin en 1991 et par Jacques Toubon en 1995) ne soit discuté au Parlement.

Pour l'essentiel, la législation sur les successions date du code Napoléon (1804). Dans une France rurale, il s'agissait d'éviter le démantèlement de la propriété foncière en privilégiant les liens du sang. Dès lors que le défunt a des enfants ou des petits-enfants, son conjoint ne dispose donc que d'un quart de la succession en usufruit. S'il n'a pas d'enfant, mais qu'il laisse derrière lui des ascendants ou collatéraux, frères ou sœurs, le conjoint survivant se voit attribuer la moitié des biens en usufruit. Ce n'est que dans l'hypothèse où le défunt ne laisse ni enfants, ni parents, ni frères et sœurs que le conjoint vient en priorité dans l'ordre des successions et obtient des biens en pleine propriété.

Cela le place « dans une situation particulièrement difficile, sans assurance de pouvoir demeurer dans le logement qu'il partageait avec le défunt », explique M. Vidalies. Avec cette place quasi résiduelle du conjoint dans l'ordre successoral, la France se trouve très en retrait par rapport à ses voisins, Espagne exceptée. Cette situation est « doublement injuste », selon le député, puisque seuls les couples bien informés

compensent ces dispositions devant notaire, par testament, modification de régime matrimonial ou donation au dernier des vivants : « Il est temps d'introduire dans le droit de succession la logique de l'affection ».

Le groupe PS propose donc de remonter la place du conjoint dans l'ordre des successions afin de lui garantir des droits propres en pleine propriété, même en présence d'enfants ou de parents du défunt. Dans le cas où la personne décédée laisse des descendants, son conjoint disposerait d'un quart des biens de la succession en propriété. Sans descendance, le conjoint bénéficierait de la propriété de la moitié des biens de la succession si les parents du défunt sont encore en vie, et des trois quarts si l'un des deux parents est décédé. En l'absence de descendants et d'ascendants, le conjoint survivant hériterait de tous les biens en pleine propriété, les frères et sœurs du défunt se trouvant écartés de la succession.

LE CAS DES ENFANTS ADULTÉRINS

Autre disposition importante : pour permettre au conjoint de continuer à vivre dans la maison du couple serait créé un droit d'habitation de la résidence principale pour la durée de la vie. Le conjoint survivant serait amené à choisir entre sa part de la succession ou ce droit d'habitation. Si la valeur de ce droit d'habitation, calculé en fonction de l'âge du bénéficiaire et de la valeur locative du logement, est inférieure à la valeur de la part de la succession qui lui échoit, le conjoint bénéficierait d'un complément ponctionné sur les biens transmis. Dans le cas inverse, il ne serait pas tenu de rembourser la différence.

Par un amendement, Ségolène Royal, ministre déléguée à la famille et à l'enfance, souhaite régler le problème des enfants adultérins. Le 1^{er} février 2000, la France a en effet été condamnée par la Cour européenne des droits de l'homme pour les discriminations dont sont l'objet les enfants adultérins, qui ne reçoivent que la moitié de ce à quoi ils pourraient prétendre s'ils étaient légitimes. Neuf articles du code civil seraient supprimés pour aligner les droits successoraux des enfants.

Pascal Krémer

M. Chirac demande l'amélioration du projet sur la « prime pour l'emploi »

JACQUES CHIRAC a souhaité, mercredi 31 janvier, en conseil des ministres, que le projet de loi sur la « prime pour l'emploi » soit amélioré lors de son examen au Parlement, le 7 février, de façon à « éviter les inégalités entre les familles, selon que leurs revenus proviennent d'un ou de deux salaires ». « Le choix d'un dispositif de crédit d'impôt sur le revenu me paraît meilleur que celui de la ristourne dégressive de CSG », a toutefois estimé le chef de l'Etat.

Le gouvernement a répliqué que « la prime pour l'emploi est faite pour inciter les gens à travailler. Il est donc normal qu'elle favorise un couple bi-actif par rapport à un couple mono-actif. Qui plus est, nous avons pris acte des remarques du Conseil constitutionnel et notre dispositif est familialisé ».

Sécurité : M. Madelin dénonce la « délinquance en cocarde »

LORS DE LA CONVENTION de l'opposition sur la sécurité, mercredi 31 janvier, au Sénat, Alain Madelin a réclamé la « tolérance double zéro pour la délinquance en cocarde ». « Comment parler de tolérance zéro pour les premiers actes de délinquance en bas, sans exiger aussi la tolérance zéro – et même la tolérance double zéro – pour les actes de corruption, les trafics d'influence ou les trafics d'armes en haut », a déclaré le président de Démocratie libérale. Evoquant un certain nombre d'affaires – « Urba, Pechiney, Elf, Crédit lyonnais, fonds secrets, Mairie de Paris, marchés d'Ile-de-France, Falcone, Destrade, Méry » –, M. Madelin, en campagne présidentielle, a affirmé que « nos banlieues » sont « à l'image » des « responsables » : « Elles revendiquent pareillement, et souvent selon les mêmes formules, une situation de non-droit. »

DÉPÊCHE

■ CORSE : le président de la commission des lois de l'Assemblée nationale, Bernard Roman (PS), invite les élus corses à s'exprimer sur le futur projet de loi sur la Corse, lors de « deux auditions publiques », après la présentation du texte en conseil des ministres, le 14 février. Les neuf représentants des groupes à l'Assemblée de Corse seront entendus à l'Assemblée le 28 mars, puis, le 4 avril, le président de l'Assemblée de Corse, José Rossi (DL), le président du conseil exécutif de Corse, Jean Baggioni (RPR), et les présidents des deux conseils généraux.

SCIENCES PO formation
INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES DE PARIS

DROIT ET CONTENTIEUX DES ÉLECTIONS LOCALES

Connaître les règles du droit et du contentieux électoral pour prévenir les litiges et se défendre lors d'un contentieux

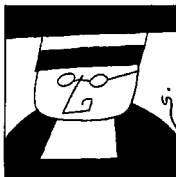
mardi 27 février 2001

Avec le concours de Jean-Pierre CAMBY, Claude GIRAULT et Laurent TOUVET

Renseignements et inscriptions : Isabelle DUCROCQ, 01 44 39 07 51

JUSTICE Une altercation a opposé Roland Dumas au substitut Jean-Pierre Champrenault, mercredi 31 janvier, lors de la dernière journée d'audience où comparait l'ancien ministre poursuivi pour

« complicité et recel d'abus de biens sociaux ». ● LE SUBSTITUT CHAMPRENAULT a estimé que M. Dumas ne répondait pas à ses questions à propos des mouvements de fonds sur ses comptes. ● EXCÉ-



DÉ, ROLAND DUMAS a alors menacé : « Le jour où je vais m'occuper de certains magistrats, croyez-moi... » ● LE PARQUET a décidé de ne pas poursuivre l'ancien ministre pour ces propos. ● AVOCAT FLAM-

BOYANT des procès politiques des années 1960 et 1970, M. Dumas a vu sa respectabilité entamée depuis sa mise en cause dans l'affaire Elf par ses revirements de stratégie et ses saillies.

A mi-procès, Roland Dumas a lancé des menaces contre les juges

« Le jour où je vais m'occuper de certains magistrats, croyez-moi... », a déclaré l'ancien président du Conseil constitutionnel alors que le procureur l'interrogeait sur les dépôts d'argent liquide constatés sur ses comptes. Après une interruption d'audience, il a présenté ses excuses

POUR UN PEU, à l'audition d'un dernier témoin près, on aurait cru l'instruction à l'audience terminée : place faite, désormais, au réquisitoire et aux plaidoiries, qui débiteront, avec celle de la partie civile, le groupe Elf-Aquitaine, lundi 5 février. Et puis, Jean-Pierre Champrenault, substitut du procureur de la République, comme à contretemps, demande une dernière fois la parole à la présidente du tribunal, Sophie Portier.

Après avoir longuement interrogé, la semaine passée, Roland Dumas sur l'emploi, présumé fictif, de son ancienne maîtresse, Christine Deviers-Joncour, qu'il aurait sollicité auprès du groupe pétrolier ; après l'avoir non moins longuement questionné sur le somptueux appartement de cette dernière, rue de Lille à Paris, à l'achat duquel il aurait participé et dont il aurait profité ; le représentant du ministère public aborde un dernier chapitre, inédit.

Le magistrat indique qu'il entend poser, à cet instant, des questions à l'ancien ministre sur les importants dépôts d'espèces (environ une dizaine de millions de francs, entre 1989 et 1997) découverts par l'enquête sur son compte bancaire et ceux de ses proches et de sa famille. « Ce n'est pas dans la pré-vention ! », s'insurge aussitôt le bâtonnier Jean-René Farthouat, conseil de Roland Dumas, invoquant la règle selon laquelle les prévenus doivent être interrogés que sur les faits qui leur sont reprochés. Rien, à l'issue de l'instruction, n'a été retenu sur ce point à l'encontre de l'ancien président du Conseil constitutionnel. Et dans son réquisitoire définitif, le procureur de la République concluait que « si des éléments [ont] permis de mettre à jour des revenus inconnus du fisc, dont Roland Dumas n'a pas précisé l'origine, ou de prétendues ventes en espèces d'objet d'art, [ceux-ci] n'ont pas suffi à établir qu'ils pouvaient, ne serait-ce que pour partie, provenir des comptes suisses de Christine Deviers-Joncour ». Mais il n'a pas formellement obtenu de non-lieu sur cet aspect.

La présidente résume : « Il n'y a pas la preuve qu'un franc ou un centime vienne d'Elf. » Mais, se tournant vers Roland Dumas : « Vous vouliez dissiper toute suspicion. C'est peut-être l'occasion... »

Alors, l'ancien ministre saisit sa canne et s'approche, droit à la barre, le ton déjà cassant. Pour l'argumentation juridique, il s'en rapporte aux propos de son avocat, mais veut « ajouter une chose » : « Tous



les moyens ont été utilisés, les petits, les grands, les moyens moyens », « les moyens les plus bas ». On a, dit-il, scruté les comptes de sa belle-fille, le compte épargne de sa petite-fille, de ses fils. « On est remonté jusqu'à quinze ou vingt ans sans retenir de la prescription et on a transmis à l'administration fiscale » - qui, d'ailleurs, fit ce qu'elle devait faire. Puis il s'en rendit vertement au substitut : « Tout cela pour salir un homme public, comme cela est devenu la règle dans notre démocratie ! »

« DES MENACES ? »

Roland Dumas s'est à peine rassuré que M. Champrenault poursuivit, estimant qu'« une fois encore », l'ancien ministre, « ne répond pas aux questions précises ». Le substitut argumente sur le fait qu'aucune preuve, en sens inverse, n'est venue établir que rien d'illégal n'avait été commis. « Mais alors ouvrez une information

[judiciaire] ! », tonne le bâtonnier Farthouat, excédé par cette forme de renversement de la charge de la preuve - qui incombe à l'accusation.

Et déjà, Roland Dumas de sursauter, debout face au parquet : « - C'est une honte, dans ce pays !

C'est une honte ! »

- Je vous en prie ! lance le substitut.

- Je n'ai rien à faire de vos prières, rétorque M. Dumas en se rasseyant.

Et, abandonnant le prétoire à la stupéfaction : « Le jour où je vais

m'occuper de certains magistrats, croyez-moi... ».

- Vous parlez de moi ? demande M. Champrenault.

- Non, je parle de magistrats en retraite.

- Des menaces ? intervient la présidente. Madame le greffier, inscrivez ! »

Alors, Roland Dumas, tout à sa colère : « Je commence à en avoir assez, madame. Cela fait cinq ans que cela dure ! » Dans la cacophonie, l'audience est suspendue.

Des avocats, plus près de la scène, rapportent que M. Dumas se rapproche alors de son conseil et lui dit : « Je me demande bien ce qu'il aurait fait pendant la guerre, celui-là ». Puis, se répondant à lui-même, suggère qu'il eût peut-être été « dans les sections spéciales ». Déjà levé, mais assez proche encore pour l'entendre, le procureur :

« - C'est à moi que vous dites ça ? »

Le parquet ne poursuivra pas l'ancien ministre

Souhaitant que « les débats continuent dans la dignité », les services du procureur de Paris, Jean-Pierre Dintilhac, ont indiqué, mercredi soir 31 janvier, quelques heures après l'altercation ayant opposé Roland Dumas au substitut Jean-Pierre Champrenault, qu'aucune poursuite ne serait engagée contre l'ancien ministre pour ses propos. L'article 434-24 du code pénal, figurant en tête du chapitre consacré aux « atteintes au respect dû à la justice » dispose que « l'outrage par paroles, gestes ou menaces (...) adressé à un magistrat, un juré ou toute personne siégeant dans une formation juridictionnelle dans l'exercice de ses fonctions (...) est puni d'un an d'emprisonnement et de 100 000 francs d'amende ». Les peines peuvent être doublées « si l'outrage a lieu à l'audience d'une cour ou d'un tribunal ». Avocat inscrit au barreau de Paris, M. Dumas pourrait, en théorie, encourir des sanctions disciplinaires. Ni l'ordre des avocats ni aucun syndicat de magistrats n'avaient réagi à cet incident, jeudi matin 1^{er} février.

Comment le grand avocat rompu aux affaires politiques n'a pas su construire sa propre défense

EN EXERGUE d'un traité sur *Les Avocats*, publié en 1977, Roland Dumas avait inscrit cette phrase, saisie au vol, dans un tribunal, par Victor Hugo, et rapportée dans *Choses vues* : « Monsieur le président, n'ayant à dire que la vérité, je n'ai pas pris d'avocat ». C'était le temps du plaideur flamboyant et admiré, qui regardait sa profession avec une distance teintée d'ironie. La robe lui avait apporté gloire et fortune, mais ses appétits étaient ailleurs : il rêvait d'autres palais. Un quart de siècle a passé, et l'ancien ténor du barreau parisien, défenseur de tant de nobles causes - du réseau Jeanson, formé d'intellectuels soutenant la cause du FLN algérien, au *Canard enchaîné* espionné par des « plombiers » de la DST - entre-temps parvenu aux faîtes de la carrière politique, est passé de l'autre côté de la barre - celui des prévenus. Il y a perdu, outre son prestige, la maîtrise tactique qui, dans les prétoires, a longtemps fait sa force.

« Je suis un homme ordinaire, mais qui a retrouvé sa liberté d'expression et qui va s'en servir, déclarait-il dans *Le Nouvel Observateur* du 9 mars 2000, peu après sa démission du Conseil constitution-

nel. *Je redeviens avocat et mon premier procès sera le mien.* » Ajoutée à cet avertissement, la nouvelle de sa réinscription au barreau, au mois de novembre 2000, avait fait courir, chez ses confrères, la rumeur selon laquelle il envisageait de plaider pour lui-même. Il avait auparavant sollicité le concours d'un des meilleurs pénalistes français, mais en vain.

CHOIX DES DÉFENSEURS

Dès 1998, alors que l'« affaire » montait en puissance, le choix de ses avocats était ardu. D'abord assisté de Christian Charrière-Bournazel, son ancien collaborateur, et de l'ancien bâtonnier de Paris Bernard Vattier, il avait dû écarter l'un et l'autre à la veille de sa mise en examen : le premier lui était trop lié, le second trop proche... du groupe Elf, dont il était l'un des conseillers. Il avait alors appelé un autre bâtonnier, Jean-René Farthouat, et un pénaliste bordelais réputé, François Tosi. Mais ce dernier a choisi de s'éloigner quelques mois avant le procès.

Sa stratégie durant l'instruction a elle aussi connu quelques vicissitudes. Au moment où, dans les derniers jours de 1997, l'enquête éta-

blissait un lien entre le train de vie mirifique de Christine Deviers-Joncour et les dessous financiers de la vente des frégates de Taïwan, longtemps bloquée par son opposition, le président du Conseil constitutionnel invoquait publiquement la compétence de la Cour de justice de la République. La manœuvre comportait le risque d'une dramatisation, mais en cas de succès, elle renvoyait les échéances - et les risques - aux calendes grecques. L'échec le plongea dans l'inquiétude.

Son ancienne compagne, emprisonnée au mois de novembre 1997, était devenue une menace mais il semblait encore serein, confiant à ses visiteurs que « rien, dans cette affaire, ne pourrait [l]'atteindre ». Cultivant l'insouciance dans sa vie privée et l'aisance dans sa - dans ses - carrière(s), il paraissait ne pas voir combien l'époque avait changé ni à quel point sa double qualité d'avocat et de politique en faisait, pour les juges, une cible de choix. Longtemps spécialiste d'« affaires spectaculaires » (Markovic, De Broglie, les diamants de Bokassa) qui n'étaient « pas étrangères à la politique, à moins que ce ne fut l'inverse », ainsi qu'il écrivait

dans ses mémoires, en 1996, il sous-estimait le malaise suscité par l'imbrication soudain dévoilée de ses relations intimes avec les intérêts de l'Etat.

Vint ensuite le temps des menaces, lancées sur un double registre après l'annonce, dans *Le Monde*, de sa mise en examen programmée. Dans les colonnes du *Figaro*, M. Dumas dénonçait « une opération politique d'envergure visant à détruire l'héritage de François Mitterrand et tout ce qui s'y rattache », comme pour forcer le soutien des socialistes ; il affirmait surtout que lors de la vente des frégates, une commission « de l'ordre de 500 millions de dollars, environ 2,5 milliards de francs », avait été « versée à la fin de 1991 avec l'autorisation du ministère des finances et celle de la Présidence » et que « les noms des bénéficiaires » de ces fonds ne lui étaient pas inconnus. L'enquête judiciaire menée parallèlement sur l'« affaire des frégates » a démontré, depuis, que le montant avancé était exact. Mais nul n'a jamais songé à demander à l'ancien ministre comment il en était informé.

« LOGEMENT DE FONCTION »

Face aux juges d'instruction, qui poussèrent parfois loin les manifes-

tations d'hostilité, il alterna les registres : hautain lors de la perquisition à son domicile, le 27 janvier 1998, quand il leur demanda leurs cartes professionnelles (« J'aime savoir à qui j'ai affaire ») ; imprudent lors de son premier interrogatoire, le 3 juin suivant, décrivant l'appartement de la rue de Lille comme un « logement de fonction » fourni par Elf à sa compagne et assurant n'avoir « pas l'esprit curieux » ; embarrassé puis désarmé face à l'inventaire des sommes déposées en espèces sur son compte bancaire et ceux de ses proches (quelque 10 millions de francs au total), invoquant une « hantise d'être démuné d'argent liquide » issue d'une jeunesse difficile et d'une « mentalité économe » ; cassant, enfin, au cours des derniers mois de l'enquête, reprochant à ses juges des « sous-entendus inacceptables » et des « rapprochements qui n'ont ni queue ni tête », trouvant « lamentable d'être obligé de répondre à ces questions » et avertissant : « Je ne serai pas Cicéron qui a tendu son cou aux poignards des spadassins d'Antoine ».

Hors le cabinet des juges, le registre fut parfois moins brillant. On le vit s'invectiver, par journaux interposés, avec Christine Deviers-

Joncour, désormais qualifiée de « simple maîtresse », annoncer la sortie d'un livre de « révélations » sur le « complot » dont il serait l'objet - dans lequel il incluait la rédaction du *Monde* - ou se laisser aller à de discutables saillies : « Mes bottines sont devenues aussi célèbres que le cigare de Bill Clinton, déclarait-il dans *VSD*. Encore que je n'en fasse pas le même usage... »

ÉDIFICE LÉZARDÉ

Écarté de la présidence de l'institut François Mitterrand, boudé par les mitterrandistes eux-mêmes, poussé à la démission du Conseil constitutionnel, dont il avait fait un bastion, M. Dumas a vu, en deux ans, se lézarder l'édifice de respectabilité qu'il s'était patiemment construit, à force de talent et d'audace, en même temps que s'effritait son système de défense.

« Il arrive qu'on gâche un beau dossier et qu'on soit l'artisan de son malheur, écrivait-il dans sa monographie consacrée aux avocats. Il est plus facile d'accuser les dieux que de s'accuser soi-même. Le fait est que la justice est un vaste champ ouvert à chacun. »

Hervé Gattegno

Relaxe requise pour les policiers présents lors de la garde à vue d'Aïssa Ilich

M^e Henri Leclerc, avocat de la famille de la victime, a dénoncé les défaillances des institutions

L'avocat de la famille d'Aïssa Ilich a dénoncé, mercredi 31 janvier, devant le tribunal correctionnel de Versailles, un enchaînement « de fautes et de mensonges des servi-

ces de l'Etat » qui explique la mort du jeune homme, en 1991. Le procureur a requis dix-huit mois de prison avec sursis pour le docteur Pérol et la relaxe pour les policiers.

« J'AI CONFIANCE dans la justice des hommes et du bon Dieu, je ne cherche pas la vengeance. » Malgré l'émotion et la douleur causées par la mort de son fils, Amina Ilich contient sa colère et reste digne quand elle témoigne à la barre. « Depuis que j'ai perdu mon fils, ma vie est foutue »,



avoue cette maîtresse femme de 62 ans, la tête couverte d'un foulard, les yeux derrière de grosses lunettes. Le 27 mai 1991, le jeune Aïssa, 18 ans, décédait d'une crise d'asthme après sa garde à vue au commissariat de Mantes-la-Jolie, dans les Yvelines (Le Monde daté 1^{er} février). Mercredi 31 janvier, au deuxième jour du procès du médecin et des trois policiers, poursuivis devant le tribunal correctionnel de Versailles, M^{me} Ilich s'est tournée vers les prévenus : « Je ne vous souhaite pas ce qui m'arrive mais je vous regarde dans les yeux. Si vous avez fait quelque chose, dites-le. »

Dix ans après les faits, personne ne veut endosser la moindre responsabilité. Ni le docteur Michel Pérol, à qui l'on reproche d'avoir fait preuve de négligence quand il a examiné Aïssa en garde à vue, ni les policiers accusés de l'avoir roué de coups lors de l'interpellation. Au-delà des fautes individuelles, M^e Henri Leclerc, l'avocat de la famille, a cherché à

démontrer les défaillances des institutions dans cette affaire. « On n'a pas le droit de mourir dans un commissariat, il y a une responsabilité de l'Etat, de la société tout entière », a souligné M^e Leclerc. Pour lui, c'est un enchaînement de « fautes et de mensonges des services de l'Etat » qui explique la mort d'Aïssa.

« La police fait un travail difficile et nécessaire, mais, pour être respectée, elle doit être respectable », a affirmé l'avocat en direction de Jean Battistuta, Bruno Lefèvre et Eric Mathelin, les trois fonctionnaires poursuivis. M^e Leclerc a estimé que le docteur Pérol, de son côté, avait commis une « faute caractérisée » en ne prenant pas en compte la gravité de l'asthme d'Aïssa. Il a souligné que cela s'inscrivait dans une série de négligences administratives.

UNE « BAVURE MÉDICALE »

Selon M^e Leclerc, la justice a fait preuve de mauvaise volonté dans le traitement de l'affaire. L'avocat a mis en cause le procureur de la République, Yves Collet, qui avait ordonné la prolongation de la garde à vue d'Aïssa et qui s'est chargé du dossier devant les dix ans de la procédure. « Il y a un acharnement du ministère public à vouloir enterrer cette affaire au point où c'est le procureur qui a tenu à représenter le parquet au procès », a accusé M^e Leclerc. « Brusquement, lorsque les policiers sont mis en cause, le dossier se bloque. Quand des jeunes commettent des exactions, est-

ce qu'on attend aussi longtemps pour les juger ? », a demandé l'avocat, rappelant qu'aucune poursuite n'avait été initialement déclenchée contre les policiers. Pour lui, le ministre public a essayé de faire peser toute la responsabilité sur le médecin. « Le docteur Pérol ne doit pas être le bouc émissaire », a lancé M^e Leclerc.

M. Collet a confirmé avoir ordonné la prolongation de la garde à vue d'Aïssa et l'a justifiée par les besoins de la comparaison immédiate. « On me reproche de ne pas avoir poursuivi les policiers. Je n'avais absolument aucune preuve pour le faire », a souligné, par ailleurs, le procureur. Présents lors de l'arrestation d'Aïssa, des CRS ont bien accusé les trois policiers d'avoir frappé le jeune homme. Mais M. Collet a considéré que ces témoignages n'étaient pas fiables et il a demandé la relaxe. Concernant la garde à vue, le représentant du ministère public a estimé que le docteur Pérol avait commis une « bavure médicale » en procédant à un examen « bâclé ». Il a requis dix-huit mois de prison avec sursis. Selon M^e Ralph Boussier, conseil du docteur Pérol, ce dernier était tributaire des contraintes de la procédure de garde à vue et il ne pouvait pas prévoir la crise d'asthme fatale. « On ne peut pas demander à un médecin de garde à vue d'être omniscient et voyant », a souligné l'avocat.

Jugement le 20 mars.

Frédéric Chambon

Jean-Marc Rouillan a interrompu sa grève de la faim au bout de quarante-huit jours

L'ancien membre d'Action directe, incarcéré à la prison de Fresnes, a obtenu l'assurance que des soins médicaux seraient prodigués à ses compagnons, ainsi que celle d'un transfert pour lui-même à la centrale d'Arles

ELLE ÉTAIT venue prudemment aux nouvelles, usant de ce nouveau droit des parlementaires qui leur permet de visiter un détenu en prison. Nicole Borvo, sénatrice communiste de Paris, a trouvé mercredi 31 janvier Jean-Marc Rouillan épuisé mais souriant, vacillant sur ses jambes et le souffle court, à l'hôpital des prisons de Fresnes, dans le Val-de-Marne. Le militant d'Action directe a avalé tant bien que mal son premier repas mercredi après quarante-huit jours de grève de la faim, avec l'assurance que ses compagnons allaient obtenir des soins médicaux et qu'il serait lui-même transféré dans une dizaine de jours à la centrale d'Arles, dans les Bouches-du-Rhône.

« Il est très amaigri, il a perdu 19 kg, a indiqué Nicole Borvo. Il est regrettable qu'il faille toute cette souffrance et cette mobilisation pour que l'administration pénitentiaire prenne en compte la situation. » Joëlle Aubron, qui avait entamé une grève de la faim le 8 janvier, devrait à son tour cesser son mouvement, a indiqué le collectif Ne laissons pas faire, qui se promet de rester « vigilant » quant au sort des membres d'Action directe, détenus depuis quatorze ans. Outre son rapprochement dans le Midi et une promesse de parloirs pour ses proches – ses deux enfants vivent à Montpellier et Toulouse, sa mère à Auch, sa

sœur à Sète – Jean-Marc Rouillan demandait à ce que Nathalie Méniçon, victime de deux accidents cérébraux et qui souffre d'une paralysie du côté gauche, puisse passer les examens médicaux qui lui ont été refusés jusqu'ici. Un médecin de Bapaume (Pas-de-Calais) lui avait dit que « ça se passait dans sa tête » et qu'elle « somatisait », avait expliqué le 24 janvier, par téléphone, Joëlle Aubron, incarcérée avec elle.

UNE EXPERTISE PSYCHIATRIQUE

Surtout, Jean-Marc Rouillan souhaitait que Georges Cipriani, détenu à Ensisheim (Haut-Rhin), puisse subir une expertise psychiatrique. « Il ne réagit plus, c'est ça qui est le plus terrible, a expliqué une amie qui a pu le rencontrer ce week-end, un an après avoir déposé une demande de permis de visite. Il est indifférent à tout, il n'est au courant de rien, il ne lit pas, il ne sort plus en promenade. Je lui ai parlé des gens qu'il connaissait, du Kosovo, je lui ai demandé s'il avait besoin de quelque chose. Il répond constamment : "ce n'est pas nécessaire". La vie, pour lui, s'est arrêtée en 1989, après sa première grève de la faim. Il est comme les personnes âgées, il n'a plus que des souvenirs très anciens. Il fait des phrases construites, mais il n'y a plus rien derrière. Après tant d'années à l'isolement, j'ai eu l'impression qu'il était mort à l'intérieur, ça a été très pénible. »

Georges Cipriani est obsédé par la guerre du Golfe et persuadé qu'il est entouré de « parties civiles » qui plotent contre lui, il attend toujours une visite de sa fille, qui est venue le voir mais qu'il n'a pas reconnue. Il a jusqu'ici refusé de voir un psychiatre, et Henri Malberg, responsable de la commission justice du PCF, a trouvé une solution avec la chancellerie : l'avocat de Cipriani va demander au juge des tutelles de saisir le préfet, pour qu'il ordonne une expertise qui permettra de l'hospitaliser. Marylise Lebranchu a indiqué à la sortie du conseil des ministres que « l'administration pénitentiaire, depuis trois semaines, est en train d'essayer de trouver des solutions pour que, dans le respect du droit et de la loi, les choses s'améliorent ».

Jean-Marc Rouillan, Nathalie Méniçon, Joëlle Aubron et Georges Cipriani ont été condamnés deux fois à la perpétuité avec dix-huit ans de sûreté pour les assassinats du général René Audran en 1985 et de Georges Besse, le patron de Renault, en 1986. « Nous avons été condamnés sur des actes politiques », expliquait Joëlle Aubron, le 24 janvier. La répression de l'Etat passe par la criminalisation des luttes, on est des prisonniers comme les autres, mais pas tout à fait comme les autres. »

Franck Johannès

Les enseignants de langues s'inquiètent des mesures envisagées par le ministère

APRÈS AVOIR TENTÉ de calmer la fronde des philosophes, Jack Lang va-t-il devoir apaiser la colère des enseignants de langues ? Appelés par le SNES, SUD-éducation, FO et leurs associations de spécialistes à manifester leurs inquiétudes, une soixantaine d'entre eux se sont rassemblés à Paris, mercredi 31 janvier, d'autres devant se réunir en province. Les revendications avaient un air de déjà entendu : rétablissement des heures de langues « sacrifiées » par la réforme des lycées, baisse des effectifs par classe, diversification des langues proposées.

Après quelques mois de silence, le réveil des enseignants intervient alors que le ministre de l'Éducation nationale surfe sur « 2001, année européenne des langues » ; il arpente mercredi les stands d'Expolangues, qui se tient jusqu'à dimanche à Paris, après avoir annoncé, lundi, une accélération de l'apprentissage des langues au primaire (Le Monde du 31 janvier). « La volonté du ministre de donner une place importante à ces disciplines est manifeste », souligne-t-on dans son entourage.

Les enseignants concernés sont sceptiques. A leurs yeux, M. Lang est d'abord le ministre qui a entériné la baisse d'horaires (deux heures au lieu de trois en langue vivante 2) prévue par Claude Allègre pour tous les lycéens, à l'exception des

littéraires. Il est pourtant, fait valoir son cabinet, celui qui a rendu obligatoire la LV2 en terminale scientifique et ajouté une heure de langue aux littéraires. Mais les enseignants n'en démentent pas : le ministre actuel a en tête un « plan cohérent » qui met en danger leurs disciplines au lycée. A l'instar du syndicat SUD, beaucoup craignent que « le démarrage précoce de l'apprentissage des langues signifie aussi son arrêt précoce ».

RÉÉQUILIBRAGE DES HORAIRES

Comment tenir compte des effets de cinq ou six ans d'enseignement de langues dispensé, à terme, au primaire, dans la suite de la scolarité ? « Il faudra se faire à l'idée que le cours de langue vivante n'est pas la seule manière d'apprendre une langue : un lycéen pourrait travailler sur d'autres disciplines ou mener une recherche sur des documents en langue étrangère », indique un conseiller du ministre. Des hypothèses rejetées par les enseignants. « On tomberait dans l'"entretien" de la langue, à dose homéopathique », déplorent-ils. Une professeur d'anglais de Besan-

çon assure que les responsables de son académie répondent ainsi aux revendications des enseignants : « Dans quelques années, vous récupérez des élèves bilingues, ils n'auront plus besoin de trois heures de langues au lycée ! »

Par ailleurs, une réflexion porte sur le rééquilibrage entre les horaires attribués à la première et à la deuxième langue. « Les élèves devront atteindre un niveau équivalent dans les deux langues », assure-t-on au ministère. Les méthodes pédagogiques seront donc amenées à évoluer. L'inquiétude pointe enfin sur la place qui sera, à l'avenir, celle des langues au baccalauréat. Le renforcement de l'évaluation de l'oral est prévu pour la session 2003, ce qui accentue la crainte des enseignants de voir leur discipline « tomber dans le communautaire ».

Autre évolution déjà annoncée par le ministre, l'introduction dès la 6^e d'une deuxième langue vivante laisse les enseignants tout aussi perplexes. « Cette mesure nécessiterait 9 500 nouveaux postes, indique le SNES. Comment faire, sauf à réduire les horaires du lycée ? » Les ensei-

gnants de langues ne croient pas non plus que cette mesure garantisse la survie d'un certain nombre de langues promise par le ministère. « Pour ouvrir une classe de langues, les rectorats nous imposent un minimum de dix élèves par cours ; pour certaines langues, c'est impossible, donc on ferme », témoigne une enseignante de russe. Selon le SNES, pas moins de 10 000 enseignants auraient vu le nombre de leurs heures de cours diminuer ces dernières années, faute d'élèves. « La solution n'est pas de baisser les seuils d'ouverture mais d'augmenter le nombre d'élèves, en mutualisant les moyens sur plusieurs lycées », reconnaît-on au ministère.

Enfin, les enseignants du second degré déplorent « l'effet d'annonce » des mesures promises pour le primaire. Ils regrettent que l'enseignement soit confié à des personnes précaires ou peu qualifiées. Ils organiseront, le 14 mars, un rassemblement national. Leurs représentants rencontreront dès la semaine prochaine le conseiller de M. Lang sur ces questions.

Stéphanie Le Bars

Deux études concluent à l'innocuité du vaccin contre l'hépatite B

DEUX ÉTUDES publiées dans le New England Journal of Medicine daté du jeudi 1^{er} février suggèrent l'absence de lien entre les vaccinations, en particulier celle contre l'hépatite B, et l'apparition ou la rechute d'une sclérose en plaques (SEP), maladie qui touche 60 000 Français. La première étude, dirigée par le professeur Christian Confavreux (hôpital neurologique, Lyon), a été menée dans six centres en Europe et a bénéficié d'un financement des laboratoires Aventis-Pasteur et Aventis-Pasteur-MSD. Elle a porté sur 643 malades ayant eu une poussée entre 1993 et 1997, après une année sans rechute. Parmi eux, 96 avaient été vaccinés contre le tétanos, la grippe ou l'hépatite B dans les douze mois précédant la poussée.

En étudiant la période, considérée comme la plus critique, des deux mois suivant la vaccination, les auteurs de l'article trouvent un risque relatif (RR) de 0,7. Le risque de faire une poussée après le vaccin est inférieur à celui d'une poussée sans recevoir le vaccin (si ces deux risques étaient égaux, le RR serait égal à un). Ils en concluent qu'il n'y a pas d'augmentation du risque de poussée de SEP après vaccination.

La seconde étude, menée par une équipe de Harvard (Etats-Unis), dirigée par Alberto Ascherio, et des chercheurs des laboratoires Merck, a analysé les données de 192 infirmières présentant une SEP en les comparant à celles de 645 autres infirmières (534 en bonne santé et 111 ayant un cancer du sein). Le risque relatif de voir apparaître une première poussée était de 0,9 chez les femmes ayant reçu le vaccin contre l'hépatite B à quelque moment que ce soit avant l'apparition de la SEP et de 0,7 chez celles l'ayant reçu dans les deux années la précédant. Pour les auteurs, il n'existe aucun lien entre la vaccination contre l'hépatite B et le développement d'une SEP.

CRITIQUES MÉTHODOLOGIQUES

Sur fond de polémiques mettant en cause la politique de vaccination de masse, menée en particulier en France, ces études font suite à d'autres travaux, conduits en France et au Royaume-Uni. L'étude française, conduite par le professeur Bernard Bégaud (Université de Bordeaux), avait montré une augmentation non significative du risque. Bernard Bégaud se montre d'ailleurs très critique vis-à-vis de l'étude Ascherio, à laquelle il reproche « son

manque de puissance statistique et sa méthodologie. Elle n'a pas été conçue pour être capable de mettre en évidence un lien faible s'il existe. »

En France, des professionnels de santé vaccinés contre l'hépatite B et victimes, depuis, de certaines affections comme des poussées de SEP ont cependant été indemnisés (Le Monde du 26 mai 2000). Sur ce point, le professeur Lucien Abenhaim, directeur général de la santé, rappelle qu'« il s'agit de décisions individuelles d'indemnisation prises après avis d'une commission composée d'experts indépendants, statuant sur le cas de personnes pour lesquelles la vaccination était obligatoire. Comme mes prédécesseurs, j'ai rendu compte aux personnels concernés de l'avis de cette commission. Selon le dernier avis de l'Afssaps, le fait que les études épidémiologiques n'aient pas établi avec certitude l'existence d'un lien entre le vaccin et la survenue de ces affections n'empêcherait pas qu'un tel lien puisse être évoqué dans des cas individuels. Reste à savoir si ces études remettent en cause cet avis. » Le directeur général de la santé va solliciter l'avis de l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé sur ce point.

Paul Benkimoun

Arrestation de deux frères après la mort d'un policier à Béziers

DEUX FRÈRES ont été interpellés, mercredi 31 janvier après-midi à Narbonne (Aude), par la brigade anticriminalité, dans le cadre de l'enquête sur la mort d'un jeune adjoint de sécurité de la police, écrasé le 20 janvier à Béziers (Hérault) par une camionnette. Olivier Recasens, vingt-quatre ans, avait été renversé, alors qu'il assurait la sécurité sur les lieux d'un accident de la route, par des chauffeurs qui avaient délibérément forcé le passage. Un de ses collègues avait échappé de peu au même sort en se jetant en arrière.

La camionnette avait été retrouvée peu après carbonisée, les plaques d'immatriculation arrachées, mais la police a pu retrouver l'identité de ses propriétaires. Les deux hommes interpellés, des ferrailleurs, auraient tenté d'échapper à un éventuel contrôle de police après avoir été mêlés, quelques jours auparavant, à une tentative de vol de cuivre. Olivier Recasens était le cinquième représentant des forces de l'ordre tué dans l'exercice de ses fonctions dans le Languedoc-Roussillon en un mois.

DÉPÊCHES

■ **JUSTICE : la Cour de cassation a rejeté, mercredi 31 janvier, le pourvoi de l'abbé Jean-Lucien Maurel, soixante et onze ans, condamné le 1^{er} mars 2000 par la cour d'assises de l'Aveyron à dix ans de réclusion criminelle pour le viol, entre 1994 et 1996, de deux mineurs. Les avocats de l'ecclésiastique ont annoncé qu'ils allaient saisir la Cour européenne des droits de l'homme, estimant que la présomption d'innocence de l'abbé avait été « ouvertement bafouée ».**

■ **PROFANATION : quatre adolescents, âgés de treize à quinze ans, ont été mis en examen, mercredi 31 janvier, par le juge des enfants du tribunal de Saverne (Bas-Rhin), suite au saccage de 54 tombes du cimetière juif de Sarre-Union pendant les congés scolaires de Noël. Les quatre adolescents, trois garçons et une fille, ont reconnu les faits et ont aussi admis être à l'origine d'autres dégradations commises dans le même cimetière, en juin 2000. Les jeunes, qui ont été laissés en liberté surveillée jusqu'au jugement, ont expliqué leurs actes par le désœuvrement.**

■ **DISPARITION : la mère de Cindy, une petite fille de quatre ans, disparue depuis lundi 29 janvier à Pont-à-Mousson (Meurthe-et-Moselle), a été placée d'office mercredi soir en hôpital psychiatrique à l'issue de sa garde à vue. En revanche, le père de la fillette est ressorti libre. La mère de l'enfant, dont les propos sont incohérents, avait signalé la disparition de sa fille vers 17 h 30 au parc de l'île d'Esch, au bord d'un des bras de la Moselle, avant d'affirmer qu'elle s'était noyée.**

■ **SANTÉ : un plan national de nutrition a été lancé, mercredi 31 janvier, par Dominique Gillot, secrétaire d'Etat à la santé, avec un budget de 260 millions de francs. Il vise, au travers de campagnes de sensibilisation, à augmenter de 50 % la consommation de sucres lents des Français, à réduire leur consommation d'alcool à moins de 20 grammes par jour et leur taux de cholestérol de 5 %, et à faire reculer l'obésité de 20 %. Une circulaire sur la restauration scolaire sera bientôt publiée.**

ÉT V DES

FÉVRIER 2001

Le mal politique moderne

Paul VALADIER

La mémoire de la Shoah

Jean-Marie LUSTIGER

60 F - 144 pages - 14, rue d'Assas - 75006 PARIS - Tél. : 01 44 39 48 48
http://pro.wanadoo.fr/assas-editions/

MEDAILLE D'OR
de la distribution Label NF

DÉTAILLANT - GROSSISTE
VEND AUX PARTICULIERS
Toutes les grandes marques aux meilleurs prix

RECOMMANDÉ PAR
PARIS PAS CHER

MATELAS • SOMMIERS
Vente par téléphone possible
fixes ou relevables - toutes dimensions.
SWISSFLEX - TRÉCA - EPÉDA - PIRELLI
SIMMONS - DUNLOPILLO - BULTEX - etc...
Garantie 5 et 10 ans

Canapés - Salons - Clic-Clac...
CUIRS - TISSUS - ALCANTARA
Steiner - Durvillier - Coulon - Sufren etc...
5500 m² d'exposition
LIVRAISON GRATUITE SUR TOUTE LA FRANCE

MOBECO
• 239 à 247, rue de Belleville
Paris 19^{ème} - M^o Télégraphe
• 50, avenue d'Italie
Paris 13^{ème} - M^o Place d'Italie
01.42.08.71.00 - 7 i / 7



MUNICIPALES

ORLÉANS

de notre correspondant régional
10 heures. Depuis les larges baies vitrées de la médiathèque, le regard plonge sur les toits de la vieille ville et les tours pâtisseries de la cathédrale qui amusaient Proust quand il faisait son service militaire à Orléans. Mais le noble panorama n'a aucun effet sur la colère de cette mère de famille qui tempête parce qu'elle paye des impôts et qu'elle ne trouve pas sur les rayons la cassette vidéo de Taxi que son fils réclame.

Au rez-de-chaussée, les agents alignés derrière leurs bornes de prêt se plaignent d'être pris pour des « caissières de supermarché ». Le contribuable urbain s'est mué en redoutable consommateur de services publics. « Les habitudes consuméristes ont pris le dessus. Il y a de moins en moins de citoyens qui participent, constate déabusé un fonctionnaire du service public. Cela explique le déclin des associations. "Je paye, donc j'ai droit." Ce "droit" n'est plus politique ni idéologique, c'est un droit à prestations. »

Deux pas de la médiathèque, le tramway pointe son museau pointu dans la rue de la République, noire de monde. Le voyageur aurait bien du mal à reconnaître la ville étriquée d'antan, faite de commerçants soupçonneux, bien abrités derrière la statue de Jeanne d'Arc. Voici l'une des métamorphoses urbaines les plus discrètes de ces dernières décennies. Montpellier a fait la « surdouée », Rennes s'est bretonnisée, Lille s'est européanisée. La réussite d'Orléans a été plus cachée. Comme si la ville n'osait s'avouer qu'elle avait enfin vaincu son complexe séculaire de capitale manquée, vieille histoire qui remonte au temps des Capétiens.

Orléans a vaincu ses complexes

En quelques années, l'agglomération s'est métamorphosée et a enregistré l'une des plus fortes progressions démographiques. Elle peut même se permettre aujourd'hui de choisir ses nouvelles entreprises

Orléans est une des agglomérations de France qui connaît la plus forte progression démographique : + 7 % entre 1990 et 1999, ce qui la place au cinquième rang, ex aequo avec Aix-en-Provence. La bonne image environnementale du val de Loire explique en partie cette prospérité. Mais la ville a su aussi profiter de la proximité parisienne, des déconcentrations et de sa capacité à saisir les occasions. Le mot « miracle » économique est dans la bouche du maire d'Orléans, Jean-Pierre Sueur (PS), mais « un miracle qui n'a rien de divin et qui est fait de beaucoup de labeur et de transpiration », insiste-t-il.

11 heures. Dans le salon de réception de l'Agence de développement économique du Loiret, organisme du conseil général, les entreprises qui se sont implantées dans le département sont accrochées aux murs comme des portraits de famille. De John Deere à Hitachi et à Dior, tout le gratin de l'économie est présent. La place commence à manquer sur les murs. « En 2000, nous avons traité 45 opérations, qui devraient rapporter 2 600 emplois », précise Bruno Rousselet, le directeur de l'agence. Le département du Loiret est dirigé par Eric Doligé, député RPR, mais la coopération est de règle avec le service économique de la ville d'Orléans, au-delà des clivages politiques. La réussite du département et de la ville tient beaucoup à ses deux cellules de « détection » économique, animées par des chasseurs d'emplois, rompus aux techniques d'approche des entreprises et capables d'apporter des réponses ultrarapides.

Au service économique de la ville d'Orléans, on nage dans l'euphorie. « On fait encore plus vite que les Américains pour implan-

ter, c'est ce que nous disent les chefs d'entreprise », se félicitent les responsables. Renault, Louis Harris figurent parmi les derniers tableaux de chasse. « Je viens de renvoyer 500 emplois du côté de Blois », lance Yves Heyer, « project manager ». Un nouveau centre d'appels souhaitait s'installer à Orléans. La mairie d'Orléans a décidé un coup d'arrêt à ces implantations. Avec déjà 22 centres d'appels, la ville estime avoir fait le plein pour l'instant. Coup sur coup, trois projets viennent d'être classés sans suite.

Face à cette vague d'implanta-

tion de refuser des entreprises. Ce tés d'appels, Orléans et le Loiret ont connu une vague d'implantations d'entrepôts de logistique. Activité mangeuse d'espace, mais peu « rentable » en termes d'emploi. « La logistique classique crée un emploi pour 150 m² ; la logistique « intelligente » génère un emploi pour 70 m² : les élus préfèrent », précise Jean-Yves Heyer, qui ajoute : « Nous avons 300 hectares disponibles pour des implantations aujourd'hui. Nous voulons les rentabiliser au maximum. » Au conseil général, Bruno Rousselet est plus prudent : « Le Loiret n'est pas dans une position de refuser des entreprises. Ce

Au service économique de la ville, on nage dans l'euphorie. « On fait plus vite que les Américains pour implanter, c'est ce que nous disent les chefs d'entreprise. » Renault, Louis Harris figurent parmi les derniers tableaux de chasse

tions – liées à la consommation –, la mairie a défini une stratégie : ne pas dépasser 3 000 emplois dans ce secteur. « Si nous n'amenons que des concurrents, la dynamique ne sera pas bonne », estime Jean-Yves Heyer. Pour le maire, il ne s'agit pas de « malthusianisme » : « Je tiens à la diversité du tissu économique. Nous ne voulons pas assécher le bassin d'emploi dans ce secteur, afin d'assurer le bon développement des entreprises présentes », indique Jean-Pierre Sueur. Avec 7 % de chômeurs, il y a beaucoup à faire pour le plein-emploi. Trop de gens sont encore exclus par la crise. »

Avant la « déferlante » des cen-

n'est pas bon en termes de communication. Nous ne faisons pas de sélection. » Le directeur de l'Agence de développement économique du Loiret rappelle l'importance des « zones d'activité à remplir en zone rurale » : « Nous devons éviter la saturation dans certaines zones géographiques. Un entrepreneur ne peut plus tout faire sous prétexte qu'il crée de l'emploi. »

Les élus d'Orléans et du Loiret ne déroulent plus le tapis rouge devant les chefs d'entreprise, à coups de subventions ou de facilités trop voyantes. Dans les années 1980, la municipalité de Jacques Douffignies (UDF) et le départe-

ment avaient fait un pont d'or de quelque 87 millions de francs à Scott Paper pour s'installer à Orléans. Le géant américain avait promis 1 000, voire 1 500 emplois. A peine 250 avaient été créés. Aujourd'hui, la Commission européenne vient de juger illégales les aides consenties, et les deux collectivités ont engagé une procédure de « récupération ». Jean-Yves Heyer montre la convention type que chaque nouvel arrivant doit désormais signer : elle prévoit le remboursement de l'aide accordée au prorata des emplois qui n'ont pas été créés.

14 h 30, rue du Faubourg-Bannier, le maire et le préfet inaugurent une halte de nuit pour les sans-logis. Plus loin, dans le quartier « difficile » de l'Argonne, les douze « correspondants de proximité », tous en emplois-jeunes, entament leur réunion hebdomadaire. Dans les « mètres carrés sociaux » d'un immeuble, fermés par une porte blindée, Mustapha, vingt-neuf ans, veille sur une quinzaine de jeunes enfants. Baby-foot et crayons de couleur pour tous. Mustapha explique qu'il est si attaché à son job d'animateur qu'il ne le quitterait pas pour une place mieux payée. Dehors, deux femmes pakistanaises passent enveloppées dans un sari bleu.

18 heures. Rue de la République, Vany tend la main sous un gros anorak. Laotienne, elle a vécu en Thaïlande, avant d'échouer dans l'arrière-salle d'un restaurant à Bayonne. Une bassine d'huile bouillante s'est renversée sur elle, et elle ne peut plus travailler. Depuis plusieurs années, le regard absent, Vany fait la manche à la même place.

Régis Guyotat

Population totale
113 089 hab.Communauté de communes
263 292 hab.Solde migratoire - 764
(1990-1999)

Population étrangère 11 011

→ Europe 3 061

→ Hors Europe 7 950

Parc de logement social 19,1 %

Taux de chômage 7,0 %

(d'après l'Insee)

Taux de fiscalité locale

• Taxe d'habitation 17,56 %

• Taxe professionnelle 17,03 %

Revenu moyen/hab/an 48 703 F

(d'après les revenus imposables de l'année 1998)

Source : AMGVF, Insee



Le socialiste Jean-Pierre Sueur en quête d'un troisième mandat

ORLÉANS

de notre correspondant régional
Durant ces dernières semaines, La République du Centre, le quotidien d'Orléans, a convié ses lecteurs à un jeu périlleux : désigner la personnalité orléanaise du siècle écoulé. Jean Zay, ministre du Front populaire, assassiné par la milice en 1944, a été élu devant Maurice Genevoix (1890-1980), et Charles Péguy (1873-1914).

Dans ce hit-parade de la fierté locale, l'actuel maire occupe une flatteuse sixième place. Faut-il y voir un présage favorable ? Jean-Pierre Sueur brigue un troisième mandat dans une ville qui n'a jamais aimé les débordements révolutionnaires, mais qui s'est faite à la gestion modérée, mais dynamique, de l'équipe socialiste. Si une élection se jouait au nombre des réalisations, le maire sortant n'aurait aucun souci à se faire. Durant ce deuxième mandat, la ville a continué sa mue. « Orléans est passée à la vitesse supérieure, elle est née à la modernité », déclare M. Sueur.

Un tramway, qui devrait aider à restructurer une agglomération trop distendue, et dont l'intégration a été réalisée par l'architecte Jean-Michel Wilmotte, un pont sur

la Loire dû au talent de Santiago Calatrava, des entrées de ville revues par Eric Zubléna, sont venus s'ajouter à une médiathèque, signée de l'équipe Lyon-Dubesset, des salles de spectacles où travaillent des créateurs comme Olivier Py et Josef Nadj, ou à la rénovation du quartier de La Source, qui avaient marqué le premier mandat. Certains sympathisants de l'équipe actuelle se demandent justement si celle-ci n'en a pas trop fait. Les Orléanais vivent depuis plusieurs années dans un chantier permanent et pourraient se lasser de cette fièvre constructrice.

À BOULETS ROUGES

Serge Grouard (RPR), 41 ans, énarque, membre de 1993 à 1995 du cabinet de Jacques Chirac à la Mairie de Paris, conseiller municipal sortant, et qui conduit la liste de droite, l'a bien compris. Il tire à boulets rouges contre les ratés ou les fausses notes. Celles du tramway notamment. Depuis son inauguration par Lionel Jospin le 27 novembre 2000, les Orléanais s'y sont rués. Plus de 20 000 personnes l'empruntent par jour. Mais une adaptation est nécessaire. Les rames sont bruyantes,

des temps de correspondance sont allongés. « Les gens sont excédés, en profite Serge Grouard, on a cassé nos villes naguère avec le tout-voiture, voici à présent le tout-transport en commun. » Aux envolées lyriques du maire sur ses grands travaux et la destinée de la ville au XXI^e siècle, M. Grouard oppose avec habileté un discours plus intimiste sur les « difficultés de la ville au quotidien et de ses habitants », qui pourrait faire mouche.

Le maire sortant garde encore sa liste sous le coude. Les négociations avec les communistes ne

sont pas terminées, même s'il est fort probable qu'ils iront séparément, comme d'habitude. Quant aux Verts, ils repartiront avec Jean-Pierre Sueur, qui entend placer son mandat sous le sceau de l'environnement : « Trop longtemps le développement a abîmé l'environnement de nos villes », affirme-t-il.

LA DROITE RAJEUNIE

La droite présente une liste totalement remaniée et rajeunie, débarrassée de ses caciques. Pour la mener, on attendait un des

Avis à la population

Avec leurs coupe-vent « fluo », on pourrait les confondre avec les ouvriers en ciré affairés au milieu des multiples chantiers ouverts dans le centre-ville. Les candidats de la droite orléanaise sont les seuls, pour l'instant, à battre le pavé, tracts à la main.

La gauche n'est pas encore descendue sur le terrain. Le temps est toujours aux tractations. Jean-Pierre Sueur, le maire sortant (PS), et son adversaire (RPR) Serge Grouard gardent jalousement le secret sur le contenu de leur programme, et se font prier pour lever un coin du voile.

Le maire promet du neuf sur la Loire : une passerelle pour les piétons et les vélos. A droite, on mijote « un festival de l'histoire » dans le prolongement des fêtes de Jeanne d'Arc, le 8 mai. La Pucelle oblige. Colloque, théâtre, spectacle de rue sur une période de l'histoire de France, la Commune, et même les événements de mai 68, assurent les responsables de la liste. - (Corresp. rég.)

trois députés de droite, Jean-Louis Bernard (UDF-rad), conseiller municipal sortant, ou Eric Doligé (RPR), président du conseil général, mais surtout Antoine Carré (UDF), vainqueur de M. Sueur aux élections législatives en 1997, qui fut fort meurtri de cette défaite. Mais aucun n'a voulu croiser le fer.

Pour le maire sortant, Serge Grouard est candidat par défaut - « en service commandé » -, et sa liste apparaît « très marquée à droite » : « Faux, répond M. Grouard, elle va du centre gauche au bord de l'extrême droite, mais il n'y a pas de sous-marins de cette dernière. » Aux premières places, on trouve néanmoins la présence d'Eric Lemaignan (DL), ancien directeur des services de la région Centre, qui avait soutenu l'élection de Bernard Harang (DL) à la présidence de la région avec les voix de l'extrême droite en 1998. Et celle de Florent Montillot, conseiller régional de l'Île-de-France, ancien compagnon de route de Charles Millon.

R. Gt.

Demain
ROUEN

ÉVÈNEMENT

LES AUTRES SANS-PAPIERS

Ils n'ont jamais eu la célébrité de ceux de Saint-Bernard, à Paris. Pourtant ils ont gagné leur lutte. Pendant quatre mois, de juillet à novembre 1998, les sans-papiers d'Orléans avaient occupé le parvis de la cathédrale, manifestant une ténacité et un désarroi qui avaient fini par émouvoir bon nombre d'habitants. Le 22 novembre, vaincus par le froid, ils s'étaient réfugiés à l'intérieur du théâtre, accueillis par Olivier Py : le tout nouveau patron du centre dramatique national avait ensuite monté un spectacle grinçant, *Avis favorable*. Mais les pouvoirs publics avaient entre-temps lâché du lest, délivrant des autorisations provisoires de séjour et des aides afin qu'ils puissent effectuer leurs démarches.

Aujourd'hui, sur 154 dossiers, 131 ont été régularisés. Les sans-papiers d'Orléans vivent à présent au grand jour. Aidés par un comité de parrainage local et la CGT, ils affirment qu'ils se battent jusqu'à la régularisation du dernier d'entre eux. Abdoulaye Daw, leur porte-parole, a passé une thèse de droit international sur le règlement des conflits frontaliers entre Etats africains. Mais il est sans travail. « C'était le combat de leur vie. Maintenant ils relèvent la tête », dit-il.

De leur lutte, les sans-papiers d'Orléans ont fait un livre (*Sans papiers tu vis pas*, éditions de L'Harmattan, 2000), où a été recueilli notamment le témoignage du préfet, Jacques Barel, qui avait négocié en personne, refusant la présence d'un médiateur : « Si c'était à refaire, je ferais à peu près pareil », écrit le préfet.

Olivier Py, le directeur du théâtre, a eu à subir le « mécontentement » du maire. « Je le comprends, je n'avais pas la responsabilité de la gestion des lieux... Mais je pense que c'est la place du théâtre d'agir comme ça. Peut-être aussi la place d'une cathédrale : ils étaient sur le parvis, c'est un lieu qui est fait pour cela. Un théâtre doit rester un lieu précaire, un lieu de passage, de mouvement », explique-t-il.

R. Gt.

DISPARITIONS

■ **ROGER BUVAT**, biologiste spécialiste des végétaux, membre de l'Académie des sciences (section biologie animale et végétale) depuis 1965, est mort dimanche 28 janvier à Saint-Cannat (Bouches-du-Rhône).

Né le 9 août 1914 à Puteaux (Hauts-de-Seine), Roger Buvat est, de 1939 à 1942, élève, puis agrégé-préparateur de l'Ecole normale supérieure. En 1943, il devient assistant à la faculté des sciences de Paris, puis, six ans plus tard, maître de conférences. Professeur sans chaire, puis professeur titulaire (1954, 1956), Roger Buvat est le fondateur et le directeur, jusqu'en 1982, de l'Institut de cytologie et de biologie cellulaire de Marseille-Luminy (Bouches-du-Rhône). Roger Buvat, qui reçut en 1963 le prix de botanique de l'Académie des sciences, a consacré l'essentiel de ses recherches à la cytologie (étude de la cellule vivante) et à la botanique. Ses principaux travaux ont porté sur la différenciation des cellules végétales, la cytologie et le fonctionnement des méristèmes apicaux, l'origine et le développement de l'appareil vacuolaire des plantes, l'histologie végétale, les embryons des semences de graminées.

■ **YVONNE SORNE-MELCHIOR**, cantatrice et pédagogue, est morte

le 14 décembre dans sa quatre-vingt-seizième année. Seuls des discophiles associent encore cette voix d'alto à l'*Actus Tragicus* de Bach, au madrigal pré-monteverdien, à la redécouverte de Marcel-Anthoine Charpentier ou de Michel-Richard Delalande : des disques vinyles qui laissent in-soupçonné le rayonnement de son activité dans la RTF de l'immédiat après-guerre. Née en Italie d'un père danois et d'une mère suédoise, Yvonne Melchior eut un double mérite à se faire un prénom. Son père était un dessinateur de presse très populaire, et son oncle jouissait d'une renommée planétaire : Lauritz Melchior !

Lauréate du conservatoire de Copenhague, elle s'était, après son mariage à Paris en 1929, perfectionnée auprès de Claire Croiza, qui lui donna des clés pour la mélodie française. Après une période marocaine, sa carrière s'est déroulée principalement à la RTF, de la Libération jusqu'en 1962, époque qui fut un âge d'or pour la pédagogie par les ondes. La sûreté de sa technique lui permettait tout le répertoire de mezzo, et même, comme à Claire Croiza, « Le rêve d'Elsa » (*Lohengrin*). Sibelius la comptait parmi ses artistes préférés : c'est dans l'interprétation d'Yvonne Melchior que, à Radio-Helsinki en 1957, il entendit une dernière fois ses *Romances pour*

voix et orchestre. A Copenhague, elle donna la première audition de *La Flûte chinoise* (de Poul Schierbeck, sur les textes qui avaient inspiré à Mahler *Le Chant de la Terre*). Stockholm l'invitait souvent à chanter des mélodies françaises, mais aussi dans sa langue « maternelle », notamment Sjögreen. Yvonne Melchior était retirée depuis 1965.

■ **PIERRE MARTEL**, qui a animé pendant trente ans le mouvement Alpes de lumière, est mort le 21 janvier à Digne (Alpes-de-Haute-Provence).

Né le 22 mai 1923, sur le plateau d'Albion, dans une vieille famille d'agriculteurs, ordonné prêtre en 1947, Pierre Martel est curé de Simiane de 1953 à 1955, puis de Mane de 1955 à 1960 et aumônier fédéral de la jeunesse rurale (JAC-JACF) de 1960 à 1969, avant de renoncer au statut ecclésiastique et de se marier religieusement en 1978. Pierre Martel fonde Alpes de lumière en 1953 avec une poignée de militants qui voulaient sortir la Haute-Provence de sa torpeur culturelle, sociale et économique. L'association est donc définie comme un mouvement voulant connaître et faire connaître la Haute-Provence : géographie et nature, archéologie et histoire, patrimoine humain. C'est là que Pierre Martel se révèle un animateur et un mobilisa-

teur d'énergie d'un vrai talent. Dès 1954, la revue *Alpes de lumière* est fondée et devient bientôt une collection de volumes à thème : un site, un village, un aspect du patrimoine ou de l'actualité de la Haute-Provence. Puis est mis en place en 1980, à Salagon près de Forcalquier, un musée, centre de documentation et de recherche ethnologique sur la Haute-Provence. Pierre Martel consacre une grande énergie à la préparation et à l'aboutissement de ce projet. Puis, à partir de 1982, il se retire de la direction de l'association pour se consacrer à ses recherches, à l'écriture et à l'organisation de l'impressionnante documentation qu'il avait constituée au fil des ans.

JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* du mercredi 31 janvier sont publiées :

● **Accords internationaux** : deux lois autorisant l'approbation de l'accord entre la France et le Ghana sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements et autorisant l'adhésion de la République française à la Convention internationale d'assistance mutuelle administrative en vue de prévenir, de rechercher et de réprimer les infractions douanières.

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

– Toulon.

L'enfant est là !

Clara, Marie, Aliçia

est née le 22 janvier 2001, à 8 h 55.

Valérie NOC,
Marc LETEIF.

Décès

– André Bachy,

son époux,
Marguerite, Anne, Louis, Paul,
Madeleine et François,
ses enfants,
Ses onze petits-enfants,

ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

Marie BACHY,
née LECLERC du SABLON,

le 30 janvier 2001, dans sa quatre-vingtième année.

« *Souviens-toi de Jésus-Christ ressuscité d'entre les morts.* »

Les obsèques auront lieu le vendredi 2 février, à 16 heures, à la collégiale Saint-Paul, à Clermont-l'Hérault.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Route du Lac,
34800 Clermont-l'Hérault.

– On nous prie d'annoncer le décès de

Marie-Louise BONTEMPS,
veuve ROUX,

quatre-vingt-six printemps,

survenu le 30 janvier 2001.

– Jeanne et Lucien Bonnafé,
sa mère et son beau-père,
François et Geneviève,
son frère et sa belle-sœur,
Et toute la famille,

ont la tristesse de faire part du décès de

Jean Jacques CALVET,

le 25 janvier 2001, à Espagnac-Sainte-Eulalie.

– M^{me} Yvette Coirault,
son épouse,
Jacques et Sylvie Neuberger,
ses enfants,
Alice, Laure-Marie, Jean-Frédéric,
ses petits-enfants,
Le docteur Michel Coirault et M^{me},
M^{me} veuve Raymond Coirault,
ses frère et belles-sœurs,
Et toute la famille,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Yves COIRAULT,
professeur d'université (e.r.)
Paris-IV - Sorbonne,

survenu le 29 janvier 2001.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 2 février, à 10 h 30, en l'église Saint-Etienne-du-Mont, à Paris-5^e, suivie de l'inhumation au cimetière du Montparnasse, à Paris-14^e.

– Le président de l'université Paris-IV - Sorbonne,
Le directeur de l'UFR de littérature française et comparée,
Et l'ensemble de la communauté universitaire,
ont la tristesse de faire part du décès du

professeur Yves COIRAULT.

– M^{me} Marie-Thérèse Cariou,
son épouse,
Ses enfants et ses petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès, le 20 janvier 2001, du

docteur Robert CARIOU.

Une messe sera célébrée à son intention le samedi 3 février, à 11 h 30, en la chapelle de l'Ecole militaire, à Paris-7^e.

– Marie-Claire Colignon,
son épouse,
Elodie et Thibaud,
ses enfants,
ont la douleur d'annoncer le décès de

Thierry COLIGNON,

survenu le 31 janvier 2001, dans sa cinquante-quatrième année.

Incinération au Père-Lachaise, le mardi 6 février, à 15 h 15.

Marc COURNOT,

consultant à la Banque mondiale – I.F.C.

a quitté les siens, à l'âge de soixante-sept ans, le 31 janvier 2001 au matin.

De la part de
Josette Cournot,
son épouse,
Valérie, Frédéric, et Manuel,
ses enfants,
Ses belles-filles et son gendre,
Matthieu, Shannon, Alexia, Chiara,
Sarah, et Melvin,
ses petits-enfants,
Ses frères, sœurs, beaux-frères,
belles-sœurs, nièces et neveux,
Les familles Cournot, Ponthieux,
Grille, Quesnel, Sauvey.

La cérémonie religieuse sera célébrée samedi 3 février, à 9 heures, en l'église Saint-Augustin, à Paris.

L'inhumation aura lieu à Saint-Clar (Gers).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Chemin de Ronde,
32380 Saint-Clar (Gers).

– Le conseil d'administration du GITE (Groupement interprofessionnel du tourisme européen) a la tristesse de faire part du décès de son président,

Jean-Baptiste GIREAU.

L'incinération aura lieu le lundi 5 février 2001, à 11 heures, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, 16, rue du Repos, Paris-20^e.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

GITE,
14, rue de Belzunce,
75010 Paris.

– Boris Lecœur, maire de Maromme,
Et le conseil municipal,
Colette Privat, conseiller général,
Lucien Genin, président départemental de la FNDRP,
L'ANACR,
Roland Bernard, secrétaire de la fédération de Seine-Maritime du Parti communiste français,
L'Amicale des vétérans du PCF,

ont la grande tristesse de faire part du décès survenu le lundi 29 janvier 2001, dans sa centième année, de

Germaine PICAN,

combattante de la Résistance,
déportée à Auschwitz,
officier de la Légion d'honneur.

Un hommage solennel lui sera rendu le lundi 5 février, à 17 heures, gymnase Lesueur, stade Paul-Vauquelin, à Maromme (Seine-Maritime).

– Paris. Lausanne.

« *La mort n'est rien.
Je ne suis pas loin,
juste de l'autre côté du chemin.* »
Charles Péguy.

Antoine LIVIO,
critique musical
et des arts de la scène,
producteur à la Radio suisse romande
et à France-Musiques,
président de la presse musicale
internationale,

suite à un arrêt cardiaque, le 27 janvier 2001, à Salzbourg (Autriche), à l'âge de soixante-trois ans,

laisse dans la tristesse de faire part de sa disparition brutale
Marc-Dominique Maurel,
à Paris,
son ami,
Père Jean-Bernard Livio SJ,
à Genève,
Petite Sœur Anne-Marie Livio,
à Belgrade,
Cécile et Alphonse Monnat-Livio,
à Porrentruy,
ses frère et sœurs,
Frédéric et Nicole, Laure et Didier,
Xavier, Esther,
ses neveux et nièces,
Les familles Livio, Maurel, Vauthey,
Monnat, Devaud, Herter.

Célébration eucharistique en l'église du Sacré-Cœur, à Lausanne, samedi 3 février, à 15 heures.

Obsèques en l'église Saint-Roch, à Paris, le vendredi 9 février, à 12 heures.

Pas de fleurs, mais des dons éventuels au profit de la lutte contre le sida, des œuvres de P.S. Anne-Marie, en Yougoslavie, ou à l'Hôpital des enfants de Bethléem.

M.-D. Maurel,
69, rue de Richelieu,
F - 75002 Paris.
J.-B. Livio,
18, rue Jacques-Dalphin,
CH - 1227 Carouge-GE.

– La Radio suisse romande a le profond regret de faire part du décès de

M. Antoine LIVIO,

producteur-animateur à Espace 2.

Pendant quarante ans, M. Antoine Livio a su transmettre sa culture, son talent et sa passion du monde musical aux auditeurs de la Radio suisse romande. La direction, ses collègues et amis, garderont de M. Antoine Livio le meilleur souvenir.

Cérémonie d'adieu à Lausanne-Ouchy, samedi 3 février 2001, à 15 heures, en l'église du Sacré-Cœur, à Paris, vendredi 9 février, à 12 heures, en l'église Saint-Roch, Paris-1^{er}.

(Le Monde du 1^{er} février)

« *Aimer vivre, savoir mourir.* »

M^{me} Elisabeth Zucman,
son épouse,
Ses enfants et toute sa famille,
Ses nombreux amis,
ont le chagrin de faire part du décès du

docteur Jean ZUCMAN,

ancien chef du service de chirurgie orthopédique et de l'école de panseuses qu'il avait créés à l'hôpital d'Argenteuil, ancien rédacteur en chef de la *Revue de chirurgie orthopédique*,

survenu le 31 janvier 2001, à l'âge de soixante-neuf ans.

L'inhumation aura lieu le vendredi 2 février, à 10 h 30, au cimetière de Gommecourt (Yvelines).

« *Z avait été durement secoué. Depuis que les secours étaient arrivés, son esprit avait tendance à vaciller. Il lutta pour ne pas perdre connaissance. Plusieurs fois, il s'était repris in extremis. Il finit cependant par se laisser aller.* »

4, rue Edgar-Varèse,
75019 Paris.

– Daniel Lebègue, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, Les membres du comité exécutif, Et l'ensemble des collaborateurs du groupe,
ont la tristesse de faire part du décès de

Léon-Paul LEROY,

ingénieur général
des Ponts et Chaussées,
directeur honoraire
de la Caisse des dépôts
et consignations,
président d'honneur
de la Société centrale d'équipement
du territoire (SCET),
de la Société centrale immobilière
de la Caisse des dépôts (SCIC),
de Scetauroute et de l'ACEREP,
commandeur de la Légion d'honneur,

survenu le 28 janvier 2001, à l'âge de quatre-vingt-six ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 2 février, à 15 h 30, en l'église Saint-Jean-Baptiste, 158, avenue Charles-de-Gaulle, à Neuilly-sur-Seine.

Léon-Paul Leroy, ingénieur général des Ponts et Chaussées, a créé, dans les années cinquante aux côtés de François Bloch-Lainé, directeur général de la Caisse des dépôts, les filiales qui ont pris une part importante à la reconstruction de la France de l'après-guerre dans les domaines du logement, de l'aménagement du territoire, des infrastructures autoroutières. C'est ainsi qu'il créa et dirigea la SCIC, la SCET et ses bureaux d'études, Scetauroute.

Il restera dans le souvenir de ceux qui l'ont connu et côtoyé comme un battant, un grand bâtisseur et le pionnier de l'économie mixte locale.

– M. et M^{me} Cojean,
M. Pereira de Oliveira,
Et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès subit de leur père et ami,

Guy TREJAN TREICHLER.

Une cérémonie religieuse aura lieu le lundi 5 février 2001, à 14 heures, en l'église Saint-Roch, Paris-1^{er}, suivie de l'inhumation, à 16 h 30, dans le caveau familial du cimetière du Père-Lachaise.

(Le Monde du 27 janvier)

Anniversaires de décès

Mohammed BENMANSOUR,

2 février 1998.

« *Que l'amour et l'estime
qu'il a inspirés donnent force
et persévérance à tous ceux qui luttent
et résistent pour une Algérie
heureuse et libre.* »

– Toulouse. Anglès (Tarn).

Il y a dix ans, le 3 février 1991, le

docteur Yves KERGUÉLEN

quittait les siens et ses amis.

Nous pensons à lui.

« *... Et derrière nous encore tout ce sillage d'ans et d'heures...* »
Saint-John Perse.

– Le 2 février 1993.

François REICHENBACH

nous quittait.

Que tous ceux qui l'ont connu, estimé et apprécié aient une pensée pour lui.

M. Bernard Meusnier,
Les Films du Prisme,
72 bis, rue de la Tour,
75016 Paris.

– Une pensée pour

André SUDRE

qui nous a quittés il y a deux ans.

NOMINATIONS

CULTURE

Francine Mariani-Ducray a été nommée directrice des musées de France, lors du conseil des ministres de mercredi 31 janvier (*Le Monde* du 1^{er} février).

[Née le 7 octobre 1954 à Paris, licenciée en droit public et diplômée de l'Institut d'études politiques de Paris, Francine Mariani-Ducray a été affectée au ministère de la culture à sa sortie de l'ENA, en 1979. Elle a été notamment conseillère technique de François Léotard, ministre de la culture et de la communication (1986-1988), administratrice déléguée du Musée du Louvre (1988-1991), directrice de l'administration générale au ministère de la culture (1993-1998). Depuis février 1998, Francine Mariani-Ducray était chef de service de l'inspection générale de l'administration des affaires culturelles au ministère de la culture et de la communication.]

INTÉRIEUR

Lors du conseil des ministres de mercredi 31 janvier, **Michèle Merli** a été nommée préfète, secrétaire générale de la zone de défense de Paris, en remplacement de Jean-Pierre Marquié, qui part à la retraite ; **Michel Lalande** succède à Michèle Merli comme directeur des personnels, de la formation et de l'action sociale au ministère de l'intérieur. D'autre part, Bertrand Labarthe, sous-préfet de Libourne, a été nommé préfet hors cadre, chargé d'une mission de service

public relevant du gouvernement.

[Née le 3 octobre 1946 à Nice (Alpes-Maritimes), Michèle Merli est licenciée ès sciences économiques et diplômée d'études supérieures d'économie politique. Elle a été notamment chargée de mission (1974-1981), puis conseillère technique (1981-1983) au cabinet du président du conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, directrice du cabinet du préfet des Alpes-de-Haute-Provence (1983-1984), sous-préfète de Châteaue-Chinon (1984-1985), directrice du cabinet du préfet des Hauts-de-Seine (1985-1989), chargée de mission à la délégation générale de lutte contre la drogue (1989-1992), directrice adjointe du cabinet du préfet de police (1992-1994), directrice générale du personnel, du budget, du matériel et du contentieux à la préfecture de police de Paris (1994-1999). Depuis juillet 1999, Michèle Merli était directrice des personnels, de la formation et de l'action sociale au ministère de l'intérieur.]

[Né le 8 janvier 1955 à Sancerre (Cher), diplômé d'administration publique, titulaire d'une maîtrise de droit, Michel Lalande a été affecté au ministère de l'intérieur à sa sortie de l'ENA, en 1983. Il a été notamment directeur du cabinet du directeur des libertés publiques et des affaires juridiques (1986-1988), directeur général des services du département des Deux-Sèvres (1988-1991), sous-directeur du recrutement et de la formation au ministère de l'équipement, du logement, du transport et de la mer (1991-1994), sous-directeur des services de secours et des sapeurs-pompiers (1994-1996), sous-préfet du Raincy (1996-2000). Depuis janvier 2000, Michel Lalande était secrétaire général de la préfecture du Rhône.]

Débats

– « **Des maux du patient aux mots du médecin** », une réflexion philosophique avec François Bon, Pascal Engel, Claude Hagege, Emmanuel Hirsch, David Khayat, Elisabeth Roudinesco. Un débat animé par Antoine Spire, Nicolas Martin, jeudi 8 février, 14 heures, Palais des congrès, niveau 3, salle 351, porte Maillot, Paris-17^e. Renseignements : 05-34-45-26-45. Entrée libre.

Soutenances de thèse

– Samedi 17 février 2001, à 14 heures, à la Sorbonne, amphitheâtre, **M. Fayçal Cherif** soutiendra sa thèse : « **La Tunisie dans la seconde guerre mondiale : impacts et attitudes (avril 1938-mai 1943)** ».

Jury : MM. les professeurs Bruno Callies de Salies (Saint-Cyr-Coetquidan), Abdesslam Benhamida (Tunis-I), Jean Ganiage (Paris-IV - Sorbonne) et Jean Martin (Lille-III, directeur de thèse).

– **M. Ridha Atlagh** a soutenu avec succès le samedi 27 janvier 2001, à Paris, une thèse de doctorat intitulée : « **Contribution à l'étude de la pensée mystique d'Ibn' Arabi et son école à travers l'œuvre de 'Abd al-Karim al-Ghili** ».

Devant un jury composé de M. Pierre Lory, directeur d'études à l'Ecole pratique des hautes études, directeur de thèse, M^{me} Catherine Mayer-Jaouen, maître de conférences à l'université Paris-IV - Sorbonne, présidente du jury, M. Mohammad Ali Amir Moezzi, directeur d'études à l'Ecole pratique des hautes études, M. Michel Chodkiewicz, directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales.

Il a été déclaré digne du titre de docteur de l'Ecole pratique des hautes études, sciences des religions, avec la mention Très Honorable avec félicitations, à l'unanimité du jury.

S p é c i a l

SAINT VALENTIN

c'est dans le carnet du Monde le 14 février !

tarif: 85 F TTC la ligne
01.42.17.39.80
01.42.17.21.36(fax)
carnet@mondepub.fr

CARNET DU MONDE
TARIFS année 2001 - TARIF à la ligne

DÉCÈS, REMERCIEMENTS, AVIS DE MESSE, ANNIVERSAIRE DE DÉCÈS
141 F TTC - 21,50 €
TARIF ABONNÉS 119 FTTC - 18,14 €

NAISSANCES, ANNIVERSAIRES, MARIAGES, FIANÇAILLES, PACS
600 F TTC - 91,47 € FORFAIT 10 LIGNES
TARIF ABONNÉS 491 F TTC - 74,85 € FORFAIT 10 LIGNES

La ligne suppl. : 60 FTTC - 9,15 €
THÈSES - ÉTUDIANTS : 85 FTTC - 12,96 €
COLLOQUES - CONFÉRENCES : Nous consulter

☎01.42.17.39.80 + 01.42.17.38.42
Fax : 01.42.17.21.36 e-mail: carnet@mondepub.fr
Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées.

C'EST un message sur téléphone portable qui a ameuté la foule : « B AT CTIBANK B4 9. ERAP LAWYRS PLANNING 2 WDRAW \$30M. WE HV 2STOP DIS ».

Instantanément répercuté sur des dizaines d'appareils, il a permis de rassembler sur-le-champ assez de manifestants, le 23 janvier, pour bloquer les accès d'une succursale bancaire où Joseph Estrada était censé avoir déposé l'équivalent de dizaines de millions de francs, produits de pots-de-vin. Le message signifiait en anglais phonétique : « Soyez à la City Bank avant neuf heures. Les avocats d'Erap prévoient de retirer 30 millions de dollars. Nous devons l'empêcher. » Erap – petit nom d'Estrada –, avait été déposé quarante-huit heures auparavant par un vote unanime de la Cour suprême et remplacé, à la tête de l'Etat, par la vice-présidente Gloria Macapagal-Arroyo.

Le « texting » – l'envoi de messages de cent soixante signes sur portable – a fait des merveilles ces derniers mois aux Philippines. Organisations de gauche, clubs d'affaires, mouvements chrétiens et comités multisectoriels s'en sont servi pour mobiliser et organiser des dizaines, puis des centaines de milliers de manifestants. L'envoi d'un texte coûte dix fois moins cher qu'un coup de fil et 4,5 millions de Philippins, soit 6 %, disposent d'un portable, ce qui n'est pas si mal dans un pays où le revenu annuel par tête n'est pas supérieur à 4 000 francs.

Passe-temps pour jeunes, ce moyen de communication a également permis d'inonder la place de vraies ou fausses nouvelles, plaisanteries, jeux de mots sur la cible du moment : Joseph « Erap » Estrada, bientôt soixante-quatre ans, buveur, coureur, âpre au gain et à la dépense, ancien acteur, élu triomphalement président en 1998 par les petites gens et le milieu. Dont le pouvoir, enfin, s'est désintégré au fil des semaines jusqu'au jour où, sous une pression publique croissante, l'armée, la justice et l'Eglise lui ont montré la porte de sortie.

A l'origine de ce retournement, un homme qui ne paie pas de mine, Luis « Chavit » Singson, cinquantenaire, gouverneur élu et réélu pendant trois décennies dans la province d'Ilocos Sur, sur l'île de Luçon. « Quand je jouais au mah-jong avec Erap et les autres, je pouvais gagner en une nuit de 20 à 40 millions de pesos », raconte-t-il aujourd'hui, soit de 3 à 6 millions de francs. « Une fois, j'ai gagné le yacht d'Estrada, une autre 300 millions de pesos », ajoute-t-il. Pourquoi ? « Parce qu'ils jouaient comme des pieds. »

C'est cet homme, riche héritier des mœurs politiques féodales, qui a lâché le premier morceau. Membre du clan Estrada, Chavit Singson était collecteur de *jueteng*, loterie illicite et d'excellent rapport. Mais, l'an dernier, le président lui a retiré ce privilège avec l'intention de le transférer à un autre membre du clan. Chavit a alors décidé de se venger après avoir, dit-il, échappé à un attentat. Début octobre, il affirme qu'il a remis à Estrada, depuis l'accession de ce dernier à la présidence, plus de 60 millions de francs pris sur les recettes de *jueteng*. Le grand déballage a commencé. Joseph Estrada – une épouse et quatre maîtresses avouées, dont il a onze enfants – n'aurait-il pas changé ses habitudes depuis son accession à la magistrature suprême ?

On se rappelle alors qu'un collaborateur du président a démissionné, l'an dernier, écoeuré par les « cabinets de nuit », séances arrosées parfois jusqu'à l'aube et au cours desquelles l'ancien chef de l'Etat refaisait la planète – et montait ses combines – en compagnie, non de ses ministres, mais de ses copains. « J'étais le seul sobre », a rapporté le haut fonctionnaire. On se souvient aussi du nombre de rendez-vous manqués par Estrada ou de ses retards le matin. On apprend que l'une de ses maîtresses occupe, à Manille, une vaste et luxueuse propriété dotée d'une piscine bordée d'une plage et d'un moteur à vagues. Le Centre philippin du journalisme d'enquête rapporte qu'Estrada a consacré 140 millions de francs à des restaurations et des achats immobiliers dans la capitale au profit de ses maîtresses et de ses enfants.

Tandis que les rats commencent à évacuer le navire présidentiel, la Chambre des représentants, pourtant à la botte d'Estrada, s'indigne. « Impeachment », le mot est prononcé et la motion signée. La procédure



JAY DIRECTO/AFP

Comment le peuple philippin a chassé Estrada

Un message écrit envoyé sur des milliers de téléphones portables, des manifestations de rue. Les Philippines n'en pouvaient plus d'un président porté sur le jeu et l'alcool, obsédé par l'enrichissement des siens. L'armée a dû se rallier à ce mouvement de rejet

en destitution est votée, un peu à la sauvette, en novembre, et le procès du président, devant un Sénat transféré en Haute Cour de justice, s'ouvre le 7 décembre 2000. Les séances sont transmises en direct à la télévision et les témoignages dévastateurs.

EMMA LIM, la jolie et calme secrétaire de Chavit Singson, « J'étais le seul sobre », a rapporté le haut fonctionnaire. On se souvient aussi du nombre de rendez-vous manqués par Estrada ou de ses retards le matin. On apprend que l'une de ses maîtresses occupe, à Manille, une vaste et luxueuse propriété dotée d'une piscine bordée d'une plage et d'un moteur à vagues. Le Centre philippin du journalisme d'enquête rapporte qu'Estrada a consacré 140 millions de francs à des restaurations et des achats immobiliers dans la capitale au profit de ses maîtresses et de ses enfants.

Clarissa Ocampo, vice-présidente de la banque Equitable PCI, affirme, de son côté, avoir vu Estrada signer un chèque de 20 millions de

francs en utilisant le compte d'un certain José Velarde. Le président aurait été également le titulaire de trois autres comptes fictifs. Peu après sa prise de fonctions, Gloria Macapagal-Arroyo a déclaré que son prédécesseur disposait également de comptes dits « avions » dont les numéros sont 747, 737 et 727 pour les Boeing, et 300 et 301 pour les Airbus. Estrada procédait à des opérations en ne citant que le numéro du compte. Ces informations, a-t-elle ajouté au cours d'une conférence de presse le 25 janvier, se trouvent dans la fameuse « enveloppe » dont onze sénateurs sur vingt et un ont refusé l'examen le 16 janvier, provoquant un profond choc dans l'opinion, la démission des procureurs et du président du Sénat, l'ajournement du procès et, dans la foulée, les manifestations qui devaient emporter Estrada.

« People power 2 », ont proclamé les médias, les tee-shirts, l'élite politique et les prêtres de la puissante Eglise chrétienne. Le cardinal Jaime Sin, les anciens présidents Fidel Ramos et Cory Aquino ont aussitôt rejoint de quinze ans : ils étaient aux premiers rangs en 1986 lorsque l'armée a fini par rejoindre des centaines de

milliers de manifestants pour chasser de la présidence l'autocrate Ferdinand Marcos et son épouse Imelda, la dame aux milliers de souliers. Cory, la « dame en jaune », avait même été l'icône de « People Power I ».

TOUT ce beau monde se retrouve le 18 janvier dans le centre de Manille. L'establishment philippin tient sa revanche à l'égard du parvenu qui lui a volé la présidence en se proclamant « l'avocat des pauvres ». Le « texting » a rassemblé cols blancs, bonnes sœurs, familles de classes moyennes et militants de gauche. C'est la fête. La tension, si sensible en 1986, n'apparaît pas, la foule est moins nombreuse. Il s'agit de vider Estrada l'escroc et non un dictateur, comme ce fut le cas avec Marcos. Et de le faire, si possible, selon les règles. Mais l'armée, qui avait renversé la vapeur quinze ans auparavant en se retournant contre Marcos, ne se manifeste pas.

Le chef d'état-major général, Angelo Reyes, ne rejoindra le podium que le lendemain, entouré des autres généraux. On évoquera plus tard un complot militaire : des commandants d'unités auraient menacé Reyes de rejoindre la foule si lui-même ne le faisait pas. Mais rien n'est venu confirmer cette assertion. En fait, Reyes sait que la situation peut tourner au vinaigre. Dans la main d'Estrada, le chef contesté de la police, le général Lacson, doit être rapidement placé devant un fait accompli. Reyes et ses pairs finissent par rejoindre le million de gens massés dans le centre de Manille le 20 janvier. Le lendemain matin, comme Estrada refuse toujours de démissionner, la Cour suprême déclare à l'unanimité la présidence vacante et Gloria Macapagal-Arroyo prête serment devant la foule. Aucun blindé n'est apparu dans les rues, aucun affrontement sérieux n'a eu lieu. La course de vitesse a été gagnée contre le clan Estrada.

Mais pourquoi a-t-il fallu un deuxième « pouvoir du peuple » ? Les hôtes de la soirée au cours de laquelle Chavit Singson raconte ses exploits au mah-jong sont des gens âgés, plutôt riches, qui se sont battus contre Marcos avant de le faire contre Estrada. Chavit est le « héros » du moment. Dans la salle à manger climatisée, Satur Ocampo, journaliste et ancien communiste, raconte ses neuf ans de prison sous le régime de la loi martiale de Marcos. « J'en ai refait trois années sous Aquino et Ramos », ajoute-t-il. Une autre vedette ne passe pas inaperçue : Jockey Arroyo, sans relation avec la nouvelle présidente et procureur en chef lors du procès d'Estrada. Personne ne s'évite dans une assemblée où se mêlent chefs de gang, défenseurs des droits de l'homme, politiciens véreux, dames de la haute société et anciens prisonniers politiques. Comme en 1986, la société civile ne se fait guère d'illusions.

« Félicitations Madame Gloria » ; « Libérez tous les prisonniers politiques » ; « L'islam est la paix. » A Maharlika, communauté musulmane de trente mille âmes, des écoliers tendent leurs banderoles au pied d'une estrade installée dans la cour d'une mosquée inachevée, faute de financement. La nomination de Gloria Macapagal-Arroyo a réveillé l'espoir chez les musulmans des Philippines, qui forment un peu moins de 10 % de la population, regroupés, pour l'essentiel, dans le sud de l'archipel. Pour la première fois depuis 1965, un musulman est membre du ca-

Manille, le 10 octobre 2000 : lors de cette cérémonie militaire, Joseph Estrada apparaît pour la première fois en public après avoir été accusé par d'anciens amis.

Tout en approuvant le chef de l'Etat, le président démissionnaire du Sénat, Aquilino Pimentel, lui-même originaire de Mindanao, se demande comment s'y prendre. « Le général Reyes ne veut pas d'une reprise des négociations, probablement parce qu'il pense avoir pris le dessus sur le terrain. » Les plus pauvres parmi les pauvres, les musulmans ne sont pas au bout de leurs peines : les militaires excluent de leur rendre leurs camps et, de toute façon, Manille n'entend guère leur lointaine plainte.

« Le seul qui se préoccupait de notre sort », disent encore des petites gens de Joseph Estrada. Même le déballage, dont le procès a été l'occasion, ne les a pas tous convaincus. Mais les défections spectaculaires du monde du *show business* ont retourné une partie de l'opinion contre l'ancien justicier de films de série B. La plus cruelle a sans doute été celle de Nora Aunor, actrice très populaire et qui avait mené une campagne très active en faveur de l'élection d'Erap en 1998. « Il n'est pas seulement coureur de jupons, joueur et alcoolique, il bat les gens, les hommes comme les femmes », a-t-elle déclaré, détruisant un lien crucial entre l'acteur promu président et le monde pauvre qui l'adulait.

« Il n'est pas seulement coureur de jupons, joueur et alcoolique, il bat les gens, les hommes comme les femmes »

Nora Aunor, comédienne, à propos de l'ancien président

binet. M^{me} Arroyo a promis des négociations. Une jeune mère de deux enfants réclame la libération de son époux, un policier arrêté sans preuves, dit-elle, après des attentats commis en mai 2000.

Organisatrice du meeting, l'Assemblée multisectorielle de Maharlika, « village » absorbé par l'interminable banlieue de Manille, réclame un dialogue « tangible » avec le Front Moro islamique de libération (FMIL), contre lequel Estrada a relancé les opérations militaires en mai dernier, avec un succès au moins initial, puisque la plupart des camps du FMIL ont été occupés par l'armée. « Nous ne réclamons qu'une sorte de semi-autonomie », résume Danny Natangcop, un ingénieur de Maharlika qui a travaillé pendant des années à l'étranger et qui, faute de trouver un emploi à son retour, s'est reconverti dans de petites affaires.

Joseph Estrada, dont le départ s'est fait dans l'humiliation, laisse derrière lui une économie dévastée et pas mal d'amertume. Si la corruption est la faiblesse de la politique philippine, il y a des limites qu'on ne peut dépasser. Il les a franchies en donnant l'impression d'ouvrir les portes de la présidence à des syndicats du crime. L'aventure n'aura duré que trente et un mois. Après la prestation de serment de Gloria Macapagal-Arroyo, Cory Aquino se serait penchée vers elle pour souhaiter qu'il n'y ait jamais de troisième édition du « *people power* ». D'autres ajoutent que les institutions ont été assez secouées cette fois-ci et qu'une édition supplémentaire pourrait donner des idées plus préoccupantes aux gens en uniforme.

Jean-Claude Pomonti

Israël-Palestine : le simple et le complexe

par Edgar Morin

Il y a dans la situation israélo-palestinienne une simplicité et une complexité qui ne doivent pas s'occulter l'une l'autre.

La simplicité de la situation est dans la formidable inégalité présente. D'un côté, des occupés ; de l'autre, des occupants. D'un côté, des enfants et adolescents qui lancent des pierres, des policiers ne disposant que d'armes légères ; de l'autre, des soldats qui tirent à balles réelles sur des civils, des chars, des roquettes, des hélicoptères de combat.

D'un côté, un harcèlement de guérilla sur des colonies ou des véhicules en territoire palestinien ; de l'autre une répression qui ghettoïse les populations, transforme leurs territoires en camps de concentration temporaires, asphyxie leur économie, détruit habitations et cultures.

D'un côté, plus de 400 morts dont 13 Arabes israéliens et plus de 12 000 blessés dont plus de 4 000 enfants et adolescents ; de l'autre, 43 morts, dont les victimes d'attentat et une centaine de blessés.

L'argument que les occupés n'auraient pas dû se révolter n'aurait de sens que si leur situation n'avait été révoltante. L'argument que la révolte sape la paix n'aurait de sens que si les Israéliens avaient accepté un Etat palestinien viable libéré de colonies armées.

En fait, la révolte n'est pas née absurdement, puisque que, tout au long des négociations, il y a eu continuation d'implantations de colonies en Cisjordanie, non-respect des engagements, et seulement une offre de paix ladre, dite généreuse, fondée sur la transformation en bantoustans des territoires fragmentés, l'absence d'armée palestinienne, le contrôle de ses frontières.

L'argument de sécurité n'est guère pertinent à l'époque où la sécurité ne dépend pas de

5 600 km² mais de la puissance technologique militaire, et alors qu'Israël est l'Etat le plus puissant de la région, le plus avancé dans toutes les technologies de guerre, disposant même de 200 têtes nucléaires.

Mais, sur la sécurité, tout n'est pas si simple. En effet, si les Etats arabes sont présentement désunis, si l'Amérique toute-puissante protège Israël, cette situation n'est pas éternelle. Le monde arabe est démographiquement énorme par rapport au petit Israël ; sa puissance technique et militaire s'accroîtra avec le temps ; sa désunion n'est pas irréversible ; les Etats-Unis peuvent perdre leur hégémonie planétaire ; l'avenir d'Israël n'est pas plus assuré que

Le retour sur l'expérience juive devrait donner la capacité de comprendre la souffrance palestinienne

ne le fut celui du royaume chrétien de Jérusalem, qui garda la ville moins d'un siècle.

Certes, une paix honorable pour les deux parties diminuerait l'insécurité réelle d'Israël, accroîtrait ses chances d'insertion pacifique dans le Moyen-Orient. Mais cette paix serait un pari, le seul qui augmenterait les chances futures d'Israël, non une garantie de sécurité.

Al'insécurité du futur se lie celle du passé récent. Si 1948 est vu justement par les Palestiniens comme leur catastrophe, il rappelle à Israël l'intention palestinienne longtemps affirmée de le détruire ainsi que la menace arabe à cha-

que fois écartée par une guerre. A cela se joint un autre sentiment d'insécurité qui vient de l'expérience séculaire où les juifs n'ont jamais pu acquérir la certitude d'une insertion tranquille dans le monde des gentils. Les « *Mort aux juifs !* » ressemblent certes aux « *Mort aux Arabes !* », mais ils riment un passé qui comporte Auschwitz, ils réveillent la mémoire encore récente d'une menace de mort sur Israël et ils éveillent un futur d'holocauste.

Ainsi, les insécurités qui viennent du passé et celles qu'annonce le futur se raccordent. Elles se réveillent à chaque attentat. Il a suffi des quelques attentats déclenchés par des groupes minoritaires palestiniens pour qu'une partie de l'électorat bascule et porte Nétanyahou au pouvoir ; il a fallu la nouvelle Intifada pour que l'électorat pacifique d'Israël soit troublé et démoralisé.

Ainsi, c'est l'insécurité du passé et celle du futur qui se réveillent et marquent le présent. Tout ce qui ravive ce sentiment d'insécurité brise les chances de l'issue décolonisatrice. Dans ce contexte, la politique de force semble une juste réponse à la menace. Cette politique, qui associe en elle un nationalisme intégral et un judaïsme intégriste, a pour but l'annexion de la « *Judée Samarie* », nom biblique de la Cisjordanie, au pis la bantoustandisation de territoires palestiniens morcelés.

D'où le premier paradoxe : le problème fondamentalement simple de la relation Israël-Palestine est en même temps un problème fondamentalement complexe. Le deuxième : plus Israël veut assurer sa sécurité présente par la force, plus il accroît son insécurité future. Le chemin vers la sécurité passe par l'acceptation d'une insécurité qui ne peut être réduite que par une politique de justice. Le refus d'admettre une nation palestinienne viable accroîtrait la menace d'un futur où Israël serait de plus

en plus isolé. La perpétuation de la politique d'oppression est finalement suicidaire pour Israël.

Le troisième paradoxe : rassurer Israël signifie pour les Palestiniens abandonner les revendications légitimes en droit, accepter un statut vassalisé, subir le contrôle terrestre permanent des colonies,

seront l'une et l'autre au bord de la guerre civile.

Quoi qu'il arrive, ce sont les minorités laïques, capables d'autocritique, de compréhension d'autrui, de conscience de la complexité, qui, de part et d'autre, travaillent pour sauver l'avenir. Il y a en Israël une minorité lucide qui

Quand les négociateurs avancent vers un accord, la situation régresse en Israël et en Palestine. Le risque de désastre et la chance de paix s'accroissent simultanément

des frontières extérieures et de l'espace aérien. Mais formuler les revendications légitimes, au premier chef celle d'un Etat viable et autonome, et avoir recours à l'Intifada pour sortir de l'immobilisme signifie rejeter l'opinion israélienne sous l'aile du parti national-religieux.

Quatrième paradoxe : quand les Palestiniens se sont bornés à négocier sans moyens de pressions, les Israéliens ont continué à implanter des colonies et à proclamer le caractère éternel de leur présence à Jérusalem. Mais quand les Palestiniens ont utilisé la pression de l'Intifada, alors ils ont provoqué à la fois la prise en considération de certaines de leurs exigences (Jérusalem-Est, renoncement à certaines colonies) mais aussi l'aggravation du sentiment d'inquiétude israélien et le développement du sharonisme. Voilà donc une complexité fondamentale de la situation qui la fait à la fois avancer et reculer : quand les négociateurs avancent vers un accord, la situation régresse en Israël et en Palestine. Le risque de désastre et la chance de paix s'accroissent simultanément. Dans l'hypothèse d'un accord, le conflit entre les deux parties se portera à l'intérieur de chacune ; Israël et la Palestine

démythifie le thème de la « *terre sans peuple* », révèle les aspects occultés de la guerre de 1948, montre que la mémoire victimaire du passé ne doit pas faire oublier les victimes palestiniennes présentes, et s'en prend au « *culte de la Shoah* » en tant qu'il sépare à jamais les juifs du monde des gentils.

Le retour sur l'expérience juive devrait donner la capacité de comprendre la souffrance palestinienne et montrer à Israël qu'il inflige en un demi-siècle aux Palestiniens ce qu'il a lui-même souffert des Européens durant plus d'un millénaire : dépossession, expulsions, ségrégation, ghettoïisations répétées, avanies, prédatations, humiliations, vexations, déni, mépris. Il permettrait de retrouver l'universalisme de l'*intelligentsia* juive des XIX^e et XX^e siècles, de retrouver l'humanisme européen où l'apport des post-marranes, que furent Spinoza, Montaigne, Cervantès, puis Marx, Freud et Proust, a été capital.

Mais ce changement psychologique ne peut être effectué que dans des conditions nouvelles, ce qui nous ramène au problème politique d'une stratégie de paix. Celle-ci nécessite la reconnaissance du devoir moral israélien à l'égard de

la Palestine (Shimon Péres) et la reconnaissance palestinienne du problème d'insécurité israélien.

Cette double reconnaissance devrait être accompagnée par des renoncements solennels à la violence de part et d'autre, et donner lieu à un pacte de pacification qui comporterait en un premier temps une garantie internationale. La politique ici requiert un grand acte éthique : le pardon mutuel pour tous les crimes commis de part et d'autre. On ne peut ni oublier ni dissimuler, mais on doit rompre avec le talion. Une demande de pardon aux Palestiniens dépouillés serait acte à la fois de magnanimité, de justice et de politique. Il y a dans la culture arabe une tradition forte, qui permet de pratiquer la magnanimité et de la reconnaître en autrui.

En ce qui concerne le droit au retour des Palestiniens chassés, il ne saurait être repoussé purement et simplement sous le motif que le retour massif de 4 millions de Palestiniens serait suicidaire pour Israël. Il faut qu'il y ait reconnaissance d'un droit moral à réparation comportant le droit à l'intégration en Israël et dans le Moyen-Orient de tous ceux qui n'ont pu être intégrés ailleurs. Cette reconnaissance permettrait des retours échelonnés dans le temps, soumis à l'examen de commissions mixtes. Il serait juste qu'Israël renonce à son droit au retour de façon à faire cesser une trop injuste dissymétrie avec la Palestine.

Mais, dans la situation actuelle, les deux protagonistes isolés n'ont pas la capacité d'arriver à la paix. On ne peut laisser aux seules pressions des boutefeux et au seul contrôle des Etats-Unis le destin de cette tragédie historique. Le poids des nations arabes, le poids de l'Europe qui feint encore le sommeil, sont devenus nécessaires.

Edgar Morin est sociologue.

Sombre et inévitable détour

par Ilan Greilsammer

Le sort en est jeté. Le 6 février, un papy rondouillard de soixante-treize ans, le général en retraite qui avait fait basculer Israël dans la catastrophe du Liban, qui avait menti à Begin alors qu'il entraînait Tsahal dans Beyrouth, sera élu premier ministre de l'Etat d'Israël. Derrière lui nous verrons l'habituelle cohorte de colons, de nationalistes, d'ultra-religieux, d'opportunistes qui l'accompagnent toujours et partout. Ce n'est pas la peine d'espérer l'impossible : les chances d'Ehoud Barak de remonter la pente et de l'emporter en dernière minute sont proches de zéro. Avec l'actuel gouvernement disparaîtra dans les oubliettes de l'Histoire ce qui restait de l'œuvre d'Itzhak Rabin, le processus d'Oslo, et les très maigres chances d'accord israélo-palestinien dans lesquelles nous, colomes, avions mis sans doute trop d'espoirs.

De ce qu'il faut bien qualifier de fiasco sans précédent, il faut attribuer la paternité à trop de monde pour qu'on puisse citer ici tous les responsables. Le principal coupable est certainement Ehoud Barak lui-même. Comment un homme aussi intelligent, aussi fin, aussi sympathique, a-t-il pu, en un an et demi, épuiser tout le capital de confiance dont il disposait dans l'opinion israélienne, lors de son élection contre Nétanyahou ? Le fait est là : l'écrasante majorité des Israéliens le considèrent aujourd'hui comme un poids mort dont il faut se débarrasser à tout prix, l'homme du zigzag permanent, la girouette qui agit selon l'inspiration du moment, un politicien raté coupé des aspirations populaires.

Dès le début, l'ancien chef d'état-major s'est trouvé dans une incapacité totale de communiquer avec la population, manipulant ses ministres pour éviter toute compétition avec lui-même, nommant à son cabinet une pléthore d'intrigants insignifiants, louvoyant entre la gauche ultralaïque et les partis

ultra-orthodoxes sans parvenir à se décider, promettant à droite et à gauche et ne tenant rien, disant tout et son contraire. Au cours de ces derniers mois d'Intifada, Barak a donné l'image d'un homme indécis, impuissant, ne sachant en fait pas quoi faire pour ramener un quelconque sentiment de sécurité.

Yasser Arafat partage largement la paternité du retour du leader de la droite nationaliste. Si l'éruption de colère qui a suivi la montée de Sharon sur l'esplanade des Mosquées pouvait être comprise par de nombreux Israéliens, la poursuite de la violence aveugle décidée, menée et encouragée par l'Autorité palestinienne a complètement dérouter la gauche israélienne, détruit toute possibilité de dialo-

Il faudra sans doute une période de gouvernement de la droite nationaliste, religieuse et obscurantiste, un temps de régression sur tous les plans pour que des solutions équitables et inévitables fassent enfin leur lent cheminement dans les esprits

gue et totalement déconsidéré Arafat aux yeux de la population.

Tirer sur les civils, mettre des bombes sur les routes, encourager la violence ? A force de vouloir trop tirer sur la corde, elle a fini par casser. Il faut le dire très clairement : Arafat a, de ses propres mains, poussé Barak dans l'abîme. Aujourd'hui, le leader palestinien apparaît, aux yeux de la grande majorité des habitants de l'Etat juif, comme un ennemi implacable, rusé et machiavélique, prêt à tout pour parvenir à ses fins et à qui il est hors de question de faire à nouveau confiance.

Dans le départ de Barak, tous

ceux qui ont fait un clin d'œil au chef de l'Autorité palestinienne lorsqu'il faisait preuve d'intransigeance, du président Moubarak au président Chirac, portent, eux aussi, une lourde responsabilité.

Au-delà de la médiocrité des personnes, la fin de l'ère Barak et la mort du processus d'Oslo reflètent surtout le fait qu'Israéliens et Palestiniens ne sont pas encore mûrs pour les sacrifices exigés par la paix. A ceux qui s'impatientsaient des lenteurs d'Oslo, comptaient les jours et les semaines, pointaient les managements de part et d'autre, les dates non respectées, je dirai au contraire : tout a été beaucoup trop vite, les mentalités n'ont pas suivi, il faut laisser le temps faire son œuvre.

en sommes encore à un stade où l'abandon du mont du Temple/des Mosquées, lieu mythique s'il en est, se heurte à un rejet quasi total de la population juive, et où les Israéliens qui sont prêts à reconnaître le droit au retour des réfugiés de 1948 se comptent sur les doigts de la main. Et, là, la violence ne sert strictement à rien.

Dans le contexte actuel où l'opinion israélienne est tétanisée, complètement traumatisée par la situation, par l'insécurité, la peur de se rendre dans des lieux publics tels que centres commerciaux et marchés ouverts, l'appréhension à laisser les enfants se promener en ville, la crainte d'emprunter des routes pourtant habituelles, l'élection de Sharon est inévitable. Peut-être d'ailleurs était-ce là ce que désirait secrètement Arafat, dans la croyance illusoire que seule la droite israélienne est capable de faire la paix avec lui ?

C'est triste à dire, mais il faudra sans doute une période de gouvernement de la droite nationaliste, religieuse et obscurantiste, un temps de régression sur tous les plans pour que des solutions équitables et inévitables fassent enfin leur lent cheminement dans les esprits : pour que les Israéliens comprennent qu'il n'y a pas d'issue fondée sur la force et la conquête, pour que les Arabes comprennent qu'ils ne peuvent obtenir absolument tout ce qu'ils veulent et qu'ils ont besoin de l'opinion israélienne plus que de forces internationales, pour qu'un leadership démocratique et non corrompu apparaisse enfin chez les Palestiniens, pour que les Arabes israéliens, malgré leurs blessures, comprennent qu'ils ont eu tort de préférer Sharon à Barak ; bref, pour que quelque chose d'à peu près sensé entre enfin dans la tête des uns et des autres.

Ilan Greilsammer est professeur de science politique à l'université Bar-Ilan (Israël).

Oui, Jérusalem, terre

par Rivon Krygier

TOTALEMENT marginale et inconsiderée : telle est, avec tout le respect que l'on peut porter à mon confrère le rabbin David Meyer, la position exprimée dans son point de vue « Ni terre promise ni terre sainte », paru dans votre page « Débats » du 9 janvier, à en juger par l'ensemble des déclarations en Israël et dans le monde juif.

Bien plus qu'un appel au gouvernement d'Israël à faire preuve de bonne volonté politique, le propos de ce texte est de faire peser sur l'Etat juif l'entière responsabilité du conflit et de l'impasse dans les négociations en raison d'une « *inversion des valeurs* ». Le peuple d'Israël se serait compromis et perverti en faisant « *passer les notions de sainteté et de sacré [de la terre] avant celles du sens éthique et du respect de la vie humaine* ».

Mais comment peut-on parler d'« *idolâtrie du Grand Israël* », alors qu'il est si minuscule au regard du vaste monde arabe et alors que, de surcroît, le gouvernement israélien s'est justement déclaré prêt à rétrocéder la quasi-totalité des territoires occupés en 1967 ? Comment ne pas voir que la question territoriale est avant tout un enjeu de défense stratégique pour Israël, face à la menace constante et au désir jamais franchement renié par une grande partie du monde arabe d'effacer l'Etat d'Israël de la carte du Moyen-Orient ? S'il est bien une chose dont le gouvernement Barak a fait preuve au cours de son mandat, c'est la volonté déterminée et sans précédent de mettre fin à ce conflit sanguinaire, au prix de la renonciation large et douloureuse à la pleine possession de la « *terre promise* » !

S'agissant de Jérusalem, et plus précisément de ce que les uns appellent esplanade des Mosquées et les autres mont du Temple, la prise de position qu'a laissé entendre le gouvernement d'Israël au cours des récentes négociations

exprime plus encore son désir de faire passer la valeur de la vie et de sa dignité avant celle de la souveraineté territoriale. Sur ce plan, il existe une totale asymétrie religieuse. Israël s'est en effet montré prêt à envisager un partage de la souveraineté ou à réfléchir à un statut d'extraterritorialité pour ce Lieu saint, alors que les Palestiniens, soutenus par l'ensemble du monde musulman, s'y refusent catégoriquement.

C'est le jusqu'au-boutisme de l'intégrisme musulman qui se déchaîne. Face à l'intransigeance islamiste, qui réclame l'exclusivité sur le site de la mosquée Al-Aksa – et Jérusalem n'est pas, contrairement à ce qu'en dit David Meyer, « *la ville fondatrice de l'Islam* », tant s'en faut –, le judaïsme a, depuis l'aube des temps, considéré son lieu le plus saint comme ouvert sur l'universel. Le Livre biblique des *Chroniques* (1 Ch 22 : 9-10) souligne que le nom même de Salomon (*Chelomo*) est de la même racine que le mot « *paix* » (*shalom*). Ce nom lui a été donné pour signifier qu'il serait un homme de paix avec les ennemis alen-tour.

Lorsque Salomon inaugura le Temple de Jérusalem, il invita tout étranger à y adresser ses prières et demanda à Dieu de leur accorder une attention toute particulière (cf. 1 Rois 8 : 41-43). Dans la même veine, il faut entendre la prophétie d'Isaïe sur l'avenir réservé à ce lieu comme partie intégrante de la vocation d'Israël : « *Car ma Maison sera appelée maison de prières pour toutes les nations* » (Isaïe 56 : 7).

Le refus palestinien de ce partage rappelle également un ancien commentaire rabbinique dont la pertinence est d'une saisissante actualité et qui porte sur le verset : « *Caïn parla à Abel son frère. Alors qu'ils étaient dans les champs, Caïn se dressa contre Abel son frère et le tua* » (Genèse 4 : 8) : « *Quel fut l'objet de leur querelle ? Partageons-nous le monde, avaient-ils décidé !* »

Le pari d'Elias Sanbar *par Claude Klein*

À l'égard d'Elias Sanbar je ne ressens que considération et respect. C'est précisément la raison pour laquelle il m'est apparu impérieux de répondre à son point de vue « Un spectre hante Israël... » (*Le Monde* du 25 janvier) dont la hauteur de vue n'aura échappé à personne.

A l'encontre de certains partisans parisiens de la cause palestinienne, Elias Sanbar nous tend la main et nous propose un rendez-vous de réconciliation et de paix dont la sincérité ne saurait être mise en cause. Il ne s'érige ni en juge ni en donneur de leçons. Spectateur autant qu'acteur de la tragédie qui se déroule au Proche-Orient, il voit bien, tout comme nous le voyons ici, en Israël, que l'Histoire nous offre une occasion, peut-être unique, de briser le cercle infernal de la haine et de la violence pour imaginer une véritable coexistence. Et si par malheur nous n'étions pas en mesure de la saisir, c'est à un nouveau cycle de guerres, d'attentats et de destructions auxquels nous aurions tous à faire face. Nous voici donc, Palestiniens et Israéliens, face à nos responsabilités historiques.

Si je l'ai bien compris, Elias Sanbar invite en quelque sorte les Israéliens, à commencer par ceux qu'il considère comme « les plus pacifistes » à franchir un dernier pas pour parvenir à la véritable paix, au-delà des déclarations politiques et des textes juridiques.

Pour y parvenir, les Israéliens doivent (avec les Palestiniens) créer d'abord les « conditions de la fin de l'occupation » qui, « quoique extrêmement difficiles à mettre en œuvre (selon Sanbar) sont évidentes » : démantèlement des colonies, retrait de tous les territoires occupés, dont Jérusalem-Est, naissance d'un Etat palestinien indépendant et souverain. Mais, selon Sanbar, à supposer même que ces conditions soient réunies, elles n'en signifieraient pas pour autant la fin du conflit. Pour y parvenir, il faudrait encore résoudre la question des réfugiés en reconnaissant leur droit au retour.

Pour la gauche israélienne, celle-

là même à laquelle s'adresse Sanbar la plupart des conditions évoquées ne posent guère de problèmes. Le retrait des territoires, le démantèlement des colonies (de toutes les colonies), la création d'un Etat palestinien indépendant et souverain paraissent aller de soi.

Je dirai cependant un mot à propos de Jérusalem-Est. Que la ville arabe de Jérusalem passe sous contrôle palestinien paraît tout aussi évident. Et cependant, on me permettra de ne pas passer sous silence (ce que fait Elias Sanbar) la question du Mur occidental et surtout celle de l'esplanade... du Temple (ou des Mosquées), tant il lui paraît avéré qu'Israël ne saurait y avoir aucune part. Et tout comme Sanbar a voulu montrer que le refus israélien de reconnaître un quelconque droit au retour (des réfugiés Palestiniens) acquiert une signification allégorique (celle du refus de reconnaître l'Autre, c'est-à-dire le Palestinien), je me dois de lui dire que le nouveau discours palestinien qui n'hésite pas à mettre en cause jusqu'à la réalité de la présence du Temple (qu'il s'agisse du premier Temple ou du second) sur l'esplanade a très précisément la même signification.

Symboliquement, ce nouveau discours palestinien (sur lequel Arafat revient souvent) signifie en réalité que la présence juive à Jérusalem est dépourvue de toute légitimité. Ce discours-là, Elias Sanbar, est pernicieux. L'esplanade du Temple (le mont du Temple) est désormais qualifiée (dans les langues européennes) d'esplanade des Mosquées. Déjà, pour que nul ne puisse s'y tromper, le recours à l'appellation arabe Haram El Sharif commence à se répandre. Bientôt, certains ne manqueront pas de se demander de quel droit les juifs y revendiquent une quelconque présence.

Quant à l'idée qu'ils puissent vouloir prier sur la montagne du Temple, elle semble toucher au sacrilège (heureusement d'ailleurs qu'il existe une interdiction juive orthodoxe à cet égard). Ne voit-on pas ces jours-ci, le Waqf, l'autorité musulmane en charge de l'administration de l'esplanade, y multiplier inconsidérément

des travaux dont l'une des conséquences est d'effacer toute trace archéologique du Temple, comme pour effacer une Histoire trop juive.

La lecture du compte rendu des négociations malheureuses de Camp David (dans le dernier numéro de la *Revue des Etudes palestiniennes* que dirige Elias Sanbar) est plus qu'édifiante : à deux reprises au moins (p. 11 et p. 13), Akram

moindre forme de légitimité juive sur cette terre.

Et pourtant, Elias Sanbar, il se trouve des Israéliens – encore bien minoritaires certes – pour accepter d'envisager même cela. Et cependant, il apparaît même que la renonciation à ce symbole que représente la montagne du Temple ne sera pas suffisante. Vous nous demandez maintenant de nous lancer dans

Symboliquement, le nouveau discours palestinien signifie en réalité que la présence juive à Jérusalem est dépourvue de toute légitimité. Ce discours-là est pernicieux

Haniyyé, auteur du rapport, souligne même typographiquement (avec des points de suspension et un point d'exclamation) d'une part la demande des Israéliens d'aller prier sur l'esplanade des Mosquées... et, d'autre part, le fait que « le Temple de Salomon se trouvait bel et bien sous la mosquée du Haram El Sharif ! ».

On voit bien que si l'on parvenait ainsi à ébranler dans les esprits la réalité de ce lien qui paraissait pourtant bien évident depuis vingt siècles, on ne serait plus éloigné de la remise en cause de la

une autre aventure et de prendre un pari dont je crois qu'il n'est pas inutile de rappeler les termes.

Avant même d'envisager la question des réfugiés, je tiens à dire qu'il n'est pas question pour moi de me lancer dans les vaines controverses d'autrefois sur l'origine du problème des réfugiés. Souvent expulsés, parfois partis de leur plein gré : j'accepte sur ce point l'analyse d'auteurs comme Benny Morris auxquels Sanbar fait allusion dans son texte, laquelle est d'ailleurs plus nuancée que l'on ne pense.

Mais d'abord, fixons les ordres de

grandeur. Israël compte aujourd'hui un peu plus de 6,2 millions d'habitants dont 1,1 million d'Arabes. Pour Elias Sanbar il y aurait 4 millions de réfugiés. Point n'est besoin d'être démographe pour faire l'addition et en comprendre la signification. Mais voici le pari. D'abord, l'honnêteté intellectuelle (indiscutable) de Sanbar qui, à propos de l'escalade des revendications palestiniennes, écrit : « Je sais aussi que le risque qu'ils (les Israéliens) appréhendent existe », mais qui nous demande d'avoir confiance, « puisqu'il n'y a pas d'autre issue que de le courir ». Sur quoi se base cette confiance ? Quel est le risque ?

Le pari apparaît au détour d'une phrase, au creux d'un raisonnement : «... le droit au retour... est un droit inaliénable, non un droit à immigrer dans un pays donné. Ce droit n'est donc pas négociable, mais son application, sa mise en pratique le sont, dès lors que ce droit est reconnu... ». Je le dirai simplement et peut-être même brutalement : Elias Sanbar avance qu'il serait erroné de présenter l'application du droit au retour « comme forcément maximale » (comme le fait selon lui Israël). Israël refusera donc d'accepter d'être noyé sous le raz de marée des réfugiés. En clair, nous dit Sanbar : ne craignez rien, il n'est pas question de voir quatre millions de réfugiés palestiniens vouloir s'installer en Israël. Il ne s'agirait au mieux que d'une affirmation de principe

dont l'acceptation serait de nature à induire le pardon à Israël que seule sa victime, le peuple arabe de Palestine, peut donner. Alors ce peuple palestinien « *démuni, occupé et persécuté... sera au rendez-vous de la réconciliation et de la paix* ».

On m'avait appris autrefois que si l'on voulait s'engager dans la voie des paris, il était une règle qu'il fallait absolument respecter : ne jamais parier sur l'essentiel, sur sa vie par exemple. Elias Sanbar, c'est très précisément cela que vous nous demandez. Je ne doute pas un seul instant de la sincérité de votre propos. J'admire la noblesse des sentiments. Votre ton m'émeut souvent. Mais vous me demandez autre chose. Il n'y a d'ailleurs même pas de symétrie dans la demande. La souffrance palestinienne a été réelle. Elle l'est malheureusement toujours. Mais, vous le dites d'ailleurs clairement : le peuple palestinien est bien debout. Il le restera. Quel risque devons-nous prendre pour envisager le pardon que vous suggérez ? Croyez-vous vraiment qu'il comporte la certitude d'un Israël debout ? Imagine-t-on un homme d'Etat israélien capable de s'engager dans un tel pari ? Oui, Elias Sanbar, un spectre hante Israël, mais c'est celui de sa survie...

Claude Klein est professeur de droit constitutionnel à l'Université hébraïque de Jérusalem.

de Dieu

L'un avait pris les terres, et l'autre, les biens meubles. C'est alors que l'un dit : cette terre où tu te trouves est à moi ! Et l'autre : ces habits que tu portes sont à moi ! Alors Caïn se dressa contre Abel son frère et le tua. »

Selon une autre opinion, chacun avait pris aussi bien des terres que des biens meubles. Quel fut alors l'objet de la querelle ? L'un dit : le Temple sera édifié sur mon territoire ! Et l'autre : non, il le sera sur le mien !

Le partage instauré entre les frères ennemis n'en était pas un, car il a été conçu sur le déni et l'exclusion, aux antipodes de toute fraternité. Lorsqu'il existe un conflit d'intérêts, et plus encore quand le contentieux prend une tournure spiri-

dans le déni total : les juifs (mais aussi les chrétiens) sont accusés d'avoir falsifié les écrits bibliques, et la propagande officielle palestinienne répète à qui veut l'entendre que la présence juive antique en Israël et l'existence du Temple sur la fameuse colline en litige sont des mythes faisant partie du complot sioniste...

Refuser aux Israéliens le droit de conserver une forme de souveraineté sur ce lieu, sur LE lieu si symbolique et emblématique, même en partage, est une manière de considérer qu'il n'existe aucune légitimité ni nationale ni religieuse au retour des juifs sur leur terre, et que seul l'islam doit avoir toute prérogative en la matière. Accepter pour Israël une pseudo-paix

Mais comment peut-on parler d'« idolâtrie du Grand Israël », alors qu'il est si minuscule au regard du vaste monde arabe et alors que, de surcroît, le gouvernement israélien s'est justement déclaré prêt à rétrocéder la quasi-totalité des territoires occupés en 1967 ?

tuelle, on peut tomber facilement admiratif de la « grandeur d'âme » de celui qui, homme de bonne volonté, accepte « religieusement » de prendre sur soi la croix de toutes les concessions. Mais il serait naïf et puéril de croire que la fraternité s'instaure dès lors que, par abnégation, l'un des protagonistes consent à sa propre négation.

Le grave problème avec l'attitude islamiste – et il faudra bien un jour le traiter de manière courageuse en construisant un dialogue judéo-musulman à l'instar du dialogue judéo-chrétien, qui a si bien porté ses fruits – est qu'elle s'inscrit

fondée sur un tel déni ne serait pas un acte de courage politique, de capacité à se défaire d'une prétendue idolâtrie de la terre, mais un acte suicidaire. Aucune solution à l'embrasement du Moyen-Orient ne pourra être trouvée sur la base d'une reconnaissance de la légitimité géopolitique des Etats si les jalons de la légitimité religieuse des peuples ne sont pas simultanément posés.

Rivon Krygier est rabbin de la communauté Adath Shalom de Paris, affiliée au Rassemblement mondial des synagogues massorti.



Forte croissance du chiffre d'affaires 2000 +14,8 % à € 7,0 milliards

130 000 collaborateurs

■ Hôtellerie :

3 500 hôtels

90 pays

Sofitel, Novotel, Mercure, Ibis,

Etap Hotel, Formule 1, Motel 6

et Red Roof.

■ Services aux entreprises et aux collectivités publiques :

12 millions d'utilisateurs

31 pays

Titres Alimentation,

Services à la Personne,

Gestion de frais

professionnels, Services

sociaux, Motivation -

Evénements.

Le chiffre d'affaires consolidé de Accor pour l'année 2000 s'établit à € 7,0 milliards contre € 6,1 milliards à fin décembre 1999, en progression de +14,8 %.

Cette évolution intègre une forte progression de l'activité (+6,6 %), un apport important du développement (+10,8 %) et un effet de change favorable (+4,8 %).

Hors cession Europcar, cette progression est de +22,8 %.

Au quatrième trimestre, le chiffre d'affaires, en hausse de +17,8 %, progresse de +7,9 % à périmètre et change constants contre +6,6 % au troisième trimestre.

■ **L'hôtellerie** affiche une progression soutenue de son chiffre d'affaires annuel de **+26,5 %** à € 4,7 milliards grâce à une forte croissance de l'activité (+6,1 %), à la contribution du développement (+15,6 %), et en raison d'un effet de change positif (+5,2 %). Hors effet de change, le chiffre d'affaires 2000 progresse de +20,8 % pour l'hôtellerie d'affaires et de loisirs, de +15,5 % pour l'hôtellerie économique et de +27,3 % pour l'hôtellerie économique aux Etats-Unis (après intégration de Red Roof).

■ Le chiffre d'affaires annuel des **Services** enregistre une hausse de **+21,2 %**, sous l'effet d'une forte croissance de l'activité (+11,3 %), de l'appréciation de l'ensemble des devises sud-américaines (+8,1 %) et du développement (+2,5 %). En Europe, la croissance des volumes d'émission permet d'enregistrer de bonnes performances, en particulier en France et en Italie.

■ Agences de voyages : +22,4 % (+13,5 % à change constant).

■ Casinos : +31,3 % (+14,8 % à périmètre constant).

■ Restauration : +11,1 %.

■ Services à bord des trains : +0,5 % (+7,7 % à périmètre constant).

Contact actionnaires :
0811 01 02 03 (prix appel local)
Internet : www.accor.com/finance
e-mail : comfi@accor.com

Prochains rendez-vous :
Résultats annuels 2000 : 13 mars 2001
Assemblée Générale des Actionnaires : 29 mai 2001
accor.com

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Tél. : 202 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Changement d'adresse et suspension : 0-803-022-021 (0,99 F la minute).
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

Dans nos campagnes

NI Berezina ni raz de marée triomphal ! Comme après la plupart des consultations électorales, politiques ou professionnelles, les résultats, encore provisoires, des votes aux chambres départementales d'agriculture donnent l'occasion aux protagonistes de mettre en exergue la résistance des uns, la progression des autres ; le renforcement des bastions des premiers, les brèches ou les conquêtes significatives à l'actif des seconds. Selon que les analystes prennent en référence le précédent scrutin de 1995 ou les menaces de catastrophe qui étaient annoncées comme les basculements qui étaient espérés, on se frotte les mains ici, on se console là.

Incarné par les listes communes de la FNSEA et des Jeunes agriculteurs, le syndicalisme majoritaire dont Luc Guyau est le héraut peut s'estimer relativement satisfait. Non seulement le recul des voix qu'il enregistre, réel, reste limité, mais en raison d'un mode de scrutin de liste qui favorise considérablement les candidats arrivés en tête, la FNSEA regagnera des présidences qui lui avaient été ravies. C'est le cas dans le Finistère, département test à la fois parce qu'il compte beaucoup plus que d'autres dans l'économie agricole nationale mais aussi parce que ses leaders, au milieu d'un paysage politico-rural complexe, ont toujours compté comme personnalités majeures et influentes.

Grande rivale de la FNSEA, la Confédération paysanne parle de franc succès, ce qui n'est pas inexact, puisqu'elle gagne plus de six points, progresse parfois dans

des zones où elle n'avait pas d'implantations et, même si elle perd l'extrême Bretagne, gagne probablement l'extrême Sud avec le Var. Il n'y a pas si longtemps, ce syndicalisme-là, en révolte contre le productivisme agricole, était tout simplement absent du paysage rural français.

Mais son succès aurait sans doute été plus général encore si, ici ou là, la Confédération avait clairement noué alliance avec le Modéf, succédané d'un syndicat à connotation communiste, qui, isolé, s'effondre. La gauche plurielle, dans le syndicalisme agricole, reste donc à inventer. Quant à l'effet José Bové, charismatique orateur de la « Conf », il a pu jouer à double sens. S'il a permis d'animer la campagne et de clarifier les choix entre deux politiques - l'une plus économique que sociale, l'autre surtout sociale, paysanne et territoriale -, il a aussi irrité des exploitants fournisseurs de nourriture, choqués par des slogans jugés simplistes comme la « malbouffe » et qui auraient sans doute préféré le voir davantage dans les étables et les champs que dans les rues de Porto Alegre.

Le pluralisme est le vrai gagnant, pluralisme de modèles et de territoires. Les chambres d'agriculture l'expriment, théâtres propices à l'aggiornamento agricole attendu par les « citoyens-consommateurs-contribuables » et lieux légitimes pour élaborer des synthèses. Car un autre danger menace l'agriculture : son déclin démographique (elle perd 20 000 travailleurs par an) qui oblige à trouver des réponses capables de mobiliser la population agricole autour d'un avenir commun.

Suite de la première page

De 1940 à 1946, la production de guerre, aéronautique en particulier sur toute la côte ouest, a définitivement liquidé les années noires de la crise et émancipé des centaines de milliers de jeunes femmes par le travail en usine. A nouveau, dans les années 1980, le projet de « guerre des étoiles » a nourri d'argent facile des centaines de petits entrepreneurs en informatique et en électronique de Silicon Valley : la renaissance de la productivité et de l'entreprise individuelle, liée à la révolution des communications, est impensable sans l'arrivée initiale de cette manne étatique de Reagan, véritable perfusion parfaitement keynésienne au service, cette fois-ci, de l'entrepreneur néorcardien de Californie.

Deux souvenirs donc, l'un, quasi socialiste, Boeing et Lockheed aux années héroïques de la défaite du nazisme, l'autre, ultralibéral, de la fin du communisme par le bidouillage informatique, entrent ici en coalescence pour vanter une reprise - encore modérée (de 60 à 120 milliards de dollars seront rapidement injectés) - d'un projet industriel véritable, après une décennie d'euphorie financière où le consommateur était roi.

PROJET DÉRAISONNABLE

C'est paradoxalement le primat de plus en plus absolu de la politique intérieure, de la recherche d'un équilibre national retrouvé, qui pousse ici à la mise en œuvre de ce projet, tout à fait déraisonnable si l'on ne considère que sa face externe : l'Amérique, et avec elle ses alliés européens, serait ici la principale victime de son « anti-impérialisme », cette incapacité à sacrifier un intérêt étroit du centre aux exigences des partenaires et des clients de la périphérie.

Car ce processus hâtivement accéléré par les républicains remet totalement en cause la base d'une entente des élites américaines et russes de l'époque, péniblement atteinte au tournant des années 1960 comme l'acquis le plus irréversible de la déstalinisation : à la première conférence des savants des deux camps à Pugwash, le grand physicien soviétique Artimovitch fait admettre de tous le principe selon lequel il existe un niveau d'armement nucléaire qui entraîne la

« destruction mutuelle assurée » des deux protagonistes (MAD).

Ce niveau est atteint, d'autant plus vite et d'autant mieux, c'est l'apport au premier théorème de Robert Mac Namara, que l'on limitera la compétition très coûteuse et déstabilisante des mesures de défense antimissiles. Les deux accords SALT des années 1970 et leur suite de l'après-guerre froide découlent de là. Dénoncer unilatéralement le traité antimissile de défense, dit ABM, comme l'a déjà décidé l'administration Bush II, avec le choix du tandem Rumsfeld-Armitage au Pentagone pour contenir et intimider les velléités négociatrices du couple Powell-Rice au département d'Etat et à la Maison Blanche, c'est interdire à Poutine toute réduction ultérieure de l'arsenal balistique russe. C'est, plus encore, signifier à Moscou qu'il ne compte plus pour rien dans les affaires mondiales et que les engagements signés avec la défunte Union soviétique en 1970 sont autant de chiffons de papier. Il ne faudra pas s'étonner des réactions russes, déjà sensibles dans l'accélération bien regrettable de la coopération nucléaire entre Moscou et Téhéran.

Cela posé, ce n'est pas la Russie qui est visée par le projet de bouclier, mais bien la Chine, et elle seule. Il a, en effet, été sans cesse question depuis trois ans du « missile chantant » nord-coréen Rodong III et du chantage qu'il faisait planer sur le Japon et la Corée du Sud ; mais, chaque fois, l'ampleur des moyens évoqués et l'hypothèse d'une allonge de portée de ces missiles de chantage vers les côtes californiennes ne peuvent faire penser qu'à la menace du petit arsenal chinois de missiles intercontinentaux basés à terre. L'utilisation de cet arsenal a d'ailleurs bien été évoquée par des officiels un peu excités de Pékin, à l'occasion de la crise de l'élection taïwanaise de 1996, lorsque les Etats-Unis eurent envoyé deux groupes aéronavals pour protéger l'île. Fallait-il pour autant les prendre au mot ?

Ici, la décision stratégique de désigner la future Chine comme l'ennemi principal des Etats-Unis rejoint la volonté d'une fraction influente de l'establishment stratégique de jouer la carte d'un partenariat durable avec le Japon, visant à réaliser un « containment », un encerclement de la puissance chinoise

incluant une grande variété de protagonistes depuis l'Inde jusqu'à une Corée perpétuellement divisée, et incluant le Vietnam et l'Indonésie. De tous les projets en aval de l'élaboration technologique du bouclier stratégique, celui-là est le plus dangereux. Il mine d'emblée tous les efforts du Parti de la réforme à Pékin pour affaiblir les crispations nationalistes dans l'armée et le Parti communiste, il détruit implicitement la logique de la « sunshine policy » de Kim Dae Jung en Corée du Sud, il menace carrément de provoquer une guerre, en cas de déploiement d'une partie des systèmes avancés à Taïwan, violant l'esprit, sinon de la lettre, du communiqué de Shanghai signé par Nixon et Kissinger avec Mao et Chou En-laï en 1972.

NUCLÉARISATION OFFICIELLE

Mais croit-on que le Japon accepterait, sans réticence aucune, son annexion à l'espace stratégique américain, moyennant le déploiement d'un bouclier antimissile localisé sur son territoire qui le brouillerait définitivement avec Pékin ? Les nationalistes japonais, autour du maire de Tokyo Shintaro Ishihara, n'auraient-ils pas tôt fait de présenter la nucléarisation officielle de leur pays comme un moindre mal et une défense plus sûre ? (Les stocks de plutonium nippons et le surdéveloppement de son programme de lanceurs pour satellites fait penser que le Japon a d'ores et déjà les moyens techniques de ce passage en quelques mois.)

En Europe, la demande d'utilisation immédiate des sites radars de Fylingdales en Grande-Bretagne, et de Thulé, au Groenland toujours danois, isole d'emblée une Europe du Nord-Ouest intégrée au dispositif américain, opposée sans doute pour l'instant à une Europe continentale franco-allemande, hostile au projet... et ayant adopté l'euro. C'est un premier coin enfoncé dans le projet de pilier européen de l'OTAN, qui ne peut fonctionner qu'avec le consentement de Londres.

Cette analyse fort pessimiste est pourtant écrite par un partisan de l'alliance de l'Europe et des Etats-Unis, convaincu du rôle irremplaçable de la démocratie américaine pour le progrès de la paix. Modifier la proposition stratégique américaine demandera donc tout à la fois

fermeté et souplesse. Souplesse d'abord : l'Amérique a d'abord besoin de dépenser de l'argent public dans un grand projet unifié de supériorité technologique.

Voilà un projet qui est légitime pour peu que d'autres partenaires y soient associés ou y trouvent un apaisement. Poutine, par exemple, veut diminuer encore considérablement, et à juste titre, son arsenal de missiles intercontinentaux basé à terre. Pétersbourgeois, il a vu l'effondrement du chantier naval de Léningrad, qui était la gloire de la ville, et aimerait, lui aussi, relancer son industrie de défense, avec des projets de missiles ABM embarqués sur des sous-marins et des navires de surface. La catastrophe du *Koursk* de l'été dernier est venue malheureusement contrarier l'amorce d'un tel projet, qui ferait, à terme, de la marine le principal vecteur de la nouvelle force de dissuasion russe ; une véritable coopération militaire et technologique russo-américaine suffirait pourtant à dissuader Nord-Coréens, Irakiens et Iraniens, sans faire perdre la face à Moscou. Il faut acheter, et à un bon prix, le consentement russe. Cela ne se fera sans relance des recherches locales sur les plasmas et financement occidental d'un nouveau programme spatial à Baïkonour.

Mais il ne faudrait pas que Washington se serve de cette première et hypothétique négociation pour avancer dans un « containment » plus dur encore de la Chine ? C'est folie de déployer un dispositif qui poussera Pékin dans la course aux armements, et la prolifération au bénéfice du Pakistan et de l'Iran, relançant par là même les arsenaux israélien et indien. Mieux vaudrait, tout en entreprenant la recherche fondamentale avec les Russes et les Européens, que soit négocié un engagement chinois à surveiller ensemble les agissements déstabilisants de la Corée du Nord, avec, à terme, une mainmise chinoise sur Pyongyang comme prélude à la réunification pacifique de la péninsule, et que soit reprise la politique de William Perry (ancien secrétaire à la défense) de dialogue stratégique, en échange d'un code de bonne conduite tacite de Pékin avec Taïwan.

Là aussi, la Chine - qui, de toute façon, finira par acquérir toutes les technologies nucléaires - devrait bénéficier d'une coopération bienveillante en matière de simulation nucléaire par ordinateur et d'une technologie des sous-marins lance-engin. Dans les années 1970, Kissinger avait précisément confié cette coopération à la France, dans la satisfaction générale. Mais c'était Kissinger, l'auteur du plus important théorème de la stratégie moderne : ne jamais permettre que Moscou et Pékin soient plus proches l'un de l'autre qu'ils ne le sont, chacun pour son compte, de Washington. Nous sommes aujourd'hui bien loin de cette sagesse.

Si Washington parvenait à une telle percée conceptuelle, la véritable assise stratégique de l'après-guerre froide serait enfin trouvée. On se prend néanmoins à penser qu'en cette matière c'est Hegel qui a le plus souvent raison : l'histoire avance de préférence par sa négativité, son mauvais côté.

Alexandre Adler
pour Le Monde

RECTIFICATIFS

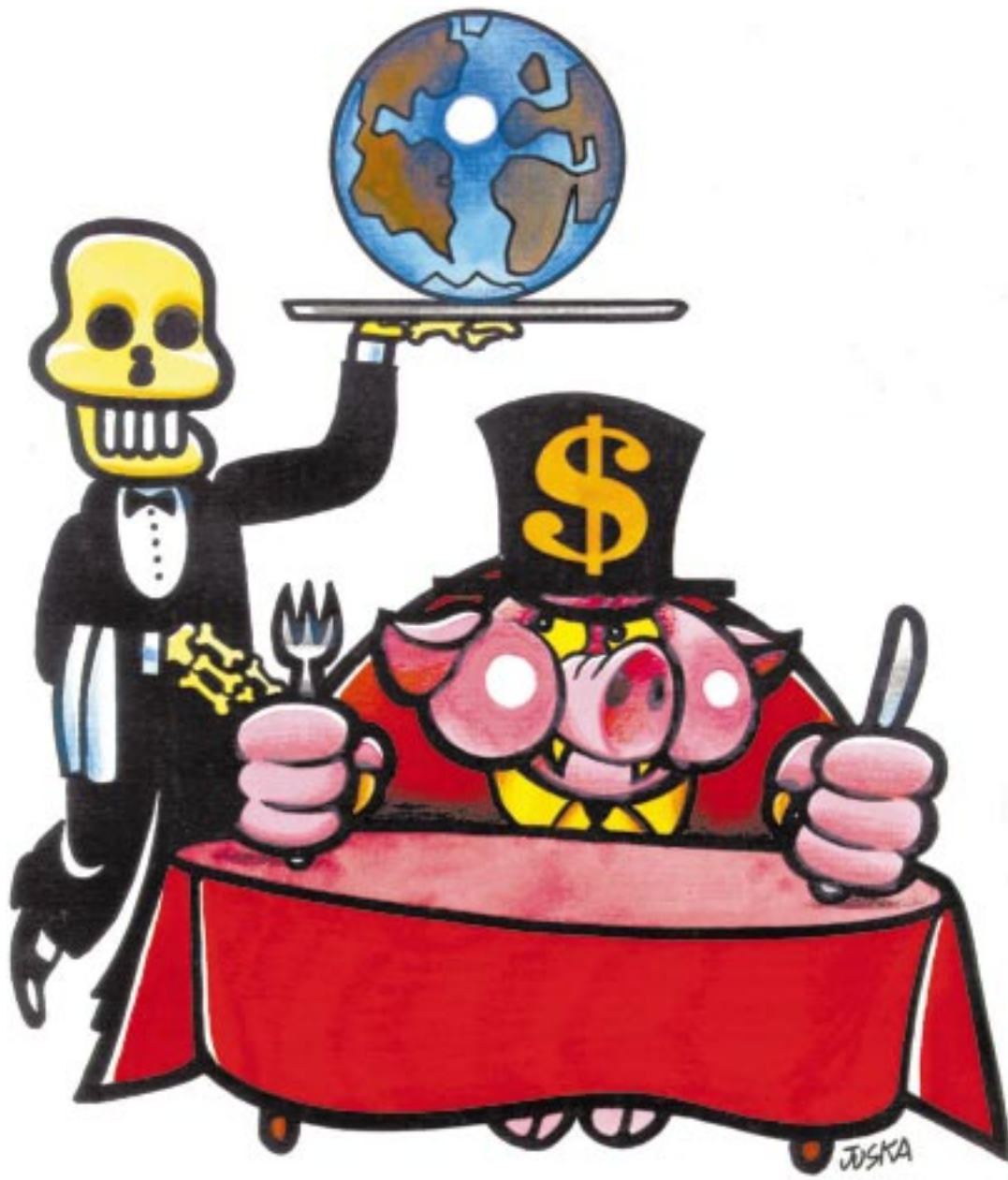
JEAN-MARIE LE PEN

C'est un décret du gouvernement et non un arrêté, comme nous l'avons écrit par erreur dans *Le Monde* daté 21-22 janvier, qui a mis fin au mandat européen de Jean-Marie Le Pen. Ce décret, comme l'a estimé, le 6 octobre 2000, le Conseil d'Etat, était la conséquence de la condamnation de M. Le Pen à un an d'inéligibilité, prononcée par la cour d'appel de Versailles le 17 novembre 1998 et confirmée par la Cour de cassation le 23 novembre 1999. Cette inéligibilité, selon l'article 136-26 du code pénal, « emporte interdiction ou incapacité d'exercer une fonction publique » et entraîne donc la perte des mandats en cours.

« L'EUROPE MALADE DE LA VACHE FOLLE »

A la « une » de notre édition datée 28-29 janvier, le texte présentant notre sujet sur l'Europe agricole mentionnait que le commissaire européen chargé de l'agriculture, Franz Fischler, est allemand. M. Fischler est autrichien et nous présentons nos excuses à ses compatriotes.

La mondialisation par Juska



Juska est né à Santo Angelo en 1956. Publicitaire et dessinateur de presse, il a publié dans des journaux comme *O Pasquim*, *Carrinho* et *Entrelinhas*. Il est aussi éditeur d'un magazine consacré à la bande dessinée.

Cette semaine, *Le Monde* publie chaque jour un dessinateur brésilien présent au Forum antimondialisation de Porto Alegre

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

La Méditerranée redécouverte

LA MÉDITERRANÉE, qui n'a guère jusqu'ici tenu de rôle important dans l'établissement de la stratégie commune des puissances occidentales, revient à l'ordre du jour. Préoccupés par la création de défenses solides en Europe, les états-majors ont quelque peu laissé dans l'ombre leurs plans concernant ce bassin vital du Vieux Monde, qualifié par un hebdomadaire américain de « ligne oubliée de défense contre la Russie ». Ils semblent s'employer activement aujourd'hui à réparer cet « oubli ».

La chaîne presque ininterrompue de montagnes qui s'étend des Pyrénées au massif d'Anatolie apparaît comme une première ligne de défense idéale contre tout danger venant du nord. Solidement verrouillée à l'est et à l'ouest par la Turquie et l'Espagne respectivement, cette première enceinte se doublerait de Chypre aux Balé-

res d'un chapelet d'« îles porte-avions » offrant aux bombardiers alliés des pistes d'envol vers ce que Churchill qualifiait durant la dernière guerre de « bas-ventre délicat » de l'Europe, inclus aujourd'hui dans le glacis soviétique.

A l'abri de cette double protection, renforcée au demeurant par l'absolue maîtrise de la mer, les forces américaines, disposant des aérodromes et des bases d'Afrique du Nord, n'auraient plus qu'à entreprendre le pilonnage du potentiel ennemi et à préparer éventuellement la reconquête méthodique du continent. C'est là dans les grandes lignes le « plan porte-avions », dont la principale conséquence pour l'Europe occidentale, exclue du périmètre défensif envisagé, serait la perspective de devenir un *no man's land* à la manière coréenne.

(2 février 1951.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC (5,57 F/mn)
ou 08-36-29-04-56 (9,21 F/mn)

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-88-46-60
Index du Monde : 01-42-17-29-89. Le Monde sur microfilms : 03-88-71-42-30

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

CONJONCTURE Pour la deuxième fois en moins d'un mois, la Réserve fédérale américaine (Fed) a pris, mercredi 31 janvier, d'énergiques mesures de politique monétaire

pour conjurer la menace de récession, ramenant son taux interbancaire au jour le jour de 6 % à 5,5 % et le taux d'escompte de 5,5 % à 5 %.

● **UNE BAISSSE** du coût de l'argent d'un point en un mois, cela ne s'était pas vu depuis décembre 1991, lorsque l'économie américaine cherchait à sortir de sa dernière récession.

● **CONTRAIREMENT** à la première baisse du 3 janvier, celle de mercredi n'était pas une surprise pour les marchés, tant les derniers chiffres sur l'économie américaine illustrent le ralentissement de l'activité.

● **DANS UN ENTRETIEN** au Monde, le Prix Nobel d'économie Myron Scholes souligne le comportement de plus en plus moutonnier des investisseurs sur les marchés financiers.

Pour conjurer la récession, la Réserve fédérale baisse à nouveau ses taux

La banque centrale américaine a annoncé, mercredi 31 janvier, une nouvelle réduction du loyer de l'argent, ramené à 5,5 %. La croissance du PIB américain s'est limitée à 1,4 % au dernier trimestre de l'année 2000, sa performance la plus faible depuis cinq ans

NEW YORK

de notre correspondante

Ni plus, ni moins. Wall Street attendait une baisse d'un demi-point, Alan Greenspan lui a donné un demi-point : pour la deuxième fois en un mois, la Réserve fédérale américaine (Fed) a pris mercredi 31 janvier d'énergiques mesures de politique monétaire pour conjurer la menace de récession, ramenant son taux interbancaire au jour le jour de 6 % à 5,5 % et le taux d'escompte de 5,5 % à 5 %. Un relâchement du crédit d'un point en un mois, cela ne s'était pas vu depuis décembre 1991, lorsque l'économie américaine cherchait désespérément à sortir de la récession.

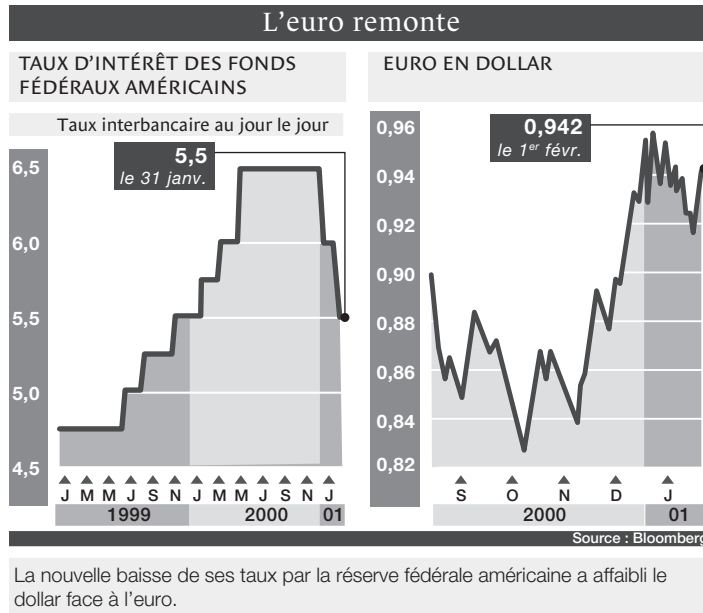
Contrairement à la première baisse du 3 janvier, celle de mercredi n'était pas une surprise : elle avait même été quasiment télégraphiée la semaine dernière par M. Greenspan, le président de la Fed, lors d'une audition au Sénat. Révélant que la croissance était « très probablement très proche de zéro », il avait averti que « la question critique à prendre en considération était de savoir si ce degré de contraction était de nature à entamer la confiance des consommateurs ». La réponse à cette « question critique » est arrivée mardi, au moment même où le comité monétaire de la Fed ouvrait sa réunion de deux jours, sous la forme du sacro-saint indice mensuel de confiance des consommateurs : en janvier, pour le quatrième mois consécutif, cet indice a

accusé une importante baisse, atteignant son plus bas niveau depuis quatre ans. Les experts y ont relevé quelques nuances ; économiste au Conference Board, l'institut indépendant qui calcule cet indice, Lynn Franco souligne que « le pessimisme croissant des consommateurs sur les perspectives à court terme »

« La confiance des ménages et des entreprises a subi une nouvelle érosion, exacerbée par la hausse des coûts de l'énergie »

est typique de l'état d'esprit « qui précède généralement une récession », mais elle observe en même temps que l'évaluation de la situation actuelle de l'économie et du marché de l'emploi par les mêmes consommateurs ne correspond pas du tout « à une économie à bout de souffle ». Alan Greenspan, lui, ne s'est pas trop attardé sur les nuances : cet indice lui a confirmé qu'il fallait agir, et agir vite, pour relancer l'économie.

Mercredi matin, alors que l'annonce d'une baisse des taux direc-



La nouvelle baisse de ses taux par la réserve fédérale américaine a affaibli le dollar face à l'euro.

teurs d'un demi-point paraissait acquise, la publication d'un autre chiffre est venue renforcer ce sentiment d'inéluctabilité : la croissance du produit intérieur brut américain s'est limitée à 1,4 % au dernier trimestre 2000, sa performance la plus faible en cinq ans. A titre de comparaison, la croissance du PIB avait été de 2,2 % au troisième trimestre 2000 et de 8,4 % au quatrième trimestre 1999, au moment où l'on redoutait une surchauffe de l'économie.

Ce nouveau signe de faiblesse de

l'économie a, du coup, accrédité l'idée lancée par quelques experts que la Fed agirait de manière encore plus draconienne que prévu, en baissant le loyer de l'argent non pas d'un demi mais cette fois de trois quarts de point. Mais une baisse brutale de trois quarts de point aurait donné une impression de panique, et aurait donc abouti à l'effet exactement opposé de celui recherché par « Maestro » Greenspan, comme le surmonte le livre que Bob Woodward (journaliste rendu célèbre par l'affaire du

Watergate) vient de lui consacrer : « Maestro » Greenspan veut au contraire montrer qu'il est aux commandes de la politique monétaire et que tout est « sous contrôle ». Dégus, les marchés, qui aiment le spectaculaire, ont réagi de manière plutôt dépitée ; l'indice industriel Dow Jones a très mollement progressé de 0,06 % tandis que le Nasdaq, indice des valeurs technologiques, clôturait à la baisse en cédant 2,31 %.

« La confiance des ménages et des entreprises a subi une nouvelle érosion, exacerbée par la hausse des coûts de l'énergie qui continuent à réduire le pouvoir d'achat des consommateurs et à faire pression sur les marges bénéficiaires des entreprises, explique le communiqué de la Fed. Les ventes au détail et les dépenses d'équipement des entreprises ont considérablement faibli. Par réaction, la production manufacturière a été brutalement réduite (...) Prises dans leur ensemble, et l'inflation restant maîtrisée, ces circonstances exigent une riposte rapide et énergique de la politique monétaire. Les progrès à long terme de la technologie et les gains de productivité, cependant, ne montrent guère de signes de fléchissement et, de concert avec des taux d'intérêt plus bas, devraient à terme soutenir la croissance de l'économie. »

Les économistes de tous bords, eux, ont applaudi la décision du patron de la Fed. « C'est une bonne, forte, décision, ce n'est ni trop ni pas assez, juste ce qu'il faut, a résumé sur CNBC Alice Rivlin, ex-directrice du budget dans l'administration Clinton. La Fed essaie de déjouer une récession, elle veut éviter le plongeon et ces deux baisses coup sur coup sont logiques. » Un consensus s'est également formé sur la plus que probable nécessité d'une nouvelle réduction d'un demi-point, peut-être même avant la prochaine réunion du comité monétaire, prévue pour le 20 mars.

Le débat, en revanche, reste entier sur l'effet que produiront ces mesures et sur la nature du ralentissement (ou de l'atterrissage brutal ou de la récession) qu'affronte l'économie américaine. Certains reprochent à M. Greenspan d'avoir trop augmenté les taux en 2000 par crainte que l'économie ne s'embarle et pour faire échec aux tensions inflationnistes : et si, sursement-ils,

il s'était abstenu de la dernière hausse, celle de mai 2000, peut-être n'en serait-on pas là aujourd'hui ? En réalité, rétorquent les défenseurs du « Maestro », personne ne sait quelle proportion du ralentissement de l'économie, à partir de la fin 2000, était due à la hausse des taux d'intérêt : il faut aussi prendre en compte la hausse des coûts de l'énergie et même, avance l'un d'eux, « la possibilité

Les banques commerciales américaines réduisent le taux de leurs crédits

Les banques américaines ont annoncé, mercredi 31 janvier, la baisse d'un demi-point de leur taux de base après la décision prise le jour même par la Réserve fédérale de réduire également d'un demi-point, le ramenant à 5,5 %, son taux interbancaire. La plus grande banque des Etats-Unis, Bank of America, a annoncé qu'elle ramènerait son taux de base de 9 % à 8,5 %, avec effet au 1^{er} février. Une décision similaire a été prise par JP Morgan Chase, Wells Fargo, Comerica Bank, Bank One Corporation, la Citibank et First Union Corporation.

Le taux de base sert de taux de référence pour le calcul des crédits accordés aux petites et moyennes entreprises et, dans une moindre mesure, de certains prêts à la consommation. Le 4 janvier, les banques américaines avaient pris une mesure semblable après que la Fed eut, à la surprise générale, réduit également d'un demi-point son taux interbancaire.

« que les consommateurs aient acheté tout ce qu'ils avaient à acheter ! » Après le choc des chiffres de ces derniers jours, les optimistes font valoir la bonne tenue de la Bourse depuis la première baisse des taux d'intérêt du 3 janvier, ainsi que la belle remontée en décembre de la vente de logements neufs : +13,4 %, la plus forte hausse depuis sept ans.

Sylvie Kaufmann

La monnaie européenne profite de la moindre rémunération du dollar

LA RÉDUCTION d'un demi-point des taux directeurs américains, décidée mercredi 31 janvier par la Réserve fédérale américaine (Fed) à l'issue de la réunion de son comité de politique monétaire, n'a pas déclenché l'enthousiasme de la Bourse américaine. Au regard des derniers indicateurs de conjoncture, les opérateurs avaient même imaginé, sans trop y croire, que la Fed pouvait abaisser ses taux d'intérêt de plus d'un demi-point, une telle baisse étant déjà intégrée par les marchés. L'indice des grandes valeurs industrielles, le Dow Jones, a tout juste frôlé, finissant en hausse de 0,06 %. Tandis que l'indice du Nasdaq, représentant les valeurs de la nouvelle économie, a plongé de 2,31 %. Dans le sillage de Wall Street, Paris et Francfort ont ouvert, jeudi, en repli : l'indice CAC 40 perdait 1,04 % et le DAX cédait 0,10 %.

Les marchés de taux et de change ont davan-

tage réagi. La décision de la Fed a accéléré la hausse du marché obligataire américain qui avait débuté quelques heures auparavant, à la suite de l'annonce d'une très faible croissance du produit intérieur brut (PIB) au quatrième trimestre 2000. Les rendements, qui évoluent à l'inverse des cours, se sont détendus. Celui de l'emprunt de référence à dix ans est descendu à 5,11 % et celui de l'obligation à trente ans a reculé à 5,50 %. Face au dollar, l'euro s'est vivement apprécié, profitant de la réduction de l'écart qui existe entre les taux américains et européens. Il a franchi le seuil de 0,94 dollar, après avoir atteint, deux jours plus tôt, son plus bas niveau depuis cinq semaines à 0,9153 dollar. Jeudi matin, il s'échangeait à 0,9422 dollar.

Difficile toutefois pour les observateurs de déduire du geste d'Alan Greenspan, le président de la Fed, l'ampleur de la décélération de l'éco-

nomie. S'agit-il d'atténuer un fort ralentissement de la croissance ou bien de contrer une récession ? Le président du groupe informatique Apple, Steve Jobs, a estimé, mercredi, que la conjoncture pour 2001 demeure un mystère. « Nous ne savons pas ce que vont être les cartes macroéconomiques », a-t-il déclaré. Pour les économistes, le recul, en janvier, de la confiance des consommateurs, dont l'indice, attentivement suivi par la Fed, a été publié mardi, plaide en faveur d'une poursuite de la baisse des taux. La prochaine réunion du comité de politique monétaire de la Fed se tient le 20 mars, mais la banque centrale pourrait faire un geste avant. Un nouvel assouplissement monétaire américain d'un quart de point avant la fin du premier semestre paraît aux économistes d'ores et déjà acquis.

Cécile Prudhomme

Myron Scholes, Prix Nobel d'économie 1997

« Nous assistons à une uniformisation de l'attitude des investisseurs »

ZERMATT

de notre envoyée spéciale

Myron Scholes, actuellement professeur à l'université Stanford s'est vu décerner, avec Fisher Black, le prix Nobel d'économie en 1997. Ces deux scientifiques ont découvert, en 1973, la formule de valorisation des options qui a permis le développement des marchés dérivés. Myron Scholes a, depuis 1994, conseillé le fonds spéculatif Long Term Capital Management (LTCM) qui a frôlé la faillite en 1998. Il était, mi-janvier, un des intervenants du 11^e Symposium de la créativité de Zermatt, en Suisse.

« Face à la menace de récession aux Etats-Unis qui affaiblit le dollar, quelles sont les chances de l'euro de s'imposer ?

– L'euro a besoin de plus d'expérience. Je ne suis pas vraiment sûr qu'il deviendra une monnaie de réserve comme le dollar, qui a beaucoup plus d'ancienneté. Le dollar est une monnaie forte car il procure de la confiance. L'Europe a besoin d'une harmonisation fiscale, d'une plus grande fluidité du marché des capitaux et du marché du travail. Il existe également un risque politique. Nous ne savons pas comment l'euro réagirait à la défaillance d'un des pays membres.

– Quels sont les principaux risques financiers pour la communauté mondiale ?

– Nous assistons à une uniformisation de l'attitude des investisseurs. Une uniformisation dans laquelle les institutions financières jouent un grand rôle. Des acteurs comme la Deutsche Bank ou UBS aident les investisseurs, mais font aussi partie intégrante du marché. Ils sont passés d'un rôle de fournisseur de liquidités, leur métier historique, à celui de demandeur de liquidités. Ils prennent des positions sur les marchés comme leurs clients. Ils utilisent des systèmes similaires et réagissent de la même façon. Il y a dix ans, le marché était moins global et la transmission des ondes de choc moins importante. Ce qui est inquiétant, c'est la rapidité avec laquelle s'est transmise la crise asiatique. Les coûts induits comme les pertes d'actifs ont été vraiment importants.

– La communauté mondiale doit prendre ses responsabilités et se pencher davantage sur ce problème. Les chercheurs, les économistes, les gouvernements doivent essayer de comprendre et de trouver des solutions.

– Après la déroute de LTCM, y a-t-il encore un avenir pour les fonds spéculatifs, les hedge funds ?

– Les fonds spéculatifs augmentent l'activité de certains marchés qui manquent de transactions. Ils permettent à des pays et des entre-



MYRON S. SCHOLES

prises qui présentent un certain risque d'avoir des capitaux.

– Ce sont souvent des individus qui risquent leurs propres capitaux. Je pense sincèrement que les fonds spéculatifs apportent aux marchés des capitaux physiques et intellectuels. Ils analysent en profondeur les différentes situations.

– Vos modèles étaient-ils impliqués dans la faillite de LTCM ? Qu'avez-vous retiré de cette crise ?

– Il est parfois difficile de savoir si un échec est causé par des facteurs endogènes ou exogènes. Ce fut, dans ce cas, une combinaison des deux. Les marchés de capitaux n'avaient jamais connu une telle crise de liquidité que celle de 1998. Cependant, les modèles de risque auraient dû prendre en compte une telle probabilité.

– Cette expérience peut nous apprendre à allouer les capitaux

pour résister à un choc global de liquidités.

– Les marchés boursiers connaissent des variations de grandes ampleurs. Qu'en pensez-vous ?

– Il est très difficile de distinguer ce qui est rationnel de ce qui ne l'est pas. D'un point de vue scientifique, il n'y a aucune preuve d'un changement fondamental de perception du marché qui affecterait la valorisation des entreprises. Je reste persuadé qu'il y a une force qui préserve le marché.

– Les analystes et les médias veulent expliquer le moindre soubresaut boursier. Ils expliquent tout mais en même temps ils n'expliquent rien. Ils tentent de comprendre a posteriori ce qui a pu se passer, mais ça n'aide en rien à mieux prévoir l'avenir.

– Peut-on dire que les deux grandes corrections du Nasdaq en 2000 ont assaini le marché ?

– Ce que l'on peut dire, désormais, c'est que les gens ont plus de chances maintenant de comprendre où ils investissent. Nous avons assisté à une année boursière très intéressante. Nous étions nombreux à penser que les valeurs technologiques bénéficieraient d'un effet de mise en réseau de l'économie et que cela créerait énormément de valeur. Certaines avancées technologiques, comme l'arrivée du haut débit dans l'indus-

trie des télécommunications, ont apporté un énorme optimisme. Beaucoup pensaient que les services Internet de business to consumer, dits B to C (ventes et services au particulier), allaient remplacer les industries traditionnelles, ce qui n'a pas été le cas. Le mois de mars a donc été un véritable choc pour le marché.

– La valorisation d'une entreprise, traditionnelle ou technologique, se fait toujours selon le même modèle : c'est le taux de croissance qui justifie la valeur boursière.

– Certains « gourous » comme Abby Joseph Cohen (Goldmann Sachs) ou Richard McCabe (Merrill Lynch) semblent orienter les marchés. Qu'en pensez-vous ?

– Comme ils sont payés très cher, ils doivent sûrement valoir quelque chose ! Plus sérieusement, il est vraiment dur de distinguer si c'est de l'habileté ou si c'est de la chance.

– Dans cette situation de haute flexibilité, les modèles mathématiques que vous prônez sont-ils toujours valides ?

– Les modèles mathématiques sont une approximation de la réalité, et non une description complète. Ces modèles nous aident dans nos intuitions. Une fois que vous avez mieux compris ce qui se passe, vous pouvez faire face plus aisément aux risques.

– Regardez l'industrie aéronautique. En 1950, lorsqu'il pleuvait, les avions ne volaient pas. La technologie leur a permis de faire face à plus de risques. De la même façon, les modèles sont là pour être améliorés, pour aider à la création de nouveaux produits. Ils permettent aux entreprises et aux investisseurs de gagner en confiance.

– Les investisseurs peuvent-ils gérer cette haute volatilité ?

– J'ai appris que, lorsqu'il y a un choc, il faut surtout ne rien faire et se réunir en équipe. Cela oblige à réfléchir à d'autres modèles. Cela prend du temps. Le capital humain est d'autant plus important qu'on est dans une période d'incertitude.

– Vous êtes connu pour vos modèles mathématiques. Avez-vous évolué par rapport à cette importance de l'humain ?

– J'en suis plus convaincu maintenant qu'il y a dix ans. Les années 1990 ont connu de nombreux chocs – les crises suédoise et mexicaine, le choc asiatique en 1997, la crise russe en 1998 –, et l'an 2000 la peur du bogue et les corrections du Nasdaq. Plus il y a de flexibilité, plus il est nécessaire de créer des modèles ajustables. Plus cela prend du temps de comprendre, plus l'équipe est importante. »

Propos recueillis par Laure Belot

A Tokyo, le bazar de l'électronique se met à la technologie de l'information

Le quartier d'Akihabara est devenu la capitale des start-up japonaises

Raccourci de la course à l'expansion du Japon de l'après-guerre, le quartier d'Akihabara, à dix minutes du centre de la capitale, a entrepris sa

reconversion. Le quartier attire en moyenne 80 millions d'acheteurs par an, qui y dépensent plus de 38 milliards d'euros. Les anciens

vendeurs de TSF et d'électroménager sont devenus des potentats de l'électronique grand public et de la micro-informatique.

TOKYO

de notre correspondant

Noyé dans une débauche d'enseignes lumineuses, de décibels de musiques et d'annonces

REPORTAGE

Les vendeurs de cette solderie permanente ont fait un pari sur la nouvelle économie

publicitaires, emporté par la foule qui s'y bouscule le week-end et gagné par la prodigieuse énergie ambiante, on se prend à douter de la réalité des indicateurs en berne de l'économie nipponne : dans le quartier d'Akihabara, le plus grand « bazar » électronique du monde, à dix minutes du centre de Tokyo, le Japon ne semble guère en panne. Le quartier attire en moyenne 80 millions d'acheteurs par an et les ventes y dépassent les 4 000 milliards de yens (38 milliards d'euros).

Akihabara, c'est un raccourci de la course à l'expansion du Japon de l'après-guerre, dont l'un des moteurs fut l'électronique. Aujourd'hui, le quartier cherche un second souffle dans les technologies de l'information. La municipalité de Tokyo envisage d'y créer un centre de recherches et une salle de congrès afin d'attirer davantage de sociétés de la nouvelle économie. Avec 650 d'entre elles dans un rayon d'un kilomètre autour de sa gare, Akihabara est déjà la capitale des start-up, devant le quartier de Shibuya.

UNE « VILLE ÉLECTRIQUE »

La nouvelle économie sera-t-elle l'avenir d'Akihabara ? Ses quelque cinq cents magasins, du géant de la distribution à l'échoppe, qui se font une guerre sans merci sur les prix, n'ont pas d'autre choix que d'y croire. Et à parcourir les rues du quartier aux façades dégoûtantes de néons, où les immeubles des empires de la consommation (électronique et informatique) dominent les bouti-

ques de pièces détachées et les centaines d'échoppes des venelles du marché couvert - cette caverne d'Ali-Baba de l'électricité où l'on trouve de tout - on voit deux Japon se superposer, et se dessiner le passage de l'ère de l'électronique à celle des technologies de l'information. Cheveux blancs et grosses lunettes, le menton appuyé sur ses mains qu'il frotte de temps à autre pour se réchauffer, une couverture sur les genoux, Kaoru Kikuchi est derrière son minuscule étal de radios et de magnétophones depuis plus d'un demi-siècle. Il a un magasin dans une rue voisine avec une dizaine de vendeurs mais il a conservé son échoppe dans le bazar dont il est l'un des vétérans.

Lorsqu'en 1947, il commença à vendre des TSF, Akihabara était un quartier ordinaire autour d'une gare où se croisaient deux lignes de train. Parce que les loyers y étaient peu chers, le marché noir des équipements électriques de récupération de l'armée s'y installa. Puis, ce fut le boom des transistors lancés par Sony au début des années 1950, suivi de celui de l'électroménager de la période de forte croissance et d'élévation rapide du niveau de vie. Akihabara devient la « ville électrique » (*denki no machi*) : la grande « solderie » quotidienne des produits de grande diffusion de la prospérité.

Le quartier proliféra au cours de la période de « bulle spéculative » de la fin des années 1980. Les empires des distributeurs d'électroménager (Ishimaru, Laox) s'y élevèrent. Certains se laissèrent emporter par l'ivresse du Japon riche : ainsi, Masao Nangaku, à ses débuts réparateur de transistors, devenu un magnat du quartier, s'offrit une impressionnante collection de tableaux de Salvador Dalí (estimée, à l'époque, à 360 millions de dollars) dont il fit un musée au septième étage d'un immeuble du quartier. D'autres investissaient dans l'avenir : la micro-informatique. A commencer par la secte Aum (respon-

sable de l'attentat au sarin dans le métro de Tokyo en 1995), qui y ouvrit un magasin d'ordinateurs...

Aujourd'hui, tous les empires de l'électroménager et de l'électronique d'Akihabara, concurrencés sur ce marché par les chaînes de grande distribution en banlieue, ont des branches « micro ». Ceux qui s'étaient spécialisés avant ont un avantage : c'est le cas du fondateur de Tsukumo. Dixième fils du patron d'un restaurant de *soba* (nouilles au sarrasin), il avait senti qu'il n'avait pas d'avenir dans la restauration. Il ouvrit au lendemain de la guerre une échoppe de TSF en face du bistrot de son père. Aujourd'hui, Tsukumo a treize magasins dans le quartier, six autres dans Tokyo, sept à Nagoya et deux à Sapporo.

UN ÉNORME MARCHÉ DE DÉTAIL

Des transistors, il est passé dès 1977 à l'informatique : il fut le premier à vendre Apple au Japon et il est à la quinzième place dans la distribution des micro-ordinateurs. Son chiffre d'affaires est en progression constante. Raison de ce succès : « Une spécialisation précoce : nous n'avions pas le choix. Les grands de l'électroménager sont, à l'origine, des propriétaires de terrains qui avaient de la place. Ce n'est pas notre cas : il fallait vendre des produits chers sur peu d'espace et nous avons parié sur le micro », explique Yamato Goto, directeur des ventes.

Tsukumo veut rester à l'avant-garde. Les robots domestiques sont à la mode ? Il est le premier au Japon à avoir ouvert un magasin spécialisé dans la robotique, Robocom, qui attire ingénieurs et chercheurs. Beaucoup de composants viennent de Taïwan : il crée en plein Akihabara un magasin qui a l'atmosphère d'une boutique du quartier de l'électronique de Taïpeh (enseignement, éclairage, dragon pendu au plafond et voix synthétique qui dit « bonjour » en pékinois).

Pour Hiroo Honda, un autre vétérans du quartier, président de Plats'Home, spécialisé dans la

micro-informatique, Akihabara est et restera le « bazar » des nouvelles technologies. C'est également l'avis de Kazuhiko Nishi, un pionnier de l'informatique dans l'archipel, qui y introduisit MS-DOS (le premier système d'exploitation des PC mis au point par Microsoft) et commença sa carrière dans le quartier. Selon M. Goto, de Tsukumo, Akihabara, menacé par les chaînes de grande distribution qui le concurrencent aussi bien sur l'électronique grand public que sur la micro-informatique, doit se spécialiser dans les produits haut de gamme.

Tsukumo joue sur deux systèmes de vente parallèles : sur la Toile et dans ses magasins. « Pour l'instant, les clients sophistiqués préfèrent toujours le magasin pour comparer, essayer, parler avec les professionnels », dit-il. L'entreprise, qui emploie surtout des vendeuses, les forme durant plusieurs mois afin qu'elles puissent répondre aux questions les plus pointues des « accros » qui forment la clientèle de son nouveau magasin spécialisé dans les ordinateurs à monter soi-même en combinant les équipements.

L'énorme marché de détail que constitue le quartier reste pour les entreprises un poste privilégié d'observation des tendances du marché. Mais la reconversion d'Akihabara ne se fera pas sans douleur : plusieurs magasins ont déjà fait faillite. Le dynamisme qui se dégage toujours du quartier laisse cependant penser qu'il ne renoncera pas facilement : jusqu'au soir, des livreurs affairés transportent des piles de cartons d'appareils d'un entrepôt à un magasin, les hommes-sandwiches distribuent des publicités, des vendeurs hêlent le chaland pour une braderie d'ordinateurs ou des copies illégales de logiciels tandis que les chiffonniers, tirant leurs carrioles, arrivent pour assembler les cartons usagés. Akihabara reste le grand souk de tout ce qui fonctionne à l'énergie électrique.

Philippe Pons

Un deuxième tour pour le téléphone mobile UMTS

Le gouvernement devra baisser le prix des licences pour attirer de nouveaux candidats.

Le nouvel appel d'offres pourrait avoir lieu en 2002

IL Y AURA bien un second tour. Un nouvel appel à candidatures pour l'attribution de deux licences de téléphonie mobile de la troisième génération (UMTS) a été officiellement annoncé par l'Autorité de régulation des télécommunications (ART) mercredi 31 janvier. Reste à en préciser les modalités et le calendrier. Une attribution en 2002 semble aujourd'hui l'hypothèse la plus probable. Le gouvernement va devoir baisser le prix des licences pour attirer de nouveaux candidats.

Il n'y a pas eu de surprise de dernière minute. Le 31 janvier à midi, l'ART a dû se rendre à l'évidence : à la date limite fixée pour les candidatures, seuls deux dossiers avaient été déposés. Après la défection de Suez Lyonnaise, une semaine avant l'échéance, et celle de Bouygues Telecom, la veille, France Télécom et SFR (groupe Vivendi Universal) ont été les seuls à se déclarer. Un camouflet pour le gouvernement, qui attendait 130 milliards de francs de recettes de la vente de quatre licences UMTS. Mais aussi une déception pour l'ART, qui ne peut se satisfaire d'une situation peu propice à la concurrence. Pas question toutefois de remettre en cause de but en blanc le processus d'attribution en cours, malgré la pénurie de candi-

dates. Comme l'a souligné Jean-Michel Hubert, président de l'ART : « Il résulte des analyses juridiques que la situation découlant de l'existence de deux candidatures est en soi sans incidence sur le déroulement de cette procédure ». « Néanmoins, a-t-il ajouté, une structuration du marché autour de deux opérateurs seulement ne saurait être envisagée durablement. » Bercy a annoncé jeudi que les deux premières licences seraient attribuées dès le mois de mars, et non en juin comme prévu.

Pour ne pas pérenniser une situation de duopole, qui pourrait attirer les foudres de Bruxelles, l'ART a décidé d'engager un appel d'offres complémentaire pour attribuer les deux licences UMTS orphelines. Le ministre de l'Économie et des Finances, Laurent Fabius, a confirmé cette décision lors des questions d'actualité à l'Assemblée nationale. « Les deux opérateurs qui ont soumis ont vu leurs candidatures examinées. Et ensuite, il y aura deux appels complémentaires pouvant aboutir à la délivrance des quatre autorisations. »

UN CALENDRIER INCERTAIN

A quelle date et à quel prix ces deux licences vont-elles être remises en jeu ? « Le prix sera établi par le gouvernement selon la compétence qui est la sienne », a déclaré Jean-Michel Hubert. Bercy devra donc trancher. « Si la base économique reste la même, je ne suis pas convaincu qu'il y ait d'autres candidats », estime Philippe Germond, PDG de Cegetel. Le gouvernement peut encore espérer une amélioration des marchés financiers, mais il devra sans doute se résoudre à revoir sa copie, et baisser le niveau de la redevance. Les acteurs qui ont abandonné en invoquant un prix de licence excessif pourraient alors reconsidérer l'affaire.

Quant à la date d'attribution, elle reste aussi à définir. « Il faut regarder la situation en face. L'objectif du déploiement de l'UMTS au 1^{er} janvier 2002 doit être révisé. Le calendrier sera assurément déplacé. Nous lancerons l'appel à candidatures pour qu'à la date réelle d'ouverture du marché, les conditions de concurrence soient établies », a affirmé Jean-Michel Hubert. Le nouvel appel d'offres ne devrait pas intervenir avant l'an prochain. Selon le secrétaire d'État à l'Industrie, Christian Pierret, « nous avons un peu plus de temps que ce que nous avions imaginé au départ », puisque le lancement des premiers services UMTS interviendra au mieux « fin 2002 ou début 2003 ».

Laurence Girard

France Telecom et SFR exigent « l'équité »

Les deux opérateurs candidats restent très attentifs aux conditions du nouvel appel d'offres. Ils exigent que le principe d'équité soit respecté. « Si le processus lancé dans les mois qui viennent fixe un prix inférieur à celui qui nous est demandé, nous réclamerons la différence. Fin 2002, nous aurons versé la moitié des 32,5 milliards de francs, qui nous apparaissent comme le prix légitime », a affirmé Philippe Germond, PDG de Cegetel. Pour le PDG de France Télécom, Michel Bon, si un nouvel appel à candidatures était lancé à un prix moindre, « nous devrions bénéficier d'un rabais ».

Autre sujet sensible, la durée de la licence. « Si nous obtenons la licence, elle démarrera le 31 juin 2001 pour 15 ans, déclare M. Germond. Or on évoque un retard de mise au point des équipements UMTS d'un an. Si l'attribution complémentaire a lieu courant 2002, les opérateurs lanceraient leurs activités au même moment que nous. Nous demandons une extension, pour avoir la même durée de licence. »

110 emplois menacés chez Soviba, à Villers-Bocage (Calvados)

APRÈS LA SOCOPA, qui a annoncé le 17 janvier un plan de suppression de 228 postes dans ses abattoirs de Cherré (dans la Sarthe) et Coutances (Manche), la Soviba, filiale du groupe coopératif CANA, a déposé un projet de plan social, mercredi 31 janvier, au tribunal de commerce de Caen. Ce projet porte sur la suppression de cent dix emplois sur sept cents, à l'abattoir de Villers-Bocage (Calvados) d'où est partie la crise actuelle de la vache folle. La détection d'une vache atteinte d'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB), le 10 octobre, avait conduit au retrait de lots de viande suspects dans des supermarchés Carrefour, Auchan et Cora. La Soviba se dit « victime des conséquences d'un principe de précaution extrême sans précédent », et met en cause la pression des grandes surfaces pour faire baisser les prix de la viande.

La Deutsche Bank veut supprimer 2 600 postes

LA PREMIÈRE BANQUE EUROPÉENNE a soufflé le chaud et le froid, jeudi matin, en annonçant un profit-record de 4,95 milliards d'euros en 2000, et, en même temps, son intention de supprimer quelque 2 600 emplois d'ici à 2003. En partie gonflé par la vente de sa participation dans l'assureur Allianz, qui a rapporté 2 milliards d'euros, le bénéfice net de la Deutsche Bank a doublé en 2000. Ses activités seront néanmoins réorganisées en deux pôles au lieu de cinq actuellement. Rolf Breuer, le président du directoire, dirigera la branche gestion d'actifs et clientèle privée, alors que ses lieutenants Josef Ackermann et Carl von Boehm-Bezing prendront en charge la banque d'investissement. Le but affiché est d'accroître le bénéfice par action de 15 % par an d'ici à 2003.

Ph. P.

Les pôles de « jeunes pousses » se développent sur l'archipel

TOKYO

de notre correspondant

Les entreprises à capital-risque, qui constituent un des moteurs de la nouvelle économie, tissent leur toile à travers l'archipel nippon. Partout dans le pays se forment des pôles mettant en réseau entrepreneurs,

ingénieurs et chercheurs, écrit le quotidien économique *Nihon Keizai*.

Les cinq principaux sites, dont le nom a été calqué sur celui de la Silicon Valley, sont du nord au sud : Sapporo Valley, Forest Valley dans le Tohoku (région septentrionale de Honshu), Bit Valley dans le quartier

de Shibuya (Tokyo), Shin Osaka Valley (Osaka) et Digital Daimyo 2000 (DD2), à Fukuoka.

Le plus récent pôle est Forest Valley, qui s'est constitué début 2000 à l'initiative d'entrepreneurs et de chercheurs de la préfecture d'Iwate, l'une des plus retardataires de l'ar-

chipel sur le plan économique, avec le soutien des autorités locales qui a mis en place l'année dernière un réseau de fibres optiques de sept cents kilomètres. Le Tohoku suit l'exemple de Sapporo, sur Hokkaido, l'île la plus au nord de l'archipel où, dès la fin des années 1970, avait été créé par des universitaires un groupe de recherche sur la micro-informatique. Aujourd'hui, Sapporo Valley compte deux cent cinquante start-up.

A Osaka, le quartier des start-up est situé autour de la gare des Shinkansen, les trains à grande vitesse

La Bit Valley de Shibuya semble s'essouffler après un lancement fulgurant

se qui mettent Tokyo à deux heures dix minutes. La localisation de Shin Osaka Valley permet à ses entreprises de drainer des « cerveaux » du centre (région de Nagoya) et du sud de l'île de Honshu. A Fukuoka (au nord de Kyushu), Digital Daimyo 2000, créé en décembre 1999, réunit quelque quatre cents entreprises.

Si la Bit Valley de Shibuya à Tokyo est la plus connue, elle semble s'essouffler après un lancement fulgurant. Selon une enquête du ministère du territoire, des infrastructures et des transports, Shibuya arrive en deuxième place pour le nombre d'entreprises tournées vers les technologies de l'information (450) après le quartier d'Akihabara, le grand bazar de l'électronique de Tokyo, qui en compte six cent cinquante.

EURAFRANCE

CALENDRIER DE FUSION DIVISION PAR 10 DE L'ACTION PROGRAMME DE RACHAT D' ACTIONS

Le Conseil d'Administration d'Eurafrance s'est réuni le mardi 30 janvier 2001 sous la présidence de Monsieur Michel David-Weill.

Conformément à ce qui a été annoncé lors de l'Assemblée Générale d'Eurafrance du 18 décembre 2000, le Conseil d'Administration a :

- approuvé les différentes mesures mises en œuvre pour réaliser dans les meilleurs délais la fusion entre Eurafiance et sa filiale à 92 %, Azeo. Cette fusion pourrait être réalisée fin avril 2001.
- décidé la division du titre Eurafiance par dix. Cette division sera réalisée le 8 février 2001.
- décidé l'annulation des titres rachetés en bourse, soit 4,5 % du capital d'Eurafrance.
- autorisé une nouvelle tranche de rachat d'actions portant sur le maximum autorisé, soit 10 % du capital.

Au cours du Conseil d'Administration, il a été indiqué que la valeur de l'Actif Net Réévalué s'établit :

- avant impôt sur les plus-values, à 1 176 euros par action (117,6 euros après division de l'action par dix);
- après impôt sur les plus-values, à 1 028 euros par action (102,8 euros après division de l'action par dix).

Information actionnaires :

Site Internet : <http://www.eurafrance.fr> - Service Ecofil : 3615 COB (2,23 F/mn)

Les nouveaux médias acceptés dans l'arène olympique

Pour la première fois, en février 2002, une cinquantaine de cyberjournalistes seront accrédités pour les Jeux d'hiver, à Salt Lake City. Les sites concernés, qui doivent fournir un contenu sportif qui leur est propre, obtiennent la reconnaissance d'Internet comme un média à part entière

LENTEMENT mais sûrement, les nouveaux médias présents sur Internet sont en train d'acquiescer la reconnaissance après laquelle ils courent depuis leur création. La décision du Comité international olympique (CIO), prise le 27 décembre 2000, d'accorder, pour la première fois, des accréditations aux journalistes qui travaillent dans ce secteur émergent en est la dernière illustration. Aux Jeux olympiques de Sydney encore, en septembre 2000, seuls les médias traditionnels purent obtenir les précieux laissez-passer. Une décision motivée par un certain conservatisme et par le souci de limiter le nombre de journalistes sur place, en hausse constante. Les nouveaux médias durent alors se contenter de traiter les événements de loin ou, au mieux, en marge du village olympique. Ce ne sera plus le cas lors des prochains Jeux d'hiver, qui auront lieu en février 2002 à Salt Lake City (Etats-Unis).

« Il est temps de reconnaître qu'il existe aujourd'hui des sites Internet qui n'ont pas de liens avec des journaux, des radios ni des télévisions », explique-t-on au siège du CIO, à Lausanne. Ces nouveaux médias doivent pouvoir, eux aussi, avoir une chance de couvrir les plus grands rendez-vous sportifs mondiaux, quitte à rogner sur le quota des médias traditionnels. L'expérience sera donc tentée à Salt Lake City et, si elle est positive, renouvelée à Athènes, pour les prochains Jeux d'été, nettement plus médiatiques que les Jeux hivernaux.

INSTANTANÉITÉ ET EXHAUSTIVITÉ

A la mi-février, le CIO informera les sites sélectionnés du nombre de journalistes qu'ils pourront envoyer sur place. Au total, ils ne devraient être qu'une grosse cinquantaine, à raison de deux à cinq personnes par cybertitre, précise-t-on au CIO.

Ce chiffre peut paraître ridiculement bas en comparaison avec les

quelque 9 000 journalistes « traditionnels » et techniciens audiovisuels qui seront par ailleurs accrédités pour les prochains Jeux. Le geste d'ouverture réalisé par l'organisme olympique a néanmoins réjoui la petite communauté concernée.

« L'Internet est enfin reconnu comme un média à part entière », réagit Alexandre Fournoy, directeur général de Sportal.fr, épaulé par le groupe britannique Sportal Ltd. Pour lui, le principal avantage d'une telle innovation sera « l'instantanéité » de l'information, d'autant que le décalage horaire avec les Etats-Unis sera favorable aux sites Internet. Même écho du côté de Sport24.com : une présence physique sur les épreuves facilitera le souci d'exhaustivité manifesté par ce site français, estime son directeur de la rédaction, Laurent Trupiano.

Par prudence, le CIO a fixé des critères de sélection stricts : les sites doivent si possible fournir un contenu sportif qui leur est propre ; ils doivent employer des journalistes « à plein temps » ; pouvoir présenter « un nombre mesurable de visiteurs uniques confirmé par une société d'audit indépendante et reconnue » ; enfin, ne seront pas retenus les sites « associés à des médias traditionnels ». Ces derniers devront donc intégrer leurs rédac-

tions on line respectives dans leurs quotas existants, s'ils souhaitent qu'elles soient du voyage. Ce n'est pas joué d'avance, à en croire Xavier Audebert, chef d'édition à

choix s'annonce difficile. Treize des vingt-quatre sites candidats aux accréditations olympiques sont d'origine européenne (trois sont français - Sports.com,

l'utilisateur sur leurs territoires respectifs : une volonté peu compatible avec la philosophie « universelle » d'Internet. Cette exception ne semble toutefois pas, jusqu'à présent, chagriner les sites sportifs. « Personne ne regarde les vidéos sur le Net, ce n'est pas encore au point », note Hervé Payan, directeur général pour l'Europe de Sports.com. « Cela nous intéresserait de récupérer certains extraits très courts, nuance M. Fourtoy, mais ce ne serait pas viable pour la diffusion intégrale d'épreuves. »

BIENTÔT LA FIFA

Après la brèche ouverte par le CIO, les sites sportifs se prennent à voir grand. « Cette décision va donner le signal aux autres » organisés sportifs, pronostique M. Trupiano, de Sport24.com.

A la Fédération internationale de football (FIFA), on reconnaît qu'une réflexion ne pourra pas être évitée d'ici à la prochaine Coupe du monde de football, qui aura lieu en 2002 au Japon et en Corée du Sud. « Nous n'avons pas encore pris de décision finale à ce sujet, indique son porte-parole, Andreas Herren, mais elle ira probablement dans le sens d'une accréditation des nouveaux médias. »

Antoine Jacob

Les principaux sites sportifs en France

● **Sport24.com** : lancé en 1997, ce site affiche l'ambition de fournir lui-même 100 % de son contenu et de couvrir tous les sports, à l'aide d'une rédaction de près de trente journalistes basés à Paris, et dont certains produisent aussi des produits audio. Sport24.com revendique quelque 3,5 millions de pages vues par mois (chiffres Cybermétrique). Il est également prestataire de services pour le site de la Ligue nationale de football. Parmi ses actionnaires, on compte Dassault et Innovacom (capital-risque).

● **Sportal.fr** : créé en février 2000, ce site compte une vingtaine de journalistes, auxquels s'ajoutent 80 pigistes. Il revendique 4 millions de pages vues par mois (chiffres de décembre de l'institut Red Sheriff). Il affirme produire à 90 % son propre contenu et couvrir tous les sports, même si l'accent est mis surtout sur les plus médiatiques : football, formule 1, tennis, rugby, etc. Le site est une filiale du groupe britannique Sportal Ltd, qui développe aussi des sites Internet de grands clubs de football européens (Paris-Saint-Germain, Juventus de Milan, Real Madrid, etc.) et de tournois de golf. Sportal était le partenaire officiel de l'Euro 2000, le championnat d'Europe de football, dont il a produit le site officiel.

● **Sports.com** : qualifié par certains de « bulldozer », le site existe aussi en anglais, allemand, italien et espagnol. Selon ses dernières statistiques, le site

français, alimenté par 28 journalistes à temps plein et plus de 120 pigistes, affiche 25 millions de pages vues en septembre, un seuil dopé par les JO de Sydney. Il alimente aussi en flashes sportifs près de 50 radios locales et fournit des informations au site du Comité national olympique et sportif français (CNOSF). Ses actionnaires sont les américains Sportlines (site sportif), IMG-McCormack (marketing sportif), Intel (semi-conducteurs), le financier George Soros et des athlètes (Michael Jordan, Tiger Woods, etc.).

● **Sporever** : lancé à l'occasion des JO de Sydney, il ne se veut pas seulement un site d'actualité, mais aussi une source de conseils pratiques pour les sportifs et les clubs. Sa rédaction compte une quinzaine de journalistes. Le site, dans lequel la société américaine de capital-risque Atlas Venture a pris des parts, revendique 2 millions de pages vues en janvier.

● **Infonie.fr** : ce portail classique développé par Infosources, elle-même rachetée par l'opérateur historique belge Belgacom, s'est doté d'une rédaction propre (huit journalistes à plein temps et neuf pigistes) pour mettre en ligne des informations, accessibles gratuitement depuis novembre 2000. Le sport n'est pas sa spécialité. Il vient de signer un accord en vue de sponsoriser la Coupe de France de football (10 millions de francs).

Les cyberjournalistes et la carte de presse

A l'instar de leurs confrères des médias traditionnels, les journalistes qui travaillent sur des sites Internet peuvent demander une carte de presse professionnelle. Depuis quelques années, les dossiers se multiplient auprès de la Commission de la carte d'identité des journalistes professionnels, sans que celle-ci ne dispose de statistiques sur leur nombre. Tout postulant employé par un « nouveau média » doit répondre à trois critères de sélection : il doit bénéficier de la convention collective des journalistes, avoir une qualification adéquate, et la société qui l'emploie doit, si ce n'est pas une entreprise de presse, avoir pour mission principale « l'information à l'égard du public ».

Ce dernier point est destiné à exclure les groupes à caractère commercial, ou des sites marchands dotés d'une partie rédactionnelle. La Commission indique recevoir une proportion non négligeable de dossiers plus ou moins « farfelus », notamment de la part de personnes travaillant dans des sociétés ayant rapport avec l'informatique.

L'équipe.fr, site que le quotidien sportif du même nom a lancé en juin 2000. « On doit se battre pour s'imposer, car L'Equipe découvre les nouveaux médias », commente-t-il, tout en déplorant la vision « un peu restrictive » du CIO.

Ce dernier prendra également en compte des critères géographiques, pour ne pas faire la part trop belle aux médias anglo-saxons. Le

Sport24.com et Infonie.fr - trois allemands, un britannique, un espagnol, un néerlandais, un norvégien, un slovène, un estonien et un lituanien), contre dix nord-américains et un asiatique (Japon).

L'initiative du CIO exclut par ailleurs l'exploitation des images télévisées sur le Web. Les sociétés détentrices de droits, acquis au prix fort, souhaitent en garder

Saint-Gobain

Résultats 2000 (estimés) Progression de 26,6 % du bénéfice net par action

Le Conseil d'administration de Saint-Gobain, réuni le 25 janvier 2001, a examiné les comptes consolidés 2000 du Groupe qui tiennent compte de la consolidation par intégration globale d'Essilor jusqu'au 30 juin et de sa mise en équivalence jusqu'au 15 novembre 2000, date à laquelle le Groupe a cédé sa participation.

UNE NOUVELLE ANNÉE DE CROISSANCE À DEUX CHIFFRES

> Le chiffre d'affaires

Hors Essilor, il augmente de 30,8 % (25,6 % avec Essilor). A structure comparable, il progresse de 11 % en euros et de 5,5 % en monnaies nationales. Les prix de vente courants augmentent de 2,1 %, grâce à la progression constatée dans les branches Vitrage, Renforcement et Matériaux de Construction tout au long de l'année 2000. Les volumes de vente, après avoir fortement progressé au premier semestre, notamment en Europe, se sont stabilisés sur la deuxième partie de l'année, principalement en raison du ralentissement observé aux Etats-Unis et en Allemagne sur le marché de la construction.

> Le résultat d'exploitation

Hors Essilor, il progresse de 22,8 % (16,3 % avec Essilor). Il représente 9,2 % du chiffre d'affaires (9,3 % avec Essilor), contre 9,8 % en 1999. Hors Essilor et hors Distribution Bâtiment, le résultat d'exploitation représente 10,6 % du chiffre d'affaires, contre 10,5 % en 1999.

> Le résultat net

Il atteint 1 515 millions d'euros, en augmentation de 23,6 % sur celui de l'exercice 1999. Rapporté au nombre total de titres émis au 31 décembre 2000 (85 213 263 actions), il représente un bénéfice net par action de 17,79 euros en progression de 26,6 % sur celui de 1999 (14,05 euros). Hors plus-values de réalisation d'actifs, le résultat net progresse de 16,2 % et, rapporté au nombre total de titres émis au 31 décembre 2000, de 19 %.

> Objectif 2001

Pour 2001, le Groupe Saint-Gobain se fixe un objectif de progression de 10 % de son résultat net, hors plus-value de cession, en l'absence de dégradation nouvelle et significative de l'environnement économique.

Chiffre d'affaires
+25,6 % ↑

Résultat d'exploitation
+16,3 % ↑

Résultat net
+23,6 % ↑

| | 2000 (e) M€ | 1999 M€ |
|----------------------------------|----------------|------------|
| Chiffre d'affaires | 28 825 | 22 952 |
| Résultat d'exploitation | 2 691 | 2 314 |
| Résultat net (part du Groupe) | 1 515 | 1 226 |
| BNPA (en €) | 17,79 | 14,05 |
| Résultat net hors plus-values | 1 026 | 883 |
| BNPA hors plus-values (en €) | 12,04 | 10,12 |

Service des Relations avec les Actionnaires

Les Miroirs
92096 La Défense cedex
Téléphone : 01 47 62 33 33
Minitel : 3615 GOBAIN (1,01 F/mn)
Internet :
<http://www.saint-gobain.com>
E-mail :
actionnaires@saint-gobain.com

SAINT-GOBAIN

DÉPÊCHES

■ **PRESSE** : Dominique Pouchin, cinquante-deux ans, a été nommé directeur de la rédaction de *France Soir*. Ancien directeur de la rédaction de *Libération*, devenu, en 1999, grand reporter associé au *Monde*, il remplacera Jean-Luc Mano, nommé président de la radio BFM. Racheté fin décembre 2000 par le groupe italien Poligrafici Editoriale, *France Soir* prépare un supplément parisien quotidien de 28 à 32 pages pour le mois de mars, qui sera intégré à son édition.

■ **IMPRIMERIE** : le groupe Riccobono a racheté 51 % du capital d'Offset Languedoc à Vendargues (Hérault), filiale de Midi Libre (groupe Le Monde), qui conserve 49 % des parts. Cette alliance vise, selon le communiqué publié lundi 29 janvier, à « pérenniser l'activité et les emplois d'Offset Languedoc en associant un professionnel de l'imprimerie de labeur au développement de l'entreprise ».

■ **AUDIOVISUEL** : Joel Klein, ex-directeur de l'antitrust au département américain de la justice sous l'administration Clinton et l'un des principaux acteurs du procès Microsoft, rejoint Bertelsmann comme PDG du groupe aux Etats-Unis. Il prend ses fonctions au moment où le groupe allemand cherche à la fois à se développer aux Etats-Unis et à fusionner avec la major du disque britannique EMI.

■ **Le gouvernement a décidé de nommer un médiateur** pour étudier la situation de la Société française de production (SFP) et les différentes hypothèses sur l'avenir de cette entreprise, dont le personnel est en grève depuis le 19 janvier. Cette mission pourrait être confiée à Jean-Michel Bloch-Lainé, inspecteur des finances, auteur en 1996 d'un audit sur la télévision publique.

■ **Le représentant de Vivendi Universal** au conseil d'administration de British Sky Broadcasting Group (BSkyB) a remis sa démission, mercredi 31 janvier. Vivendi Universal cherche à céder les 22 % qu'il détient dans le groupe britannique.

■ **Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA)**, présidé par Dominique Baudis, a tenu sa première assemblée plénière, mardi 30 janvier. Les nouveaux conseillers se sont répartis dans les 14 groupes de travail. Yvon Le Bars supervisera la télévision numérique terrestre ; Philippe Levrier s'occupera de la télévision locale, des dossiers européens et relations internationales et de l'outre-mer ; Francis Beck des nouvelles technologies de l'information et de la communication, des programmes et de la production audiovisuelle.

TABLEAU DE BORD

AFFAIRES

INDUSTRIES

● **BAYER** : les intersyndicales de Bayer SA, filiale du chimiste allemand, ont appelé le personnel à une grève vendredi 2 février, pour protester contre des projets de délocalisation des sites en Europe, a-t-on appris de source syndicale. Des salariés de Bayer se mobiliseront le même jour en Belgique et en Espagne.

● **DANONE** : les salariés des douze usines de LU France ont été invités par les intersyndicales de chaque site à des débrayages temporaires en série, jeudi 1^{er} février, alors qu'un comité du groupe Danone devait se tenir le même jour à Paris.

● **CORUS** : le groupe sidérurgiste anglo-néerlandais, anciennement British Steel, a annoncé, jeudi, la suppression de plus de 6 000 emplois dans le monde d'ici deux ans.

● **ELECTRABEL** : l'électricien belge, filiale à 40 % du groupe multiservices français Suez Lyonnaise, supprimera 1 700 emplois d'ici à 2003 sur un total actuel de 15 235, dans le cadre d'un plan pour renforcer sa compétitivité, a-t-il annoncé mercredi 31 janvier.

● **SHELL** : le pétrolier anglo-néerlandais a annoncé mercredi l'achat de 18 % de la compagnie semi-publique égyptienne Natgas auprès du groupe égypto-koweïtien EK Holding. Natgas dispose d'une concession de vingt ans pour l'étude et la réalisation d'un réseau de distribution de gaz naturel dans le delta du Nil.

● **RWE** : la Commission européenne a donné mercredi son feu vert au rachat de Condea, filiale chimie du numéro un allemand de l'énergie, RWE, par le groupe pétrochimique sud-africain Sasol.

● **SANOFI-SYNTHELABO** : le groupe pharmaceutique français a racheté la part détenue par le laboratoire anglo-suédois AstraZeneca dans leur joint-venture commun en Suède.

SERVICES

● **LETSBUYIT** : le numéro un européen des sites Internet d'achats groupés, sauvé in extremis de la liquidation la

semaine dernière, va supprimer environ 200 de ses 350 emplois, a-t-il annoncé mercredi. Huit bureaux européens seront fermés.

● **IFIL** : la holding italienne, contrôlée par la famille Agnelli, a annoncé mercredi qu'elle portait de 56,5 % à 100 % sa part dans sa filiale Alpitour, numéro un italien des voyages organisés, pour un montant d'environ 103 millions d'euros. Ifil est l'actionnaire de référence du français Club Méditerranée.

● **INTERNET** : quinze acteurs majeurs de l'Internet haut débit ont annoncé mercredi la création du Club Digima, avec l'ambition d'en faire « une force de proposition ». Parmi les membres fondateurs figurent Microsoft, RealNetworks, Cable et Wireless, France Télécom DSL, IO Interactifs, Réservoir Net, e-TF1, Wanadoo Audiovisuel et ITV-Drama Forum.

FINANCES

● **AGF** : AGF Collectives et AGF Asset Management ont été choisis, à la suite d'un appel d'offres, par TotalFinaElf pour la gestion des « engagements d'Elf Aquitaine envers ses retraités et futurs retraités bénéficiaires de sa caisse de retraite des salariés ».

● **BOURSE** : la Bourse de Paris a annoncé, mercredi, qu'en cas de présence simultanée dans l'indice CAC 40 de deux sociétés dont l'une contrôle l'autre, le poids de la société fille pris en compte dans l'indice sera limité à la part du capital non détenu par la société mère. A compter du 2 mars, la part de capitalisation de TF1, société contrôlée par Bouygues, sera de 60 % et celle de Sanofi-Synthelabo, groupe contrôlé par L'Oréal et TotalFinaElf, sera de 50 %.

RÉSULTATS

● **ESSILOR** : le groupe français d'optique a annoncé mercredi un bénéfice net de 135 millions d'euros en 2000, en hausse de 12 % par rapport à 1999. Essilor, qui a confirmé qu'il procédera à l'annulation de 6 % de son capital, publiera ses résultats définitifs le 15 mars.

● **PECHINEY** : le groupe d'aluminium a réalisé un bénéfice net de 314 millions d'euros au cours de son exercice 2000, contre 260 millions d'euros en 1999, en hausse de 21 %. Le chiffre d'affaires a progressé de 12,3 %, à 10,679 milliards d'euros.

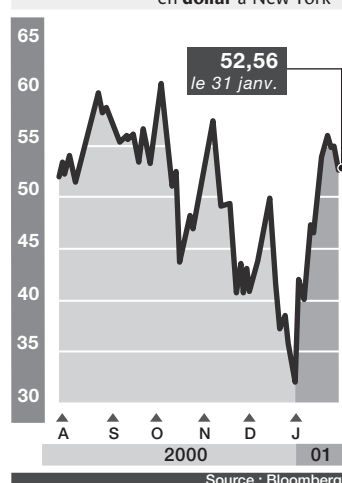
VALEUR DU JOUR

AOL-Time Warner déçoit les marchés

L'OPTIMISME affiché par AOL-Time Warner lors de la publication, mercredi 31 janvier, de ses premiers résultats trimestriels en tant que groupe fusionné n'a pas complètement convaincu les marchés, à en croire l'évolution du titre : à la Bourse de New York, le géant mondial d'Internet et des médias clôturait mercredi en baisse de 3,22 %, à 52,56 dollars (56,51 euros), après avoir progressé en cours de séance.

Pourtant, les dirigeants du groupe ont claironné que leurs prévisions de croissance pour 2001 n'avaient pas changé, en dépit des signes inquiétants d'essoufflement de l'économie américaine : ainsi, le président du groupe, Gerald Levin, a-t-il confirmé que son chiffre d'affaires progresserait de 12 % à 15 %, à 40 milliards de dollars. Quant au résultat avant impôts, intérêts, dépréciations et amortissements, il devrait, selon lui, augmenter d'environ 30 %, à 11 milliards de dollars. Preuve que le groupe compte bien réaliser les synergies escomptées au moment de l'annonce du rachat de Time Warner par America Online (AOL), notamment en terme de publicité et d'abonnés. Premier fournisseur d'accès à Internet du monde, AOL a fait preuve d'une belle vitalité au dernier trimestre 2000, en attirant 2,1 millions de nouveaux abonnés, un chiffre record. Mais son poids demeure limité par rapport à Time Warner : le chiffre d'affaires de la seule activité cinéma excède celui

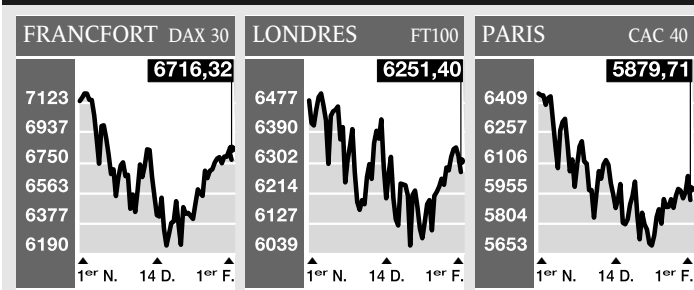
Action AOL-Time Warner en dollar à New York



d'AOL (7,7 milliards de dollars en 2000). Mais toutes les activités de Time Warner se sont révélées positives : ses chaînes câblées n'attirent plus autant de publicité qu'auparavant, les ventes de disques sont moins reluisantes et certains de ses films, dont Little Nicky, n'ont pas connu le succès escompté. S'ajoute à ce tableau mitigé le ralentissement de la croissance aux Etats-Unis, auquel on peut imputer la récente décision du groupe de supprimer quelque 2 400 emplois. Enfin, les coûts de la fusion entre AOL et Time Warner, approuvée le 11 janvier par les autorités américaines, ont pesé sur les résultats du quatrième trimestre, qui se sont soldés par une perte de 1,09 milliard de dollars.

Antoine Jacob

EUROPE



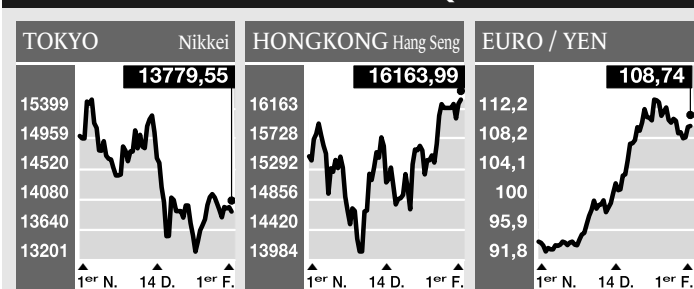
| Europe 12 h 30 | Indices sélection | cours 01/02 | Var. % 31/01 | Var. % 31/12 |
|----------------|-------------------|-------------|--------------|--------------|
| EUROPE | EURO STOXX 50 | 4722,68 | -1,20 | -1,04 |
| EUROPE | STOXX 50 | 4501,02 | -1,29 | -1,23 |
| EUROPE | EURO STOXX 324 | 392,47 | -1,15 | 0,17 |
| EUROPE | STOXX 653 | 358,64 | -1,02 | -0,32 |
| PARIS | CAC 40 | 5879,71 | -1,98 | -0,79 |
| PARIS | MIDCAC | 2573,02 | 0,05 | 3,86 |
| PARIS | SBF 120 | 3997,80 | -1,81 | -0,61 |
| PARIS | SBF 250 | 3783,17 | -0,97 | 0,32 |
| PARIS | SECOND MARCHÉ | 2943,27 | 0,19 | 4,48 |
| AMSTERDAM | AEX | 636,56 | -0,53 | -0,16 |
| BRUXELLES | BEL 20 | 2972,40 | 0,13 | -1,72 |
| FRANCFORT | DAX 30 | 6716,32 | -1,16 | 4,39 |
| LONDRES | FTSE 100 | 6251,40 | -0,73 | 0,46 |
| MADRID | STOCK EXCHANGE | 10112,80 | -0,03 | 11,01 |
| MILAN | MITEL 30 | 44381,00 | -1,29 | 1,51 |
| ZURICH | SPI | 7990,90 | -0,83 | -1,78 |

AMÉRIQUES



| Amérique 9 h 57 | Indices sélection | cours 31/01 | Var. % 30/01 | Var. % 31/12 |
|-----------------|-------------------|-------------|--------------|--------------|
| ÉTATS-UNIS | DOW JONES | 10887,36 | 0,06 | 0,93 |
| ÉTATS-UNIS | S&P 500 | 1367,11 | -0,57 | 3,55 |
| ÉTATS-UNIS | NASDAQ COMPOSITE | 2772,73 | -2,31 | 12,23 |
| TORONTO | TSE INDEX | 9321,87 | -0,28 | 4,35 |
| SAO PAULO | BOVESPA | 17672,77 | .... | 15,82 |
| MEXICO | BOLSA | 361,43 | 0,09 | 14,38 |
| BUENOS AIRES | MERVAL | 532,80 | 0,24 | 27,84 |
| SANTIAGO | IPSA GENERAL | 104,98 | 0,59 | 9,35 |
| CARACAS | CAPITAL GENERAL | 7903,69 | -1,81 | 15,80 |

ASIE - PACIFIQUE



| Zone Asie 9 h 57 | Indices sélection | cours 01/02 | Var. % 31/01 | Var. % 31/12 |
|------------------|-------------------|-------------|--------------|--------------|
| TOKYO | NIKKEI 225 | 13779,55 | -0,46 | -0,04 |
| HONGKONG | HANG SENG | 16163,99 | 0,38 | 7,08 |
| SINGAPOUR | STRAITS TIMES | 1982,38 | -0,45 | 2,88 |
| SÉOUL | COMPOSITE INDEX | 77,27 | -0,91 | 21,97 |
| SYDNEY | ALL ORDINARIES | 3312,10 | 0,63 | 4,99 |
| BANGKOK | SET | 23,84 | -0,21 | 27,97 |
| BOMBAY | SENSITIVE INDEX | 4284,46 | -0,98 | 7,86 |
| WELLINGTON | NZSE-40 | 2014,97 | 0,35 | 5,96 |

SUR LES MARCHÉS

PARIS

L'INDICE CAC 40 s'inscrivait en nette baisse de 1,30 %, jeudi 1^{er} février à la mi-journée, atteignant 5 920,37 points. Mercredi soir, le CAC avait fini en hausse de 1,37 %, à 5 998,49 points. L'indice du Nouveau Marché avait progressé de 0,66 %, à 2 987,09 points.

FRANCFORT

LES PRINCIPALES VALEURS allemandes de l'indice DAX étaient en baisse, au milieu de la séance de jeudi, de 1,10 %, à 6 720,28 points. La Bourse de Francfort avait terminé en hausse de 0,83 % mercredi, affichant 6 795,14 points à la clôture. Le Nemax 50, l'indice des 50 valeurs vedettes de la technologie, avait en revanche perdu 1,38 %, à 2 804,92 points.

LONDRES

À LA BOURSE de Londres, l'indice enregistrait un recul modéré de 0,48 % à la mi-séance, jeudi, à 6 267,00 points. Le Footsie avait clôturé mercredi en baisse de 0,58 %, à 6 297,5 points. A l'inverse, l'indice techMARK des 100 principaux titres de la technologie avait terminé dans le vert, gagnant 0,85 %, à 2 808 points.

TOKYO

L'INDICE Nikkei a terminé jeudi en repli de 0,46 %, à 13 779,55 points. Les opérateurs ont vendu les grandes valeurs technologiques après que le Nasdaq américain eut clôturé sur une baisse de 2,31 %.

NEW YORK

LES INVESTISSEURS avaient anticipé une nouvelle baisse de ses taux d'intérêt par la Réserve fédérale américaine, et après l'annonce mercredi 31 janvier, l'indice Nasdaq composite, baromètre des valeurs de croissance, a perdu 2,31 %, à 2 772,73 points. Les indices plus classiques ont été moins affectés par les prises de bénéfice. Le Dow Jones a terminé quasiment inchangé, en hausse de seulement 0,06 %, à 10 887,36 points. Et l'indice Standard & Poor's 500, plus large que le Dow, s'inscrivait en baisse de 0,56 %, à 1 366,01 points.

TAUX

LES MARCHÉS obligataires européens étaient orientés à la hausse, jeudi matin 1^{er} février, au lendemain de la baisse des taux directeurs américains et de la confirmation du ralentissement de l'économie américaine au dernier trimestre. Les rendements des emprunts d'Etat européens, qui évoluent à l'inverse de leurs cours, se repliaient à 4,78 % pour le Bund allemand à dix ans, et 4,92 % pour l'OAT français.

MONNAIES

L'EURO se stabilisait en début de matinée jeudi au-dessus de 0,94 pour 1 dollar, dans l'attente de la réunion des gouverneurs de la Banque centrale européenne, dans l'après-midi. La devise européenne a regagné deux cents de dollar en vingt-quatre heures. A l'inverse, le yen marquait le pas, à 116,27 pour 1 dollar.

ÉCONOMIE

Ralentissement de la croissance américaine au dernier trimestre

LA CROISSANCE du produit intérieur brut (PIB) américain a été de 1,4 % en rythme annuel au dernier trimestre 2000, contre 2,2 % au trimestre précédent, a annoncé, mercredi 31 janvier, le département du Commerce. Il s'agit du taux le plus faible depuis 1995. Les analystes tablaient sur une croissance de l'ordre de 2 %. Pour l'ensemble de l'année 2000, la croissance a été de 5 %, contre 4,2 % l'année précédente. Le ralentissement au quatrième trimestre s'explique notamment par la baisse des dépenses pour les biens de consommation. La progression du PIB avait été de 7,3 % en rythme annuel au quatrième trimestre 1999.

■ **La Réserve fédérale américaine** a annoncé, mercredi, une baisse de son taux interbancaire au jour le jour, ramené de 6 % à 5,5 % (lire page 18).

■ **FRANCE** : le ministre de l'économie et des finances, Laurent Fabius, a estimé, jeudi 1^{er} février, que le ralentissement de l'économie américaine ne devrait que légèrement toucher la France. « La baisse du chômage va continuer, peut-être à un rythme moindre que le record de 2000 mais elle va continuer », a-t-il déclaré sur l'antenne de RTL.

■ **La demande globale et la demande étrangère** en produits manufacturés devrait ralentir encore au cours du premier trimestre 2001, après avoir déjà enregistré un repli en janvier, selon les chefs d'entreprise interrogés par l'Insee dans le cadre de son enquête trimestrielle parue jeudi.

■ **Quelque 280 000 très petites entreprises (TPE)** - 13 % des TPE françaises - envisagent d'embaucher du personnel dans les trois prochains mois. Pour 11 % d'entre elles, il s'agit de créations de postes, selon un nouveau baromètre trimestriel de l'Ifop pour Fiducial. Par ailleurs, près de la moitié (46 %) des personnes âgées de dix-huit à quarante ans se disent tentées par l'ouverture de la création d'entreprise, selon un sondage Ifop réalisé pour le Salon des entrepreneurs, qui s'est ouvert mercredi à Paris. La création reste surtout une ambition masculine, tentant 58 % des hommes contre 38 % des femmes.

■ **PÉTROLE** : les cours du baril se sont dépréciés, mercredi, dépri-

més par l'annonce d'une nette hausse des réserves américaines d'essence et par le recul des cours du fioul domestique sur le marché new-yorkais. Le « light sweet crude » (le baril de référence) pour livraison en mars a clôturé en baisse de 0,40 dollar, à 28,66 dollars, à New York. Tendance analogue à Londres, où le Brent s'échangeait à 26,45 dollars contre 26,89 dollars la veille.

■ **L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP)** est favorable à un baril « autour de 25 dollars », a réaffirmé mercredi le ministre algérien de l'énergie Chakib Khelil, président en exercice de cette organisation. « Nous militons pour un prix stable autour de 25 dollars », a-t-il déclaré.

■ **La Russie puis l'Espagne se sont déclarées mercredi** déterminées à renforcer leur coopération pétrolière avec l'Irak, au terme d'une visite dans ce pays du ministre russe de l'énergie Alexander Gavrine puis du secrétaire d'Etat espagnol aux affaires étrangères, Miguel Nadal. Il s'agit de la première visite d'un responsable espagnol de ce rang dans ce pays depuis l'entrée en vigueur du régime des sanctions, décidé par l'ONU en 1990.

■ **IRLANDE** : le ministre allemand des finances Hans Eichel a ajouté sa voix, mercredi, aux critiques visant la politique économique irlandaise, estimant que les baisses d'impôts et la hausse des dépenses prévues contribuaient à nourrir l'inflation. « Les gouvernements nationaux (de la zone euro) ont naturellement la responsabilité de ne pas jeter de l'huile sur le feu (de l'inflation) par leur politique fiscale et budgétaire », a déclaré M. Eichel au cours d'une conférence de presse à Berlin. « C'est ce qui se produit avec l'Irlande », a regretté le ministre.

■ **SUISSE** : la Suisse a enregistré en décembre 2000 un déficit commercial de 289,1 millions de francs suisses (188,5 millions d'euros), à comparer avec un déficit de 211,4 millions de francs suisses en novembre, a annoncé jeudi l'Office suisse des douanes à Berne. En glissement annuel, la Suisse a réduit son déficit commercial de 27,08 %.

■ **ISRAËL** : les investissements étrangers en Israël ont atteint le montant record de 11,5 milliards de dollars (12,2 milliards d'euros) en 2000 contre 9 milliards en 1999, tout en connaissant une forte diminution en fin d'année, a indiqué, jeudi, la Banque d'Israël. Au dernier trimestre 2000, le montant de ces investissements a atteint 1,6 milliard de dollars contre une moyenne de 3,3 milliards de dollars sur les trois premiers trimestres.

Taux de change fixe zone Euro

| Euro contre | Taux | contre franc | Taux | Hors zone Euro | 31/01 |
|-----------------------|---------|----------------------|---------|-------------------|----------|
| FRANC | 6,55957 | EURO | 0,15245 | COURONNE DANOISE | 7,4611 |
| DEUTSCHEMARK | 1,95583 | DEUTSCHEMARK | 3,35385 | COUR. NORVÉGIENNE | 8,2050 |
| LIRE ITALIENNE (1000) | 1,93627 | LIRE ITAL. (1000) | 3,38774 | COUR. SUÉDOISE | 8,8395 |
| PESETA ESPAG. (100) | 1,66386 | PESETA ESPAG. (100) | 3,94238 | DOLLAR TCHÈQUE | 34,6900 |
| ESCUDO PORT. (100) | 2,00482 | ESCUDO PORT. (100) | 3,27190 | DOLLAR AUSTRALIEN | 1,7034 |
| SCHILLING AUTR. (10) | 1,37603 | SCHILLING AUTR. (10) | 4,76703 | DOLLAR CANADIEN | 1,3954 |
| PUNT IRLANDAISE | 0,78756 | PUNT IRLANDAISE | 8,32894 | DOLLAR HONGKONG | 7,2477 |
| FLORIN NÉERLANDAIS | 2,20371 | FLORIN NÉERLANDAIS | 2,97660 | DOLLAR NÉO-ZÉLAND | 2,1113 |
| FRANC BELGE (10) | 4,03399 | FRANC BELGE (10) | 6,16267 | FORINT HONGROIS | 265,1800 |
| MARKKA FINLAND | 5,94573 | MARKKA FINLAND | 1,10324 | LEU ROMAIN | 24445 |
| DRACHME GREC. (100) | 3,40750 | DRACHME GREC. (100) | 1,92503 | ZLOTY POLONAIS | 3,7970 |

Cours de change croisés

| 01/02 12 h 30 | Cours DOLLAR | Cours YEN(100) | Cours EURO | Cours FRANC | Cours LIVRE | Cours FR.S. |
|---------------|--------------|----------------|------------|-------------|-------------|-------------|
| DOLLAR | ..... | 0,86636 | 0,94230 | 0,14364 | 1,47530 | 0,61421 |
| YEN | 115,42500 | ..... | 108,74500 | 16,57500 | 170,28000 | 70,87500 |
| EURO | 1,06123 | 0,91958 | ..... | 0,15245 | 1,56560 | 0,65185 |
| FRANC | 6,96165 | 6,03260 | 6,55957 | ..... | 10,27215 | 4,27600 |
| LIVRE | 0,67783 | 0,58730 | 0,63870 | 0,09735 | ..... | 0,41625 |
| FRANC SUISSE | 1,62810 | 1,41085 | 1,53430 | 0,23385 | 2,40240 | ..... |

Taux d'intérêt (%)

| Taux 31/01 | Taux j. j. | Taux 3 mois | Taux 10 ans | Taux 30 ans |
|-------------|------------|-------------|-------------|-------------|
| FRANCE | 4,78 | 4,60 | 4,94 | 5,44 |
| ALLEMAGNE | 4,83 | 4,72 | 4,80 | 5,37 |
| GDE-BRETAG. | 6,63 | 5,66 | 4,84 | 4,40 |
| ITALIE | 4,83 | 4,70 | 5,19 | 5,80 |
| JAPON | 0,70 | 0,33 | 1,50 | 2,21 |
| ÉTATS-UNIS | 5,66 | 4,96 | 5,19 | 5,53 |
| SUISSE | 3,12 | 3,32 | 3,48 | 4,04 |
| PAYS-BAS | 4,75 | 4,70 | 4,93 | 5,40 |

Matières premières

| En dollars | Cours 31/01 | Var. % 30/01 |
|-------------------|-------------|--------------|
| MÉTALUX (LONDRES) | | |
| CUIVRE 3 MOIS | 1817,50 | -0,19 |
| ALUMINIUM 3 MOIS | 1624,50 | -0,34 |
| PLOMB 3 MOIS | 505,50 | -1,27 |
| ÉTAIN 3 MOIS | 5220 | -0,48 |
| ZINC 3 MOIS | 1046,50 | |

VALEURS EUROPÉENNES

Le titre de l'éditeur de logiciels Internet **Intershop** a chuté de 18 %, à 9,84 euros, sur le Neuer Markt, mercredi 31 janvier à Francfort. La société a annoncé que ses pertes ne se réduiraient pas en 2001.

Le titre du groupe **ARM Holdings**, spécialisé dans les semi-conducteurs pour l'Internet mobile, s'est envolé de 6 %, à 530 pence, après avoir annoncé un bénéfice annuel supérieur aux prévisions des analystes.

A Milan, la société d'édition et Internet **Seat Pagine Gialle** (Telecom Italia) a terminé en hausse de 4,51 %, à 2,25 euros. Le tribunal administratif régional du Latium a

rendu une décision favorable à sa reprise de la société italienne Telemontecarlo.

Terra Lycos a encore gagné 3,65 %, à 18,45 euros, à la Bourse de Madrid, après avoir bondi de 7,23 % mardi. La filiale Internet de Telefonica a annoncé l'acquisition du site financier Raging Bull, appartenant à Altavista.

L'action du constructeur **DaimlerChrysler** a regagné un peu du terrain perdu ces derniers jours, terminant sur gain de 2,43 %, à 51,05 euros. Le groupe a démenti des rumeurs de rachat par un concurrent étranger, ainsi que celles évoquant la disparition du mot Chrysler dans son nom.

01/02 12h49

| Code pays | Cours en euros | % Var. 31/01 |
|--------------------------|----------------|--------------|
| AUTOMOBILE | | |
| AUTOLIV SDR | SE 19,68 | +0,58 |
| BASF AG | DE 47,80 | +1,49 |
| BMW | DE 37,70 | -0,26 |
| CONTINENTAL AG | DE 18,30 | +0,27 |
| DAIMLERCHRYSLER | DE 50,85 | -0,10 |
| FIAT | IT 27 | .... |
| FIAT PRIV. | IT 17,77 | +1,61 |
| MICHELIN | FR 41,64 | +1,56 |
| PEUGEOT | FR 273,90 | -0,04 |
| PIRELLI SPA | IT 4,03 | .... |
| DR ING PORSCHE | DE 346,0 | +1,02 |
| RENAULT | FR 55,05 | +1,38 |
| VALEO | FR 51,10 | +1,49 |
| VOLKSWAGEN | DE 55,60 | +1,65 |
| DJ E STOXX AUTO P | 233,28 | +0,18 |

01/02 12h49

| Code pays | Cours en euros | % Var. 31/01 |
|--------------------------|----------------|--------------|
| BANQUES | | |
| ABBAY NATIONAL | GB 18,39 | +0,34 |
| ABN AMRO HOLDIN | NL 27,12 | -2,45 |
| ALL & LEICS | GB 11,09 | -1,26 |
| ALLIED IRISH BA | GB 20,57 | -1,13 |
| ALPHA BANK | GR 35 | +0,57 |
| BA HOLDING AG | AT 63,21 | -1 |
| BANK OF IRELAND | GB 16,49 | -2,78 |
| BANK OF PIRAEUS | GR 15,10 | -1,56 |
| BK OF SCOTLAND | GB 11,56 | +0,14 |
| BANKINTER R | ES 44,45 | -1,09 |
| BARCLAYS PLC | GB 33,64 | -1,97 |
| BAYR.HYPO-UVIER | DE 63,40 | -0,16 |
| BCA AG.MANTOVAN | IT 10,73 | -0,28 |
| BCA FIDEURAM | IT 15,30 | -1,92 |
| BCA INTESA | IT 5,13 | -2,29 |
| BCA LOMBARDA | IT 11,35 | -2,58 |
| MONTE PASCHI SI | IT 4,95 | -2,37 |
| BCA P.BERG.-CV | IT 21,50 | .... |
| BCA P.MILANO | IT 6,04 | +0,67 |
| B.P.VERONA E.S. | IT 11,97 | -0,75 |
| BCA ROMA | IT 1,28 | -0,78 |
| BBVA R | ES 17,11 | -0,52 |
| ESPIRITO SANTO | PT 17,47 | +0,11 |
| BCO POPULAR ESP | ES 36,28 | -0,87 |
| B.P.SONDRIO | IT 20 | +0,04 |
| BCP R | PT 5,63 | -0,71 |
| BIPOP CARIRE | IT 6,85 | -2,97 |
| BNL | IT 3,80 | -3,31 |
| BNP PARIBAS | FR 97,60 | -1,81 |
| BSCH R | ES 11,90 | +0,85 |
| CHRISTIANIA BK | NO 5,95 | .... |
| COMIT | IT 7,40 | -1,86 |
| COMM.BANK OF GR | GR 51,42 | -1,12 |
| COMMERZBANK | DE 32,40 | -0,77 |
| CREDIT LYONNAIS | FR 40,75 | -2,77 |
| DANSKE BANK | DK 18,56 | -0,72 |
| DNB HOLDING -A- | NO 5,22 | -0,47 |
| DEUTSCHE BANK N | DE 97,88 | -5,57 |
| DEXIA | BE 179,40 | +0,50 |
| DRESDNER BANK N | DE 48,50 | -2,02 |
| EFG EUROBK ERGA | GR 21,56 | +2,76 |
| ERSTE BANK | AT 54,21 | +0,86 |
| FOERENINGSSB A | SE 17,20 | +0,66 |
| HALIFAX GROUP | GB 10,24 | -0,91 |
| HSCB HLDG | GB 16,32 | -2,35 |
| IKB | DE 16,65 | +0,60 |
| KBC BANCASSURAN | BE 48,14 | +0,31 |
| LLOYDS TSB | GB 10,93 | -0,57 |
| NAT BANK GREECE | GR 39,38 | -1,50 |
| NATEXIS BQ POP. | FR 98,70 | -0,80 |
| NORDEA | SE 8,54 | -1,95 |
| NORDEA | DK 10,12 | -1,95 |
| ROLO BANCA 1473 | IT 20,94 | -2,24 |
| ROYAL BK SCOTL | GB 25,18 | -1,48 |
| S-E-BANKEN -A- | SE 13,35 | -0,84 |
| SAN PAOLO IMI | IT 17,51 | -2,56 |
| STANDARD CHARTE | GB 16,73 | .... |
| STE GENERAL-A- | FR 69,55 | -3,87 |
| SV HANDBK -A- | SE 17,87 | .... |
| SWEDISH MATCH | SE 4,37 | -0,77 |
| UBS N | CH 185,27 | +2,24 |
| UNICREDITO ITAL | IT 5,53 | -1,43 |
| UNIDANMARK -A- | DK 85,78 | .... |
| DJ E STOXX BANK P | 349,03 | -1,92 |

01/02 12h49

| Code pays | Cours en euros | % Var. 31/01 |
|--------------------------|----------------|--------------|
| PRODUITS DE BASE | | |
| ACERIALIA | ES 10,74 | -0,46 |
| ACERINOX R | ES 35,89 | +1,64 |
| ALUMINIUM GREEK | GR 39,20 | .... |
| ANGLO AMERICAN | GB 65,40 | +0,26 |
| ASSIDOMAEN AB | SE 20,53 | +0,83 |
| BEKAERT | BE 45,85 | +1,89 |
| BILLITON | GB 4,63 | +3,87 |
| BOEHLER-UDDEHOL | AT 38,68 | +3,15 |
| BUNZU PLC | GB 7,02 | -0,22 |
| CORUS GROUP | GB 1,30 | +0,67 |
| ELVAL | GR 4,54 | +0,44 |
| ISPAT INTERNATI | NL 3,80 | +5,56 |
| JOHNSON MATTHEY | GB 15,22 | -0,62 |
| MAYR-MELNHOF KA | AT 50 | +0,46 |
| METSAB-SERLA -B | FI 7,49 | -0,40 |
| HOLMEN -B- | SE 30,88 | +1,87 |
| OUTOKUMPU | FI 8,88 | +4,35 |
| PECHINEY-A | FR 50,25 | -1,47 |
| RAUTARUKKI K | FI 4,20 | -2,33 |
| RIO TINTO | GB 19,04 | +1,68 |
| SIDENOR | GR 3,42 | -7,07 |
| SILVER & BARYTE | GR 28,74 | +1,20 |
| SMURFIT JEFFERS | GB 2,01 | +0,79 |
| STORA ENSO -A- | FI 11,20 | -1,75 |
| STORA ENSO -R- | FI 11,50 | +2,22 |
| SVENSKA CELLULO | SE 24,32 | -0,92 |
| THYSSENKRUPP | DE 20,22 | +1,61 |
| UNION MINIERE | BE 39,05 | +0,13 |
| UPM-KYMMENE COR | FI 33,70 | .... |
| USINOR | FR 15 | +1,69 |
| VIOHALCO | GR 11,14 | +1,09 |
| VOEST-ALPINE ST | AT 29,90 | +2,86 |
| J D WETHERSPON | GB 6,16 | +1,51 |
| WORMS N | FR 19,50 | +1,96 |
| DJ E STOXX BASI P | 186,26 | +0,52 |

01/02 12h49

| Code pays | Cours en euros | % Var. 31/01 |
|--------------------------|----------------|--------------|
| CONSTRUCTION | | |
| ACCIONA | ES 39,13 | +0,33 |
| ACS | ES 27,15 | -0,15 |
| AGGREGATE IND | GB 1,21 | -1,28 |
| AKTOR SA | GR 8,16 | +1,75 |
| AMEY | GB 30,06 | .... |
| UPONOR -A- | FI 18,40 | +0,55 |
| AUREA R | ES 17,90 | -0,83 |
| ACESA R | ES 10,01 | +0,20 |
| BLUE CIRCLE IND | GB 7,32 | .... |
| BOUYGUES | FR 50,20 | -1,57 |
| BPD | GB 4,51 | .... |
| BRISA AUTO-ESTR | PT 10,40 | -0,10 |
| BUZZI UNICEM | IT 10,62 | -2,39 |
| NOVAR | GB 3,16 | +0,50 |
| CRH PLC | GB 31,88 | .... |
| CIMPOR R | PT 28,75 | -0,86 |
| COLAS | FR 56,90 | +1,25 |
| GRUPO DRAGADOS | ES 12,40 | -1,12 |
| FCC | ES 22,09 | +0,64 |
| GRUPO FERROVIAL | ES 15,57 | -1,46 |
| HANSON PLC | GB 6,88 | -1,57 |
| HEIDELBERGER ZE | DE 57,80 | +0,52 |
| HELL.TECHNODOR | GR 6,58 | +0,61 |
| HERALES GENL R | GR 15,10 | +2,03 |
| HOCHTIEF ESSEN | DE 21 | +1,20 |
| HOLDERBANK FINA | CH 1287,41 | +0,15 |
| IMERY S | FR 120,40 | +0,75 |
| ITALCEMENTI | IT 10,10 | -0,30 |
| LAFARGE | FR 99,75 | +0,35 |
| MICHANIKI REG. | GR 3 | .... |
| PILKINGTON PLC | GB 1,84 | .... |
| RMC GROUP PLC | GB 10,37 | -1,49 |
| SAINT GOBAIN | FR 172,70 | -1,09 |
| SKANSKA -B- | SE 45,70 | -1,46 |
| TAYLOR WOODROW | GB 2,65 | .... |
| TECHNIP | FR 147,10 | -1,61 |
| TITAN CEMENT RE | GR 40,10 | +2,51 |
| VINCI | FR 59 | -0,84 |
| WIENERB BAUSTOF | AT 19,50 | +1,04 |
| DJ E STOXX CNST P | 238,90 | -0,55 |

01/02 12h49

| Code pays | Cours en euros | % Var. 31/01 |
|------------------------------|----------------|--------------|
| CONSUMMATION CYCLIQUE | | |
| ACCOR | FR 46,70 | -5,08 |
| ADIDAS-SALOMON | DE 76 | -1,43 |
| AGFA-GEVAERT | BE 24,18 | +0,75 |
| AIR FRANCE | FR 23,71 | +1,37 |
| AIRTRUCKS PLC | GB 3,69 | -2,08 |
| ALITALIA | IT 1,96 | -3,45 |
| AUSTRIAN AIRLIN | AT 14 | -0,07 |
| AUTOGRILL | IT 13,36 | +0,68 |
| BANG & OLUFSEN | DK 46,11 | +1,18 |
| BENETTON GROUP | IT 2,06 | +0,98 |
| BERKELEY GROUP | GB 12,34 | +1,16 |
| BRITISH AIRWAYS | GB 7,16 | -1,51 |
| BULGARI | IT 12,45 | -3,86 |
| CHRISTIAN DIOR | FR 48,60 | -2,99 |
| CLUB MED | FR 100,80 | -0,20 |
| DL.LUFTHANSA N | DE 25,25 | +2,64 |
| ELECTROLUX -B- | SE 16,06 | +0,71 |
| EMI TV & MERCHAN | DE 8 | +1,65 |
| EM.T GROUP | GB 7,85 | .... |
| EURO DISNEY | FR 0,64 | -1,54 |
| GRANDD COMPASS | GB 10,87 | .... |
| HERMES INTL | FR 154 | -2,65 |
| HPI | IT 1,16 | .... |
| HUNTER DOUGLAS | NL 29,95 | -0,33 |
| KLM | NL 28 | +1,63 |
| HILTON GROUP | GB 3,80 | +1,26 |
| LVMH | FR 69 | -1,85 |
| MEDION | DE 102,98 | -3,31 |
| MOULINEX | FR 4,90 | +0,20 |
| NH HOTELES | ES 13,75 | +1,48 |
| P. & O PRINCESS | GB 5,43 | -0,57 |
| PERSIMON PLC | GB 4,41 | +0,36 |
| ROY.PHILIPS ELE | NL 40,54 | -1,98 |
| PREUSSAG AG | DE 43 | -1,38 |
| RANK GROUP | GB 2,67 | +1,19 |
| SAIRAIR HLDGS | IE 12,20 | +3,74 |
| YANAGIROU N | CH 153,41 | -2,19 |
| SAS DANMARK A/S | DK 11,33 | -0,59 |

01/02 12h49

| Code pays | Cours en euros | % Var. 31/01 |
|-----------------|----------------|--------------|
| CHIMIE | | |
| AIR LIQUIDE | FR 144,80 | -0,75 |
| AKZO NOBEL NV | NL 52,30 | +0,67 |
| BASF AG | DE 47,80 | +1,49 |
| BAYER | DE 53,10 | +0,19 |
| BOC GROUP PLC | GB 15,77 | +0,40 |
| CELANESE N | DE 18,60 | +0,54 |
| CIBA SPEC CHIMI | CH 71,40 | +0,69 |
| CLARIANT N | CH 369,89 | +0,89 |
| DEGUSSA-HUELS | DE 36,30 | -0,55 |
| DSM | NL 38,35 | +1,11 |
| EMS-CHEM HOLD A | CH 4901,32 | +1,35 |
| ICI | GB 8,26 | +3,54 |
| KEMIRA | FI 5,61 | -0,71 |
| LAPORTE | GB 10,81 | -0,29 |
| LONZA GRP N | CH 653,51 | -0,20 |

01/02 12h49

| Code pays | Cours en euros | % Var. 31/01 |
|--------------------------|----------------|--------------|
| CONGLOMÉRATS | | |
| D'IETTEREN SA | BE 242 | +0,58 |
| AZEL | FR 85 | .... |
| GBE | BE 246,70 | -0,92 |
| GEVAERT | BE 41,50 | +0,80 |
| INCHCAPE | GB 5,17 | -0,30 |
| KVAERNER -A- | NO 8,29 | +1,49 |
| MYTILINEOS | GR 7,14 | -0,28 |
| UNAXIS HLDG N | CH 244,41 | -1,97 |
| ORKLA | NO 20,54 | -0,30 |
| SONAE SGPS | PT 1,45 | -1,36 |
| TOMKINS | GB 2,72 | +0,58 |
| DJ E STOXX CONG P | 329,98 | .... |

01/02 12h49

| Code pays | Cours en euros | % Var. 31/01 |
|---------------------------|----------------|--------------|
| TÉLÉCOMMUNICATIONS | | |
| ATLANTIC TELECO | GB 1,54 | -1,01 |
| EIRCOM | IR 2,60 | -0,76 |
| BRITISH TELECOM | GB 11,04 | -1,26 |
| CABLE & WIRELES | GB 14,07 | -1,43 |
| DEUTSCHE TELEKO | DE 35,55 | -0,86 |
| E.BISCOM | IT 119,20 | -2,93 |
| EIRCOM | IE 2,60 | -0,76 |
| ELISA COMUNICA | IE 18,45 | -2,89 |
| ENERGIS | GB 8,72 | -1,42 |
| EQUANT NV | DE 33 | .... |
| EUROPOLITAN HLD | SE 8,48 | -2,60 |
| FRANCE TELECOM | FR 98,40 | -0,91 |
| HELLENIC TELE (| GR 17,32 | -1,03 |
| HELS.TELEPH E | FI 102,60 | .... |
| KINGSTON COM | GB 3,42 | -6,03 |
| KONINKLIJKE KPN | NL 17,75 | -0,56 |
| LIBERTEL NV | NL 11,55 | -2,12 |
| MANNESMANN N | DE 103,50 | -0,48 |
| MOBILCOM | DE 37,63 | +0,27 |
| PAANAFON HELLENI | GR 7,50 | +0,27 |
| PT TELECOM SCPS | PT 11,84 | -0,17 |
| SONERA | FI 21,80 | -2,46 |
| SWISSCOM N | CH 293,10 | -0,66 |
| TELE DANMARK -B | DK 57,23 | -1,84 |
| TELECEL | PT 14,43 | -1,16 |
| TELECOM ITALIA | IT 13,55 | -0,15 |
| TELECOM ITALIA | IT 7 | -0,57 |
| TELIA | SE 6,17 | -2,68 |
| T.I.M. | IT 8,64 | +0,35 |
| TISCALI | IT 21,44 | -5,17 |
| VERSATEL TELECO | NL 15,40 | -1,60 |
| VODAFONE GROUP | GB 3,74 | -1,65 |
| DJ E STOXX TCOM P | 754,71 | -0,47 |

01/02 12h49

| Code pays | Cours en euros | % Var. 31/01 |
|----------------|----------------|--------------|
| ÉNERGIE | | |
| BG GROUP | GB 4,05 | -1,53 |
| BP AMOCO | GB 9,19 | -0,68 |
| CEPSA | ES 10 | .... |
| COLEXIP | FR 154 | -0,58 |

SCIENCES Les chercheurs tentent d'améliorer les performances des puces électroniques en remplaçant les électrons par des photons. ● LA LUMIÈRE, déjà utilisée pour véhiculer

l'information sur de grandes distances à travers les fibres optiques, pourrait ainsi devenir le support unique des données numériques dans les ordinateurs. ● LE SILICIUM,

matériau roi de la microélectronique, refuse, pour l'instant, de se transformer en source de lumière, fonction nécessaire à la fabrication de puces optiques. ● DES EXPÉRIENCES

montrent néanmoins que des transformations structurelles du silicium ou un mariage avec d'autres matériaux pourraient lui donner cette propriété. ● LES PHOTONS pourraient, à

moyen terme, remplacer le câblage électrique des puces, mais les électrons conserveront sans doute assez longtemps l'exclusivité des opérations de traitement de l'information.

Un rêve : mettre la lumière au service de l'informatique

Les électrons font équipe avec les particules de lumière pour transmettre des messages. Une alliance délicate qui a engendré un nouveau secteur d'activité : l'optoélectronique, si elle se développe, pourrait reléguer l'électronique au rang de technique du passé

LES ÉLECTRONS ont fait de notre époque celle de l'information. Aujourd'hui, pour augmenter les débits et répondre aux besoins croissants de cette société, ils se sont alliés aux grains de lumière, les photons, pour transmettre les données. Mais ce mariage forcé qui a donné naissance à un nouveau secteur d'activité, l'électronique optique – ou optoélectronique –, n'est pas sans nuages. Le silicium, superstar de la technologie de l'in-

formation, est en effet impuissant à produire de la lumière. Dans ces conditions, construire une optronique miniaturisée à partir de puces de silicium paraît relever de la gageure. Pourtant, certains travaux récents laissent à penser que quelques-uns de ces systèmes pourraient voir le jour d'ici à la fin de la décennie.

nature
le Monde
EL PAIS

formation, est en effet impuissant à produire de la lumière. Dans ces conditions, construire une optronique miniaturisée à partir de puces de silicium paraît relever de la gageure. Pourtant, certains travaux récents laissent à penser que quelques-uns de ces systèmes pourraient voir le jour d'ici à la fin de la décennie.

Tant mieux car, aujourd'hui, la lumière est déjà partout. Les fibres optiques transmettent en un instant, et à des milliers de kilomètres, les impulsions de faisceaux laser chargés d'information avec des débits plus importants que ceux offerts par de modestes fils de cuivre. C'est encore la lumière de lasers miniaturisés, obtenus à partir de matériaux semi-conducteurs, qui décryptent le son des disques compacts et qui inscrivent les données sur les disques magnéto-optiques de certains systèmes de stockage dont les capacités sont supérieures à celles des disques durs magnétiques de nos ordinateurs.

Mais ce n'est pas suffisant. Aujourd'hui, l'information d'un e-mail envoyé au bout du monde est au départ convertie sous une forme électronique, puis traduite en photons de lumière quand elle est injectée dans les fibres optiques des câbles de télécommunications intercontinentaux, et reconvertie en-

fin sous une forme électronique à l'arrivée. Les spécialistes des télécommunications et les chercheurs en électronique aimeraient bien s'affranchir de toutes ces ruptures de charge et n'avoir à traiter que des photons, que des signaux de lumière, reléguant ainsi l'électronique à une technique du passé. Mais ce rêve est encore lointain. L'hybride actuel qu'est le mariage entre électronique et optique paraît donc devoir nous accompagner encore longtemps. Un mariage dans lequel aucun des deux conjoints ne paraît très heureux. Le traitement et la transmission d'informations par la lumière nécessitent l'usage du laser ainsi que d'autres sources lumineuses, comme les diodes électroluminescentes. L'industrie de la micro-informatique utilise, par ailleurs, comme dispositifs de commande des transistors, et élabore entièrement ses composants à partir du silicium. Mais personne n'a réussi à ce jour à créer un laser au silicium. En revanche, les lasers d'un lecteur de disques compacts se composent de divers semi-conducteurs à l'arséniure de gallium pour l'essentiel. Malheureusement, arséniure de gallium et silicium ne s'entendent guère.

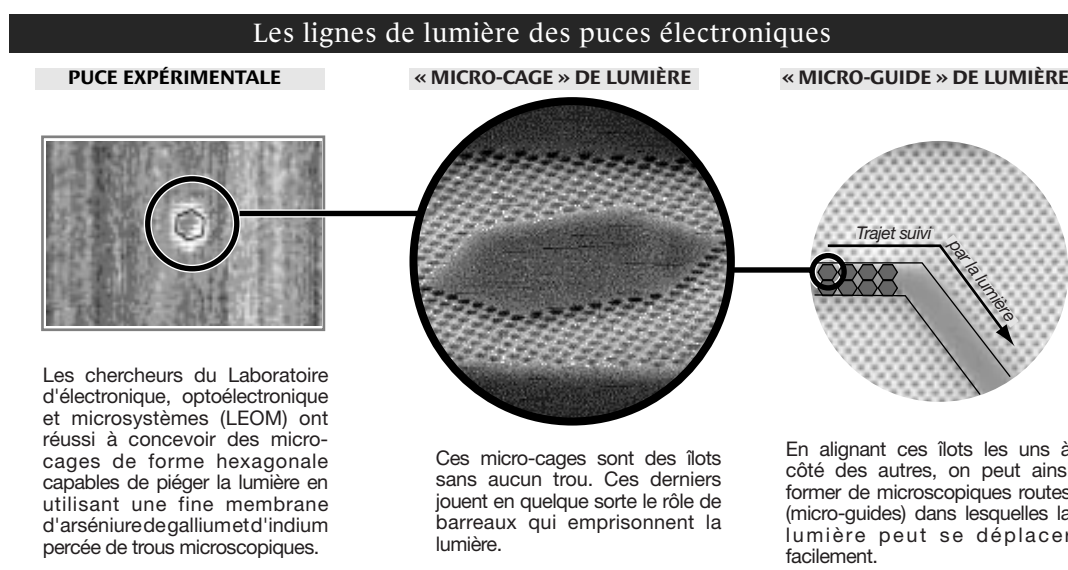
Tous deux possèdent une structure cristalline, leurs atomes étant disposés en rangs réguliers comme des œufs dans leur boîte. Sauf que

Un laser au silicium

L'équipe de Pavesi n'a pas taillé son silicium en fils, mais en « points quantiques » – minuscules pièces de silicium de quelques nanomètres à peine de diamètre, contenant tout juste chacune quelque 500 atomes – en dirigeant un rayon ionique dans le quartz, forme naturelle du dioxyde de silicium. Ces points quantiques se sont révélés être de bons émetteurs de lumière rouge, mais pas uniquement. La lumière laser apparaît quand l'émission en provenance de certaines parties du matériau émetteur stimule une émission en provenance d'autres parties. L'équipe de Pavesi a trouvé dans son matériau l'explication à ce processus d'« émission stimulée ».

Lorsqu'un rayon laser « test » de même couleur que la lumière émise est traversé par le témoin, il gagne de l'éclat. L'explication de ce type de « gain optique » est, pour Canham, un pas crucial vers la fabrication d'un laser au silicium.

les boîtes ne sont pas de même taille : la distance entre les atomes adjacents du silicium – la constante d'assemblage – diffère de celle de l'arséniure de gallium. En conséquence, plaquer une couche d'arsé-



Les chercheurs du Laboratoire d'électronique, optoélectronique et microsystèmes (LEOM) ont réussi à concevoir des micro-cages de forme hexagonale capables de piéger la lumière en utilisant une fine membrane d'arséniure de gallium et d'indium percée de trous microscopiques.

Ces micro-cages sont des îlots sans aucun trou. Ces derniers jouent en quelque sorte le rôle de barreaux qui emprisonnent la lumière.

En alignant ces îlots les uns à côté des autres, on peut ainsi former de microscopiques routes (micro-guides) dans lesquelles la lumière peut se déplacer facilement.

Source : LEOM

nure de gallium sur une feuille de silicium désorganise complètement l'interface de ces deux couches. Cherchant à s'harmoniser, les atomes de l'un et l'autre matériaux se tendent et se rétractent à leur surface. D'où l'apparition de défauts sous forme de fissures dans la pellicule d'arséniure de gallium, qui annulent ses propriétés de conducteur d'électricité et le rendent inutilisable comme laser à solide. Il en va de même pour d'autres semi-conducteurs électroluminescents. Ainsi n'est-il pas facile d'appli-

mière lorsqu'il est stimulé par un courant électrique. Les chercheurs s'efforcent donc depuis plus de dix ans de rendre le silicium « lumineux ».

Une solution est de le doper avec des atomes bons émetteurs de lumière, comme ceux de l'erbium. Cela fonctionne, mais pas suffisamment bien. Une autre est d'utiliser des molécules électroluminescentes comme le silicate de cérium, dont Won Chel Choi (Institut coréen des sciences et de la technologie de Séoul) a montré qu'il se plaisait sur le silicium et qu'il émettait une lumière bleue et violette lorsqu'il était stimulé par un autre laser. Mais une des idées les plus prometteuses est celle qui consiste à découper le silicium en structures si fines que son comportement s'en trouve modifié par les lois de la mécanique quantique, qui le transforment alors de médiocre en bon émetteur de lumière.

INCANDESCENCE VARIABLE

Le silicium traité par un acide puissant devient poreux comme une éponge, comme l'a découvert en 1990 Leigh Canham, de la Defence Research Agency (Malvern, Angleterre). Il se compose de fils quantiques de quelques nanomètres (millionnièmes de millimètres), qui deviennent incandescents lorsqu'ils sont traversés par un courant. De plus, la couleur de cette incandescence varie selon l'épaisseur des fils, alors que la couleur émise par les semi-conduc-

teurs électroluminescents est spécifique à chaque matériau. Du jaune, du rouge, du vert et du bleu ont été ainsi obtenus par Canham.

En 1996, Philippe Fauchet et son équipe de l'université de Rochester (New York) ont démontré qu'un tel procédé pouvait vraiment mener à une électronique optique intégrée. Ils ont mis au point une diode électroluminescente (light emitting diode, ou led) de silicium poreux, qu'ils ont placée sur une puce non pas de silicium pur, mais d'un matériau similaire riche en silicium.

Les mariages contre nature des physiciens des matériaux

L'OPTOÉLECTRONIQUE peut-elle s'accommoder d'un mariage avec le silicium, produit de base des puces électroniques bien connu des industriels, peu cher et facile à mettre en œuvre ? Sans doute, mais à la condition que le silicium apprivoise la lumière, ce que l'on peut faire soit en rendant le silicium luminescent, soit en concevant des dispositifs adéquats faits avec des matériaux compatibles avec le silicium. Tout le secret est là. Mais, si dans le couple les tensions sont trop fortes, il faut alors trouver un autre partenaire.

Ce type de difficultés se rencontre avec les semi-conducteurs électroluminescents actuels, dont la structure cristalline – l'agencement des atomes – se marie mal avec celle du silicium sur lequel ils sont plaqués. En fait il y a presque toujours désaccord, tant ses arrangements cristallins sont uniques. Aussi William Gillin et son équipe (Queen-Mary-and-Westfield College, Londres) n'hésitent-ils pas à affirmer que les matériaux à structure cristalline ne sont pas la bonne réponse au problème posé et qu'il serait plus habile de recourir, par exemple, à des matières plastiques, dont les atomes sont disposés de façon désordonnée. Au lieu de chercher à faire coïncider deux boîtes à œufs de taille différente, superposons, disent-ils, à celle du bas, quelque chose ressemblant à du papier mâché.

L'idée n'est pas nouvelle. Les polysiloxanes – polymères à base de silicium et de groupements organiques – ont déjà été étudiés à cet effet. Ils émettent de la lumière lorsque des molécules fluorescentes leur sont greffées, mais conduisent mal l'électricité. Il est donc difficile d'en faire des composants électroniques. L'équipe de William Gillin cherche à contourner l'obstacle en utilisant deux matériaux non cristallins différents, l'un et l'autre étant organiques (soit des composés du carbone). La première couche transmet le courant de la structure de base en silicium à la seconde couche, qui émet de la lumière. Cette seconde couche est formée de molécules comportant en leur centre un atome d'une terre rare, l'erbium, connu pour ses capacités à émettre de la lumière. Une diode à deux étages comme

Cependant, ces leds sont encore trop peu efficaces pour convertir l'électricité en lumière et devenir commercialement viables.

Mais, plus que les diodes, c'est d'un laser à silicium que l'électronique optique a besoin. Un tel produit, affirme Leigh Canham, révolutionnerait la conception des superordinateurs et ouvrirait la voie à de nouveaux types de dispositifs d'optoélectronique. Des premiers résultats ont été annoncés en novembre 1999 par Lorenzo Pavesi (université de Trente), qui a réussi à obtenir à partir du silicium quelque chose qui se rapproche de la lumière laser en exploitant l'idée de Canham. En décembre de la même année, des Suisses de l'Institut Paul-Scherrer (Villigen) ont, sous la conduite d'Ulf Gennser, fabriqué un laser semi-conducteur non traditionnel en superposant avec le plus grand soin de nombreuses couches très fines de silicium et de germanium.

De tels lasers quantiques, dits en cascade, ont été obtenus pour la première fois en 1994 à partir de semi-conducteurs électroluminescents à base d'arséniure d'indium et de gallium (InGaAs). Ils sont encore, malheureusement, peu efficaces et trop coûteux pour servir dans l'électronique optique du silicium.

Philippe Ball

Les puces pourraient avoir besoin des photons pour communiquer plus vite

QUEL OBSTACLE ralentira la folle course aux performances des fabricants de microprocesseurs ? Souvent évoqués, les limites de la miniaturisation des traits de gravure du silicium sont sans cesse repoussées. Néanmoins, une autre difficulté pourrait survenir avant même que les transistors ne deviennent « fuyards », faute d'une quantité suffisante de matière pour garantir l'étalement de leur grille (Le Monde du 22 novembre 2000). « Dès aujourd'hui, les délais de traitement et de transport des données dans une puce sont désormais du même ordre de grandeur », indique Frédéric Gaffiot, maître de conférences à l'Ecole centrale de Lyon et chercheur au Laboratoire d'électronique, optoélectronique et microsystèmes (LEOM) créé avec le CNRS (UMR 5512). Le point critique a été atteint par les microprocesseurs fonctionnant à 1 gigahertz, annoncés dès 1998 (Le Monde du 11 février 1998) et commercialisés en 2000. Au-delà, les puces atteindront une vitesse de calcul telle qu'elles risquent de manquer de matière première, se retrouvant régulièrement en chômage technique, telle une usine privée d'approvisionnement.

La logistique des données deviendrait alors le principal goulet d'étranglement du système, pouvant ruiner les gains de performances auxquels les puces peuvent prétendre avec des ca-

dences augmentant régulièrement pour atteindre les 10 GHz dans les prochaines années. D'où l'importance stratégique des recherches actuelles sur le remplacement du courant électrique par la lumière comme véhicule des données dans les circuits intégrés. Les implications d'une telle modification sont multiples. Outre les épineux problèmes techniques qu'il reste à résoudre, le passage de l'électronique pure à l'optoélectronique remet profondément en cause les processus de fabrication des puces et induit d'importants investissements supplémentaires.

PAS D'EFFET JOULE

« Il ne s'agit pas d'un problème de vitesse de transmission », explique Frédéric Gaffiot pour préciser les motivations d'un recours à la lumière. « En revanche, le passage du courant électrique sur des pistes de plus en plus proches les unes des autres engendre des perturbations du signal qui peuvent introduire des erreurs. » Contrairement aux électrons, les photons, eux, sont insensibles à ce type d'influence, baptisée diaphonie par les chercheurs. De plus, leur déplacement présente l'avantage de ne pas produire d'effet joule, c'est-à-dire de chaleur. « Le cadencage d'une puce à 1 GHz consomme le tiers des 100 W dissipés par le composant », indique Frédéric Gaffiot. Le recours aux photons rédui-

rait cette dépense d'énergie, un avantage majeur pour les ordinateurs portables. Enfin, l'introduction de liaisons optiques permettrait de simplifier la conception des puces « en réduisant le nombre de couches de métallisation, source importante de rebuts ».

Tous ces avantages confortent les chercheurs dans l'intérêt qu'il y a à créer une puce optoélectronique dans laquelle photons et électrons travailleraient en harmonie. Les premiers se chargeraient du transport des informations, les seconds de leur traitement, une opération encore difficile à concevoir par la voie purement optique. Dans cette configuration hybride, la source lumineuse pourrait rester extérieure à la puce. Mais cela conduit à intégrer un micro-laser et à le connecter aux composants en silicium. Les fabricants voient d'un mauvais œil ce mariage délicat et coûteux. D'où les travaux visant à intégrer la source de lumière dans le composant lui-même.

« Nous avons conçu des microcavités capables de piéger les photons et de constituer ainsi des microsources de lumière », explique Pierre Viktorovitch, directeur de recherche au CNRS, en charge des circuits intégrés photoniques au LOEM. Le matériau mis au point, une structure cristalline artificielle (cristal photonique), se présente sous la forme d'une membrane de

0,25 micron d'épaisseur en arséniure de gallium et d'indium percée d'un réseau de trous submicroniques. Ce sont ces derniers qui permettent de « confiner, de guider et de sélectionner en direction et en longueur d'onde les photons », précise le chercheur. De quoi réaliser des microsources de lumière (1,5 micron de longueur d'onde) ainsi que des guides « prenant des virages très serrés pouvant aller jusqu'à 60 degrés ». Le LEOM dispose ainsi d'une véritable « connectique photonique » dont la taille est à l'échelle des microprocesseurs actuels.

Le développement de composants hybrides et leur industrialisation est soumis à la décision des fabricants de puces, Intel, AMD, Via ou ST Microelectronics. « Nous discutons avec eux depuis deux ans, note Frédéric Gaffiot. Mais ils restent réticents, et nous devons continuer à tenter de les convaincre. » Tout comme Pierre Viktorovitch, le chercheur estime que la première étape de l'introduction des photons dans les circuits intégrés concernera, au cours des toutes prochaines années, la communication entre les différents composants. « Dans cinq à dix ans, pronostiquent les deux chercheurs, le transfert des données à l'intérieur même des puces devra faire appel à la lumière. »

Michel Alberganti

Ph. Ba.
★ Page réalisée par les rédactions du Monde, d'El Pais et de la revue scientifique internationale Nature. Traduction de l'anglais par Sylvette Gleize.

Le « modèle » allemand suscite agacement et convoitise chez les Français

L'équipe de France a battu celle du Portugal (23-18) en huitième de finale du championnat du monde de handball. Elle doit franchir jeudi l'obstacle allemand pour accéder aux demi-finales et remplir ainsi son objectif

L'équipe de France de handball aborde, jeudi 1^{er} février à Albertville (Savoie), la phase décisive du championnat du monde avec le quart de finale qu'elle dispute face à l'Allemagne, un pays dont le

championnat est sans doute le plus relevé de la planète. Ce championnat affiche également une puissance économique sans équivalent. Une défaite représenterait un échec sur le plan sportif pour

l'équipe de France, alors qu'une victoire lui permettrait d'accéder aux demi-finales, samedi 3 février à Paris : cette qualification constituait l'objectif fixé en début de compétition par les Bleus.

Mercredi 31 janvier, en huitième de finale, les hommes de Daniel Costantini ont battu difficilement le Portugal (23-18), alors que la Russie, championne olympique en titre, a peiné pour se dé-

faire de la Corée du Sud (28-26). La seule véritable surprise de ces huitièmes a été provoquée par l'élimination de l'équipe de Croatie face à celle de l'Ukraine après deux prolongations (34-37).

ALBERTVILLE (Savoie)
de notre envoyé spécial

Victorieuse dans la douleur du Portugal (23-18), mercredi 31 janvier à Albertville (Savoie), en huitième de finale du championnat du monde de handball, l'équipe de France doit affronter celle de l'Allemagne en quart de finale, jeudi 1^{er} février. France-Allemagne : l'affiche dégage un parfum qui fleurit bon « la tradition », pour reprendre le terme de Daniel Costantini, l'entraîneur des Bleus, tant leurs chemins se sont souvent croisés.

Cette rencontre ouvrira à son vainqueur la porte du dernier carré mondial, mais recèle d'autres enjeux : « Nous avons à prendre nos marques par rapport à eux », déclare Philippe Bana, le directeur technique national. Non que le handball français cultive un complexe vis-à-vis de son homologue : « Non, non, assure Daniel Costantini, c'est plutôt une référence ».

Mais une référence qui agace et fait envie, tout à la fois. Car le voisin allemand, inventeur du handball, fait figure de super-puissance, surtout au travers de ses clubs. « Ils ont une NBA du handball », résume Philippe Bana. Le championnat allemand (vingt équipes) affiche une puissance économique sans équivalent en Europe. « C'est un autre monde. Cela attire beaucoup de stars étrangères », assure Joël Abati (30 ans) qui, comme Christian Gaudin (33 ans), joue à Magdebourg, où il côtoie Guéric Kervadec, jeune retraité des Bleus. « Pour prouver quelque chose, il faut passer par là », note Daniel Costantini. « Quand je suis parti, en 1998, (...), cela a aussi été un choix économique, car c'est deux à trois fois mieux en salaire », indique Joël Abati.

Pour endiguer la fuite de ses talents, le handball français a usé de l'équipe de France : à qualité égale, Daniel Costantini a, au début, privilégié un joueur évoluant en France plutôt qu'un « étranger ». Des efforts ont été entrepris par les clubs hexagonaux pour augmenter leur poids économique. Le handball français partait de loin. « Il a fallu at-

qui agace et fait envie, tout à la fois.

Car le voisin allemand, inventeur du handball, fait figure de super-puissance, surtout au travers de ses clubs. « Ils ont une NBA du handball », résume Philippe Bana. Le championnat allemand (vingt équipes) affiche une puissance économique sans équivalent en Europe. « C'est un autre monde. Cela attire beaucoup de stars étrangères », assure Joël Abati (30 ans) qui, comme Christian Gaudin (33 ans), joue à Magdebourg, où il côtoie Guéric Kervadec, jeune retraité des Bleus. « Pour prouver quelque chose, il faut passer par là », note Daniel Costantini. « Quand je suis parti, en 1998, (...), cela a aussi été un choix économique, car c'est deux à trois fois mieux en salaire », indique Joël Abati.

Pour endiguer la fuite de ses talents, le handball français a usé de l'équipe de France : à qualité égale, Daniel Costantini a, au début, privilégié un joueur évoluant en France plutôt qu'un « étranger ». Des efforts ont été entrepris par les clubs hexagonaux pour augmenter leur poids économique. Le handball français partait de loin. « Il a fallu at-



FRANCK FIEF/AP

Les joueurs allemands (en blanc) à la lutte avec les Croates, le 25 janvier à Besançon.

LA CHRONIQUE DE DANIEL COSTANTINI

« L'honneur, c'est comme les allumettes... »

ON me pardonnera de citer une nouvelle fois cette métaphore de Marcel Pagnol placée dans la bouche de Raimu, alias César de la célèbre trilogie : « L'honneur c'est comme les allumettes, ça ne sert qu'une fois... » Pourquoi le souvenir de cette citation me vient-elle à ce moment du Mondial de handball ? Est-ce une autogratification que l'auteur de ces lignes daigne s'accorder au seuil d'une fin de carrière au cours de laquelle – je le jure – aucun compromis, aucune faiblesse, ne fut tolérée au regard d'une déontologie qui m'est toujours apparue comme essentielle ? Sont-ce quelques résultats surprenants du dernier tour de la phase préliminaire qui me la rappellent comme autant de limites, sinon à l'intégrité, tout au moins à l'esprit sportif ?

Il y a près d'un an, des rumeurs faisaient état de pressions plus ou moins discrètes exercées par tel participant à l'Euro 2000, en Croatie, sur son futur adversaire. L'Espagne, en ce temps-là, tira profit de la probité française. Lors du récent Espagne-Croatie clôturant les joutes féroces de la poule sise à Besançon, les mêmes Ibères n'of-

frèrent aux Croates qu'une résistance symbolique. Certes, ils étaient, quoi qu'il advenne, premiers... Mais leur complaisance, ce jour-là, jeta tout simplement la vaillante Corée du Sud en pâture aux Russes en huitième de finale, au lieu de la Croatie. Les défenseurs de l'éthique la plus stricte d'hier ne sont donc plus (tout à fait) les mêmes.

En ce qui nous concerne, nous restons intacts. Nous avons peut-être sacrifié sur l'autel de la rigueur sportive l'épaule droite de « Gino » (Guillaume Gille). Nous ne regrettons rien. Tout au long de cette longue route, des obscures étapes dans les années 1980 aux prestigieuses haltes de Prague, Barcelone, Reykjavik ou Kuma-moio, jamais nous n'avons succombé à la tentation d'obtenir ce dont nous n'avions pas vraiment besoin. Je ne suis pas en train de faire, à qui que ce soit, une quelconque leçon de morale : je suis en train de dire que notre honneur, intact, sera, quoi qu'il arrive, sur le podium de la dignité.

★ Daniel Costantini est entraîneur de l'équipe de France de handball

LES RÉSULTATS ET LE PROGRAMME

HUITIÈMES DE FINALE

(mercredi 31 janvier)
Suède-Argentine 32-23
Croatie-Ukraine 34-37 (après prolongations)
Espagne-Norvège 28-23
Islande-Yougoslavie 27-31
Algérie-Egypte 21-24
Russie-Corée du Sud 28-26
Tunisie-Allemagne 24-26
France-Portugal 23-18

QUARTS DE FINALE

Ces rencontres disputées jeudi 1^{er} février sont les suivantes :
Suède-Ukraine
Espagne-Yougoslavie
Egypte-Russie
Allemagne-France

Les demi-finales auront lieu samedi 3 février à Paris, la finale aura lieu le lendemain.

■ LOTO : résultats des tirages n° 9 effectués mercredi 31 janvier. Premier tirage : 1, 5, 37, 39, 40, 47 ; numéro complémentaire : 28. Rapports pour 6 numéros : 6 001 810 F (914 970 €) ; 5 numéros et le complémentaire : 153 820 F (23 449 €) ; 5 numéros : 13 035 F (1 987 €) ; 4 numéros et le complémentaire : 422 F (64,33 €) ; 4 numéros : 211 F (32,16 €) ; 3 numéros et le complémentaire : 38 F (5,79 €) ; 3 numéros : 19 F (2,89 €). Second tirage : 27, 29, 33, 43, 44, 46 ; numéro complémentaire : 26. Pas de gagnant pour 6 numéros ; Rapports pour 5 numéros et le complémentaire : 302 390 F (46 099 €) ; 5 numéros : 7 800 F (1 189 €) ; 4 numéros et le complémentaire : 390 F (59,45 €) ; 4 numéros : 195 F (29,72 €) ; 3 numéros et le complémentaire : 38 F (5,79 €) ; 3 numéros : 19 F (2,89 €).

tendre 1984 pour voir les premières publicités sur les maillots », rappelle Daniel Costantini, selon qui « on a longtemps parlé d'une troisième voie, entre sport-Etat et sport mercantile, mais sans vraiment la trouver. »

MÉDIATISER LA D1

Aujourd'hui, les clubs de D1 français disposent de quelques ressources financières. Selon Nicolas Bernard, président de l'US Dunkerque et représentant des clubs de D1, elles sont surtout « locales et régionales ». Donc limitées : entre 3 et 11 millions de francs de budget par club, dont plus de 50 % en moyenne est de l'argent public. Le handball français voudrait profiter de ce Mondial pour médiatiser un peu plus son championnat, et accroître ainsi la part des droits télé dans ses ressources. « On pourrait peut-être avoir plus », déclare Daniel Costantini, mais peut-être que l'on a aussi la visibilité que l'on mérite. « A puissance économique égale des clubs français, je pourrais revenir », ajoute Joël Abati.

Et d'autres joueurs pourraient aussi donner de la valeur au championnat. On aurait de vrais duels tous les week-ends et cela créerait un engouement. « Nous nous organisons et nous professionnisons, assure Nicolas Bernard, mais en restant respectueux du devenir de nos athlètes, notamment de leur formation. »

La formation est justement l'argument brandi par le handball hexagonal face à la toute puissance économique allemande : « Vu qu'il y a des stars étrangères, il n'y a pas de temps de formation pour les jeunes joueurs allemands. On ne leur donne pas le temps de mûrir et ils se sentent lésés », relèvent Joël Abati. « L'Allemagne laisse la formation à d'autres, comme la France », explique Daniel Costantini. D'où cet autre enjeu du sommet franco-allemand : « Monter que, face à l'exploitant [de joueurs, Ndlr], le formateur ne se trompe pas trop », comme le dit Philippe Bana.

Philippe Le Cœur

Championnat du monde

FRANCE-PORTUGAL : 23-18 (10-10)

HUITIÈME DE FINALE

Mercredi 31 janvier • Halle olympique d'Albertville (17 heures)
• Public chaleureux • 5 800 spectateurs • Arbitres : MM. D. et M. Nachevski (Mcd)

LES ÉQUIPES

FRANCE (Sélectionneur : Costantini) • Gaudin ; Martini • Fernandez ; Dinart ; B. Gille ; Anquetil ; Golic ; Girault ; Richardson ; Abati ; Cazal ; Puigségur.
PORTUGAL (Sélectionneur : Cuesta) • S. Morgado ; P. Morgado • Galambas ; Resende ; Cruz ; Andorinho ; Coelho ; R. Costa ; Tchikoulaev ; Gomes ; Rocha ; Almeida ; Lopes.

LES BUTEURS

FRANCE : B. Gille, 6 buts ; Fernandez, 5 ; Richardson, 3 ; Golic, Abati et Cazal, 2 ; Anquetil, Girault et Puigségur, 1.

PORTUGAL : Cruz et Coelho, 5 buts ; Costa, 3 ; Tchikoulaev et Andorinho, 2 ; Resende, 1.

LES PENALTIES

FRANCE : 4 tentatives réussies par Fernandez (1 + 1) et Abati (1 + 1).

PORTUGAL : 1 tentative manquée par Resende (0 + 1).

LES EXCLUSIONS

Temporaires : **FRANCE** : Dinart, Anquetil et Abati.

PORTUGAL : Cruz, Almeida et Tchikoulaev.

STATISTIQUES

| FRANCE | | PORTUGAL | |
|------------------------------|-----------------------------|-----------------------------|-------------|
| NOMBRE DE TIRS | | | |
| 37 | (17 + 20) | 32 | (18 + 14) |
| RÉUSSITE DES TIRS | | | |
| 61,5% | (58% + 65%) | 56% | (55% + 57%) |
| POSITIONS D'ATTAQUE | | | |
| total 50 | 1 ^{er} mi-temps 23 | 2 nd mi-temps 27 | total 48 |
| 10 dont 4 | 5 | 6 | 8 dont 5 |
| 5 dont 2 | 3 | 3 | 3 |
| 10 | 5 | 5 | 9 |
| ARRÊTS DES GARDIENS | | | |
| 4 | 2 | 3 | 5 |
| 5 | 2 | 3 | 3 |
| ACTIONS DÉFENSIVES DÉCISIVES | | | |
| 4 | 2 | 3 | 3 |
| 5 | 2 | 3 | 1 |
| BALLES RÉCUPÉRÉES | | | |
| 9 | 5 | 5 | 4 |

Infographie : Le Monde avec Pierre Lepidi

Bordeaux éliminé de la Coupe de la Ligue

CINQ CLUBS de première division (Monaco, Nantes, Lyon, Troyes et Saint-Etienne), deux de seconde division (Chateauroux, Niort) et un de National (Amiens) se sont qualifiés mercredi 31 janvier pour les quarts de finale de la Coupe de la Ligue de football, prévus les 24 et 25 février. La surprise est venue de Chateauroux, vainqueur de Strasbourg au tour précédent, où Bordeaux a été battu 1-0. Sur son terrain, Monaco a évité l'élimination face à Bastia en inscrivant deux buts dans les cinq dernières minutes, après avoir été mené 1-0. Au stade Bollaert, Lyon s'est imposé 3-1 face à des Lensois en pleine dérive. Amiens et Niort ont respectivement battu Wasquehal (3-2) et Le Havre (1-0) après prolongations, alors que Troyes s'est imposé logiquement devant Nancy (D2) sur le score de 2-0.

DÉPECHES

■ FOOTBALL : le mercato d'hiver s'est clos mercredi 31 janvier sur le transfert de l'international yougoslave Jovan Stankovic à Marseille. L'OM a également recruté récemment l'ancien Strasbourgeois Ibrahim Hemdani, l'Argentin Lucas Bernardi et le Slovène Alen Skoro.

L'équipe russe reste fidèle à ses « grognards » de l'époque soviétique

AMNÉVILLE-LES-THERMES (Moselle)

de notre envoyé spécial

Il est un exercice qu'affectionne particulièrement Vladimir Maximov, l'entraîneur de l'équipe de Russie de handball : dès le coup de sifflet final, il commente la prestation de ses joueurs devant la presse. Que son équipe ait effectué ou non un bon match, le technicien n'a pas d'égal pour livrer de bons mots et dire ce qu'il pense de la place du handball dans l'univers. L'homme apprécie également l'autodérision et c'est tant mieux : le parcours de la Russie depuis le début de ce championnat du monde prête plutôt à la raillerie. Après avoir concédé un incroyable match nul contre la Norvège (25-25) lors du premier tour, puis avoir encaissé la bagatelle de 30 buts face à une équipe de Slovaquie finalement battue de justesse (33-30), la sélection russe a bien failli, mercredi 31 janvier à Amnéville-les-Thermes (Moselle), se faire éliminer de la compétition au stade des huitièmes de finales.

Les champions olympiques en titre, qui sont avec les Suédois les favoris du tournoi, ont été bousculés par la Corée du Sud, un adversaire n'ayant jamais dépassé la huitième place lors du Mondial. Adeptes d'un jeu fondé sur la vivacité, les joueurs du pays du Matin-Calmé ont mené au score de 3 buts en seconde mi-temps avant de se faire rejoindre, puis dépasser, en fin de rencontre (28-26). « Nous nous sommes évertués à tirer à côté pendant une bonne partie du match dans le but de rendre la rencontre plus intéressante qu'elle n'était, a ironisé Vladimir Maximov. Je crois que, ce soir, nous avons fait la promotion du handball auprès des spectateurs présents dans la salle. »

Le handball russe s'est fait une habitude de mal commencer ses compétitions et de bien les terminer, à la faveur d'une montée en puissance progressive. Aux Jeux de Sydney, la défaite des hommes de Maximov contre la Croatie lors du

premier tour avait difficilement laissé augurer de la suite : une victoire en finale face à la Suède. « Nous fonctionnons comme cela : il nous faut toujours un certain temps pour nous mettre en jambes. Mais, une fois que la machine est en route, il est difficile de l'arrêter. La force de notre équipe, c'est son expérience. Celle-ci, ajoutée à la technique individuelle des uns et des autres, nous fait gagner des matches. Ce fut le cas ce soir face à une excellente équipe de Corée », a indiqué le capitaine russe, le gardien de but Andreï Lavrov.

Le « sept » de départ des Russes a tout d'un visa pour la nostalgie

Avec cinq joueurs majeurs de plus de trente ans, la Russie est l'une des équipes les plus âgées de ce championnat du monde. Même s'il intègre régulièrement dans son effectif quelques nouveaux venus, Vladimir Maximov reste fidèle à ce groupe de handballeurs ayant connu cette période est la nouvelle étoile montante du handball russe, Eduard Kokcharov, vingt-cinq ans. Le jeune ailier a marqué 10 buts mercredi soir face à la Corée du Sud.

S'il ne le dit pas, Vladimir Maximov sait que le destin de la Russie dans le tournoi dépendra de l'efficacité de ce joueur. Matois, l'entraîneur préfère cependant en appeler à une « aide divine » pour la suite de la compétition.

Frédéric Potet

Le Monde
DOSSIERS & DOCUMENTS
LES CLÉS DE L'INFO

Au sommaire
du numéro de février

Au cœur de Netéconomie

La nouvelle économie constitue une révolution profonde qui, à la différence des précédentes innovations (l'électricité, l'automobile...), se sera diffusée en un temps record à l'ensemble de la planète

Prisons de France

Le livre témoignage de Véronique Vasseur a jeté une lumière crue sur la réalité carcérale. Souvent mal connue des citoyens, la prison reste une institution, objet de fantasmes plus que de réel intérêt

Et les clés de l'info :
4 pages pour
décoder l'actualité

Chez votre marchand de journaux
18 F - 274 €

Pour dix francs, l'« hyper-cybercafé » connecte Paris à la Toile

Inauguré le 19 janvier, le nouveau temple du Net aligne 375 ordinateurs et offre au grand public un accès bon marché à Internet. 24 heures sur 24

DEUX HEURES avant l'inauguration, et malgré le froid, ils étaient là. Vendredi 19 janvier, au 37, boulevard Sébastopol, ils attendaient que le premier cybercafé géant parisien ouvre ses portes. Impatients « de voir à quoi cela pouvait bien ressembler », ils avaient vu les affiches publicitaires, entendu les annonces à la radio et s'étaient laissés convaincre par l'offre spéciale de lancement : trois heures de connexion Internet pour 10 francs (1,5 €). « J'aime bien tout ce qui est nouveau. Chez moi, en Algérie, j'ai un ordinateur et j'adore ça, raconte Josiane, cinquante ans, en vacances à Paris. En découvrant la publicité dans le métro, j'ai vu qu'ici c'était pas cher, alors j'en profite. Je vais consulter mon courrier et envoyer quelques messages à mes amis. » Julie, une étudiante de dix-neuf ans est venue avec sa sœur jumelle et un copain, « par curiosité, pour surfer et envoyer du courrier à mes copains à l'étranger ». Elle a un ordinateur chez elle mais sait déjà qu'elle viendra ici régulièrement, pendant ses heures libres.

En attendant, elle lève régulièrement la tête, guette l'ouverture des portes. Peu après 16 heures, c'est chose faite. L'hyper-cybercafé easyEverything laisse entrer ses premiers clients. Une foule docile découvre les lieux, s'installe devant les ordinateurs. En quelques minutes, ils sont tous occupés. Dehors, la file d'attente s'est reformée. Jusqu'à 2 heures du matin, elle ne cessera d'accueillir de nouveaux venus. A l'aube, la moitié des ordinateurs sont encore allumés.

Bon augure pour ce nouveau temple du Net qui aligne, sur plusieurs rangées, 375 ordinateurs à écran plat, dernier modèle. Ouvert 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, cet espace de mille mètres carrés est le dix-neuvième du genre dans le monde. Comme les autres, il appartient au groupe britannique easyEverything. Comme les autres, il revendique son statut d'hyper-marché de l'Internet, défend la même ambition : fournir dans des endroits populaires un accès bon

marché à la Toile, en appliquant une politique de prix qui fluctue en fonction du taux de remplissage. Pour 10 francs (1,5 €), l'internaute bénéficie d'une connexion qui oscille entre vingt minutes (en période de pointe) et six heures, en période creuse (la nuit, par exemple). Les tarifs sont annoncés à l'entrée du magasin où un écran indique le temps offert pour 10 francs, selon le nombre de personnes présentes. Ce système a pour but de garantir de la place à tout le monde, en misant sur un pari simple : plus c'est cher, moins les gens restent. La recette fonctionnelle, puisque les 18 établisse-

Stelios Haji-Ioannou, la soif d'entreprendre

Fils d'un milliardaire grec, Stelios Haji-Ioannou, né à Athènes en 1967, aurait pu se reposer sur la fortune paternelle. C'était compter sans sa soif d'entreprendre. Après des études à la British London School of Economics et un passage dans la compagnie de fret maritime paternelle, il part aux Etats-Unis avec le désir de fonder rapidement sa propre entreprise. Pari gagné. En 1994, il crée easyJet, la première compagnie aérienne à profiter de la déréglementation et à appliquer le yield management (« art du remplissage »). Des commandes qui se font directement par Internet (éliminant les intermédiaires), des vols sans plateau-repas, des avions qui empruntent des aéroports discount permettent d'abaisser les prix de manière impressionnante. Stelios Haji-Ioannou applique la même formule à la location de voitures, avec easyRentacar, qu'il crée en 1998. Suivront easyEverything en 1999 (« the world's largest Internet cafés »), easyValue, qui compare les prix de produits vendus en ligne, et bientôt easy-Money, qui fournira des services financiers en ligne.

ments existant déjà en Europe et aux Etats-Unis voient défilier chacun environ 5 000 clients par jour.

Dans le temps qui lui est imparti, le client peut envoyer et recevoir des e-mails, « chatter », faire des achats sur Internet, chercher un travail ou simplement « surfer ». Mais le système est équipé d'un filtre qui empêche l'accès aux sites pornographiques et racistes. Durant sa connexion, l'internaute reste informé, en bas à droite de son écran, du taux pratiqué à chaque instant dans la boutique et du crédit qui lui reste sur son forfait. Il peut aussi utiliser la Webcam qui équipe son ordinateur, la téléphonie via l'Internet et les services Microsoft, imprimer des documents en noir et blanc ou en couleurs, télécharger des données sur CD et disquette. Il lui suffit de payer en sus.

CLIENTS « NOMADES »

Destinés à tous ceux qui n'ont pas accès au Net, les « hyper-cybercafés » orange (la couleur de l'enseigne easyEverything), semblent surtout séduire les étudiants, les touristes et autres populations dites « nomades », comme les voyageurs d'affaires. A



PIERRE CHIQUÉLIN

L'hyper-cybercafé propose 375 écrans extraplats. Pour le même prix de 10 francs, la durée de connexion est variable selon les heures.

Londres, des études ont montré que la moitié des clients disposaient d'un accès à leur domicile, et un tiers à leur bureau. « Les gens qui voyagent représentent 50 % de notre clientèle. L'autre moitié, ce sont les résidents de la ville dans laquelle easyEverything s'est installé, précise Stelios Haji-Ioannou, PDG de easyEverything. Chez ces derniers, il y a des gens qui n'ont pas d'ordinateur, et d'autres qui sont équipés mais qui trouvent dans nos établissements un accès plus rapide et moins cher que chez eux. En général, c'est en tout cas une population qui n'a pas besoin d'assistance. » Une bonne chose. Car les établissements easyEverything offrent une aide minimale au néophyte.

Celui-ci aura tout intérêt à fréquenter les petits cybercafés, plus chaleureux.

Présent en Angleterre, en Allemagne, aux Pays-Bas, en Belgique, en Italie, en Espagne, aux Etats-Unis (avec un espace qui compte 800 ordinateurs) et désormais en France, easyEverything continue sa course. Le groupe envisage d'ouvrir, d'ici un an, une quarantaine d'établissements supplémentaires. Dans quelques mois, deux créations sont d'ores et déjà prévues à Paris : la première, dans le quartier étudiant de Saint-Michel, la deuxième, « sur une grande avenue » de la capitale.

EasyEverything vise l'efficacité. La politique discount qui y est ap-

pliquée laisse peu de place à la convivialité. Dans ces espaces de plus de mille mètres carrés, aux allures de bibliothèque universitaire, le coin « café » est réduit à la portion congrue : tout juste une mini-boutique placée à l'entrée avec, en rayon, quelques sucreries, boissons chaudes et fraîches que l'on peut se procurer en se déplaçant ou en passant commande directement sur son PC. Si peu chaleureuse soit-elle, l'ambiance ne semble pourtant pas totalement décourager les clients aux yeux rivés sur leur écran. L'espace easyEverything londonien, est devenu, dit-on, un grand lieu de rencontre...

Véronique Cauhapé

A Londres, étudiants, touristes et jeunes « professionnels »

LONDRES

de notre correspondant à la City Il est 17 heures, et l'hyper-cybercafé easyEverything de Tottenham Court Road, en plein cœur de Londres, affiche complet. Les 550 ordinateurs sont occupés par une foule jeune de dix-huit à trente ans. Une brochure explicative publiée en sept langues est disponible à la caisse de la vaste salle, mais personne ne la réclame. Profanes en informatique s'abstenir, ici on est assidu du Net et on connaît la musique...

« Je n'ai pas d'ordinateur. Pas question d'utiliser celui de l'université, car un code spécial d'accès est nécessaire. Je surfe donc quotidiennement ici pour communiquer avec ma famille et mes amis. Le système est simple et c'est moins cher que le cybercafé de Goodge Street, moins convivial aussi, mais ça me va », sourit Tyme. Cette jeune Australienne a pianoté inlassablement des e-mails pendant une heure après son cours de mathématiques au University College. Les étudiants constituent un bon tiers des clients du lieu, coïncé entre un supermarché Sainsbury et un opticien. « Ils n'ont pas beaucoup d'argent. A une livre pour une durée allant de vingt minutes à cinq heures, c'est abordable », explique Mike Keefe, directeur des opérations au QG de easyEverything, société créée il y a dix-huit mois par l'homme d'affaires grec Stelios Haji-Ioannou.

Après les étudiants, touristes et nomades forment le deuxième tiers de la clientèle. Ils se répartissent selon les saisons : les Américains l'été, les Australiens, Néozélandais, Sud-Africains et Sud-Américains l'hiver. « Les Européens provenant de villes où nous avons une antenne sont les plus loyaux. Notre enseigne leur est familière », indique Mike Keefe.

Le dernier (gros) tiers est formé des jeunes professionnels travaillant dans le quartier. A l'instar de Luke, agent d'assurances dans une compagnie nichée dans la tour de Centerpoint, qui domine le centre de la capitale : « Au bureau, il est interdit d'utiliser la messagerie pour blaguer. On risque d'être licencié sur le champ. Domage qu'easyEverything interdise la consultation des sites pornographiques. »

CYBERFÉTARDS

D'autres sont à la recherche d'un emploi. « La consultation des petites annonces est impossible pendant les heures de travail. Alors, comme je veux changer de carrière, je viens ici en tout anonymat pour surfer sur les offres d'emploi dans la distribution », lance Karl, vendeur chez John Lewis, le grand magasin d'Oxford Street. Ces clients-là, femmes et hommes, fréquentent le supermarché du Net à l'heure du déjeuner ou à la sortie du bureau. Quant aux cyberfétards, ils s'éclatent la nuit et utilisent surtout les « chatrooms » (salons du Net) pour communiquer avec d'autres noctambules...

Malgré l'entrée libre aux mineurs, les très jeunes adeptes des jeux vidéo en réseau sont rares. Les parents n'aiment guère cet endroit, situé à quelques encablures du quartier chaud de Soho. Il y a peu de retraités, frange de la population qui a pourtant joué un grand rôle dans le succès du Net au Royaume-Uni. Apercevant Mike Keefe, une vieille dame anglaise se plaint de la musique pop, de l'absence de toilettes, de l'inconfort des chaises et des caractères trop petits sur l'écran extraplat. De ce côté-là, il est clair qu'on peut mieux faire...

Marc Roche

**NOUVELLE GENERATION
NOUVELLE DONNE !**

ON AIR

**SKYROCK : 1ERE RADIO DE FRANCE
DES MOINS DE 25 ANS DEVANT NRJ !**

| | | | | |
|---|--|--|---|--|
| LA NOUVELLE GENERATION A CHANGE ! | SKYROCK : LE RAZ-DE-MAREE ! | LA BANDE-SON DE LA NOUVELLE GENERATION... | LA FORCE DES CHIFFRES CONTRE LES PREJUGES | TOUT LE MONDE DOIT POUVOIR ECOUTER SKYROCK |
| Plus responsable, plus forte ; rap, internet, multicolore ; au cœur du changement multiculturel et social ; debout contre les préjugés et la violence : C'est la génération qui tous les soirs est à l'écoute de Planète Rap avec Fred (20H-21H) et de Radio Libre avec Difoof (21H-00H). Avec eux, Skyrock est la première radio de France de 20 heures à minuit*, devant NRJ : Total respect, zéro limite ! | Chaque jour à l'écoute de Skyrock : Plus de 3 millions d'auditeurs** de 15 ans et +, et plus d'un million d'auditeurs de moins de 15 ans***. C'est le raz-de-marée ! Skyrock fait un peu plus de 50% de l'audience de RTL avec près de 40 % de couverture en moins**** ! Skyrock est la première radio de France des moins de 25 ans en part de marché*. Skyrock est la première radio musicale en Ile-de-France devant NRJ** avec près d'un million de 20 ans sur deux à l'écoute chaque jour ! | ... avec Eminem, Craig David, Disiz la Peste, Passi, Cut Killer, Dr Dre, Snoop Dog, 113, Joey Starr (NTM), Jacky (Neg'Marrons). Skyrock c'est l'explosion du rap en France, la première émission nationale de Rai ! le RnB, le Reggae-Ragga, ainsi que la découverte et le succès de toute une génération de nouveaux talents. Multiculturelle, multicolore et multimédia, la nouvelle génération qui se réveille, toujours plus nombreuse, avec Difoof le matin, fait de Skyrock l'événement radio : Sexe, foot et rap ! Sky partenaire des Bleus 2002. Sky, c'est là qu ça s'passe ! | La première radio de France sur le Net avec plus d'un million***** de visites mensuelles, c'est Skyrock. Skyrock.com est devant les sites de NRJ, RTL (près de 4 fois plus de visites sur skyrock.com), Radio-France et même France 2. Qui méprisera encore la nouvelle génération ? Qui niera sa force économique, ses connaissances, ses créations ? Qui ne verra pas sa mobilisation sur l'Internet et les nouvelles technologies ? Qui moquera encore sa vitalité ? | A Strasbourg, Valenciennes, Metz, Montpellier, Nîmes, Mulhouse, Belfort, Bayonne, et comme dans près d'une centaine de villes en France, la nouvelle génération n'a pas le droit d'écouter Skyrock car Skyrock, radio libre, n'y est pas autorisée à émettre. L'inégalité de traitement est flagrante : Fun a près de 100 émetteurs de plus que Skyrock et NRJ près de 130 ! Cette mutilation culturelle doit cesser. Le CSA peut et doit changer les choses. Il y a urgence ! |

SKYROCK
PREMIER SUR LE RAP
www.skyrock.com

LE MASS MEDIA DE LA NOUVELLE GENERATION

* Médiamétrie 75000+ Nov-Dec 2000 Radio / Lun-Ven 5h-24h / 15ans et plus / AC
** Médiamétrie 75000+ Nov-Dec 2000 Radio / Lun-Ven 5h-24h / 15ans et plus / AC
*** Médiamétrie Audience Radio 11-14 ans Nov-Dec 2000 Radio / Lun-Ven 5h-24h / AC
**** Médiamétrie 75000+ Nov-Dec 2000 Radio / Lun-Ven 5h-24h / 15ans et plus / AC
***** Médiamétrie 75000+ Nov-Dec 2000 Radio / Lun-Ven 5h-24h / 15ans et plus / AC
(PDA : Part d'audience / AC : Audience cumulée)

Un peu de neige en plaine

VENDREDI. Une perturbation peu active traverse la France d'ouest en est apportant un peu de neige sur les régions situées au nord de la Loire. Atmosphère fraîche avec des gelées matinales dans le Nord-Est et le Centre-Est.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. - Sur les pays de Loire et la Basse-Normandie, ciel couvert accompagné de pluies faibles; dans l'après-midi, éclaircies par l'ouest. En Bretagne, ciel variable. Températures maximales de 9 à 11 degrés.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - Ciel gris et précipitations faibles sous forme de neige ou de pluie. Des plaques de verglas se forment localement. Températures de 3 à 6 degrés.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. - Ciel gris avec des brouillards matinaux, localement givrants. Neige possible en début de matinée sur l'Alsace. En fin d'après-midi et soirée, précipitations faibles sous

forme de neige ou de verglas sur la Bourgogne et la Champagne. Le thermomètre affiche de 1 à 4 degrés.

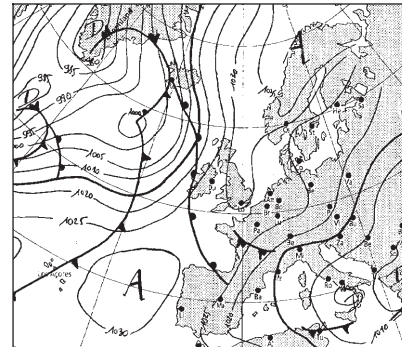
Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Sur le Poitou-Charentes et les côtes aquitaines, ciel très nuageux toute la journée avec des précipitations faibles et éparses. Sur les Pyrénées occidentales, de la neige en faible quantité tombe à partir de 1600 mètres. Températures maximales de 7 à 11 degrés, de 12 à 13 degrés près des côtes atlantiques.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - Ciel voilé sur l'Auvergne et Rhône-Alpes. Sur le Limousin, nuages et chutes de neige sont attendues dans l'après-midi. Températures de 3 à 6 degrés.

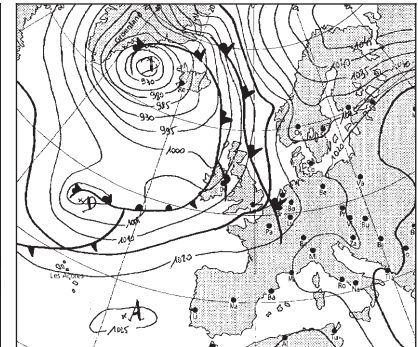
Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - Averses en Corse en matinée sous un ciel variable. Sur le pourtour méditerranéen, belle journée... Les températures sont comprises l'après-midi entre 10 et 12 degrés.

LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **ARABIE SAOUDITE.** Le 9 février, Riyad accueillera le premier groupe de touristes étrangers non musulmans de l'histoire saoudienne. Sous la houlette de l'ethnologue Thierry Maugé, les participants visiteront notamment l'oasis de Dirya, berceau de la Saoudie royale, Najran et ses montagnes verdoyantes, l'archipel de Farasan en mer Rouge, les vestiges nabatéens, cousins de ceux de la Pétra jordanienne, les restes du chemin de fer du Hedjaz détruit par Lawrence d'Arabie et enfin le grand port très animé de Djedda. Les villes saintes de La Mecque et Médine, « réservées aux croyants (musulmans) », restent évidemment exclues de ce périple. Renseignements chez Oriensce, 164, rue Jeanne-d'Arc, 75013 Paris (tél. : 01-43-36-10-11. info@oriensce.fr). Dix jours, tout compris, à partir de 17 570 F (2 678 €); douze jours, à partir de 19 760 F (3 012 €).



Situation le 1^{er} février à 0 heure TU



Prévisions pour le 3 février à 0 heure TU

VENTES

UN LIEU HISTORIQUE du XV^e siècle, ouvert au public pour la première fois, sera le cadre d'une vente de livres consacrés à la ville d'Orléans, qui aura lieu le 4 février. Cette salle de l'ancienne université d'Orléans est celle où Luther, puis Calvin, ont soutenu des thèses au début du XVI^e siècle. La bibliothèque proposée aux enchères, constituée par un régionaliste averti, réunit une somme de documents. Membre éminent d'une société sa-

vante fondée en 1848, ce collectionneur est aussi l'héritier de plusieurs générations de passionnés qui recueillent depuis le début du XIX^e siècle tout ce qui a trait à leur région. Ainsi beaucoup de livres de cet ensemble sont-ils truffés de notes et détails complémentaires, un charme de plus aux yeux des bibliophiles.

Site stratégique en bord de Loire, Orléans était déjà une ville commerçante au temps de la tribu des Car-

Une bibliothèque régionaliste

notes, puis le siège d'un évêché dès le IV^e siècle. Ce passé, qui suscite depuis longtemps l'intérêt des habitants de la région, apparaît dans différents ouvrages de la vente, dont le plus ancien est publié en 1666, *Histoire et antiquités de la ville et du duché d'Orléans* (1 500 francs, 230 €). Vers 1864, une *Dissertation sur le lieu de l'assemblée annuelle des druides* évoque un des grands événements du monde gaulois, peut-être avec la fantaisie et l'imagination qui ins-

pirent les historiens du XIX^e siècle. Plus approfondi, le *Bulletin de la société archéologique et historique de l'Orléanais* comprend dix-neuf volumes publiés entre 1849 et 1919 (2 000 francs, 305 €).

La forêt giboyeuse qui entoure la ville fait l'objet de soins et de recherches. Elle a notamment servi de laboratoire pour étudier le mesurage des arbres et évaluer leur cubage. Un *Recueil des ordonnances sur les eaux et forêts*, imprimé à

Orléans en 1582 (1 000-1 200 francs, 150-183 €), explique comment procéder, en trois cent soixante-cinq pages dont un tiers consacrées à des tables géométriques.

L'abondance de bois fait naître à Orléans une autre industrie, celle de la gravure sur bois, d'où découle la production de toute une imagerie populaire diffusée aux XVIII^e et XIX^e siècles. Ces gravures approvisionnent entre autres les souvenirs des pèlerinages à Chartres, avec des

reproductions de la cathédrale ou de la Vierge noire. L'histoire de cette activité est retracée dans divers ouvrages, l'un paru en 1898, *L'imagerie populaire à Orléans* (200 francs, 30 €), ou encore *L'imagerie orléanaise*, de 1928 (300-400 francs, 45-60 €).

Le parler, les idiotismes et le patois font partie de la culture propre à chaque province. Dans ses célèbres *Esquisses orléanaises* parues en 1891, un dénommé Guépin a compilé avec humour tous les mots, tournures et travers de sa région (200-300 francs, 30-45 €). La deuxième partie de la vente de cette bibliothèque où sont regroupées des œuvres classiques, et sur les thèmes des voyages et de l'histoire, aura lieu le lundi 12 février à Vendôme.

Catherine Bedel

Adjudications

Vente de faïences de Jersey. Drouot-Richelieu, vendredi 26 janvier.

- **Saladier** à lustre rose huilé à décor de bateaux et de personnages, XIX^e, 5 000 francs.
- **Chope** à lustre rose huilé à décor en brun, XIX^e, 3 200 francs.
- **Pichet** à lustre rose huilé à décor d'une vue, XIX^e, 1 800 francs, 275 €.
- **Deux assiettes** à ailes à lustre rose huilé et cuivre à décor d'une maxime, XIX^e, 2 800 francs, 427 €.
- **Paire de vases** à lustre cuivre, à décor d'une pendule en trompe l'oeil, XIX^e, 3 800 francs.

- **Sucrier** couvert à deux anses à lustre rose et galon jaune, décor animé souligné d'une inscription, XIX^e, 3 500 francs, 534 €.
- **Théière** godronnée à lustre argent, XIX^e, 800 francs, 122 €.
- **Théière** à côtes et pans coupés, à lustre cuivre et décor floral polychrome, XIX^e, 600 francs, 92 €.
- **Pichet** à côtes et pans coupés à lustre argent, XIX^e, 1 000 francs, 152 €.
- **Pichet** à lustre cuivre à décor de scènes animées en léger relief, XIX^e, 1 700 francs, 260 €.
- **Pichet** à lustre orangé à décor d'une boussole et d'une inscription, XIX^e, 4 200 francs.

Calendrier

ANTIQUITÉS-BROCANTE

- **Bourges (Cher)**, du vendredi 2 au dimanche 4 février, tél. : 02-48-70-11-22.
- **La Roche-sur-Foron (Haute-Savoie)**, du vendredi 2 au dimanche 4 février, tél. : 04-74-69-79-04.
- **Paris**, salle des Blancs-Manteaux, du vendredi 2 au dimanche 4 février, tél. : 01-43-24-53-65.
- **Paris**, boulevard Richard-Lenoir, vendredi 2 et samedi 3 février, tél. : 01-45-89-32-07.
- **Romilly-sur-Seine (Aube)**, samedi 3 et dimanche 4 février, tél. : 03-25-24-82-17.

- **Sainte-Menehould (Marne)**, samedi 3 et dimanche 4 février, tél. : 03-26-60-83-60.
- **Cambrai (Nord)**, samedi 3 et dimanche 4 février, tél. : 03-27-83-82-95.
- **Couzon-au-Mont-d'Or (Rhône)**, samedi 3 et dimanche 4 février, tél. : 04-72-42-22-46.
- **Charnay-lès-Mâcon (Saône-et-Loire)**, samedi 3 et dimanche 4 février, tél. : 03-85-34-35-38.
- **Paris**, stade Charléty (XIII^e), samedi 3 et dimanche 4 février, tél. : 02-37-24-51-60.
- **Niort (Deux-Sèvres)**, samedi 3 et dimanche 4 février, tél. : 05-57-43-97-93.

- **Andelnans (Belfort)**, samedi 3 et dimanche 4 février, tél. : 03-84-29-81-89.
 - **Savigny-sur-Orge (Essonne)**, samedi 3 et dimanche 4 février, tél. : 01-40-71-07-63.
- COLLECTIONS**
- **Pont-à-Marcq (Nord)**, chemin de fer et modélisme, samedi 3 et dimanche 4 février, tél. : 03-20-93-13-87.
 - **Paris**, hôtel Paris-Est, journée du papier-monnaie, samedi 3 février, tél. : 01-42-41-09-13.
 - **Rueil-Malmaison (Hauts-de-Seine)**, musique mécanique, samedi 3 et dimanche 4 février, tél. : 01-47-14-07-19.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 01 - 028

Retrouvez nos grilles sur www.lemonde.fr

| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 |
|------|---|---|---|---|---|---|---|---|---|----|----|----|
| I | | | | | | | | | | | | |
| II | | | | | | | | | | | | |
| III | | | | | | | | | | | | |
| IV | | | | | | | | | | | | |
| V | | | | | | | | | | | | |
| VI | | | | | | | | | | | | |
| VII | | | | | | | | | | | | |
| VIII | | | | | | | | | | | | |
| IX | | | | | | | | | | | | |
| X | | | | | | | | | | | | |

HORIZONTALEMENT

I. Bloque tout avancement. - II. Sans l'autre, elle ne fera jamais un tout. Ouverture vers le large. - III. Sans défaut. Il n'est pas très bon de s'y retrouver. - IV. Bel accord. Vient d'avoir. - V. Poursuivi par Héra et par son mari. Sort des clochettes. Dans une seconde. - VI. Cassé sur le dos des autres. Atteint en profondeur. - VII. Dépendent beaucoup des moyens mis en œuvre. - VIII. Petit, il est souvent cher. Bien attrapé. Marque de dégoût. - IX. Ses eaux gardent leur

mystère. Préposition. Met les mollets de l'homme en valeur. - X. En mouvement perpétuel.

VERTICALEMENT

1. Aura beaucoup de mal à assurer la suite. - 2. Assure les premiers pas. Libre dès qu'elle est haute. - 3. Prit au hasard. Passage difficile. - 4. Mettre à plat. Sorties du sermon. - 5. Eclat de rire. Aurait bien voulu se marier avec Charlemagne. - 6. Couche protectrice. Rencontre pour réparation. - 7. Préparé pour

relever. Deux points. - 8. Le premier à trois chiffres. - 9. Prémé. Anime les dieux égyptiens. - 10. Force paramilitaire. Introduit la conclusion. - 11. Entendras comme avant. Annonce la fin. - 12. Traînent sur les plages. Personnel.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 01 - 027

Horizontalement

I. Empressement. - II. Coloriage. Ai. - III. Huile. Gluant. - IV. Esse. Caillou. - V. As. Sol. Sel. - VI. Nef. Név. Eta. - VII. Culture. Cran. - VIII. Ixia. Cria. Rt. - IX. Cru. Survie. - X. Réservations.

Verticalement

1. Echancier. - 2. Mousseux. - 3. Plis. Flics. - 4. Rôles. Tare. - 5. Ere. ONU. Ur. - 6. Si. Clerc. - 7. Saga. Versa. - 8. Eglise. IUT. - 9. Meule. Cari. - 10. Aller. VO. - 11. Nano. Tarin. - 12. Titubantes.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.

ISSN 0395-2037

Imprimerie du Monde
12, rue M. Gunschourg
94852 Ivry cedex

PRINTED IN FRANCE

L'ART EN QUESTION

N° 207 En collaboration avec

Réunion des Musées Nationaux

Un collectionneur passionné

POUR DÉCORER cette épingle à chapeau provenant de Sibérie, le sculpteur a taillé, d'un seul tenant, le corps de ce petit renne et son support en bois. Les cornes sont découpées dans un cuir dur et épais, et pour donner à l'animal une présence extraordinaire, l'artiste en a exagérément augmenté les proportions par rapport à la taille du corps.

Cette sculpture est un des chefs-d'œuvre présentés à l'exposition « L'Asie des steppes », la première depuis la réouverture du Musée Guimet. Elle donne un vaste panorama des arts d'Asie centrale depuis Alexandre le Grand (356-323 avant J.-C.) jusqu'à Gengis Khan (1176-1227) et permet de découvrir la richesse et le talent de ces peuples nomades qui ont sillonné la Route des fourrures ou celle de la soie.

Industriel lyonnais et collectionneur passionné, Emile Gui-



MUSÉE DE L'ERMITAGE

Ornement de tête figurant un renne. Culture caka, V^e-IV^e siècle avant notre ère. Bois, cuir, 11,5 x 6 cm, Musée de l'Ermitage, Saint-Petersbourg. Au Musée des arts asiatiques-Guimet pour l'exposition « L'Asie des steppes, d'Alexandre le Grand à Gengis Khan », jusqu'au 2 avril.

met transfère « son » musée de Lyon à Paris en 1889. Était-ce :
- Un musée du bouddhisme ?
- Un musée de la porcelaine chinoise ?
- Un musée des religions ?

Réponse dans *Le Monde* du 9 février.

Réponse au jeu n° 206 paru dans *Le Monde* du 26 janvier.

Les peintres Camoin, Derain, Manguin, Marquet, Matisse et Vlaminck, les « futurs fauves », étaient présentés dans la salle 7 du Grand Palais, lors du Salon d'automne de 1905.

ARCHITECTURE La première phase des travaux de rénovation du British Museum à Londres s'achève. C'est Norman Foster qui a été chargé de donner un nouveau souffle à l'ins-

titution. ● L'ARCHITECTE ANGLAIS a conçu une immense verrière – performance technique et réussite esthétique – qui couvre l'ensemble de la grande cour enfin dégagée et trans-

formée en espace d'accueil convivial. En son centre, les structures de la rotonde qui abritait la British Library ont été aussi épurées. Au total, ce sont 17 000 mètres carrés qui ont pu

être dégagés dans cette première phase des travaux. Le 3 mars pourront ainsi ouvrir les galeries d'art africain Sainsbury. ● UN AUTRE DOMPTEUR de la lumière mérite le détour : l'archi-

tecle anglais du début du XIX^e siècle John Soane, auquel une exposition est consacrée à Paris, aux Archives nationales, et dont on peut visiter les étonnantes réalisations à Londres.

Norman Foster fait la lumière sur le British Museum

L'architecte britannique achève la grande cour destinée à accueillir les 5,5 millions de visiteurs du musée londonien et la dote d'une immense verrière, une prouesse technique et esthétique. Près de 17 000 mètres carrés supplémentaires pour améliorer la présentation des collections d'antiquité et de sculpture

LONDRES

de notre envoyé spécial

Le British Museum a-t-il rattrapé le Louvre dans la course au gigantisme ? Leoh Ming Pei, épaulé par les fonds de la République, avait pu jouer les mirmillons, ces gladiateurs lourdement armés qu'évoquait justement la dernière exposition du « British » sur les spectacles des arènes. Sir Norman Foster, porté principalement par la générosité privée, a dû endosser la tenue plus légère du rétiaire pour lancer son filet, immense verrière tressée au-dessus de *the Great Court*, la grande cour, enfin dégagée et transformée en espace d'accueil.

Après le départ de la British Library, celle-ci a retrouvé ses quatre grands portiques d'inspiration hellénique, qui la relient, au sud, à l'entrée principale du musée ; à l'ouest, aux salles égyptiennes, dont quelques sculptures ont été réorientées pour prendre un peu le soleil ; à l'est, à la Bibliothèque du Roi, splendeur désertée en attente d'affectation ; au nord enfin, aux salles d'ethnologie.

Dans la cour elle-même, autour de l'ancienne rotonde de la British Library, douze grandes sculptures ont été dispersées, ainsi que les comptoirs d'information, et deux vastes cafétérias dotées de grandes tables probablement inspirées de la Fête de la bière à Munich.

Prouesse high-tech, bistrot populaire ? Quoi qu'il en soit de ces cuisines spécifiquement britanniques, le musée a trouvé un nouveau souffle grâce au plus illustre chirurgien du monde de l'architecture, qui a greffé sur la vénérable institution, pourtant peu suspecte d'angine de poitrine, une extraordinaire cage thoracique. Cette résille triangulée de verre et d'acier rappellera le génie des araignées aux amateurs de sciences naturelles et, aux familiers de l'architecture, les projections d'un Buckminster Fuller, dont les dômes géodésiques pouvaient atteindre 120 mètres de diamètre.

La verrière de la grande cour, pour être de dimensions plus modestes – un rectangle d'allure carrée de 96 mètres de long (l'équivalent de Buckingham Palace, disent les notices du British) sur 72 mètres de large (le terrain de football de Wembley) – posait cependant des problèmes techniques passionnants.

Le caractère asymétrique des volumes à couvrir, la nécessité de trouver une forme aussi plate que possible, de n'être visible que par son art de faire entrer la lumière,

tout en ne laissant passer que 30 % de rayons bienfaisants, l'obligation d'une autorégulation atmosphérique pour éviter une monumentale machinerie à air conditionné, sans compter les surfaces impossibles à trouver dans le bâtiment surchargé..., tout cela entraînait dans le challenge de Norman Foster, Spencer de Grey et Giles Robinson, les deux principaux collaborateurs de ce projet de Foster & Associates. L'agence Ove Arup, spécialiste de la quincaillerie de haut vol et maintes fois partenaire de Foster, ayant été l'un des trois finalistes du concours, pouvait difficilement revenir par les fenêtres après avoir été sortie... d'entrée de jeu.

C'est donc l'ingénieur Buro Happold qui a été appelé pour calculer la superstructure du musée, avec pour autre associée, et non des moindres, l'informatique. C'est elle qui aura permis de donner l'illusion de la régularité aux 3 312 panneaux triangulaires, tous différents, qui composent la verrière, comme elle a autorisé l'apparente nonchalance des toitures en volute de Frank Gehry, à Bilbao et à Seattle. La réussite, à cet égard au moins, est largement au rendez-vous, unanimement saluée par la presse du Royaume.

La grande cour a été inaugurée avec faste le 6 décembre (*Le Monde* du 8 décembre 2000), quelques jours avant l'arrivée du III^e millénaire, histoire de fêter le 250^e anniversaire du musée et de démontrer la capacité britannique à respecter les délais annoncés. On se souvient ici de l'interminable gestation de la bibliothèque Saint-Pancras, trois décennies d'hésitation avant d'ouvrir, en format réduit, en 1997. Or Saint-Pancras était la condition préalable à toute opération sur le site de Bloomsbury.

Celui-ci réunissait à la fois le plus grand musée britannique, le British Museum – soit le Louvre (mais sans les peintures), le Musée de l'homme et Guimet – et la British Library, homologue de notre Bibliothèque nationale, en plus riche. Le musée proprement dit avait été dessiné en 1823 par l'architecte Robert Smirke pour être livré en 1850. Immense édifice néoclassique, aux allures de banque, il bénéficia assez vite d'un fâcheux préjugé : sa façade lourde, sans perspective au-delà de Russel Street, sa raideur de clergymen eurent tôt fait de faire oublier ses qualités de circulation et d'accueil.

A peine né, le bâtiment avait



Tous différents, les panneaux de la verrière paraissent pourtant réguliers, grâce à l'informatique.

d'ailleurs été radicalement transformé. En 1852, son directeur, Antonio Panizzi, décida d'installer la bibliothèque dans la cour. La rotonde abritant la salle de lecture, admirable édifice, fut terminée en 1857 par les soins de Sydney Smirke, le propre frère de Robert, génial Caïn, et héraut du néoclassicisme sur structure métallique. Dans les quatre angles restants, mais en partie dé-

tachés des façades et qui avaient encore droit à leurs « jours de souffrance », furent disposés les magasins pour les livres. Le colossal mausolée serra de près la taille de la rotonde, à laquelle on accédait par une sorte de couloir sacré. Partout, on s'éclairait au gaz.

Foster aura d'abord procédé par soustractions, éliminant la quincaillerie des réserves, et laissant dé-

couvrir la nudité structurelle de la rotonde et de son dôme, dont seul l'intérieur avait fait l'objet d'un revêtement approprié : papier mâché (des milliers de bagnards, croit savoir un jeune visiteur, furent contraints de chiquer des tonnes de vieux tabloids), peinture crème et feuilles d'or. Puis on creusa autour pour trouver les surfaces exigées par la maîtrise d'ouvrage.

Près de 7 000 mètres carrés en sous-sol ont ainsi été dégagés : au sud, deux salles de conférences (320 et 150 fauteuils) et quelques espaces de rencontres du Clore Education Center, ainsi que le Ford Centre, destiné aux 250 000 jeunes visiteurs annuels, merveilleusement reçus dans ce haut lieu du savoir selon la tradition anglaise.

600 PIÈCES D'ART AFRICAIN

Dans la partie nord ouvriront le 3 mars prochain les galeries d'art africain Sainsbury. C'est la première étape du retour progressif, après trente ans d'exil au Musée de l'homme de Picadilly, des collections ethnographiques du grand musée de Bloomsbury : près de 200 000 objets. Après une sélection drastique, 600 pièces africaines de tout premier plan seront présentées sur 850 mètres carrés, à proximité des vénérables vitrines asiatiques du British.

Sept mille mètres carrés en sous-sol, environ 4 500 pour l'accueil dans la grande cour, auxquels on ajoutera les 1 350 mètres carrés de la salle de lecture, monument historique désormais transformé, mais sans grande conviction, en centre d'information. Pour faire bonne mesure, enfin, on ajoutera une protubérance collée aux reins de la bibliothèque, qu'elle enlace des bras puissants de deux grands escaliers, et qui abrite, selon les étages, une salle d'exposition, un restaurant, une librairie, chacun disposant, à vue de nez, de 1 200 mètres carrés, le tout camouflé sous un lourd manteau de pierre de taille qui sent son mirmillon. Le gain en surface des travaux de cette première phase tourne autour de 17 000 mètres carrés.

Comparaison n'est pas raison. On rappellera toutefois que le Louvre, pour un nombre de visiteurs à peine supérieur (6,1 millions contre 5,5 au British Museum avant travaux), offre sous le seul hall Napoléon – la fameuse pyramide de Leoh Ming Pei – 17 000 mètres carrés destinés à l'accueil, tandis que les surfaces d'exposition ont doublé, passant de 31 000 à 58 500 mètres carrés. Mais une deuxième phase, dont le détail reste plus ou moins dans les limbes, devrait aboutir en 2003 à la refonte des espaces actuels d'ethnographie, à l'affectation (mais laquelle ?) de la Bibliothèque du Roi, ainsi qu'à la création d'un centre d'études.

Frédéric Edelmann

Aux Archives, à Paris, le testament de l'excentrique Joan Soane

JOAN SOANE, LE RÊVE DE L'ARCHITECTE, hôtel de Rohan, Centre historique des archives nationales, 87, rue Vieille-du-Temple, Paris-3^e. Tél. : 01-40-27-60-96. Du mercredi au lundi, de 10 heures à 17 heures. Catalogue, sous la direction de Margaret Richardson et Mary Anne Stevens, 304 p., 390 F.

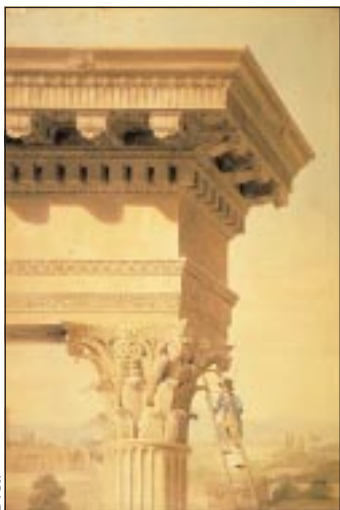
En 1815, John Soane – il est le héros de cette histoire – reçut un coup fatal. Son fils aîné George écrivit pour *The Champion*, méchante gazette londonienne, un article au vitriol sur les réalisations de son architecte de père, notamment la banque d'Angleterre (ce en quoi il n'avait pas tout à fait tort). Frappée d'indignité, Eliza, sa femme, avec laquelle les relations n'étaient pourtant pas au beau fixe, en décéda derechef, précédant de quelques années la tuberculose fatale qui emporta le deuxième fils du couple, John. George, en plus, étant joueur, endetté, avait fait un enfant à la sœur de sa femme et s'était révélé fort peu doué pour les arts. Sir John le déshérita, léguant à la nation ses biens et sa maison.

Cette maison, à Lincoln Inn Fields, est l'un des endroits les plus mystérieux de Londres, et l'un des plus attachants pour qui ne connaît pas le sale caractère de l'architecte,

« un grincheux doublé d'un bon fond » disaient les uns de cet homme vieillissant, « un fou », selon d'autres, à la manière de Turner son cadet, avec qui il partagea l'honneur d'enseigner à la Royal Academy. Sir John Soane, né plus vulgairement Soan, était assurément un excentrique qu'aucun honneur, aucune commande, aucune fortune, ne pouvait consoler du « guêpier » familial, de l'injustice humaine et de la perte critique qu'il sentait poindre dans tout ce qui n'était pas éloges de son œuvre.

Au demeurant, lui-même était assez lucide pour constater les ratés de ses confrères, telle la première version de Covent Garden par Robert Smirke, le fameux auteur du triste British Museum. Tournant le dos à la médiocrité, il fit de sa maison un musée d'architecture, labyrinthe abyssal où maquettes, sculptures antiques, peintures tant anciennes que modernes (l'original du *Rakes-Progress* de Hogarth et les dessins du Piranèse), livres, symboles maçonniques, le tout disposé autour d'un mobilier cossu, se trouvaient mis en abîme par un jeu de glaces, d'espaces emboîtés, de murs pivotants.

Au-delà du pittoresque et des merveilles accumulées, le musée-maison révèle, en concentré, tous les traits du génie de John Soane, insurpassa-



Dessin de Henry Parke, issu de la collection John Soane.

ble aménageur d'espaces intérieurs, véritable dompteur de la lumière solaire avec laquelle il entretenait, une fois n'est pas coutume, les meilleures relations. Sans doute avait-il rapporté ce talent de ses voyages d'Italie, en même temps que sa passion de l'antique. Ou peut-être de France, où il se plut à étudier Boullée, Ledoux et le fragile Panthéon de Soufflot que ses fenêtres obturées contraignent à prendre un jour faible et vague de sa coupole.

Tout John Soane se manifeste dans cette manière de grimper aux colonnes pour éclairer ses salles hypostyles, technique qu'ils seront nombreux à reprendre au XX^e siècle, à commencer par son phonétiquement homonyme Johnson (Philip), star des Amériques, ou plus récemment Michael Graves, Arata Isozaki, ou enfin Venturi et Scott-Brown qui démarquent carrément la Dulwich Picture Gallery de John Soane, située dans la banlieue londonienne, en dessinant il y a une dizaine d'années l'extension de la National Gallery, à Trafalgar Square, au cœur de la capitale.

LA LUMIÈRE ZÉNITHALE

La Dulwich Picture Gallery, achevée en 1817, et entièrement restaurée l'an passé (*Le Monde* du 8 mai 2000) fut le premier musée construit comme tel en Grande-Bretagne, l'un des tous premiers à mettre en œuvre le principe de la lumière zénithale, et elle reste un chef-d'œuvre d'austère simplicité, ce qui prouve que, à rester à cette échelle modeste, Soane aurait pour sa part gagné en grandeur. C'est là qu'il était à l'aise quand il rêvait de monumental.

Et c'est tout le mérite de l'exposition présentée aux Archives nationales pour le compte du Musée des

monuments français, avec les bénédictions conjointes de la Royal Academy et du British Council, d'avoir su présenter la juste dimension de l'homme à travers les prêts généreux du Musée John Soane. On n'y voit ni le grincheux ni le fou, tout juste l'excentrique : il est, à la manière anglaise, un rassembleur d'utopies, un brasseur d'histoire et de savoir, un de ces inventeurs qui oublient de déposer leurs brevets pour la plus grande fortune de leurs imitateurs.

Mais, après l'extase, voici venu le temps de la colère. L'ouverture de la Cité de l'architecture avance avec une sûreté de vache folle... Était-il pour autant nécessaire de marier contre toute raison l'architecture néoplasique de Soane et l'élégance strictement française, typiquement XVIII^e, l'hôtel de Rohan, l'une des pièces maîtresses de l'ensemble des Archives ? Béatrice Julien, jeune et talentueuse architecte, choisie pour sa bonne connaissance de l'architecte anglais, s'est trouvée contrainte de faire oublier Rohan pour ne pas gêner Soane. N'importe quel autre édifice, l'ancien marché des Blancs-Manteaux par exemple, eût mieux convenu que ce malheureux palais, désormais voué au rôle d'hôtel de passe pour expositions en transit.

F. E.

Duquende et la vérité du chant flamenco

Concert parisien pour le Gitan de Sabadell, banlieue de Barcelone, dans la foulée d'un nouvel album qui rompt sept ans de silence

S'IL EST GITAN ? « *Gitano, gitano, gitano, gitano !* » Et dans un éclat : « *Gitano canastero !* », gitan à faire des corbeilles, gitan jusqu'à l'os, jusqu'à l'osier. De toute façon, le regard, l'éclat, le nom de Duquende, qui signifie le *duende* en russe, les boucles noires mettent sur la piste. La voix, surtout, même en parlant, la voix revenue de loin. La voix que deux drames ont exilée, la mort de la mère, dont il parle sans gêne mais avec une infinie douleur, plus un petit pépin aux cordes vocales : « *Un kyste s'est formé, comme une induration, comme un cal à l'index du guitariste ou sur la paume des pêcheurs, un kyste à force de chanter. On m'a opéré. Pendant vingt jours j'ai dû m'abstenir de parler, de chanter, figure-toi, un cauchemar, sans savoir si la voix reviendrait jamais ; au bout du onzième, j'ai senti comme une piqûre, le petit vers qui te travaille, celui qui ronge les toreros, le même, l'envie de chanter, je me suis lancé à peine, deux ou trois secondes pas plus, à voix basse, comme pour moi. J'entendais, c'était ma voix, on n'imagine pas la joie, après avoir été si triste de n'avoir pu chanter.* »

Duquende, José Corté, fait souvent la comparaison : « *Elle s'impose d'elle-même, les toros et le cante sont deux arts liés, ils marchent du même rythme, au même compas, et parfois, quand on entre dans un récital, l'image qui s'impose est encore celle-là : on va lentement du cante lent à un chant plus rythmé, le public se confie peu à peu comme devant le toro, on l'entraîne, on le guide, au bout d'un moment on sait pouvoir aborder les formes plus tendues. Cela se sent. José Tomas, quand je le vois toréer, j'ai l'impression d'entendre chanter, cela me bouleverse aussi profondément.* »

Duquende est né à Sabadell, banlieue de Barcelone spécialisée dans le textile. Il est né en 1965. Il a quatre ans et demi quand son père lui fait écouter un disque de Camaron de la Isla, la petite crevette de l'île, l'idole de la dernière génération flamenca, mort en 1995 pas loin de Sabadell.

Comment commence-t-on dans la vie ? « *Mon père était fou de Camaron. Quand il me l'a fait entendre, je suis devenu fou. Un fou de quatre ans et demi, ça fait drôle. Et ça fait peur. Je me suis enfermé des journées entières à écouter Camaron. Chanter comme lui. Repasser mille fois le disque. Je ne voulais plus sortir. Autour de moi, on s'inquiétait. On faisait venir le docteur. On m'obligeait à jouer dans la rue. Je rentrais par la fenêtre. Je n'en tenais que pour Camaron. Quand il l'a su, quatre ans plus tard, il m'a fait monter sur scène, pour chanter pour lui, j'étais encore tout môme. Mais la qualité du chant vient de ma mère. C'est elle qui chantait génialement. En plus, excellente aficionada.* »

« Chanter est ce qui demande la plus grande exigence, le souci de toute une vie, de chaque instant, les chagrins et les peines, mais les joies tout autant »

Il y a des degrés dans l'aficion ? « *Bien sûr, on peut être plus ou moins bon. Comme pour les toros. Elle, elle savait entendre, écouter, me faisait remarquer les variations de tempo, les détails précieux. Tout ce à quoi on peut passer une vie sans l'apercevoir.* » Même si on est *aficionado*, passionné, gitan de chez gitan ? « *Mais oui. Comme tous les camaroneros, les fidèles des fidèles, les fous du Camaron, je suis un chanteur d'inspiration, pas un chanteur de pena, de club, pas un de ces chanteurs de clubs tatillons, qui*



« Paris a ce public de Gitans, d'Espagnols et de connaisseurs qu'exige le "cante". C'est précieux. »

MEPHISTO

connaissent toutes les formes, s'angoissent, et se fliquent les uns les autres. Nous, camaroneros, on y va. C'est pourquoi je n'aime pas trop les penas. En plus, dans une soirée de pena, tout le monde veut chanter, tout le monde croit savoir chanter. Alors que chanter est ce qui demande la plus grande exigence, le souci de toute une vie, de chaque instant, les chagrins et les peines, mais les joies tout autant. On ne fait pas ça en passant, pour se montrer, on chante ou on ne chante pas. »

On s'entraîne au chant, on répète, on pratique ? « *Tout le temps, nombre ! J'ai deux sœurs qui chantaient bien, mais avec la vie de famille, les enfants, elles ne peuvent plus pratiquer. C'est un immense regret, mais c'est la vie qui choisit. Avant, quand elles faisaient la vaisselle, elles chantaient si bien que je les écoutais en pleurant. Je m'entraîne tout le temps, et parfois, quand je fais autre chose, je continue de m'entraîner mentalement, je songe à un cante, à un détail, je le poursuis de tête, je le mets au point. Beaucoup de musiciens fonctionnent ainsi, pas seulement dans le flamenco. C'est ainsi qu'on atteint le cante de verdad.* »

La vérité du chant ? « *Oui, le cante qui ne trompe personne, même pas soi. C'est très long d'arriver à ce point d'émotion personnelle, de transe, où ce que l'on va produire, la chair de poule dans le public, on l'éprouve d'abord soi-même, on se le donne avant de le*

passer. C'est infiniment long à advenir dans la vie. J'y suis. Je reviens pour la quatrième fois au Théâtre des Champs-Élysées. Paris a ce public de Gitans, d'Espagnols et de connaisseurs qu'exige le cante. C'est précieux. Depuis Primo fuego, mon premier disque, en 1985, j'avais vingt ans, je me suis approfondi. Sept ans sans enregistrer. Samaruco est là. J'en chanterai des pièces, ou pas. On ne sait jamais. On ne sait qu'après ce qu'on a chanté. Comme devant les toros. Pourquoi ce titre ? Samaruco, c'est en face de Sanlúcar, au fond de l'Andalousie : le berceau de l'humanité, c'est là qu'on pêche les langoustines de Sanlúcar, les gambas et les camarones. Camaron ? Je suis né un 5, comme lui, pas le même mois, moi c'est février, ni la même année, mais tout de même, j'en tire une immense fierté. C'est tout. »

Propos recueillis par Francis Marmande

★ Récital Duquende (chant), José Carlos Gomez, Alfredo Lago (guitares), Cepillo (percussion), Javier Martin (basse). Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris-8^e. M^e Alma-Marceau. Tél. : 01-49-52-50-50. Le 3 février, à 20 h 30. De 60 F à 250 F (de 9,15 € à 38,11 €). Samaruco, 1 CD Polydor Spain 543 908-2.

Duel franco-français à la City autour de Sotheby's

Rumeurs sur une candidature de Bernard Arnault à la reprise du groupe américain, qui lui permettrait de rattraper son retard sur François Pinault

LONDRES

de notre correspondant à la City
Le feuilleton de la rivalité entre les hommes d'affaires français Bernard Arnault et François Pinault anime la chronique des ventes aux enchères internationales. Ayant acquis la maison britannique Phillips à l'été 2000, le patron de Louis Vuitton - Moët-Hennessy (LVMH) pousse ses pions face à l'entrepreneur breton, propriétaire de Christie's. En ligne de mire, le groupe américain Sotheby's, fragilisé par le scandale d'une entente illicite avec ses concurrents sur le montant des commissions.

« La stratégie de Phillips, de Pury & Luxembourg n'est pas basée sur les revers temporaires de nos rivaux. Grâce au soutien de LVMH, nous bâtissons notre organisation sans se soucier de ce que font Christie's ou Sotheby's. Collectionneur, Bernard Arnault est un investisseur avisé qui, une fois les objectifs fixés, laisse faire ses équipes », indique Chris Thomson, directeur général de Phillips.

EXPANSION TOUTS AZIMUTS

Depuis sa reprise en novembre 1999 par Bernard Arnault, Phillips, le numéro trois du secteur, ne cesse de s'agrandir. La fusion avec la société genevoise Pury & Luxembourg, l'ouverture d'un nouveau siège à New York, la constitution d'une équipe d'experts les mieux introduits ainsi que l'organisation de ventes à sensation soulignent cette expansion tous azimuts. La firme du 101, New Bond Street est le navire amiral de la future division arts et ventes aux enchères de LVMH, qui doit également regrouper l'étude de commissaire-priseur de M^e Tajan, les revues *Connaissance des arts*, *Art & Auction Magazines*. Certes, la puissance de cette vénérable institution endormie sur ses lauriers jusqu'à l'arrivée de LVMH ne se mesure pas à l'aune de son chiffre d'affaires - quelque 150 millions de dollars par an

(163 milliards d'euros), ce qui est peu sur un marché évalué à 5 milliards de dollars - mais à celle du défi qu'elle a lancé à Christie's et à Sotheby's.

Les deux géants mondiaux, qui se partagent 90 % du marché, s'efforcent de se remettre du plus important scandale ayant jamais frappé le monde des marchands d'art internationaux : l'accord illégal de fixation de vente ont accepté en septembre 2000 de dédommager acheteurs et vendeurs lésés à hauteur de 512 millions de dollars (556 millions d'euros) payables à parts égales.

La fusion, conclue à l'été 2000, entre Phillips et Pury & Luxembourg a donné des ailes à la nouvelle entité présidée par Simon de Pury. En 1998, cet ancien de Sotheby's a créé de toutes pièces la firme genevoise Pury & Luxembourg, spécialisée dans la vente de gré à gré de tableaux impressionnistes et d'art contemporain. Pour tailler son territoire à Londres, l'ancien responsable de la collection Thyssen est épaulé par deux ex-collègues de Sotheby's, puissants alliés et interlocuteurs : un spécialiste des impressionnistes, Michel Strauss, conseiller artistique personnel de Bernard Arnault, et John Block, ancien vice-président, qui vient d'être désigné directeur général de Phillips pour l'Amérique du Nord.

Chez les rivaux, officiellement, on a mieux à faire que de se préoccuper de l'irruption du « David des enchères » dans leur chasse gardée. « *Au Royaume-Uni, Phillips a toujours été un concurrent sérieux, mais il est trop tôt pour saisir la portée de ses ambitions à l'international. Notre métier complexe est fondé sur la renommée d'experts auxquels les clients font confiance. Je craignais que notre réputation d'honnêteté et d'intégrité soit mise en péril par le scandale, mais ça n'a pas été le cas, puisque notre part du marché a continué à progresser* », insiste Edward Dolman, directeur général de Christie's International. Compagnie privée, le groupe britannique a un seul actionnaire, François Pinault, lui-même collectionneur d'art. Pour cet interlocuteur, les faits reprochés à sa société datent de l'équipe précédente et en échange de sa collaboration avec les enquêteurs fédéraux, Christie's bénéficie de l'immunité.

« UNE MARQUE PRESTIGIEUSE »

« *Sotheby's demeure une marque prestigieuse. Notre clientèle est restée loyale. Nous avons des ressources, un bilan solide, et le problème de l'actionnariat n'affecte pas la gestion au jour le jour.* » Robin Woodhead, directeur général pour l'Europe et l'Asie de Sotheby's Holdings, affecté de se moquer du duel des milliardaires français. Comme l'attestent l'ouverture de salles à Londres, à Amsterdam et à Zurich, la construction d'un nouveau siège à New York et les importants investissements dans les ventes d'objets sur Internet, Sotheby's espère surmonter l'impact financier du scandale.

Mais la mise en vente prochaine de la participation de l'actionnaire majoritaire, Alfred Taubman, au cœur de l'« affaire », alimente toutes les rumeurs. De l'avis général, Sotheby's est « opéable ». Parmi les candidats possibles à sa reprise, figurent deux raiders américains liés de près à la compagnie, Ron Baron et Henry Kravis et... Bernard Arnault. Mais une telle alliance à la française laisse les experts sceptiques. « *L'intérêt pour Arnault, qui a jeté son dévolu sur Phillips, est limité par le coût énorme de la restructuration, l'image ternie de Sotheby's et sa faible rentabilité* », estime un spécialiste londonien.

De surcroît, l'autorité britannique de la concurrence verrait d'un mauvais œil une telle union Phillips-Sotheby's, qui recréerait le duopole d'antan. Mais d'autres estiment que ce rachat permettrait à Bernard Arnault de rattraper rapidement son rival François Pinault dans cette guerre de l'art où tous les coups financiers sont permis. Si ses comptes sont peu alléchants, Sotheby's vaut pour le prestige de son nom.

F. E.

Marc Roche

www.challenges.fr

Challenges

L'ÉCONOMIE C'EST VOUS

115 000 emplois à saisir

L'annuaire 2001 des entreprises qui recrutent

N° 155 - FÉVRIER 2001

Dominique Perrault démissionne de la présidence de l'Institut français d'architecture

Le retard pris dans l'installation au palais de Chaillot suscite une nouvelle crise

DOMINIQUE PERRAULT, président de l'Institut français d'architecture (IFA) depuis plus de deux ans, vient d'adresser sa démission aux membres du conseil d'administration de cette association loi de 1901 essentiellement financée par l'Etat, dont l'assemblée générale ordinaire se tient jeudi 1^{er} février. L'auteur de la bibliothèque François-Mitterrand s'y montre globalement satisfait du travail conduit par l'Institut dirigé par Jean-Louis Cohen, également à la tête de la mission chargée de mettre sur rail la future Cité de l'architecture au palais de Chaillot. Il déclare cependant : « *Tous ces éléments avaient une charge positive si l'action de déménager et d'intégrer Chaillot avait été imminente. Malheureusement, le calendrier dérape, la Cité est annoncée pour 2003, voire certainement pour l'année suivante. (...) C'est ce portage de longue durée qui me commande de "passer la main" à d'autres dont la fonction est plus proche et plus compatible avec les modes de fonctionnement d'une association qui n'en est pas pleinement une, tant ses orientations et sa dépendance financière sont attachées à la direction de l'architecture et du patrimoine.* »

Dominique Perrault, suivi en cela par plusieurs autres administrateurs, ne cachait pas son souhait de voir l'IFA quitter au plus vite la rue de Tournon sans attendre la mise en ordre, effectivement tardive, de la Cité, à Chaillot. Ce raisonnement le conduisait à s'opposer à Jean-Louis Cohen, voire à estimer nécessaire une dissociation de la Cité et de l'Institut. Le président de l'IFA avait même cherché activement de nouveaux locaux plus proches du vif du métier. Michel Lombardini, président de la régie immobilière de la

Ville de Paris, qui occupe le poste de vice-président au conseil d'administration de l'IFA, avait également tenté de proposer des solutions alternatives au maintien rue de Tournon. Il vient à son tour de démissionner du conseil.

La direction de l'architecture devrait proposer le nom de Florence Contenay comme nouvel administrateur, avec pour objectif son élection plus que vraisemblable à la tête de l'IFA. Les responsabilités liées aux différents postes apparaissant généralement ambiguës, on estime que M^{me} Contenay, qui fut de 1981 à 1988 la première directrice de l'IFA, pourrait se montrer efficace comme coordinatrice de l'ensemble de la Cité de l'architecture, au-delà du seul Institut. Cela supposerait alors la création d'une présidence capable de soutenir le projet de Jean-Louis Cohen.

Le monde de l'architecture reste pour sa part sceptique devant l'étatisation de plus en plus marquée d'un des rares organismes voués à la création et à la diffusion. Individualistes, les professionnels semblent cependant loin de pouvoir proposer une alternative crédible et indépendante. A défaut, Dominique Perrault se verrait volontiers confier la mise en place d'un conseil d'orientation susceptible d'aiguillonner les futures structures de l'IFA. La marge de manœuvre est cependant réduite, tant la composition actuelle du conseil d'administration apparaît institutionnelle et figée, tandis que l'assemblée générale, selon plusieurs observateurs, serait composée de personnalités souvent « plus soucieuses du bon fonctionnement des renvois d'ascenseur » que de la dynamique du métier.

Les dessous de Vienne

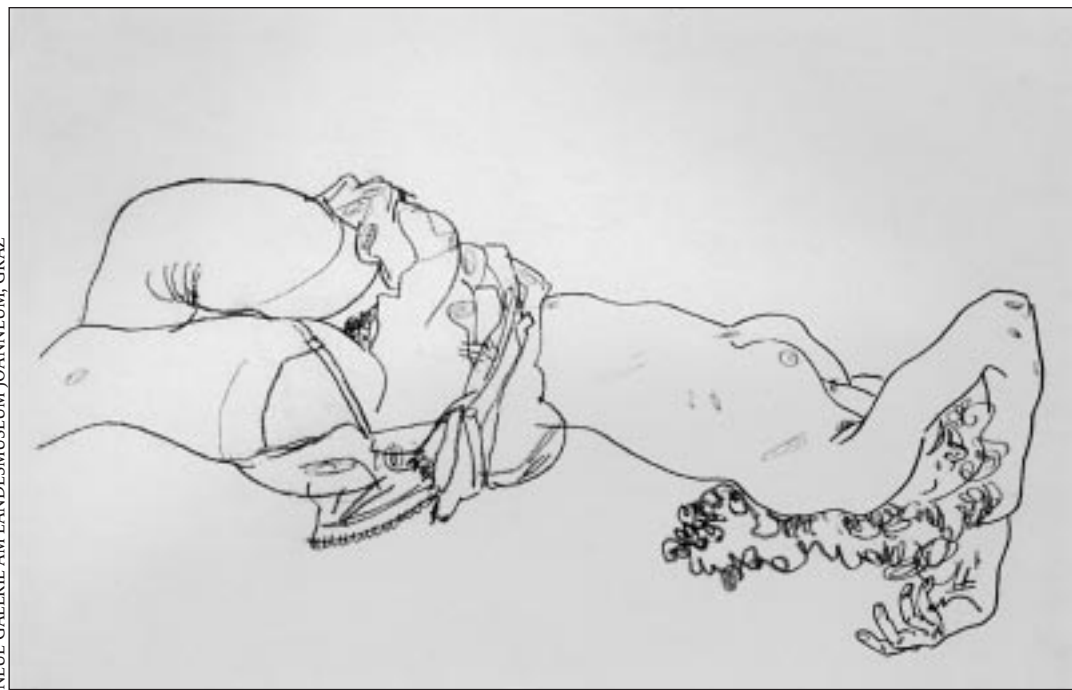
Le réalisme audacieux de Schiele domine une exposition également consacrée à Kokoschka, Boeckl et Gerstl

LA VÉRITÉ NUE, Fondation Dina Vierny, Musée Maillol, 61, rue de Grenelle, Paris-7^e. M^o Rue-du-Bac. Tél. : 01-42-22-59-58. Du mercredi au lundi, de 11 heures à 18 heures. Entrée : 40 F (6 €). Jusqu'au 23 avril. Catalogue : éd. RMN, 208 p., 250 F (38,1 €).

A l'heure du déjeuner, au Musée Maillol, une foule de visiteurs. Pourquoi ? Sans doute à cause des affiches, partout dans le métro : un couple nu qui s'étreint sur des draps froissés et le titre de l'exposition en lettres immenses, « La vérité nue ». Qui n'aimerait la voir ? L'œuvre est très reconnaissable : elle est d'Egon Schiele, l'une des plus célèbres, de celles qui sont devenues cartes postales et posters.

Schiele a une réputation scabreuse. A ses dessins de nus féminins et masculins ne manque aucun détail anatomique. Devant l'un d'eux, au rez-de-chaussée, deux amoureux s'embrassent éperdument. Il y a plaisir à vérifier que l'art peut encore être aussi entraînant. Dans toutes les salles, c'est le même succès. On s'approche, on s'agglutine, on veut voir de plus près. Quoi ? Vous l'imaginez. Schiele l'emporte aisément sur les trois autres Viennois de l'exposition, Kokoschka, Boeckl et Gerstl. Ce qui est juste et regrettable à la fois.

Juste parce que, en 53 œuvres, essentiellement des dessins, l'exposition démontre, une fois de plus, qu'Egon Schiele a inventé une



Egon Schiele, « Nu féminin allongé » (1917-1918). Craie noire sur papier (29,7 x 45,6 cm).

manière de montrer les corps d'une efficacité qui résiste à l'accoutumance. Il a déterminé quelques règles : éliminer tout élément accessoire et conserver un fond neutre et vide ; placer la figure de sorte qu'elle semble en déborder ou, du moins, l'occuper entièrement ; supprimer toute notion de volume et de ronde-bosse en s'en tenant à un trait tendu, continu ou brisé ; tirer parti d'une apparence d'inachèvement en suspendant le trait, en négligeant de placer un bras après un coude, un genou après une cuisse, un pied après une cheville.

LE REGARD CAPTURÉ

Cette technique de l'interruption et de l'ellipse a pour conséquence de concentrer l'attention sur les éléments qui bénéficient d'un traitement détaillé, visages, torses, mains et sexes. Il arrive que Schiele ajoute un cerne de gouache blanche ou reprenne une ligne à l'encre. Ou bien la couleur intervient sur le corps, à l'aquarelle quand il s'en tient à une pellicule translucide, à la gouache pour des ponctuations chromatiques plus fortes, tissu autour d'un cou, pantoufle à carreaux, tablier à bandes verticales.

Ainsi le regard est-il capturé et fixé.

Il l'est sur un corps que Schiele fait poser dans des attitudes étranges et impudiques. Féminin, le modèle peut être vu de face, assis en taille ou en biais, les cuisses écartées, ou agenouillé le ventre et les seins en avant. Vu de côté, il replie les jambes et se met en boule. De dos, il est étudié de haut, vivant qui aurait l'immobilité d'un mort. Masculin, il se recroqueville, se crispe, se contorsionne et son expression suggère un affolement ou une mélancolie qu'ignorent les jeunes filles. Celles-ci, dans les dessins de Schiele, se caressent, se pâment, sourient ou sommeillent. La conjonction de ces poses et de la stylisation selon Schiele est créatrice d'intensité. En procédant essentiellement par suppression et suggestion, il obtient un effet de réalisme.

Kokoschka, Gerstl et Boeckl l'ont cherché tout autant – et Klimt aussi, qui n'est pas là. La différence saute aux yeux. Schiele invente une formule graphique qui fonctionne à tout coup et, de 1909 à sa mort en 1918, la modifie très peu. Il en devient le virtuose. Kokoschka n'a pas cette facilité. Il se bat contre le

motif et change souvent de technique : crayon minutieux, fusain écrasé, aquarelle jetée, allusions au baroque, glissements vers l'expressionnisme. Alors même que l'exposition ne l'étudie qu'entre 1907 et 1925, elle décrit une évolution hachée, à l'opposé de la fluidité schielienne. Avec des œuvres intenses et d'autres plus laborieuses.

Le même terme s'applique parfois à Herbert Boeckl (1894-1966), du moins à sa peinture. Sur toile, il appuie, il insiste, il empâte pesamment. Sur papier, il va plus vite, par lignes brisées, angles à vif, taches et estompes. Dans les années 1930, possédé par la volonté de tout peindre de l'homme, Boeckl a travaillé dans les salles de dissection.

Richard Gerstl a peu à voir avec ses compagnons d'exposition, si ce n'est qu'il était viennois comme eux. Il se suicida en 1908, à vingt-cinq ans, pour avoir été l'amant de Mathilde Schoenberg, femme d'Arnold, qui les surprit ensemble. Gerstl cherchait alors du côté du postimpressionnisme comment renouveler l'art du portrait et de l'autportrait.

Philippe Dagen

La démonstration chaotique d'Emmanuelle Huynh

DISTRIBUTION EN COURS, d'Emmanuelle Huynh (compagnie Mua). Christian Marclay (musique). Atari Teenage Riot et Slayer (musiques additionnelles). Cathy Olive (lumières). Jérôme Dupraz (objets). Christian Rizzo (vêtements). Les 2 et 3 février, au Lieu unique, à Nantes. Tél. : 02-40-12-14-34. Le 16 mars, à l'Auditorium de Dijon. Tél. : 03-80-73-97-27.

Bizarre fourre-tout que cette *Distribution en cours*, spectacle créé en avant-première, en novembre, au Quartz de Brest, qui part en tournée, après avoir été présenté au Centre Pompidou en décembre, dans le cadre du Festival d'automne. La quatrième création d'Emmanuelle Huynh se veut une sorte de *work in progress*. Le programme prévient : il s'agit de mettre « en collision les danseurs avec leurs danses

passées, des objets usuels, la musique de Christian Marclay, la conférence de l'astrophysicien Thierry Foglizzo, spécialiste des trous noirs au Commissariat à l'énergie atomique ». Rien que ça ! Toutefois la chorégraphe, qui a l'esprit bien fait, le corps conquérant et de l'ambition, ne tarde pas à mettre de l'ordre dans cette accumulation. Elle divise la pièce en quatre mouvements, dont le premier se révèle un exercice de style sur musique techno. Une voix dicte des mouvements aux interprètes. Branché et divertissant.

Emmanuelle Huynh, appréciée pour le poids bénéfique qu'elle apporte au moindre geste, a décidé de changer de registre. Peut-être même, contrariant sa pente naturelle, de faire dans le léger, voire dans l'humour... Sur le plateau trône une tour recouverte de centaines d'objets, de la poêle à frire au casque de chantier, en passant par le presse-citron. Une invraisemblable quincaillerie ! Deuxième mouvement : la chorégraphe danse en duo avec cette tour de survie. Partie de cache-cache au cours de laquelle la tour fait office de trou

noir, aspirant, puis recrachant la danseuse comme un noyau, objet vivant incompatible avec ceux, inanimés, qui lui sont accrochés. Dans ce duo, il ne se passe pas grand-chose. La danseuse s'en tire par la densité de sa présence.

BRIC-À-BRAC MULTICOLORE

Troisième mouvement : tout devient convenu. Les danseurs, on s'y attendait, décrochent un par un les objets de la tour et, à la manière d'une installation d'art plastique, aménagent un bric-à-brac multicolore qui se répand sur la scène – déjà vu cent fois. Au cours de ce démontage, un danseur mange des bonbons, un autre se scotche au sol, un troisième oscille sous le poids d'un tréteau. On s'habille, on se déshabille. On apporte un tabouret. Commence alors la conférence de l'astrophysicien Thierry Foglizzo. Plus rien n'existe, que ces trous noirs, leurs masses gazeuses, les neutrons, la vitesse de la lumière.

On oublie le petit monde des danseurs, qui continuent à s'échiner en pure perte sur leur décharge. Qui

avec des cigarettes dans les orteils, qui avec des pieds emmaillottés dans du plastique bleu. Est-ce à une critique surréaliste de la société de consommation que se livre Emmanuelle Huynh ? Elle parle de « frictions » d'univers différents mis en perspective. Rien ne frotte ou résiste, tout se juxtapose, s'annule.

Appartenant à la tendance actuelle, qui veut qu'un excellent danseur soit aussi un chorégraphe – ce qui nous vaut des créations bourrées de déclarations préalables d'un sérieux indémodable, le plus souvent décevantes dans leur réalisation –, Emmanuelle Huynh, qui rêve de mettre en danse *L'Éthique* de Spinoza (elle a de l'estomac), n'échappe pas à cette prédominance du discours sur l'œuvre. On se demande pourquoi elle se méfie autant d'elle-même. Dans le quatrième mouvement, elle retrouve – trop tard – son tempérament terrien. Elle chorégraphie alors comme un sculpteur. Dans la masse volumique.

Dominique Frétyard

Nouveaux jeux chorégraphiques à Suresnes

SURESNES CITÉS DANSE VARIATIONS. Abou Lagraa, Cyril Viallon, Denis Plassard, le 31 janvier à 21 heures. *Uyemboo !*, chorégraphié par Régis Obadia, et *Will*, par Bernardo Montet, les 2 et 3 février, à 21 heures. Théâtre Jean-Vilar, 16, place Stalingrad, Suresnes (92). Tél. : 01-46-97-98-10. De 80 F à 120 F (de 12, 2 € à 18,3 €).

Des chorégraphes contemporains mettent en scène des danseurs hip-hop sélectionnés sur audition : tel est le principe qui préside à l'opération Suresnes Cités Danse Variations. En piste pour 2001, Denis Plassard, Cyril Viallon et Abou Lagraa, qui reprend sa création *Passage* conçue en 2000 pour trois interprètes. Bon esprit et « maximum respect » obligent, les uns s'emparent de la danse des autres pour en extraire une quintessence stylistique, blackboulent tous les préjugés du genre et s'affranchissent de leurs propres schémas esthétiques dans une bonne humeur revitalisante. Qu'il s'agisse de Laura Scozzi avec

Etant donné la conjoncture actuelle ou de Blanca Li dont *Macadam Macadam* vient de bousculer le public de l'Opéra-Comique, l'exercice de commande se révèle un excellent levier pour la création et une parenthèse de liberté souvent réjouissante. Convié à chorégrapheur en 1999, Régis Obadia rencontre le danseur Jean-Claude Pambè Wayack, qui lui demande dans la foulée de le mettre en scène pour l'opération « Le Vif du sujet » au Festival d'Avignon 2000. Ce solo clôturera la manifestation.

Avec *Elle semelle de quoi ?* (Carmen), Denis Plassard marque son territoire, entre gags à la pelle et amour rebelle. Histoire de saisir le hip-hop à la racine, il lui colle aux basques en fétichisant ses pompes. D'où une rangée de baskets sur le plateau que chacun va enfilier jusqu'au bout de ses doigts. Clowneries en tout genre avec échasses et prothèses-galoches, Denis Plassard a du coffre et du culot. Le hip-hop en accéléré de sa Carmen et ses quatre partenaires entre parfaitement dans la transe de Bizet, mais sait aussi souffler sur le

très beau, très glissant duo d'amour. Ciel couvert à la mi-journée, de Cyril Viallon, met aussi en scène un pas de deux serré dont l'imbrication des corps se tient sur le fil de la pudeur. Viallon, dont les cinq interprètes cosignent la chorégraphie, a opté pour un parti pris risqué de lenteur, voire de langueur, avec des plaques de silence, des suspensions d'humours sur fond d'attente. On s'assoit sur son fauteuil pour se reposer d'une joute hip-hop, on boit un peu d'eau, on échange des sourires nonchalants, le temps coule, la pluie fait du bien à ce petit monde rassemblé sur la terrasse d'une maison qu'on imagine plantée au soleil d'un pays chaud.

En un an d'existence, *Passage*, d'Abou Lagraa, s'est sculpté une forme éblouissante grâce à ses trois danseurs, Frédéric Boisset, Farid Boukhouch et Bernard Pambè Wayack. Nerveux, graphique et musclé, ce trio est une capsule de pure énergie hip-hop. On l'avale sec !

Rosita Boisseau

SORTIR

PARIS

Wen Hui/Living Dance Studio
Pour la première fois en France, la chorégraphe chinoise Wen Hui, du Living Dance Studio, présente son travail sur la vie quotidienne des femmes dans son pays, leurs relations avec les hommes, leur rapport avec leur corps, la maternité. Les confidences des interprètes sont mises en correspondance avec les témoignages de leurs mères, filmées en vidéo. Entre théâtre, danse et vidéo et en présence d'un seul interprète masculin, une œuvre à part, conçue sous la forme d'une déambulation, qui a nécessité quatre ans de travail. Centre national de la danse, Studio, 15, rue Geoffroy-Lasnier, Paris-4^e. 18 heures, le 2 février ; 7 heures, le 3 ; 19 heures, du 5 au 7. Tél. : 01-42-74-06-44. Réservation obligatoire. De 40 F à 60 F.

Jazz Attack

Salle de concert, lieu de débats et de rencontres entre le public et les musiciens, La Clef, à Saint-Germain-en-Laye, met régulièrement en place des programmations thématiques. Ainsi du jazz. Le collectif Polysons (Serge Adam, trompette, François Merville, batterie, Pierre-Olivier Govin et Jean-Rémy Guédon, saxophones) débute ces festivités avec un hommage au maître du suspense sous le titre

GUIDE

FESTIVAL CINÉMA

Le Mois du cinéma invisible

Primefilm.com offre la possibilité aux internautes de découvrir neuf longs-métrages introuvables dans les réseaux de distribution habituels et de les télécharger : 26,25 F pour 48 heures à la location, et 50 F à la vente. Primefilm.com, 24 heures sur 24. Jusqu'au 29 février. Tél. : 01-53-01-92-51.

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615 LEMONDE, ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/min).

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places de certains des spectacles vendues le jour même à moitié prix (+ 16 F de commission par place).

Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.

Cercle de famille pour trois sœurs

de Tchekhov. Mise en scène d'Eric Lacasade. Théâtre La Piscine, 254, avenue de la Division Leclerc, Châtenay-Malabry (92). 20 h 45, les 1^{er}, 2 et 3 ; 17 heures, le 4. Tél. : 01-46-61-36-67. De 100 F à 120 F.

Au bout de la nuit

Soirée festive en clôture du cycle de rencontres « Au bout du conte ». Le récit de Shéhérazade, récit musical de Bruno de La Salle avec les conteurs de l'Atelier Fahrenheit 451, suivi de Paroles d'elles et d'eux, joutes de récits, de poèmes, de signes, de chants et de danses, sur les thèmes : nuisance des femmes, indiscrétion, présomption et lâcheté masculines, jalousie. Foyer-Grande Salle, Centre Pompidou, Place Georges-Pompidou, Paris-4^e (entrée rue Saint-Martin). M^o Châtelet. Tél. : 01-44-78-44-52. Entrée libre.

Christian Vander Trio

Sunside, 60, rue des Lombards, Paris-1^{er}. M^o Châtelet. 21 heures, les 2 et 3. De 60 F à 120 F. Tél. : 01-40-26-21-25.

Romano, Sclavis, Texier

Au Duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris-1^{er}. M^o Châtelet. 21 heures, les 2 et 3. Tél. : 01-42-33-22-88. 100 F.

Benjamin Diamond Electro Band

Bataclan, 50, boulevard Voltaire, Paris-11^e. M^o Saint-Ambroise. 20 heures, le 2. Tél. : 01-43-14-35-35. 120 F.

Eiffel

La Boule noire, 116, boulevard Roche-

« Hitchcock aux trouses », avec lectures, images et interventions du contrebassiste Paul Rogers (le 2 février). Le trio électro-jazz Yarpa complètera la soirée. Le lendemain, 3 février, c'est Ekova qui montrera que le jazz continue de se nourrir de musiques voyageuses et d'influences variées. Enfin, le 4, Memorial Barbecue, jeune formation, lancera des ponts entre l'acoustique et l'électronique. Saint-Germain-en-Laye (78). La Clef, 46, rue de Mareil. Les 2 et 3 février, 21 heures ; le 4, 17 heures. Tél. : 01-39-21-54-90. De 30 F à 70 F.

MULHOUSE

Week-end théâtre contemporain

C'est à une suite de lectures de textes contemporains par les auteurs eux-mêmes (Balancelles de Catherine Zambon ; Comme ça d'Alain Gauthier) que La Filature de Mulhouse nous convie, le temps d'un week-end. Entre des représentations et des débats, Francis Freyburger (comédien) et Yves Reynaud (auteur) animeront la Filatish (20 heures, le 3), fête dyonisiaque qui réunira auteurs, spectateurs, comédiens et musiciens. Deux journées pour inciter au questionnement sur l'écriture théâtrale aujourd'hui. La Filature, 20, allée Nathan-Katz, Mulhouse (68). Les 3 et 4 février. Tél. : 03-89-36-28-28. Entrée libre.

chouart, Paris-18^e. M^o Anvers. 19 h 30, le 1^{er}. Tél. : 01-49-25-89-99. 60 F.

Bojan Z Quintet

Bagneux (92). Théâtre Victor-Hugo, 14, avenue Victor-Hugo. 20 h 30, le 2. Tél. : 01-46-63-10-54. De 30 F à 80 F.

Jean-Claude Dreyfus

Les Abbesses, 31, rue des Abbesses, Paris-18^e. M^o Abbesses. 20 h 30, les 1^{er}, 2 et 3. Tél. : 01-42-74-22-77. 95 F.

Clarika

L'Européen, 3, rue Biot, Paris-17^e. M^o Place-de-Clichy. 20 h 30, les 1^{er}, 2 et 3. Tél. : 01-43-87-97-13. De 110 F à 130 F.

Anggun

La Cigale, 120, boulevard Rochechouart, Paris-18^e. M^o Pigalle. 20 heures, le 1^{er}. Tél. : 01-49-25-89-99. 165 F.

Dick Annegarn

La Courneuve (93). Centre Jean-Houdremont, 11, avenue du Général-Leclerc. M^o Aubervilliers - La Courneuve. 20 h 30, le 2. Tél. : 01-49-92-61-61. 50 F.

Marc Perrone

Trappes (78). Grenier à sel, 1, rue de l'Abreuvoir. 20 h 30, le 2. Tél. : 01-30-13-98-51. De 50 F à 60 F.

O. S. Thiagarajan

Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, Paris-4^e. Châtelet. 20 h 30, le 1^{er}. Tél. : 01-42-74-22-77. 95 F.

Olé Sacromonte

Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard, Paris-5^e. M^o Jussieu. 20 h 30, les 2 et 3. Tél. : 01-40-51-38-14. 100 F.

Tango for 3 et Per Arne Glorvigen

Gennevilliers (92). Salle des fêtes, 177, avenue Gabriel-Péri. 20 h 30, le 2. Tél. : 01-40-85-64-55. De 120 F à 140 F.

Paquita

Etoiles, premiers danseurs et corps de ballet de l'Opéra national de Paris. Orchestre Colonne. David Coleman (direction), Pierre Lacotte (chorégraphie).

Opéra de Paris, place de l'Opéra, Paris-9^e. M^o Opéra. 19 h 30, les 1^{er}, 5, 6, 8 et 12 ; 14 h 30 et 20 heures, le 3 ; 15 heures, le 11. Tél. : 08-36-69-78-68. De 30 F à 395 F.

REPORT

La mezzo soprano espagnole Teresa Berganza, qui devait donner un récital le 5 février à Paris, Salle Gaveau, le reporte dans cette même salle au 26 février à 20 h 30. Les places vendues pour le 5 seront validées pour le 26 ou remboursées aux guichets de la Salle Gaveau.

Salle Gaveau, 45, rue de La Boétie, Paris-8^e. M^o Saint-Augustin. Tél. : 01-49-53-05-07. De 200 F à 500 F.

CULTURE
Publicités
EN
RÉGIONS

THÉÂTRE GYPTIS
CHÂTOUT - VOULOUÇAS
du 6 au 10 février 2001
Ahmed Philosophe
Alain Badiou
Mise en scène Christian Schiaretti
Quand un grand philosophe d'aujourd'hui fait rire : subtil !
04 91 11 00 91 - Marseille

THÉÂTRE DU CHÊNE NOIR AVIGNON
VENDREDI 9 et SAMEDI 10 FÉVRIER 20^H30
HEUREUSEMENT QUE VOUS ÊTES LÀ
de Roland DUBILLARD mise en scène Jacques SEILER avec J. SEILER et Éric VERDIN
8 bis, rue Ste-Catherine Avignon 04 90 82 40 57

EN VUE

■ Les ventes d'Arovit Petfood, producteur danois d'aliments pour chiens et chats, ont chuté depuis l'apparition de la maladie de la vache folle.

■ L'association espagnole Ecologistes exige que les carcasses des bovins non atteints de la maladie de la vache folle soient laissées sur place et pourrissent dans les champs, pour sauver les vautours, charognards menacés.

■ Lorsque une bonne sœur catholique qui s'attend à être violée prend la pilule, « il ne s'agit pas de contraception proprement dite, mais plutôt d'autodéfense », précise Mgr Juan Antonio Reig, évêque espagnol.

■ « Une amie a été propulsée dans les airs et a violemment cogné la carlingue. C'était terrible », trouvait à se plaindre une passagère, après qu'un Boeing 747-400 de la compagnie Japan Airlines eut brusquement viré de bord pour éviter un autre avion, mercredi 31 janvier, dans le ciel de Tokyo.

■ Grâce à l'observation par satellite, les cartographes devront déplacer de 500 mètres vers le sud-est le Japon mal localisé sur le globe depuis l'ère Meiji.

■ Le président croate Stipe Mesic, apparaissant en kimono blanc sur son site, propose à ses compatriotes de l'affronter dans des combats virtuels d'arts martiaux.

■ Jugé, jeudi 25 janvier, par le tribunal du comté de Broward en Floride, pour avoir étouffé l'an dernier une fillette de six ans en voulant imiter des catcheurs qu'il avait vus à la télévision, un obèse de treize ans, déficient mental, pesant 76 kilos au moment des faits, risque la prison à vie.

■ Le département américain de la justice ne poursuivra pas quatre policiers new-yorkais, acquittés par un jury populaire d'Albany après avoir tiré quarante et une balles sur Amadou Diallo, immigré guinéen qui, pour montrer ses papiers, avait sorti de sa poche un portefeuille, « noir comme une arme de poing ».

■ Leslie Mayr, de San Jose en Californie, a fait don de douze gilets pare-balles aux chiens policiers, comme leur maîtres, courant les mêmes risques qu'eux.

■ Les combattants tchéques, qui considèrent « comme des bandits » les chiens de l'armée russe, ont mis leur tête à prix : 500 dollars.

■ Tous les vendredis, des victimes de l'embargo, affluent au cœur du vieux Bagdad : « Ce sont des amoureux des livres contraints de se séparer de leur bien le plus cher », explique Qais Sami, libraire de la rue Al-Moutannabi, du nom du grand poète irakien.

Christian Colombani

Les Français ne sont pas assez influents à l'OTAN

Dans la revue « Le Casoar », éditée par les élèves et anciens élèves de Saint-Cyr, un officier français témoigne de ses difficultés à faire entendre la voix de son pays dans les états-majors alliés



international, en prise directe avec les opérations des Balkans. Le colonel Sandahl a quitté l'armée française et, depuis deux ans, il est

contractuel civil à l'OTAN. Parlant plusieurs langues, il est considéré comme un vrai expert des relations internationales.

A l'OTAN, où il a dirigé une équipe d'officiers allemands, américains, britanniques, néerlandais et norvégiens, sous l'autorité d'un amiral britannique, le colonel Sandahl note : « Le Français inséré et isolé est perfidement mis sur la sellette chaque fois que la France, qui ne s'en prive pas, exprime des points de vue remettant en cause et retardant l'adoption de plans ou de documents opérationnels marqués, dans la plupart des cas, d'une forte inspiration américano-britannique. » « Il faut alors se livrer à un délicat travail d'explication multilatéral qui consiste à faire comprendre à nos alliés toutes les bonnes (le sont-elles toujours ?) raisons pour lesquelles la

France exprime un point de vue divergent et dérangeant », ajoute l'ancien officier français à l'OTAN.

« La position d'officier international oblige à gérer un devoir de "double loyauté" vis-à-vis de la structure que l'on sert et de son pays. Exercice particulièrement délicat quand on représente un pays qui, tout en étant l'un des membres les plus importants de l'Alliance, en est, de très loin, le plus indocile même s'il en est probablement l'un des plus loyaux. » Et le colonel Sandahl de rapporter la formule utilisée, souvent de façon agacée, à l'entente des Français par leurs alliés : « Vous voulez voyager en première classe avec un billet de seconde ! »

Le nombre très limité d'officiers français aux postes-clés, voire leur absence de certaines instances priment la France d'« une réelle capa-

cité d'influer en amont » sur les phases essentielles de la planification des opérations et sur les prises de décision de l'OTAN. « Faute d'être intégrée », constate Erik Sandahl, dans les réunions de commandement au plus haut niveau des instances militaires de l'Alliance, la France est tenue à l'écart d'un certain nombre de décisions importantes ayant des implications sur l'emploi ou la sécurité de ses forces. » Ce qui paraît d'autant plus dommageable que la France est l'un des pays qui fournit parmi les plus gros contingents de la SFOR et la KFOR dans les Balkans.

« BOUCLE COURTE »

« Sur les théâtres d'opérations, estime le colonel Sandahl, la chaîne de commandement opérationnel, par la répartition des responsabilités réelles entre les principaux subordonnés du commandant de la force, privilégie une boucle courte à forte prédominance américano-britannique. »

Ce témoignage confortera ceux qui déjà, au printemps 1999, ont attiré l'attention sur la façon dont l'Alliance, sous l'influence de Washington, a conduit sa campagne aérienne au-dessus de la Serbie et du Kosovo. Il explique que la France ait pris, après coup, la décision de renforcer sa présence militaire dans les états-majors de l'OTAN à Naples – comme celui du théâtre des opérations Afsouth aux ordres d'un amiral américain – qui gèrent aujourd'hui la situation dans les Balkans et en Méditerranée.

Jacques Isnard

DANS LA PRESSE

FRANCE-INTER

Pierre Le Marc

■ Au lendemain du sommet de Nice, les deux têtes de l'exécutif français avaient semblé se satisfaire d'un bilan pourtant très critiqué – dans ses aspects institutionnels au moins – par la plupart des gouvernements européens. Et elles avaient paru vouloir, la parenthèse de la présidence de l'Union refermée, se consacrer essentiellement au rapport de force politique électoral qui les oppose. Le mérite des dirigeants allemands, c'est d'avoir sorti le couple exécutif français de son tête-à-tête conflictuel et de lui avoir rappelé l'urgence de deux réalités

préoccupantes : l'impossibilité pour l'Union européenne d'en rester au stade de l'organisation actuelle qui la condamne à une inefficacité, une impuissance que les Européens n'admettraient pas. La détérioration palpable des rapports de confiance qu'avaient su nouer la France et l'Allemagne et qui constituent l'élément-clé de la vitalité européenne.

LA TRIBUNE

Philippe Mudry

■ La réduction, par la Réserve fédérale, de ses taux directeurs est un point complet en un mois en dit long sur l'angoisse, pour ne pas dire plus, d'Alan Greenspan devant la modification radicale du paysage économique américain en quelques

semaines à peine. Elle l'a pris, lui, le gourou le plus respecté de la planète, totalement au dépourvu. La croissance a disparu d'un coup, comme par un enchantement qui laisse paniquer les économistes. L'activité stagne, voire recule aujourd'hui, alors qu'elle étonnait encore l'été dernier. A Wall Street, chacun croise les doigts pour que l'action énergique du vieux sorcier conjure le risque récessif et conforte les marchés américains encore bien fragiles.

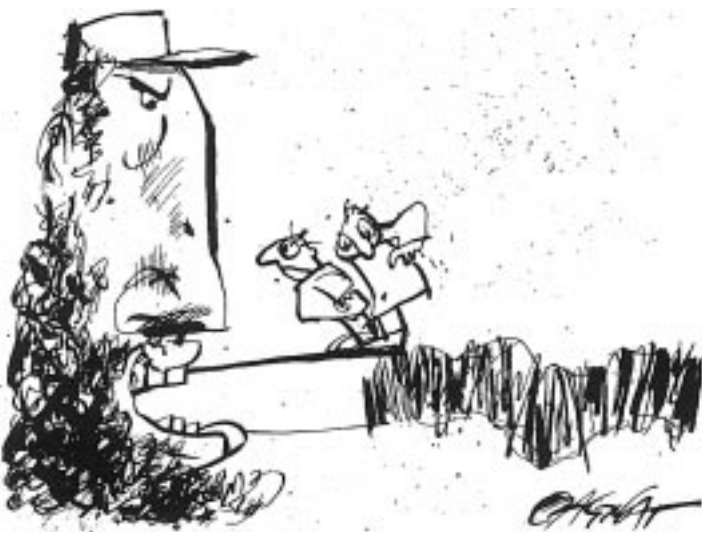
THE FINANCIAL TIMES

■ Les familles des victimes de l'attentat de Lockerbie sont sans doute déçues du résultat du procès des deux suspects libyens qui s'est achevé hier après 84 jours. Le verdict

laisse bien des questions sans réponse. Un agent secret libyen a été déclaré coupable. L'autre a été acquitté. Et le colonel Kadhafi, qui est supposé avoir ordonné ce crime, est toujours solidement au pouvoir. Ce procès ne pouvait pas donner entière satisfaction. Mais il est un début de justice conformément aux résolutions de l'ONU sur la Libye. Et malgré ses insuffisances, il marque un pas important dans la lutte internationale pour combattre le terrorisme. (...) Le colonel Kadhafi doit encore se soumettre aux autres exigences de l'ONU. Celles-ci comportent le paiement de dommages et intérêts aux familles des victimes et l'acceptation de sa responsabilité dans cet attentat.

www.bringthemhome.cz

Les amis de deux Tchèques emprisonnés à Cuba tentent de mobiliser l'opinion



retentissement de cette affaire dans les médias étrangers.

Sur le forum de discussion, on trouve quelques messages de solidarité provenant de dissidents et d'exilés cubains, mais la plupart des commentaires envoyés par des Tchèques sont bien différents. Cer-

tains considèrent que MM. Pilip et Bubenik sont « des naïfs irresponsables qui ont oublié les pratiques communistes » ; d'autres estiment que ce sont vraiment des espions, ou encore des commerçants dont les affaires auraient mal tourné... Interrogée sur cette attitude,

Martin Plichta

SUR LA TOILE

FAILLE

■ Le Computer Emergency Response Team (CERT), organisme chargé par le gouvernement américain de résoudre les situations de crise sur Internet, a découvert début janvier que le logiciel Bind, qui équipe 90 % des serveurs de noms de domaines aux Etats-Unis, possède une faille le rendant vulnérable aux attaques de hackers. Le piratage d'un serveur de nom de domaine peut désorganiser complètement toute une partie de l'Internet. Il existe plusieurs dizaines de milliers de serveurs de ce type dans le monde, regroupés autour de treize super-serveurs. L'Internet Software Consortium, association à but non lucratif qui a créé Bind, a demandé à la société Nominum de trouver une parade. Elle est disponible depuis le 17 janvier. – (AP) www.cert.org

HÉRITAGE

■ Les autorités du comté de Cook (Illinois) ont publié sur Internet une liste de personnes décédées sans avoir laissé de testament et dont on n'a pas retrouvé les héritiers. En deux jours, le site a reçu plus de 461 000 visiteurs, qui espéraient trouver un lien de parenté avec l'un des défunts. – (Reuters.)

Abonnez-vous au Monde pour seulement 173^F par mois

Bulletin à compléter et renvoyer accompagné de votre relevé d'identité bancaire ou postal à : LE MONDE, Service Abonnements - 60646 Chantilly Cedex

Oui, je souhaite recevoir Le Monde pour 173^F (26,37€) par mois par prélèvement automatique.

M. Mme Prénom : Nom :

Adresse :

Code postal : [] [] [] [] [] [] Localité :

Offre valable jusqu'au 31/12/2001 en France métropolitaine pour un abonnement postal. 101MQPA1

Autorisation de prélèvements

J'autorise l'établissement teneur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal Le Monde.

Je resterai libre de suspendre provisoirement ou d'interrompre mon abonnement à tout moment.

Date :

Signature : []

IMPORTANT : merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal, à votre autorisation. Il y en a dans votre chèque.

Pour tout renseignement concernant le portage à domicile, le prélèvement automatique, les tarifs d'abonnement, etc : Téléphonez au 01.42.17.32.90 de 8h30 à 18h du lundi au vendredi.

Pour un changement d'adresse ou une suspension vacances, un numéro exclusif : 0 803 022 021 (0,99^{HTC}/min)

"Le Monde" (USPS-009729) is published daily for \$ 892 per year "Le Monde" 21, bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05, France, periodicals postage paid at Champlain N.Y. US, and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to IMS of N.Y. Box 15-16, Champlain N.Y. 12919 1518

Pour les abonnements souscrits aux USA : INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach VA 23451-2963 USA - Tél. : 800-428-30-03

Animaux utiles par Luc Rosenzweig

A SUPPOSER que l'on ait dû, au cours d'une journée, subir quelques contrariétés, peut-on compter sur la télévision pour ramener un peu de sérénité dans une âme troublée ? La fréquentation de la nature, modèle *Rêveries du promeneur solitaire*, où Jean-Jacques Rousseau allait convertir, dans la forêt d'Ermenonville, son amertume en pensée, n'est pas à la portée de tous. Et, de plus, pour s'y rendre aujourd'hui, certains passages de périphérie parisien et bouchons sur l'A1 risquent d'ajouter du stress à la fureur, donc d'annihiler l'effet calmant escompté.

Reste donc la télévision, qui peut se substituer à la thérapie randonneuse, à condition que l'on choisisse bien son programme. Eviter tout ce qui peut ressembler à un journal télévisé, magazine d'information ou de société, car le risque est grand de voir sa bile noircir à nouveau sous l'effet de déclarations ineptes proférées

par des personnages prétendant à de hautes destinées. Aux bêtes politiques, préférer à coup sûr les animaux, les vrais, ceux, par exemple, que nous montrait Nicolas Hulot, mercredi soir, dans « Ushuaïa nature ». L'animateur globe-trotter ne risquait pas, avec cette émission-là, de soulever une polémique comme celle de son expédition chez les Papous.

A la fréquentation des hommes, préférer donc celle des lions, des gorilles ou des éléphants, animaux magnifiques, mais dont l'aire de vie rétrécit de plus en plus sous la poussée démographique africaine. On était cependant heureux d'apprendre qu'en dépit de l'horrible drame rwandais de 1994 la population des gorilles de montagne, espèce très rare, avait pu être préservée grâce à l'action de courageux zoologistes.

L'homme contrarié, c'est bien connu, ne dort pas. La panacée des insomniaques, c'est « Histo-

res naturelles », tous les jours à 4 heures du matin sur TF1. A déconseiller cependant aux contrariés écolos, car l'ambiance y est plutôt « Chasse, nature, etc. ». Cette série d'émissions cynégétiques et halieutiques est une production de deux anciens « éléphants » de la télé de papa, Igor Barrère et feu Etienne Lalou, deux hommes de « Cinq colonnes à la une ». Si l'on a été suffisamment contrarié au cours d'une année, on aura pu faire le tour de l'ensemble des sujets tournés par cette série dans les années 1980. Nous avons une prédilection pour toutes les formes de chasse au canard, pour laquelle l'homme invente une foule de ruses afin de tromper la méfiance de l'oiseau. Ce soir-là, c'était la chasse à l'affût dans les Dombes. Le sujet halieutique était consacré à la pêche à la mouche en Yougoslavie. C'était au temps où ce pays n'était pas source de contrariétés pour lui-même et pour ses voisins.

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

- 20.45 et 1.00 Le Club.
Profes : la crise des vocations ? LCI
- 21.00 Alimentation,
du laboratoire à l'assiette. Forum
- 22.00 Sahel, le désert avancé. Forum
- 23.00 Les Femmes
et la Bande dessinée. Forum

MAGAZINES

- 18.30 L'Invité de PLS. Philippe Seguin. LCI
- 18.40 Nulle part ailleurs.
Invités : The Trail of Dead ; Gérard Klein. Canal+
- 19.05 Ushuaïa nature.
L'esprit de la forêt.
Invités : Paul Spong, Jacques Brosse, Hugo Robitaille, Donald Perry, Wayne McCrory. Odyssee
- 21.00 Envoyé spécial. L'amour fou.
Aliments : alimentateurs ? Les prisons russes. France 2
- 23.10 Courts particuliers.
Avec Elodie Bouchez. Paris Première
- 23.30 Pièces à conviction.
Armes nouvelles, population en danger.
Invités : Marie-Claude Dubin, Jacques Caron, Pierre-Marie Gallois, Christian Estripeau, Claude Maylin. France 3
- 0.15 Fréquentstar.
La vérité si je mens 2. M 6
- 0.45 Le Club.
Invité : Christophe Gans. Ciné Classics
- 1.00 Aimer vivre en France.
Les ports. TF 1

DOCUMENTAIRES

- 20.15 Reportage. Big MacCormack. Arte
- 20.30 Histoires oubliées
de l'aviation.
Un jet à ski nautique. Planète
- 20.46 Thema.
Quel climat pour demain ?
Pour quelques degrés de plus.
Conflits climatiques.
La Course du temps. La vache a sauté
au-dessus de la Lune. Arte
- 21.05 Du rugby et des hommes.
[5/5]. Vivement dimanche. TV 5
- 21.30 Le Défi alimentaire. Planète
- 21.40 L'Antarctique,
la civilisation et le climat. Odyssee
- 22.05 L'Homme-loup.
Le journal de Paul Balenovic. Odyssee
- 22.35 Chroniques d'Hollywood. Histoire
- 22.50 Les Couples légendaires
du XX^e siècle.
R. Valentino et N. Rambova ;
D. Fairbanks et M. Pickford. TMC
- 23.05 BB, Une, première. Téva
- 23.45 Guerre et civilisation.
[3/8]. Les guerriers à cheval. Histoire
- 0.20 Hongkong Story. Planète
- 0.55 Un siècle d'écrivains. Tennessee
Williams, les diables bleus. France 3

SPORTS EN DIRECT

- 17.00 et 20.30 Handball.
Championnat du monde.
Quart de finale. Pathé Sport

DANSE

- 22.00 Dark. Ballet. Chorégraphie de Carolyn
Carlson. Musique de Kuehn. Mezzo

MUSIQUE

- 22.00 Nice Jazz Festival 2000
(programme 2).
Avec Claudia Acuna, chant. Muzzik
- 23.30 Jazz Box 99. Avec Patricia Barber,
piano et chant. Muzzik
- 23.45 Chopin et Schumann
par Vitaly Samoshko.
Lors des Midis musicaux. Mezzo

TÉLÉFILMS

- 20.55 L'Homme à la peau de serpent.
Peter Hall. O. TMC
- 22.40 Lueur noire. Michael Storey. O. TF 1

SÉRIES

- 20.40 Buffy contre les vampires.
[1/2]. Bienvenue
à Sunnydale (v.o.). Série Club
- 20.55 Navarro.
Terror à domicile. O. TF 1
- 21.25 Les Superminds.
Le chaînon perdu. O. Série Club
- 23.00 Soap. (v.o.). O. Série Club
- 23.25 Taxi. [1/2]. Scenkees
From a Marriage (v.o.). Série Club
- 0.30 La Quatrième Dimension.
Oache, oache. O. Série Club

FILMS

- 16.55 Le Septième Ciel ■■■
Benoît Jacquot (France, 1997,
85 min) O. Cinéstar 1
- 18.55 Taxi Driver ■■■
Martin Scorsese (Etats-Unis, 1975,
110 min) O. Cinéfaz
- 20.30 Hôtel des Amériques ■■■
André Téchiné (France, 1981,
95 min) O. Ciné Cinémas 2
- 20.35 Ghost Dog, la voie
du samouraï ■■■
Jim Jarmusch (Etats-Unis, 1999,
v.o., 110 min) O. Canal+
- 20.45 Batman, le défi ■■■
Tim Burton (Etats-Unis, 1992,
130 min) O. Cinéstar 1
- 20.50 L'Été meurtrier ■■■
Jean Becker (France, 1983,
95 min) O. Téva
- 21.00 Ivan le Terrible ■■■
Sergei M. Eisenstein [1/2]
(Urss, 1945, N., 95 min) O. Histoire
- 21.00 La Bête humaine ■■■
Jean Renoir (France, 1938,
N., 100 min) O. Paris Première
- 21.00 La Meilleure façon
de marcher ■■■
Claude Miller (France, 1976,
85 min) O. Canal Jimmy
- 21.00 Carmen ■■■
Cecil B. DeMille (Etats-Unis,
muet, 1915, version colorisée,
60 min). Muzzik
- 22.25 Stranger than Paradise ■■■
Jim Jarmusch (Etats-Unis, 1984, N.,
09 min, 94 min) O. Canal+
- 22.40 Fog ■■■
John Carpenter (Etats-Unis,
1980, 95 min) O. M 6



- 23.00 Tumultes ■■■
Bertrand Van Effenterre.
Avec Julie Jézéquel, Laure Marsac,
Clotilde de Bayer (France - Belgique,
1989, 95 min) O. Ciné Cinémas 3
- 0.10 Another Day in Paradise ■■■
Larry Clark (Etats-Unis, 1999,
v.o., 100 min) O. Canal + Vert

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

- TF 1
- 17.35 Sunset Beach.
18.25 Exklusif.
19.05 Le Bigdil.
20.00 Journal, Tiercé, Météo.
20.55 Navarro. Terreur à domicile O.
22.40 Lueur noire.
Téléfilm. Michael Storey O.
- 0.15 Exklusif.
0.45 TF 1 nuit, Météo.
- FRANCE 2
- 16.30 Des chiffres et des lettres.
17.00 Viper.
17.50 Un toit pour trois.
18.20 Tutti frutti.
19.15 Qui est qui ?
19.50 Un gars, une fille.
20.00 et 1.00 Journal, Météo.
20.55 Point route.
21.00 Envoyé spécial. L'amour fou.
Aliments : alimentateurs ?
Les prisons russes.
- 23.10 La Prisonnière espagnole ■
Film. David Mamet O.

FRANCE 3

- 16.35 Handball. Quart de finale.
-OJ- MNK.
17.35 A toi l'actu@.
17.45 C'est pas sorcier.
18.15 Un livre, un jour.
18.20 Questions pour un champion.
18.50 Le 19-20 de l'information, Météo.
20.10 Consomag.
20.15 Tout le sport.
20.25 Tous égaux.
20.55 Always. Film. Steven Spielberg.
23.00 Météo, Soir 3.
23.30 Pièces à conviction.
Armes nouvelles, population
en danger.
0.55 Un siècle d'écrivains.
Tennessee Williams, les diables bleus.

CANAL +

- En clair jusqu'à 20.35
- 18.00 Futurama O.
18.30 Nulle part ailleurs.
20.35 Ghost Dog, la voie
du samouraï ■■■
Film. Jim Jarmusch O.
22.25 Stranger than Paradise ■■■
Film. Jim Jarmusch (v.o.) O.
0.00 Les Cicatrices de Dracula ■
Film. Roy Ward Baker (v.o.) O.

Le Monde
TELEVISION

CINÉ CINÉMAS 3

23.00 Tumultes ■■■
Un fils mort au loin, une mère et
trois sœurs qui sont venues pour
cet événement tragique, par de-
voir, par amour, par dévouement.
Un trio de femmes réuni autour
d'un « dîner de desserts » et qui se
demandent comment annoncer à
leur mère que son fils s'est suicidé.
Un film grave, dans lequel Ber-
trand Van Effenterre fait naître
une émotion profonde autour
d'une unité familiale ressoudée.

FRANCE 3

23.30 Pièces à conviction
Le magazine d'Hervé Brusini et
Elise Lucet se penche sur le dossier
de l'uranium appauvri en le repre-
nant à la base et en tenant de don-
ner les clés des symptômes qui
frappent 180000 des 700000 Amé-
ricains ayant participé à la guerre
du Golfe ou des militaires de
l'OTAN en Bosnie. Avec en prime
une munition UA qui a été analy-
sée, analyse dont les résultats se-
ront dévoilés dans l'émission.

FRANCE 3

0.55 Un siècle d'écrivains
Ecrit et réalisé par Fraser
McNuaght, ce portrait de Tennes-
see Williams, intitulé *Tennessee
Williams (1911-1983), les diables bleus*,
trace à la fois le parcours biogra-
phique et géographique de
« Tenn », en le ponctuant de té-
moignages de collaborateurs de
l'écrivain et de son frère Dakin, qui
rappellent son goût salutaire (mais
chèrement payé) de la subversion
et de la franchise.

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

- 18.00 Studio ouvert.
Les hommes politiques et la télévision.
Invité : Alain Duhamel.
- 21.00 Feux d'artifice,
des étoiles pleins les yeux. Forum
- 22.10 Les Affaires d'Etat.
Invités : Edwy Plenel, Arnaud
Montebourg, Paul Bernard, Roland
Cayrol, Dominique Reynie. Forum
- 23.05 Le Surréalisme
ou la quête du sublime. Forum

MAGAZINES

- 13.45 90 minutes.
Les cadavres exquis de François
Mitterrand. Kosovo : comment
on nous a vendu la guerre.
Hépatite B : mensonges
autour d'un vaccin. Canal+
- 14.35 La Cinquième rencontre...
Famille - Ecole. La Cinquième
- 17.00 Les Lumières du music-hall.
Philippe Clay.
Pierre Bachelet. Paris Première
- 18.40 Nulle part ailleurs.
Invités : Rickie Lee Jones ;
José Garcia ; Richard Anconina ;
Aure Atika ; Bruno Solo. Canal+
- 19.00 Tracks.
Tribal : Pink Slippers. Dream : Le label
Mute. Vibrations. Live : Phoenix. Arte
- 19.30 Rive droite, rive gauche.
C'est là.
Paris Première
- 20.05 C'est la vie,
Maman après 40 ans. TSR
- 20.40 Thalassa.
Thalassa en Polynésie. France 3
- 21.00 Recto Verso.
Avec Patrick Dupond. Paris Première
- 21.05 Rock Press Club.
Spécial Heavy Metal.
Invités : Eric Dahan,
Stéphane Hervé. Canal Jimmy
- 21.50 Faut pas rêver.
Madagascar : Babou Films.
France : La voix des sonneurs.
Inde : Le village des enfants tibétains.
Invité : Manuel Poirier. France 3
- 22.40 Bouillon de culture.
Elle et lui : enfer et paradis.
Invités : Pierre Assouline, Anne
Bragance, Jean-Paul Enthoven, Annie
Ernaux, François Ozon, Charlotte
Rampling, Robert Dessaix. France 2
- 23.10 La Nuit du Net.
Stars on Line. Fan de... Stars sens
dessus dessous. La nuit du Net teste
le web. Comment devenir Miss Net
France ? Les Net délires de la nuit
du Net. Invités : Séverine Ferrer ;
Jean-Marie Bigard ;
Estelle Desanges. M 6
- 23.15 Sans aucun doute.
J'ai perdu ma famille. TF 1
- 23.35 On ne peut pas plaire
à tout le monde. France 3

DOCUMENTAIRES

- 18.05 Le Monde des animaux.
L'Héritage. [10/24]. La Cinquième
- 18.30 L'Actors Studio.
Laurence Fishburne. Paris Première
- 18.30 L'Ours polaire. TMC
- 19.15 L'Amour fou. Planète
- 19.55 L'Antarctique,
la civilisation et le climat. Odyssee
- 20.15 Reportage.
Les Deux Mondialisations. Arte
- 20.20 La Terre en question. Les arbres
cachent-ils la forêt ? Odyssee
- 20.30 Amsterdam Global Village.
[1/2]. Planète
- 21.00 Un siècle de danse.
[3/5]. De la danse libre
à l'expressionnisme allemand. Mezzo
- 21.35 La Fascination du Grand Nord.
[2/4]. Sibérie,
détroit de la terre. Odyssee
- 22.00 Civilisations.
Ombres chinoises. [1/3]. Histoire
- 22.05 Les Tribus du rock. [1/6]. Sabbath
Bloody Sabbath. Canal Jimmy
- 22.20 Grand format. Amazonie,
la terre et la peine. Arte
- 22.25 Les Dossiers de la Crime.
Enquêtes médico-légales.
Élément de preuve.
Le Lieu du crime.
L'affaire Valérie Subra. 13^{ème} RUE
- 22.40 Les Feux de Naples. Planète
- 23.20 Les Aviateurs,
compagnons du ciel. Odyssee
- 23.40 Esprit des peuples premiers.
[9/13]. Nouvelle-Zélande,
génération 2000. Planète
- 23.45 Un siècle de danse.
[5/5]. La danse contemporaine,
l'explosion. Histoire
- 0.10 Histoires oubliées de l'aviation.
Un jet à ski nautique. Planète
- 0.25 Arthur Rubinstein,
un hommage. TMC
- 0.40 L'Aventure de l'art moderne.
[7/13]. La nouvelle réalité. Histoire

SPORTS EN DIRECT

- 14.00 Tennis. Tournoi messieurs de Milan.
Quarts de finale. Eurosport
- 17.30 Ski. Championnats du monde.
Slalom du combiné dames
(1^{re} manche). Eurosport
- 20.30 (2^{ème} manche). Eurosport

DANSE

- 18.15 Stabat Mater. Ballet.
Chorégraphie de Robert Cohan.
Musique de Vivaldi. Par le London
Contemporary Dance Theatre.
Avec Kate Harrison (Mary). Muzzik

- 21.55 Café Müller. Ballet. Chorégraphie
de Pina Bausch. Musique de Purcell.
Avec Pina Bausch, Malou Airaud,
Dominique Mercy, Jan Minarik,
Nazareth Panadero,
Jean-Laurent Sasportès. Mezzo

MUSIQUE

- 19.30 Classic Archive.
Par l'Orchestre national
de l'ORTF, dir. Paul Paray. Mezzo
- 22.25 Jazz Box 99. Avec Susie Arioli, chant ;
Jordan Officier, guitare ; Michael
Browne, guitare. Muzzik
- 22.50 Quintette pour clarinette
et cordes, de Mozart.
Avec Karl Leister, clarinette.
Par les Berliner Solisten. Mezzo
- 23.00 Deep Purple. En 1970. Canal Jimmy
- 23.25 Led Zeppelin 1969.
A Copenhague. Canal Jimmy
- 23.25 Jazz à Antibes 1986. Muzzik

THÉÂTRE

- 22.05 La Poule aux œufs d'or.
Pièce d'Alexandre Vial. Mise en scène
de Michel Galabru. Festival

VARIÉTÉS

- 22.15 D'Alexandrie
à Claude François. TV 5

TÉLÉFILMS

- 18.15 Des enfants dans les arbres.
Pierre Boutron. O. Histoire
- 19.00 L'homme qui refusait de mourir.
Bill Condon. O. Ciné Cinémas
- 20.30 La Milliardaire.
Jacques Ertaud [1/3]. Festival
- 20.45 Denis. Catherine Corsini. O. Arte
- 20.45 Six balles pour un tueur.
Clay Borris. O. RTL 9

COURTS MÉTRAGES

- 0.25 Histoires courtes. Spéciale
Clermont-Ferrand 2001. *Le Page de
garde*. Eric Mahé. O. ; 0.55 *Une vie
d'ici*. Lionel Mougin. O. France 2

SÉRIES

- 19.25 Frasier. Déprime. O. Série Club
- 20.15 Friends. Celui qui avait
de grands projets. RTL 9
- 20.45 New York District. Papa est parti.
Affaire de famille. 13^{ème} RUE
- 20.55 Nestor Burma.
N'appellez pas la police ! France 2
- 22.50 La Vie à cinq. Expulsion. O. Téva
- 23.20 First Wave. L'héritage. 13^{ème} RUE
- 23.25 Taxi. [2/2]. Scenkees From
a Marriage (v.o.). Série Club

FILMS

- 13.10 La Toile d'araignée ■■■
Stuart Rosenberg (EU, 1975, v.o.,
105 min) O. Ciné Cinémas 1
- 13.35 L'Etat de grâce ■■■
Jacques Rouffio (France, 1986,
95 min). Festival
- 14.20 Qui a peur
de Virginia Woolf ? ■
Mike Nichols (Etats-Unis, 1966,
N., 140 min). TCM
- 14.25 Saxo ■■■
Ariel Zeitoun (France, 1987,
120 min) O. Cinéstar 1
- 14.40 F comme Fairbanks ■■■
Maurice Dugowson (France, 1976,
105 min) O. Cinétoile
- 16.25 Le Prisonnier de Zenda ■■■
Richard Thorpe (Etats-Unis, 1952,
100 min) O. Cinétoile
- 18.50 La Femme modèle ■■■
Vincente Minnelli (Etats-Unis, 1957,
v.o., 115 min). TCM
- 20.30 Autour d'une enquête ■■■
Robert Siodmak (Allemagne, 1931, N.,
v.o., 95 min) O. Ciné Classics



- 20.45 Le Magicien d'Oz ■■■
Victor Fleming. Avec Judy Garland,
Frank Morgan, Ray Bolger
(Etats-Unis, 1939, v.o., 105 min). TCM
- 20.50 Au cœur du mensonge ■■■
Claude Chabrol (France, 1998,
115 min) O. TSR
- 21.00 L'Arnaque ■■■
George Roy Hill (Etats-Unis, 1973,
v.o., 125 min) O. Cinétoile
- 21.00 Conseil de famille ■■■
Costa-Gavras (France, 1986,
100 min) O. Ciné Cinémas 2
- 21.00 Chungking Express ■■■
Wong Kar-Wai (Hongkong, 1994,
100 min) O. Cinéfaz
- 22.30 L'Horloge ■■■
Vincente Minnelli (EU, 1944, N.,
v.o., 90 min). TCM



- 23.50 Khroustaliov,
ma voiture ! ■■■
Alexei Guerman.
Avec Youris Tsurilo,
Nina Rouslanova (Fr. - Rus., 1998,
N., v.o., 145 min) O. Arte
- 0.00 Capitaine sans loi ■■■
Clarence Brown (Etats-Unis,
1952, 120 min). TCM
- 0.15 Les Feux de l'été ■■■
Martin Ritt (Etats-Unis, 1958,
120 min) O. Ciné Cinémas 2

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

- TF 1
- 13.55 Les Feux de l'amour.
14.45 Un amour à toute épreuve.
Téléfilm. Bruce Pittman.
16.40 Les Dessous de Palm Beach.
17.35 Sunset Beach.
18.25 Exklusif.
19.05 Le Bigdil.
20.00 Journal, Météo, Trafic infos.
20.55 Les Enfants de la télé.
23.15 Sans aucun doute.
1.00 Les Coups d'humour.
1.40 Exklusif.
- FRANCE 2
- 14.00 L'Enquêteur.
14.55 En quête de preuves.
15.40 Planque et caméra.
16.00 Cap des Pins.
16.20 Un livre.
16.30 Des chiffres et des lettres.
17.00 Viper.
17.50 Un toit pour trois.
18.20 Tutti frutti.
19.15 Qui est qui ?
19.50 Un gars, une fille.
20.00 Journal, Rugby, The Race.
20.40 Météo, Point route.
20.55 Nestor Burma.
N'appellez pas la police !
22.40 Bouillon de culture.
Elle et lui : enfer et paradis.
- 0.00 Journal, Météo.
0.25 Histoires courtes.

FRANCE 3

- 13.55 C'est mon choix.
15.00 La Destinée de mademoiselle
Simpson. Téléfilm. Joan Tewkesbury.
16.35 MNK, A toi l'actu@.
17.50 C'est pas sorcier.
18.15 Un livre, un jour.
18.20 Questions pour un champion.
18.50 Le 19-20 de l'information, Météo.
20.10 Tout le sport.
20.25 Mezzah et ses amis.
20.40 Thalassa. Thalassa en Polynésie.
21.50 Faut pas rêver.
22.50 Météo, Soir 3.
23.35 On ne peut pas plaire
à tout le monde.

CANAL +

- 13.45 90 minutes.
15.35 La Cape et l'Épée.
15.50 Rien à faire
Film. Marion Vernoux O.
17.35 Mickro ciné.
► En clair jusqu'à 21.00
- 18.05 Futurama.
18.30 Nulle part ailleurs.
20.35 Allons au cinéma ce week-end.
21.00 Priorité absolue
Film. John Terlesky O.
22.35 Aussi profond que l'océan ■
Film. Ulu Grosbard O.
0.20 Arlington Road
Film. Mark Pellington (v.o.) O.

SIGNIFICATION DES SYMBOLES

- Les codes du CSA
- Tous publics
 - Accord parental souhaitable
 - Accord parental indispensable
ou interdit aux moins de 12 ans
 - Public adulte
 - Interdit aux moins de 16 ans
 - Interdit aux moins de 18 ans

ARTE

- 19.00 Voyages, voyages.
Le Sultanat d'Oman.
- 19.45 Météo, Arte info.
- 20.15 Reportage. Big MacCormack.
- 20.45 Thema. Quel climat pour demain ?
20.46 Pour quelques degrés de plus.
22.00 Conflits climatiques.
22.30 La Course du temps.
23.55 La vache a sauté au-dessus
de la Lune.
- 0.45 La Femme du port ■■■
Film. Arturo Ripstein (v.o.).

M 6

- 18.00 Le Clown O.
19.00 Le Flic de Shanghai O.
19.50 1 minute.
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.05 Une nounou d'enfer O.
20.40 Passé simple, Décrochage info.
20.50 Separate Lives
Film. David Madden O.
22.40 Fog ■■■
Film. John Carpenter O.
- 0.15 Fréquentstar. La vérité si je mens 2.

RADIO

FRANCE-CULTURE

- 21.00 Le Gai Savoir. Christophe Grenier.
22.12 Multipistes.
22.30 Surpris par la nuit. Pasolini et la
nouvelle culture. Scandale et mystère :
du corps politique au corps poétique.
0.05 Du jour au lendemain.
Anne de Staël.

FRANCE-MUSIQUES

- 20.00 Concert euroradio.
Par l'Orchestre symphonique allemand
de Berlin, dir. Van Pascal Tortellier :
Symphonie n° 92 Oxford, de Haydn ;
Concerto pour violoncelle et orchestre,
de Hindemith ; Œuvre de Sibelius.
- 22.30 Jazz, suivez le thème.
Exactly Like You.
- 23.00 Le Conversatoire.

RADIO CLASSIQUE

- 20.40 Les Rendez-vous du soir.
A la Cité des congrès d'Angers.
Par l'Orchestre national des pays
de la Loire, dir. Hubert Soudant.
Œuvres de Connosson, Mozart,
Bruckner.
- 22.25 Les Rendez-vous du soir (suite).
Œuvres de Fauré, Debussy, Roussel,
Enesco.

LA CINQUIÈME/ARTE

- 13.45 Le Journal de la santé.
14.05 Lorsque le monde parlait arabe.
14.35 La Cinquième rencontre...
16.00 Les Grandes Manœuvres.
16.30 Les Ecrans du savoir.
17.35 100 % question 2^e génération.
18.05 Le Monde des animaux.
18.35 Le Journal de la santé.
19.00 Tracks.
19.45 Météo, Arte info.
20.15 Reportage.
Les Deux Mondialisations.
20.45 Denis. Téléfilm. Catherine Corsini O.
22.20 Grand format.
Amazonie, la terre et la peine.
23.50 Khroustaliov, ma voiture ! ■■■
Film. Alexei Guerman (v.o.) O.

M 6

- 13.40 Un si long sommeil.
Téléfilm. Michael Switzer O.
15.20 Les Routes du paradis.
16.15 M comme musique.
17.40 Zoe, Duncan, Jack & Jane.
18.05 Le Clown.
19.00 Le Flic de Shanghai.
19.50 1-minute.
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.05 Une nounou d'enfer.
20.38 Météo du week-end.
20.40 Cinéfix, Décrochage info.
20.50 Les 5 Ans de Graines de star.
23.10 La Nuit du Net.
1.15 M comme musique.

RADIO

FRANCE-CULTURE

- 19.30 Appel d'air.
Invité : Michel Bonduelle.
- 20.30 Black & Blue.
Invité : Georges Paczynski.
- 21.30 Cultures d'Islam.
Le Caire : site pharaonique.
Invité : Jean-Pierre Corteggiani.
- 22.12 Multipistes.
22.30 Surpris par la nuit.
A House in Bali, Colin McPhee.
0.05 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUES

- 18.00 Le jazz est un roman.
L'auberge des songes.
- 19.07 A côté de la plaque.
20.05 Concert franco-allemand.
Concert enregistré par le Chœur
et l'Orchestre de la MDR, dir. Howard
Arman, Nathan Berg, baryton.
Œuvres de Haendel, Walton.
- 22.30 Alla breve.
22.45 Jazz-club.
Le groupe de John Abercrombie.

RADIO CLASSIQUE

- 18.30 L'Actualité musicale.
20.40 Les Rendez-vous du soir.
La jeunesse de Bach.
Œuvres de Bach, Pachelbel, Lully,
Böhm, Reincken, Keiser, Buxtehude.
22.50 Les Rendez-vous du soir (suite).
Œuvres de Beethoven, R. Schumann.

Le Monde
TELEVISION

FRANCE 2

20.55 Nestor Burma
Le sympathique détective de choc,
qui, depuis 1991, a le visage de Guy
Marchand, sera présent ce soir
dans un épisode complètement
« relooké ». Adieu Florimond Fa-
roux et Zavatter, jugés trop vieux.
Parmi les jeunes et séduisants nou-
veaux venus, la commissaire Niel
(Elisa Servier). Autre détail pi-
quant, Nestor, dont on avait re-
marqué la calvitie, ne quitte plus
son chapeau, même quand il dort !

FRANCE-CULTURE

21.30 Cultures d'Islam
La récente parution aux éditions

La faute

par Pierre Georges

IL FUT MINISTRE. Il fut président du Conseil constitutionnel. Il fut et reste avocat. Et il est prévenu. Et cela fait presque tout drôle de l'écrire, le prévenu Dumas s'est comporté, mercredi à la barre, comme un sauvageon de justice traduit devant le tribunal correctionnel pour un vol à l'arraché et qui, pétant les plombs à l'audience, maudirait et menacerait ses juges. Au risque d'en prendre une petite couche supplémentaire pour outrages à magistrats et menaces d'on ne sait trop quelles représailles.

Insensé, incroyable et pourtant bien réel. Roland Dumas, à bout de nerfs, de colère, d'arguments, à bout de personnage peut-être aussi, a brisé le masque et sa propre statue d'homme de marbre. Finie l'habileté manœuvrière. Finis les assauts de courtoisie féroce et inspirée. Envoyée la belle assurance nourrie de tant de combats judiciaires et de tant de négociations diplomatiques. Oublié le sang-froid légendaire, la carapace blindée et élégante d'un homme de pouvoir.

Roland Dumas est tombé de toute sa hauteur, dans un instant d'égaré, de fatigue et de colère pour n'être plus que ce qu'il est : un prévenu ne comprenant plus ce qui lui est arrivé et comment il en est arrivé là. Un justiciable ne supportant pas même l'idée qu'il puisse être jugé un jour et estimant simplement que ses juges sont uniquement voués et ligés à sa perte dans une conjuration de palais. Un plaideur sentant sa propre cause lui échapper et comme pris d'une fureur vengeresse à le saisir et à dénoncer des magistrats dont il comprend trop, par expérience, ce qu'ils lui veulent et ce qu'il lui font. Un vieil hom-

me enfin, furieux de voir et de devoir exposer devant la France entière cette partie de sa vie sentimentale où la passion l'aurait disputé à l'intérêt. Et inversement.

Roland Dumas a craqué. Vulgairement craqué. Sous ce qu'il a le droit de considérer comme un harcèlement. Sous ce que les magistrats avaient le droit de considérer comme un questionnement resté sans réponse. D'une menace floue, il a dit toute sa détestation, son exaspération, sa haine pour certains de ses juges. « *Un jour, je vais m'occuper, moi, de certains magistrats et vous verrez ce qui se passera.* »

Ce genre de déclaration, à l'audience, vaut généralement condamnation. Elle valut ici des excuses, acceptées par le tribunal avec d'autant plus de magnanimité que les juges pouvaient estimer que, faisant cela, ce prévenu-là avait commis plus qu'un écart de langage, une faute majeure.

Cette audience, en effet, sans que l'on veuille ici se prononcer sur le fond de l'affaire, il y a un tribunal pour cela, restera celle où l'on aura vu l'ex-président du Conseil constitutionnel attaquer, fureur en tête, « *une justice qui ne chercherait qu'à salir comme c'est devenu une habitude dans cette République.* » Une audience qui, venant après de récentes et tout aussi véhémentes imprécations, dans une autre affaire, confirmera en quel respect et quelle estime des gens qui furent au pouvoir ou en furent proches tiennent la magistrature et la justice de leur pays.

Sous ces affronts, ces insultes, et mercredi, ces menaces, on peut douter que la justice tremble et reste immobile et silencieuse désormais.

Le mouvement de grève de la RATP était largement suivi jeudi 1^{er} février

Perturbations à la SNCF dans la région Rhône-Alpes

LE TRAFIC était très perturbé, jeudi 1^{er} février dans la matinée, dans le métro parisien, le RER et dans une moindre mesure, sur les dessertes de bus en raison de l'appel à la grève lancé par la CGT (syndicat majoritaire) et les autonomes (deuxième organisation syndicale) de la RATP. Selon les pointages effectués par la direction de l'entreprise après 9 heures, entre 20 et 40 % de la circulation étaient assurés dans le métro à l'exception de la ligne 1 (La Défense - Château-Vincennes) et 10 (Boulogne-Pont-de-Saint-Cloud - Gare-d'Austerlitz), où moins de 10 % des rames circulaient. Aucun train ne circulait sur la ligne A du RER alors que, sur la ligne B, le trafic était assuré à 85 %. Enfin, 60 % des bus circulaient et la quasi-totalité des tramways assuraient leur service.

Les deux syndicats majoritaires de l'entreprise qui ont appelé à la grève pour demander une amélioration des conditions de travail et une hausse des effectifs et des salaires, n'ont pas été suivis par les autres organisations syndicales. La CFDT, qui a ravi à FO la

troisième place lors des dernières élections professionnelles, avait initialement déposé un préavis de grève, mais a finalement décidé de le retirer, après avoir conclu avec la direction un « *constat d'accord permettant d'ouvrir des négociations afin d'anticiper les recrutements prévus dans le cadre des 35 heures* » qui doivent être mises en place d'ici à 2003. FO et les syndicats indépendants n'ont pas déposé de préavis d'arrêt de travail. Les deux organisations syndicales majoritaires (CGT et autonomes) représentent 60 % des personnels de l'entreprise.

Mercredi, dans un entretien au Parisien, Jean-Paul Bailly, président de la RATP, estimait que les motifs de grève invoqués par les syndicats étaient contestables. Jean-Paul Bailly se déclarait « *très préoccupé de voir que de tels mouvements [étaient] susceptibles, à terme, de freiner le développement de l'entreprise. Les motifs invoqués apparaissent totalement disproportionnés par rapport aux conséquences supportées par les voyageurs et la RATP.* ». S'exprimant sur les effectifs,

M. Bailly rappelait dans son entretien que l'année 2000 s'était traduite par « *2 400 embauches, dont 1 000 créations nettes d'emplois* », tandis que « *6 000 embauches supplémentaires [étaient] prévues pour la période 2001-2003* ». Quant aux salaires, « *l'accord 2000-2001 garantit le maintien du pouvoir d'achat* », a-t-il expliqué, en affirmant que pour la période 1994-1999, « *le salaire réel avait augmenté de plus de 4 % pour 95 % des agents, et de plus de 8 % pour 75 % d'entre eux.* »

« MÉPRIS DES USAGERS »

Balayant ces arguments, le syndicat autonome traction (SAT) a affirmé mercredi que les 6 000 embauches prévues « *représentent le renouvellement des départs en retraite, des remplacements naturels et des effectifs nécessaires pour la mise en place des 35 heures* ». Quant aux salaires, « *la direction a annulé deux fois la réunion de suivi prévue pour discuter des conséquences de l'inflation 2000, avant de décréter que la question était close pour cette année-là* », s'est indigné le syndicat, qui

« *envisage* » même de retirer sa signature de l'accord salarial 2000-2001, puisque « *la direction ne le respecte pas* ». Cette analyse est partagée par la CGT.

Ce mouvement ne suscite pas seulement l'ire de M. Bailly. Dans un communiqué envoyé mercredi, l'Association des usagers de l'administration et des services publics (ADUA) a qualifié de « *scandaleuse* » la grève, dénonçant « *le mépris dont font preuve à l'égard des usagers les syndicats* » qui ont lancé ce mot d'ordre. « *Une fois de plus, une petite minorité n'hésite pas à prendre en otage une région de plusieurs millions d'habitants pour des motifs égoïstes* », juge l'ADUA. Le trafic SNCF connaissait également quelques problèmes jeudi dans la région lyonnaise avec deux TGV sur trois sur la liaison Paris-Lyon et seulement un TER sur cinq. Les grévistes entendent ainsi protester contre la gestion par activité mise en place par la direction.

François Bostnavaron
(avec AFP)

Des soldats français de la KFOR blessés lors d'affrontements au Kosovo

DIX-HUIT SOLDATS de la force multinationale de paix (KFOR) et deux gendarmes ont été blessés, mercredi 31 janvier, à l'occasion d'une troisième journée consécutive d'affrontements avec de jeunes albanais du Kosovo dans la ville divisée de Kosovska Mitrovica, a indiqué la Mission intérimaire des Nations unies au Kosovo (Minuk). La plupart des victimes, dont une sérieusement touchée aux jambes, appartiennent au contingent français de la KFOR qui contrôle le secteur nord de la province. Selon la Minuk, les soldats blessés ont tous été la cible de jets de grenades lors de trois attaques en différents points de la partie sud de la ville. Ils ont également reçu des cocktails Molotov et des pierres auxquels ils ont riposté en lançant des grenades lacrymogènes et à percussion. Deux civils auraient également été sévèrement blessés, selon des sources médicales albanaises.

Comme la veille, un millier de manifestants s'étaient rassemblés pour protester contre les accrochages de lundi entre Albanais et Serbes, au cours desquels un jeune Kosovar albanais de quatorze ans a été tué et deux autres blessés. Les affrontements de mercredi ont éclaté vers midi sur la partie sud du pont principal enjambant le fleuve Ibar, qui sépare la partie nord (serbe) et la partie sud (albanaise) de Mitrovica. Les heurts se sont ensuite rapprochés de deux immeubles occupés par la KFOR.

Hans Haekkerup, le successeur (en janvier) de Bernard Kouchner à

la tête de la Minuk, a condamné les derniers incidents, les plus sérieux depuis des mois. « *Il est inacceptable que la frustration et la colère au sujet d'assassinats ethniques se retournent contre la communauté internationale*, a-t-il dit. *La condition préalable pour prendre des mesures concrètes à Mitrovica est que la violence se calme.* » Des renforts militaires sont attendus à Mitrovica.

« TESTER NOTRE DÉTERMINATION »

En privé, les militaires de la KFOR disaient s'attendre à cette explosion de violence. « *Les deux parties vont chercher à tester notre détermination à l'occasion du changement de commandement dans le secteur nord et à la tête de la Minuk* », nous avait déclaré fin janvier un officier de la KFOR. Le contingent français est souvent perçu par les Albanais comme favorable aux Serbes et opposé à la réunification de la ville qu'ils réclament. L'année dernière à la même époque, des affrontements comparables avaient provoqué la mort d'une dizaine de personnes, principalement des Albanais tués par des Serbes qui s'opposaient au retour de réfugiés dans la partie nord. Des manifestations albanaises avaient aussi dégénéré. Elles avaient été organisées en mémoire d'Albanais de Mitrovica victimes d'un massacre commis par les forces serbes en 1999.

Christophe Châtelot
(avec Reuters)

DÉPÊCHES

■ **CINÉMA** : le film de Christophe Gans, *Le Pacte des loups*, a enregistré un bon début en salles avec 61 000 entrées à Paris et en banlieue le mercredi 31 janvier, premier jour de sa diffusion, sur 64 écrans dans la zone concernée. Il enregistre ainsi un meilleur score que les gros succès récents : *Incassable* avait débuté à 57 000 avec 48 copies, *Dinosaures* à 39 000 avec 49 copies, *Le Placard* à 36 000 avec 53 copies. On est loin pourtant du record établi par *Taxi 2* (113 000 pour 54 copies), qui devance un trio de titres ayant reçu dès leur jour de sortie environ 90 000 spectateurs dans la capitale et sa périphérie : *Independence Day*, *Men in Black* et *Star Wars*, la menace fantôme.

tenter
l'impossible
c'est déjà s'en
rapprocher.

On dit que ce qui monte doit forcément retomber un jour. Nous, nous pensons le contraire. Nous pensons que c'est en remettant en question les

idées reçues que nous faisons le plus de découvertes. Par exemple : une simple pile à combustible capable de fournir l'énergie nécessaire à l'appareillage électrique d'une BMW série 7 pendant deux semaines sans interruption, des ascenseurs qui utilisent Internet pour rappeler aux ingénieurs qu'il est temps de penser à leur maintenance, un métal d'une résistance extraordinaire et léger comme l'air. Toutes ces idées pouvaient sembler bien saugrenues avant que nous en fassions des produits concrets. Mais c'est précisément quand quelque chose semble impossible que nous pensons qu'y arriver en vaut la peine.



**United
Technologies**
NEXT THINGS FIRST.™

www.fr.etc.com Paris SE&UE

*En avant le futur.

OTIS

CARRIER

PRATT & WHITNEY

SIKORSKY

HAMILTON SUNDSTRAND

INTERNATIONAL FUEL CELLS



CLAUDIO MAGRIS
page II



BERTOLT BRECHT
page IV

SCHOPENHAUER

La chronique de Roger-Pol Droit
page V



HISTOIRE

Analyses pionnières ou témoignages essentiels, la Russie, des tsars autocrates à l'ère soviétique, au cœur de l'actualité éditoriale
page VI

LIVRE.COM

page VII



LE MONDE DES POCHEs
16 pages

D. H. Lawrence, état d'urgence

Il est peut-être le plus célèbre des écrivains méconnus. Ou inversement. Quand on ne le confond pas avec son contemporain T. E. Lawrence (Lawrence d'Arabie), on retient de D. H. Lawrence son dernier et sulfureux roman (publié en 1928 et interdit jusqu'en 1960) *L'Amant de Lady Chatterley* et, pour le reste, ignorant ses autres titres (souvent meilleurs), on se contente des clichés : puritain scandaleux, prophète apocalyptique, pré-fasciste, violent, chantre du sexe, satyre à la barbe rousse, antisémite fasciné par la judéité, homme hostile à l'homosexualité avec un fanatisme forcément suspect, misogynne de la plus belle eau, mais aussi précurseur d'un certain féminisme communautariste, apôtre de la libération sexuelle, de la célébration écologiste du retour à la nature, de

la vie en communauté, ancêtre du mouvement New Age... Rien de tout cela n'est absolument juste, mais les divers propos de cet étrange personnage pouvaient susciter de multiples interprétations – pas totalement fausses non plus. Toutefois, il manque à ce catalogue de définitions ce qui permet la coexis-

Josyane Savigneau

tence de ces contraires et fonde le désir de lire, voire de comprendre, ce furieux, ce paradoxal, cet imprécatateur, familier des prophètes de l'Ancien Testament : écrivain, styliste magnifique.

Ce tissu de contradictions aurait dû attirer l'attention de manière plus soutenue sur la complexité de David Herbert Lawrence, fils de mineur anglais, né le 11 septembre 1885 et mort quarante-quatre ans plus tard de la tuberculose. Pourtant, bien qu'il soit mort en France, ce pays ne lui a jamais témoigné beaucoup d'intérêt et une grande partie de son œuvre y a été pendant long-

temps inconnue. Ce qui rend plus précieux encore ce choix de lettres. L'excellente édition d'André Topia (avec préface, chronologie et bibliographie très complète) a été faite d'après les *Selected Letters of D. H. Lawrence*, choisies par James T. Boulton en 1997 parmi les sept volumes de lettres de D. H. Lawrence (1). C'est une infime partie de la monumentale correspondance de cet homme dont l'existence, dès 1912, mais surtout à partir de 1917, est marquée par un nomadisme aux allures d'exil. « Chez un être qui mena toujours une vie nomade et pouvait travailler sur un coin de table dans des lieux les plus impropres à la concentration, [les lettres] représentent presque l'équivalent du journal qu'il était incapable de tenir, montrant le surgissement d'une voix dans toutes ses inflexions et ses dissonances. »

Ce qui frappe d'emblée, dans ces textes qu'on lit comme en état d'urgence – probablement parce que beaucoup ont été écrits en état

Ces « Lettres » – infime partie d'une monumentale correspondance qui lui tint lieu de journal – permettent d'appréhender la figure paradoxale d'un styliste magnifique encore méconnu

d'urgence –, c'est ce que Lawrence lui-même désigne comme sa « totale androphobie » : « Je dois dire que je hais l'humanité. » Presque toutes les lettres d'invective appartiennent à la période de la Grande Guerre. Haine de la nation, proclamations pacifistes, rejet généralisé : « Je hais à tel point "le public", "le peuple", "la société" que je suis possédé par une sorte de folie quand j'y pense. » (7 avril 1916). Parallèlement, Lawrence exprime son désir d'une vie autre, qui l'amènera à rêver une communauté, « *Rananim* ». A Bertrand Russell, le 12 février 1915, il affirme : « Nous devons nous libérer de la question économique (...). Il faut une révolution dans l'Etat (...). Désormais, un homme touchera son salaire, qu'il soit malade, bien portant ou âgé (...). Tous nos idéaux ne seront qu'imposture et hypocrisie tant que nous n'aurons pas brisé ces chaînes de l'argent. » Il n'est pas rare que, dans la même missive, coexistent vituperations et descriptions éblouies du paysage, en Australie, au Mexique, en Angleterre même, pays que Lawrence n'aime guère : « La côte est absolument primitive : ces lourds rochers, comme de l'obscurité solidifiée, et les lourdes eaux, comme un premier crépuscule qui viendrait se briser contre les rochers et les laisserait inchangés » (1^{er} février 1916, Cornouailles).

Parmi ses contemporains, Lawrence s'est évidemment désigné un ennemi privilégié : James Joyce, qui lui rendait bien sa détestation et refusa même de le rencontrer. Les grands écrivains savent toujours où est le véritable adversaire. Cette haine réciproque amena, de chaque côté, des commentaires peu amènes sur le travail de l'autre. Ainsi D. H. Lawrence, en 1928, après lecture dans la revue *transition* d'un extrait du *Work in Progress* de Joyce (qui allait devenir *Finnegans Wake*), déclare-t-il à Maria et Aldous Huxley : « Ses citations de la Bible et tout le reste ne sont que des vieux mégots et des rognures de choux, tout ça marinant dans un jus de cochonnerie journalistique délibérée. » Le terme « journalistique » accolé à l'obscur objet de pure littérature qu'est *Finnegans Wake* ne manque pas de produire aujourd'hui un délicieux effet comique. Mais tout persuadé qu'on puisse

être de la supériorité de Joyce sur Lawrence, dans la lecture de cette correspondance on est non pas « du côté de Lawrence contre Joyce », mais en empathie avec cet artiste, exceptionnel lui aussi, qui s'est battu toute sa vie, dans les difficultés matérielles, pour laisser une œuvre, et dont les lettres les plus touchantes, sinon les plus apaisées, concernent son travail. « J'écris un autre roman (...). Dans ce livre-là, je suis enfin libre (...). En fait, je me sens intérieurement assez triomphant » (à E. M. Forster, 30 mai 1916). Une décennie plus tard, en 1927, quand son énergie est presque épuisée, sa vie presque consumée, Lawrence se dit néanmoins satisfait de son dernier livre, *L'Amant de Lady Chatterley* : « Je travaille toujours à la même chose : redonner à la relation sexuelle toute

sa valeur et son prix alors qu'elle est honteuse. Et c'est dans ce roman que j'ai été le plus loin. Moi, je le trouve beau, tendre, fragile, comme le moi dans sa nudité. » Il a été jugé inconvenant et scandaleux, comme son auteur, auquel il est peut-être temps de rendre enfin sa tendresse et sa fragilité.

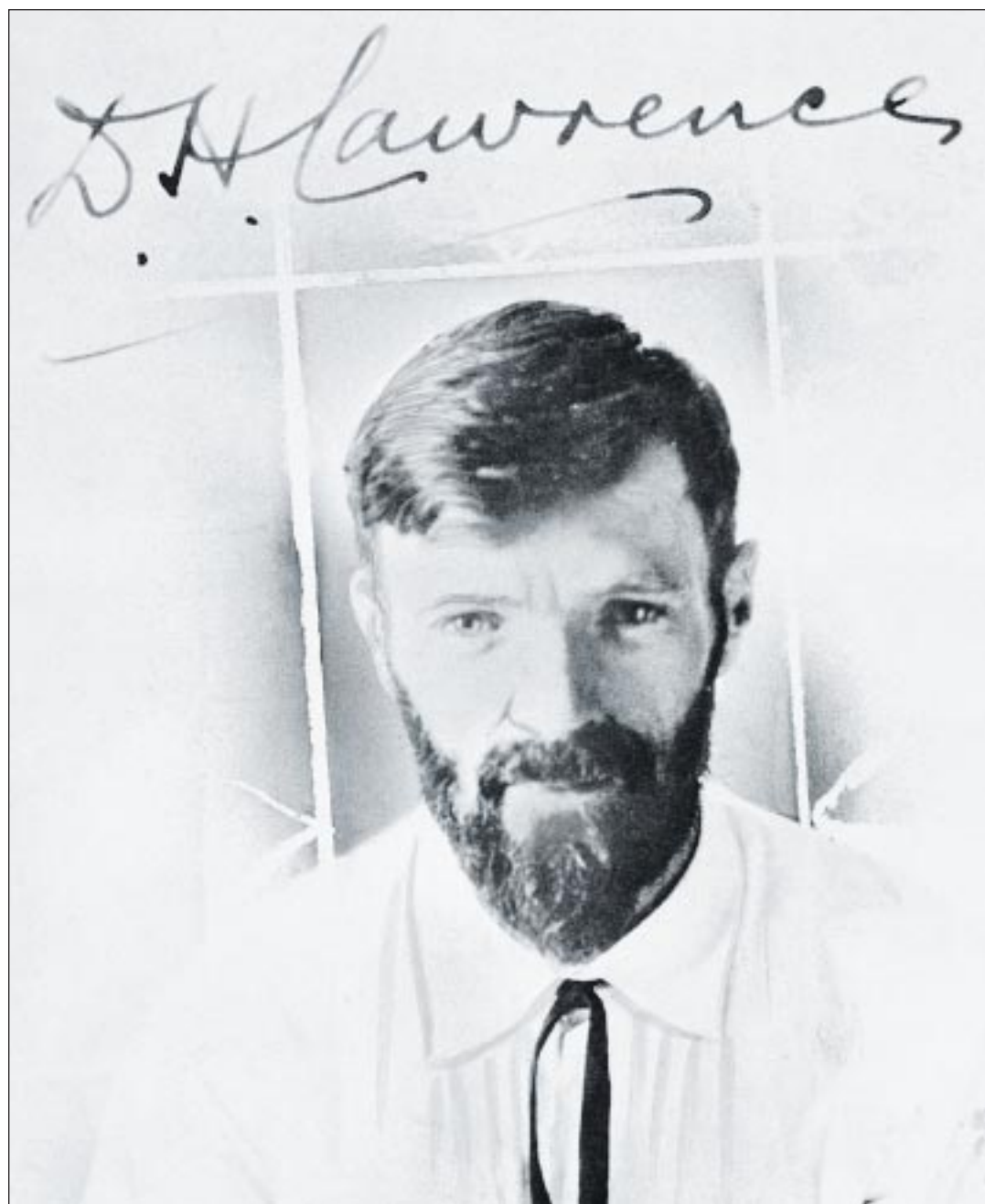
(1) *The Letters of D. H. Lawrence*, réunies et éditées par James T. Boulton, Cambridge University Press, 1979-1993.

LETTRES CHOISIES de D. H. Lawrence. Édition de James T. Boulton. Choix de lettres, traduction de l'anglais, préface et notes d'André Topia, Gallimard, « Du monde entier », 240 p., 140 F (21,3 €).

extrait

« Je sais que, vous aussi, vous croyez que cette volonté humaine détraquée doit dominer la vie. Moi pas. Et c'est pourquoi je pense que l'Amérique n'est ni libre ni brave, mais est un pays de petites volontés étroites qui résonnent comme du métal, tout le monde essayant de berner tout le monde, et un pays d'hommes absolument dépourvus du véritable courage qu'est la confiance, la confiance en la spontanéité sacrée de la vie. (...) Je vous laisse le pays de la Liberté – ce que j'en connais. Au printemps, je veux rentrer en Europe » (Taos, Nouveau-Mexique, 27 septembre 1922).

« New York n'a pas changé : rigide, créature de la machine, contre nature. Pourtant, c'est plus stimulant que l'Europe. C'est si mécanique, il n'y a aucun sens de la mort. » (New York, 13 mars 1924.)



BETTMAN/CORBIS

Julliard

Yasmina Khadra
L'Écrivain
roman
Julliard

YASMINA KHADRA
Julliard

“Yasmina Khadra prouve de façon éclatante que loin d'être l'écrivain circonstanciel d'une seule guerre, il est un grand romancier des combats intérieurs.”

Aude Lancelin
Le Nouvel Observateur

“L'audace de ne jamais trahir cette passion chimérique pour la littérature.”

Jean-Luc Douin
Le Monde

“Yasmina Khadra était l'homme masqué de la littérature algérienne. Avec *L'Écrivain*, il nous livre aujourd'hui le roman de ses origines...”

Daniel Rondeau
L'Express

Julliard



UTOPIE ET DÉSENCHANTEMENT
(Utopia e disincanto)

de Claudio Magris.
Traduit de l'italien par Jean
et Marie-Noëlle Pastureau.
Gallimard/L'Arpenteur, 450 p., 165 F (25, 15 €).

Sur l'autre face de l'Histoire

Nos yeux, écrit Claudio Magris, ne verront pas le Messie. Il aurait pu dire que notre journée ne verra pas le Grand Soir. Les utopies, c'est un truisme, en ont pris un sérieux coup au cours du siècle qui vient de s'écouler. Nous savons désormais qu'il ne faut pas être trop pressé. Certains esprits courts en ont tiré une leçon à leur dimension : les utopies sont meurtrières et ceux qui rêvent encore de changer le monde sont de dangereux sociopathes qu'il faut chasser de la cité mondiale avant qu'ils ne provoquent de nouvelles catastrophes. Au cours des dernières années du siècle, le Flaubert des *Idées reçues* aurait pu augmenter sa collection d'un collier impressionnant de perles hénaurmes. Enfilées, c'est nouveau, par des professionnels de l'écriture et de la pensée. Quelqu'un a même pu parler, en 1989, de « fin de l'Histoire » sans provoquer une franche rigolade. Au moment même où, précisément, l'Histoire se dégelait.

Tout se passe, explique Magris, comme si nous n'avions plus le choix qu'entre deux manières de penser l'avenir. D'un côté, le catastrophisme. C'est l'attitude qui a la préférence des écrivains. On comprend pourquoi. Il permet une emphase, une grandiloquence, un pathos, un sentiment de la crise dans lesquels la littérature se sent dans son élément. Après s'être longtemps faits les prophètes de la Grande Libération, nombre d'écrivains – parfois les mêmes – se sont reconvertis en prophètes de la Grande Aliénation. Puisque la victoire du Bien n'advient pas, il ne reste que celle du Mal.

De l'autre côté, ce que Magris appelle les idéologies molles, le « totalitarisme soft et gélatinieux promu par le pouvoir des moyens de communication ». On appelle aussi cela le « réalisme », le réel n'étant que la surface présente de la réalité pour laquelle on n'imagine aucun avenir, aucun progrès, aucune espérance. Si elle existe encore, l'histoire ne s'invente pas, elle se gère.

Analysant dans l'un de ses textes *Quatre-vingt-treize*, de Victor Hugo, où le romancier n'élimine aucune des contradictions entre la grandeur et l'horreur de la Révolution, « sujet de contemplation sombre, lugubre, effrayant, mais sublime », Magris oppose le roman épique hugolien à la grande offensive de l'idéologie molle qui a consisté à « réviser » l'histoire révolutionnaire pour discréditer, à travers l'épisode de la Terreur, le projet même d'une rédemption sociale et civile. Les peuples désormais doivent vouloir ce que décident leurs dirigeants.

Entre l'écueil de l'attente rhétorique du pire et celui de la résignation bornée, entre ces deux confort de l'esprit, Magris dessine une autre voie, celle où vivent ensemble l'utopie et le désenchantement, indissolublement liés comme le sont Don Quichotte et Sancho Pança. L'utopie pour respirer, pour ne pas oublier l'Histoire, pour donner un sens à la vie ; le désenchantement

Entre l'écueil de l'attente rhétorique du pire et celui de la résignation bornée, entre ces deux confort de l'esprit, Claudio Magris dessine une troisième voie, où vivent ensemble l'utopie et le désenchantement

pour se souvenir qu'il n'y a pas de recette, que l'échec est probable, que l'histoire est ironique, qu'elle n'avance pas droit et même parfois semble reculer, que, comme l'écrit Sperber, celui qui se vante et se réjouit de la victoire devient facilement « un cocu de la victoire ». Le désenchantement « est une forme ironique, mélancolique et aguerrie de l'espérance ».

Utopie et désenchantement, espérance d'une vraie vie et désillusion, c'est aussi, note Magris, l'indivision qui porte depuis plus de deux siècles l'histoire littéraire de l'Occident. « La littérature se pose souvent par rapport à l'Histoire comme l'autre face de la Lune, laissée dans l'ombre par le cours du monde. Ce sentiment d'un grave déficit dans la vie et dans l'Histoire est l'exigence de quelque chose de radicalement autre, d'une rédemption messianique et révolutionnaire, manquée ou niée par chaque révolution historique. » Les grandes idéologies sont mortes, il reste la littérature.

Utopie et désenchantement est un recueil d'articles. A part deux ou trois textes plus anciens, ils ont été écrits par Magris au cours des dix dernières années. Ils ont l'éclectisme des écrits de circonstance. La mort de Primo Levi et les cent ans d'Ernst Jünger, une préface aux œuvres d'Hermann Broch, une conférence – magnifique – sur l'idée de frontière, une suite d'études sur les récits du Grand Nord. Plus généralement, Claudio Magris, écrivain de Trieste, ville-frontière quasi mythi-

que où se rencontrent l'Italie, l'empire austro-hongrois et la Yougoslavie ne cesse de vagabonder entre les aires littéraires et linguistiques de sa région. Ses grands gîtes d'étape se nomment Goethe, Thomas Mann, Nietzsche, Hesse, Andric, Pasolini, Montale. Mais la frontière, comme il l'explique, n'a de sens que par ce qui lui est extérieur. Voici donc convoqués aux agapes du rêve et de l'ironie Cervantès évidemment et Borgès, Gontcharov et les romanciers d'aventures, des Indiens anonymes et un Homère lapon, Dostoïevski et Tagore, Erasme et Luther, l'étrange testament moral de Linné et Ninon de Lenclos, qui savait ne pas vieillir. Et encore : une chronique de Noël, une photo du mois d'août, un éloge du copiage qui est une jolie réflexion sur la loi, une conférence sur les conférences, un court essai sur l'usage des cosmétiques. Toutes les apparences d'un joyeux fourre-tout ou de ces morceaux de prose éparpillés dont le génie lucratif des éditeurs fait un ragoût.

On est donc surpris par l'évidente unité de l'ensemble. Elle tient d'abord au talent de Magris. Il est difficile de faire la part qui y revient à la fermeté de la pensée et à la finesse de l'écriture, à la clarté du propos et aux charmes de la digression, à la rigueur éthique et à l'enthousiasme esthétique. Magris est un maître dans l'art d'accrocher le général au particulier, la vue d'ensemble à la description d'un détail, l'envers à l'endroit. Comprenez qu'il ne s'agit pas d'intelligence, ni de goût, ni de bien-écrire, toutes choses largement partagées, mais de la manière dont la littérature incarne ce qui, sans elle, serait aussi vivant qu'une colonne de chiffres ou qu'une batterie de concepts.

L'unité du livre ne s'arrête pas là. Utopie et désenchantement n'est pas construit comme une suite de textes, mais plutôt comme un puzzle, forcément, nécessairement incomplet, où chaque pièce refléterait un aspect de l'ensemble dans lequel elle s'insère. Chacune est un récit de voyage dans la vie où l'on pourrait placer en exergue ce constat de Leonardo Sciascia : « La plupart des hommes ne savent rien d'eux-mêmes et du monde si la

littérature ne le leur apprend pas. » Ce qui ne veut pas dire que les écrivains ne se trompent pas, ni qu'ils ne trompent pas. Magris réserve les fleurs les plus épineuses de son ironie à ces artistes et à ces intellectuels qui se montrent souvent – il parle des événements du Kosovo, mais en évoque d'autres – plus fermés, plus chauvins et plus forcenés dans la haine que les politiques eux-mêmes. Il est vrai que ça ne leur coûte que de l'encre.

De page en page, de lecture en écriture, Magris trace les lignes de force d'une éthique de la littérature. On entend déjà les cris d'horreur de nos esthètes libertaires et de nos charmants professeurs de transgression. La morale ! les bons sentiments ! Comme si Gide n'avait pas écrit là-dessus des phrases définitives ! Magris met les choses au point : « Les écrivains qui aiment les provocations sont souvent de braves garçons qui célèbrent la démocratie mais critiquent comme il se doit le capitalisme, qui s'opposent au communisme despotique mais cultivent un noble et vague socialisme libertaire. (...) Il n'y a certes pas lieu de blâmer cette moralité diffuse, appréciable même quand elle est hypocrite. (...) Mais pour affronter réellement la toile de méchanceté dans laquelle nous sommes enlignés et que chacun de nous file comme une araignée venimeuse, il ne suffit ni de la déclamation – même sincère – de bons sentiments, ni de l'éloge débridé de la transgression, qui implique souvent un chaud et rassurant pathos sentimental ; même les prouesses les plus brutales et les plus noires de tant d'existence perdues, à la Genet, sont souvent enveloppées d'une rhétorique affective qui rappelle [LIRE SUIT] Sans famille et émousse l'authentique horreur de la réalité. »

Magris nous promène dans les « vrais » livres : ceux qui, affrontant et traversant le mal, le négatif, l'âme à marée basse, la perversion, l'aberration, l'abjection, la cruauté de la vie et de l'histoire, le souffle du néant, peuvent retrouver le frisson salutaire de l'utopie, de la bonté et de l'espérance.

Vision tragique, sagesse chrétienne, sans doute aucune, plus baroque que moderne, un rai de lumière fragile sur un chemin de ténèbres. Mais la leçon de Magris n'est pas très éloignée de celle de Gide. Même amour de la vie, même foi dans les pouvoirs de l'écriture, même avidité de voyages, de frontières franchies, de territoires sans cesse regardés de l'autre côté. Dans un de ses textes, Magris parle de cette période, du début du XX^e siècle aux années 1930, « où la littérature a atteint une frontière avancée jamais dépassée depuis ». L'époque où les écrivains, de Proust à Musil, de Kafka à Joyce, de Svevo à Thomas Mann, de Gide à Canetti tenaient la dragée haute aux inventeurs de systèmes.

Nostalgie du temps des « maîtres » ? Peut-être, à condition d'y ajouter, encore, un accent gideen : « Un vrai maître est moins un père qu'un frère aimé, qui devient vite un frère tout court. Peut-être qu'être un maître signifie, aujourd'hui plus que jamais, ne pas savoir qu'on en est un et ne pas le vouloir, s'oublier soi-même dans le dialogue que l'on instaure avec un autre, le traiter en égal, sans dédain, sans condescendance et sans préoccupations pédagogiques, en n'hésitant pas, le cas échéant, à l'attaquer sans pitié. »

Pierre Lepape

L'identité européenne du Triestin Claudio Magris

Le poids de l'histoire du Vieux Continent, confronté aux vertiges et aux délires de ses propres frontières, n'a jamais cessé de passionner l'auteur de « Danube », grand spécialiste de la Mitteleuropa. Rencontre au café San Marco

Mais où donc a bien pu passer Trieste ? Plongés dans le brouillard comme dans un énorme bain de vapeur, la ville et ses environs semblent avoir complètement disparu. « Quel désastre ! », soupire le chauffeur de taxi, pointant un pouce indigné vers l'horizon blanchâtre. « Un bon coup de bora, voilà ce qu'il faudrait », renchérit-il en appelant de ses vœux le vent froid des Balkans. C'est qu'il aurait tant voulu vous montrer « d'un seul coup d'œil » la vue sur le golfe de Venise et la mer Adriatique, avec l'Italie d'un côté, la Slovénie de



MARTINE SIMON



MARTINE SIMON

portrait

« Turin (...), c'est là que j'ai appris à réfléchir, tandis que Trieste est le lieu de l'enfance (...), j'ai beaucoup plus de liberté pour recréer ce qui s'y passe »

l'autre et plus loin, derrière l'avancée formée par l'Istrie, la Croatie ! Un monde enchevêtré, polyglotte, pays de vignes, de terre caillouteuse et de frontières plusieurs fois bousculées par l'histoire. Un monde que Claudio Magris connaît mieux que quiconque, avec ou sans brouillard. Qu'importe, d'ailleurs, le bonnet de brume laiteuse qui recouvre la ville : le lecteur de *Microcosmes*, l'un des livres en grande partie consacré par Claudio Magris à sa ville natale (Gallimard, 1998), sait à quoi ressemblent les lieux bien avant d'y avoir mis les pieds. Car il y a, chez cet écrivain né en 1939, une merveilleuse manière de représenter les paysages, les gens et leur histoire. Une gourmandise pleine de modestie, qui ne cherche pas à s'approprier les choses, mais à en révéler la nature profonde, par le biais d'une langue délicate et raffinée.

Le chauffeur de taxi ne s'y trompe pas. « Il professore » n'est pas un per-

sonnage inaccessible, mais un homme proche – presque un ami que tout le monde connaît, surtout depuis son passage de deux ans au Sénat (un exploit pour cet homme que rien n'attire vers la politique, hormis son sens du devoir, et qui réussit à se faire élire sans campagne électorale). « Quel type, non ? », lance le conducteur en guettant votre réaction dans le rétroviseur. Au café San Marco, la caissière vous indique la table habituelle du « professore », signalée par un petit carton « riservato », écrit à l'encre rouge. Le coin de Claudio Magris se trouve dans l'angle d'une vaste pièce au parquet de bois sombre et au plafond rococo, meublé de tables à plateau de marbre et de banquettes en moleskine. Ici, pas de musique intempestive, pas de conversations bruyantes. Les portes ont des poignées de cuivre transversales et les lampes, des globes de verre blanc dépoli. Des étudiants étudient, de

vieux messieurs lisent le journal, chacun à sa place. Au-dessus de leurs têtes, une ancienne pendule, suspendue par deux chaînes de laiton, mange les minutes en silence.

SINGULARITÉS

« Je passe beaucoup de temps dans ce café, j'y travaille avec plus de concentration que chez moi. J'aime mieux recevoir mes visiteurs ici que dans mon appartement, car là-bas j'ai l'impression d'imposer trop de moi-même. Et puis, ici, j'éprouve moins de mélancolie. » Claudio Magris est arrivé après avoir terminé son cours de littérature allemande à l'université de Trieste. Souriant et modeste, amical. Et capable de vous parler avec humour de ce que signifie vraiment le mot « cappuccino » à Trieste – pas exactement la même chose qu'ailleurs, bien sûr. A Trieste, du reste, rien n'est tout à fait pareil qu'ailleurs. A commencer par le dialecte (une base de vénétien, agrée-

mentée de mots allemands et slovènes, que Claudio Magris parle couramment, y compris avec ses confrères universitaires – tout en s'affirmant « jacobin » et révélsé par les micronationalismes. « Mais, oui, il nous arrive de parler de Proust en dialecte ! Pas en cours, évidemment, mais au café, très souvent. » La ville, aussi, surprend par le mélange de façades autrichiennes et de maisons italiennes. Tout, en ce lieu, rappelle que l'histoire est passée dans un sens, puis dans l'autre, emmenant la ville dans un étourdissant voyage immobile.

Le poids de cette histoire européenne, confrontée aux vertiges et aux délires de ses propres frontières, n'a jamais cessé de passionner Claudio Magris, grand spécialiste de la Mitteleuropa. Depuis sa déjà très classique thèse de doctorat (*Le Mythe et l'Empire dans la littérature autrichienne moderne*, L'Arpenteur, 1991), jusqu'à *Utopie et désenchan-*

ment, en passant par le remarquable *Danube* (L'Arpenteur, Prix du meilleur livre étranger 1988), par l'étude intitulée *Trieste, une identité de frontière* (Seuil, 1991) ou par ses deux beaux romans (*Enquête sur un sabre*, chez Desjonquères, en 1987 et *Une autre mer*, chez L'Arpenteur/Gallimard, en 1993), ce sont toujours les soubresauts de cette conscience déchirée entre Orient et Occident qui l'ont intéressé. Un dilemme qui ne pouvait nulle part s'incarner aussi bien qu'à Trieste, ville de son enfance heureuse. Depuis toujours, Claudio Magris puise dans cette ville la plupart des personnages et des lieux qui serviront à alimenter ses livres. « Je suis aussi très attaché à Turin, qui fut le lieu de mes études et où j'ai passé énormément de temps, dit-il. Mais Turin, je l'ai en quelque sorte bâtie avec la conscience, c'est là que j'ai appris à réfléchir, tandis que Trieste est le lieu de l'enfance et que j'ai beau-

coup plus de liberté pour recréer ce qui s'y passe. »

L'évocation de cette enfance et des amis indéfectibles qui l'accompagnèrent le fait encore sourire. Il se souvient aussi de son premier vrai livre, un traité sur les races de chiens, pour lequel il avait mis à sac la bibliothèque de son père. « Il me fallait des images, pour illustrer mes articles. Je les découpais dans des ouvrages, puis les collais avec un mélange de farine et d'eau. Au début, mon père a été furieux, puis il s'est aperçu qu'il s'agissait d'une véritable passion et il a laissé faire. Jusqu'au jour où il a vu que je prétendais, dans une note de bas de page, qu'un petit chien espagnol – pour lequel j'éprouvais de la sympathie – pouvait l'emporter au combat face au dogue de Bordeaux, que je n'aimais pas. Il m'a dit que je ne pouvais pas détruire sa bibliothèque pour dire des choses fausses. Alors j'ai effacé, avec mélancolie. » Peut-être est-ce de là que vient son souci d'exactitude, qu'il appelle « une forme d'amour et de respect ». Même lorsqu'il se tourne vers la fiction, Claudio Magris met son immense culture au service d'une pensée qui ne se complait pas dans la subjectivité. « La vraie pensée, explique-t-il, c'est d'abord de prêter une grande attention à ce à quoi on veut penser. »

Raphaëlle Rérolle

Rencontre avec
RUSSEL BANK
à l'occasion de la parution de
L'Ange sur le toit
(Actes Sud)
à la librairie
Compagnie
le mercredi 7 février
à partir de 17h.30
58, rue des Écoles, Paris 5^e
Tél. 01 43 26 45 36

L'invention du frère

La mort du frère aîné comme voie de rédemption : les romans d'Arnaud Cathrine et de Françoise Guillaumond affrontent l'ambiguïté d'un amour fatal

LA ROUTE DE MIDLAND
d'Arnaud Cathrine.
Verticales, 140 p., 75 F (11,43 €).

TROP DE BRUIT DANS LE VIDE-ORDURES
de Françoise Guillaumond.
Ed. du Rouergue,
« La brune », 150 p.,
69 F (10,51 €).

Le roman d'Arnaud Cathrine rend heureux. L'intrigue n'est pourtant pas optimiste, et les protagonistes du drame ne sont en rien des aventuriers enthousiastes. Mais le lecteur jubile : enfin un « vrai » romancier, se dit-il, un conteur authentique qui invente des personnages lucides, tendres et blessés, crée un décor de fin de partie. Le temps s'arrête et la douleur se repose : la mémoire décantée de l'auteur rejoint notre légende.

Les premières pages nous inquiétaient. On ne pouvait que penser à une écrivaine, l'unique Carson McCullers. On craignait la fascination stérile. Il n'en est rien : Arnaud Cathrine n'ignore pas ses modèles littéraires. Il s'en détache avec art. Singer, un jeune orphelin, est certes le double masculin de Frankie Addams, l'inoubliable adolescente questionneuse de *The Member of the Wedding* (Frankie Addams, titre français) mais, clin d'œil rassurant, l'adolescent est en train de lire *La Ballade du café Triste*, un autre titre de McCullers. Adopté par Amy, rescapée de tant de naufrages, Singer rêve de devenir boxeur pour abattre loyalement son déjà lourd passé. Zach, un Noir taciturne, meurtri par l'histoire de son peuple, veille aussi sur le petit mâle.

La Route de Midland est plein de lente fureur et de bruit assourdi. Un huis clos dans le désert du Texas. Et, comme dans tous les road movies, la porte du café-garage s'ouvre soudain sur un errant,



DAVID SAUVEUR/EDITING POUR « LE MONDE »

Will, jeune prof de lettres. Quatre solitudes s'accrochent, s'écoulent (magnifiques dialogues), donnent les apparences de la communication alors que chacun interroge ses fantômes. Les vrais personnages sont les absents : les parents de Singer et Ray (trente-cinq ans), le frère de Will (trente ans) dont le cadavre – métaphore des tragédies aveuglantes que l'on recouvre de nuit – n'en finit pas de pourrir dans un cercueil, à l'arrière du van que conduit le cadet, fuyant au bout de la terre. Où enterrer les souvenirs ? Will s'arrête chez Amy, au *Salt*

Café où il faut apprendre à « savoir comment [se] résoudre à la fadeur qui est en tout ».

Dans les interstices du dialogue, la vérité creuse son inéluctable fatalité. Will se confie à Susan, la prostituée qui enregistre sur des bandes magnétiques les confessions des hommes. La double voix de Will et du jeune Singer – fratrie de la déviance – alterne avec l'ancienne histoire de Will et de Ray, les deux frères qui ne savaient pas s'aimer et – c'est aussi la vieille rengaine des hommes entre eux – ont succombé à la violence du sexe com-

me désaveu d'un amour illicite. Auteur de deux romans remarquables – *Les Yeux secs* (1) et *L'invention du père* (2) –, Arnaud Cathrine, vingt-sept ans, est un romancier talentueux. D'une écriture nette et frémissante, il enserre la vie au plus près de ses hallucinations. Il nous suggère, sans tapage, que l'inceste et le crime sont de périlleux fantasmes avec lesquels il nous faut vivre : « *Comprendre, toujours comprendre... Là n'est pas le sel de la vie. – Où est-il ? a demandé Will. – Précisément dans votre question. Et je me suis demandé qui, autour de cette table, pouvait bien se vanter de l'avoir trouvé. Le sel de la vie.* »

Le grand frère d'Anna est son dieu, sa consolation, son seul désir. Françoise Guillaumond – qui écrit pour la jeunesse – signe son premier roman pour adultes. Mais dans *Trop de bruit dans le vide-ordures*, récit âpre, violent et noir, c'est d'enfance qu'elle parle encore, fort bien et d'une voix calme et triste de petite fille résignée, à jamais perdue dans un corps androgyne qui refuse la vie. Le frère d'Anna meurt. Aux souvenirs gris d'une famille qui la rejette depuis sa naissance, la jeune fille va substituer les éclats de lumière furtifs que le frère glissait dans son existence d'enfant mal aimée et malmenée. Françoise Guillaumond écrit au scalpel, par touches sobres. Les portraits de la mère et du père sont d'une cruelle précision. Comme dans les contes, sous les traits d'un oncle lucide et bienveillant, apparaît la fée qui la sauve (presque). Le dernier quart du livre, laborieusement consolateur, gâche un peu cette histoire de silence et de mort où s'enlise une petite fille privée de cet amour que le frère reçoit sans partage. Frère tué (qui sait ?) par le désir jaloux d'une sœur en mal d'identité.

Hugo Marsan

(1) J'ai lu, 1999.
(2) Seuil, « Points », 2001.

SCIENCE-FICTION

● par Jacques Baudou

D'un temps sur l'autre

AUX FRONTIÈRES DU CHAOS
(Ai masjini del chaos)
de Franco Ricciardiello.

Traduit de l'italien par Jacques Barberi,
Flammariion, « Imagine », 210 p., 85 F (12,95 €).

Ille des morts, d'Arnold Böcklin, est un tableau qui suscite la fascination (et qui a d'ailleurs fasciné aussi bien Lénine que Sigmund Freud). Mais celle qu'éprouve Vittoria Rossa Altieri, femme d'un universitaire qui applique à certaines périodes historiques la théorie du chaos, est d'une nature toute particulière qui l'entraîne, par un curieux phénomène de glissement temporel et de transmigration de l'esprit, à revivre les derniers jours du régime nazi dans le bunker confiné de la Chancellerie, dans une très troublante situation de témoin. Mais quel est donc le lien entre le tableau du peintre suisse et ces fragments d'Histoire revécus par une jeune femme portant – chose curieuse – les mêmes prénoms que la fille du réalisateur Dario Argento ? C'est ce que tente d'élucider le héros de ce récit érudit, dickensien et cependant solaire, qui n'a pour seul défaut qu'une fin un peu abrupte, mais qui distille à chaque instant un plaisir de lecture rare, grâce notamment à son mouvement de balancier temporel.

● **LE MANDALA DE SHERLOCK HOLMES**, de Jamyang Norbu

L'une des grandes énigmes de la sherlockologie est ce qu'on appelle le « grand hiatus », la période qui sépare le duel avec Moriarty aux chutes de Reichenbach de la réapparition de Holmes dans *La Maison vide*. Grâce à Jamyang Norbu, nous savons désormais quelle étonnante aventure Sherlock Holmes a vécue au Tibet. Cela commence comme chez Conan Doyle par un meurtre mystérieux pour lequel l'auteur fait appel à l'une des « *untold stories* » ; cela se poursuit comme dans un roman de Rudyard Kipling traitant du Grand Jeu avec le savoureux personnage de Hurree, avant de tourner au roman d'aventures exotiques avec l'arrivée des deux hommes à Lhassa, pour déboucher au final dans le fantastique ésotérique avec l'évocation du royaume mythique de Shambala du Nord et la quête de la Grande Pierre miraculeuse. Ce fascinant roman devrait combler aussi bien les sherlockiens les plus fervents que les simples amateurs de mystère, (traduit de l'anglais – Inde – par Marcelle Morin, éd. Philippe Picquier, 316 p., 128 F [19,51 €]).

● **SONNE LE GLAS DE LA TERRE**, de James P. Blaylock

D'un auteur aussi singulier que James Blaylock, on ne saurait attendre un roman convenu, même quand il décide, pour célébrer l'enfance, d'écrire un conte de Noël. Magnifique portrait d'une petite fille, *Sonne le glas de la terre* est aussi, derrière un rideau tenu de « chinoiseries », un traitement original du thème faustien (dans lequel un pasteur joue un rôle pour le moins ambigu !) qui ne met pourtant en scène que des personnages ordinaires, dans un environnement banal. Tout l'art de James Blaylock consiste justement, sans avoir l'air de rien, à injecter le bizarre et l'incongru, à des doses qui n'ont rien d'homéopathique, dans cet univers quotidien, jusqu'à son parfait dérèglement, et de faire d'« *une réunion de six personnes autour d'un dîner* » « *un mystère profond et quasiment dénué de sens* » (traduit de l'anglais – États-Unis – par Benjamin Legrand Denoël, « Lunes d'encre », 458 p., 145 F [22,10 €]).

Il convient de signaler aussi deux ouvrages de référence : *Les Pulpes : l'âge d'or de la littérature populaire américaine*, de Francis Saint-Martin, chez Engrage, la première étude d'envergure publiée en France sur ce phénomène éditorial ; et *Aldous Huxley : le cours invisible d'une œuvre*, de Françoise B. Todorovitch (Salvator, 149 F [22,71 €]).

Les peines du bavard

Eric Meunié raconte, en la déconstruisant, l'histoire sentimentale malheureuse de son héros écrivain

CONFUSION DE PEINES
d'Eric Meunié.
POL, 250 p., 125 F (19,06 €).

Une part importante de l'esthétique contemporaine vise à démonter, à déconstruire l'œuvre plutôt qu'à s'en proclamer le bâtisseur. Raconter des histoires, c'est se regarder les raconter, c'est démembrer et dénombrer les instruments de la narration. L'effort du lecteur sera évidemment proportionnel à celui fourni par l'auteur. Mais qui soutiendra que lire est toujours un exercice reposant ?

Pour son premier roman, Eric Meunié illustre cet art destructuré – ou autrement structuré –, dont il n'est certes pas l'inventeur mais qu'il applique avec un scrupule extrême. Sans concession, il s'est établi dans un lieu d'écriture paradoxal, acceptant ou recherchant le dédoublement, ou même parfois la multiplication, de son narrateur, avant de le mettre en scène. D'où cette « *confusion* » dans les « *peines* » : ici, celles du cœur et du sens. Celle du sujet aussi et de la personne qui, grammaticalement, est censée la désigner – ce qui, dans le livre de Meunié, ne va jamais de soi. Dernier motif de trouble : la « *contagion* ». Une continuité imaginaire existe entre le geste de lire et celui d'écrire ; sans toujours s'en apercevoir, on devient, écrivant, « *voleur de paroles* » ; on devient, par exemple, le héros d'un roman de Richard Brautigan (*Sombrero Fallout*, où un homme voit un chapeau tomber du ciel et décide d'écrire le livre de la petite Japonaise qui vient de le plaquer) ou encore *Le Naufragé* de Thomas Bernhard.

« *Il commence donc par le livre d'un autre. Le livre raconte comment il a été incapable d'écrire le sien.* » Un homme et deux femmes : Têtue et Douce. Il n'a su, ou pu, choisir. Il est seul. « *J'ai l'âge de la maturité et rien n'a mûri de moi* », dit-il lors-

qu'il parle à la première personne – privilège que n'accepte pas toujours de lui accorder l'auteur. Il s'agit donc de « *gaiement raconter, hardi, ardent, raconter l'histoire d'un manque essentiel qui devient douloureux désir et se renonce en littérature* ». Morose et néanmoins raisonneur, bavard comme le héros de Louis René des Forêts dont il se réclame, l'esseulé s'inscrira dans un club de rencontres, où il croisera trois femmes. La dernière, c'est Quatrième de Couve, alias Eminence Thénard, « *douce et bien élevée, études supérieures, poste à responsabilité dans le domaine de l'édition...* » Cela tombe bien, pour un écrivain. Mais les choses s'enliseront, comme avec les deux précédentes. Entre-temps, une foule de détails disparates trouveront place, d'une manière récurrente et obsessionnelle, dans la narration : la cleptomane du héros, qui vole des livres au Forum ; son bonnet perdu (qui renvoie au chapeau de Brautigan) ; des allusions au goût littéraire du détail, chez Delerm ou Bobin... « *Mais quelle importance pour l'histoire, seuls comptent les éléments de notre situation mentale : une attention soutenue par les circonstances.* »

Sans cesse, il est question de commencer ou de finir l'histoire. « *Mais par l'effet d'une impatience brûlante le fil clair du récit s'infléchit, je ne peux plus retenir la montée des commentaires, du livre je retourne à l'ouvrage, il faut inclure tout ce qui m'en sépare, question de sincérité...* »

On pourra s'irriter du caractère systématique et diffusif de l'histoire que raconte – et surtout se raconte – Eric Meunié. Mais il sera en même temps difficile de ne pas tirer son chapeau (ou son bonnet, si l'on veut suivre le modèle du livre) devant une incontestable veine romanesque et langagière, et aussi quelques morceaux de bravoure. Après, on laissera décanter – dans l'attente du prochain livre.

Patrick Kéchichian

Le premier roman de Jean-Paul Enthoven va faire couler beaucoup d'encre (et de larmes) car c'est un roman venu d'ailleurs.

Frédéric Beigbeder

Il faut dire que cette Aurore est fascinante.

Gilles Martin-Chauffier

Une langue si belle que l'on s'étonne à chaque ligne de rencontrer un écrivain sachant ranimer la pureté de cristal du phrasé du XVIII^{ème}.

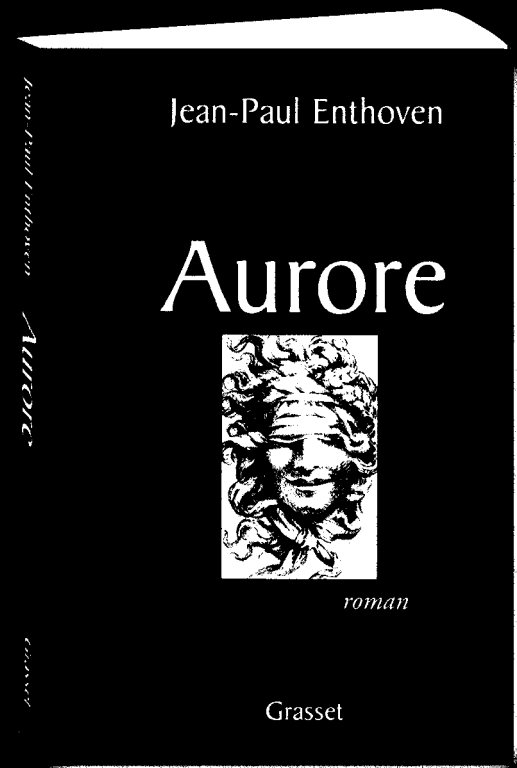
Fabrice Gaignault

Aurore est de la race des prédatrices, de celles qui prennent tout et ne donnent rien.

Alexis Liebaert

Il a perdu Aurore pour gagner le cœur des lecteurs et celui de la langue française, qui ne lui résiste pas.

Jérôme Garcin



à Bouillon de Culture
vendredi soir

Il y a du Paul Morand là-dedans, une touche de « Belle de jour ». Ce chant d'amour d'un homme pudique ne laissera aucune femme indifférente.

Marie-Claire Pauwels

Ce qui est remarquablement démontré par Enthoven, c'est la terrible crédulité de certains hommes.

Josyane Savigneau

Au cinéma, le climat d'Aurore oscillerait entre « Laura » de Preminger et « Eyes Wide Shut » de Kubrick.

Marc Lambron

Grasset

Bertolt Brecht

épique et distancié

A lors que, ici et là, on se demande si le théâtre de Brecht a des chances de survivre, il convient de laisser de côté, un moment, ses pièces, ses théories, et sa poésie – que d'aucuns considèrent comme le sommet de son œuvre – pour retrouver l'homme, le jeune poète qui va tourner le dos à la tradition européenne et explorer toutes les possibilités rythmiques « refusant » la mélodie – bien que féru de Verlaine et de Rimbaud, de François Villon et de Kipling. Et qui rêve de recréer le monde sur une scène, de le « recevoir entier en héritage » : « Je veux que toute chose me soit remise en main propre, y compris le pouvoir sur les animaux... Egal à lui-même, jouissant au lit sans me soucier du lendemain, peut-être fourbe, capable de vivre au-dessus de mes moyens, assez indifférent, et tout à fait apolitique. » Bertolt Brecht est né au sein d'une famille

drame intitulé *La Bible*. Il connaissait à la perfection les Écritures et il trouvait superbe la langue de Luther.

Or sa vraie première pièce, c'est *Baal*. Il avait vingt ans et il s'était proposé de parodier un drame expressionniste, *Le Solitaire*, de Hans Johst, aujourd'hui totalement oublié. Le thème ? L'héroïsme fondé sur la volonté de puissance. Brecht – comme très souvent à l'avenir avec d'autres œuvres – a conservé le découpage du drame à la manière d'un autre expressionniste, le seul qu'il admirait : Georg Kaiser – et, surtout, il imita la construction de *Woyzeck*, d'une originalité surprenante à l'époque de Büchner. Et, comme Brecht mettait ses propres expériences en parallèle avec la vie de ses modèles littéraires, il s'inspira de la vie errante de Verlaine et de Rimbaud, avec leur poésie, leur violence, leurs tendances homosexuelles – et « le crâne ingrat de Verlaine et de Socrate ». Par parenthèse, dans son deuxième ouvrage, *Dans la jungle des villes*, le personnage de George Garga ressemble à Rimbaud et cite des vers de Rimbaud et de Verlaine, s'identifiant au poète des *Illuminations*.

La pièce nous conte l'histoire d'un mécanicien, Baal, qui, au chômage, s'est fait chanteur de cabaret. Séducteur brutal et cynique, il finit par tuer son meilleur ami. Certains aspects de la vie de Villon, ses vagabondages et les circonstances de sa mort, ont contribué à la création de Baal, force instinctive, animale, – « aussi irresponsable que la jeunesse allemande des années 20 » –, qui rêve de vivre en plein accord avec la nature et cherche toutes les possibili-

« La réquisition du théâtre au profit de la lutte des classes risque d'empêcher l'avènement d'un théâtre véritablement révolutionnaire. »

tés de l'ivresse : l'alcool, l'accouplement, le meurtre ; qui clame son mépris de la société et finit par crever comme une bête abandonnée, dans une hutte de charbonnier. Violence extrême – comme Brecht ne montrera plus jamais dans ses œuvres –, brutalité de ton et, par moments, des cantilènes d'une paisible beauté : « Quand Baal grandissait dans le sein blanc de sa mère / Le ciel était grand et calme et blême... »

Puis l'on s'attarde sur *Baal*, c'est pour une triple raison : il s'agit d'une pièce magnifique et terrible, et elle fait penser irrésistiblement aux atrocités d'un certain Strindberg, alors qu'elle est, du fond du cœur, de Brecht : et c'est l'œuvre que l'auteur reprend d'abord, en 1926 : *Biographie de l'homme Baal* ; puis, en 1929, *Méchant Baal*, l'asocial. Et que, deux ans avant sa mort, en 1954, il décide de reprendre dans l'esprit du jeune homme qui l'écrivit – quoique obligé, par les circonstances politiques, d'ajouter ce mot : « J'avoue (l'aveuglement) que la pièce manque de sagesse. » Car Brecht n'aura jamais réussi, malgré son communisme, à effacer en lui le Brecht d'Augsbourg, lyrique et redoutable, qui avait horreur des grossesses et grondait les femmes qu'il avait mises dans cet état. Aussi, lorsque celle de ses amies qu'il aimait bien se trouva enceinte, il esquiva le

Grand lecteur de la Bible, comme Paul Claudel, le dramaturge allemand affirma : « Le théâtre épique ne combat pas les émotions mais, au lieu de se borner à les susciter, il les soumet à examen. » Ses « Écrits sur le théâtre », rassemblés par Jean-Marie Valentin, montrent une face peu connue de celui qui fut le vrai maître de Walter Benjamin

mariage – et l'enfant finit chez les parents de son égerie, l'immense actrice que fut Helene Weigel.

Baal, encore : Brecht, après la fuite de son pays, en 1933, s'exile en France, au Danemark, en Finlande, en Union soviétique et, enfin, longtemps, aux États-Unis, où il séjourna jusqu'en 1946. Un jour, à New York, il rencontre Klaus Mann et Frederic Prokosch. Brecht : « L'Amérique ! Une invention de Kafka. Je suis persuadé qu'il n'existait aucune Amérique telle que celle de Kafka ; mais ils l'ont pris au mot, et elle commence à revêtir un air kafkaïen. » Dans son livre de souvenirs (1), Prokosch note ceci : « Nous commandâmes tous des bières, et Brecht devint peu à peu philosophe. C'était un homme puissant et laid à la face brutale, aux yeux profondément enfoncés, aux larges pommettes aplaties, avec frange sur le front. Son visage avait un aspect médiéval, comme une sculpture gothique, sur chêne, non de saint mais d'abbé folâtre et malveillant. Il possédait une espèce de charme sauvage... Au fond, c'était une brute, mais une brute irrésistible. »

Lui demandait-on quelle était sa pièce préférée ? Sans hésiter, il répondit : *Baal*. Alors, Mann lui demanda s'il avait eu des expériences homosexuelles. Et Brecht de répondre : « Physiquement, non... Mais il arrive que mon esprit fasse des orgies... » Dans son Augsburg natal, Brecht passait souvent ses soirées chez un clown célèbre : Karl Valentin. Il admirait « sa logique distordue » et ses « enchevêtrements dialectiques » ; en fait, Valentin, Frank Wedekind – que Brecht admirait surtout comme acteur par sa vivacité, sa mimique et son art de la diction – et Charles Chaplin et ses arlequinades mathématiques se trouvent à la base du « théâtre épique » : par « épique », il entendait une certaine objectivité, une tonalité dénuée de passion : « Le théâtre épique ne combat pas les émotions mais, au lieu de se borner à les susciter, il les soumet à examen. » Il voulait développer son désir de transformer la réalité...

Pensait-il à Shakespeare, qu'il aimait tant, dont il disait que son public ne se ferait pas la moindre opinion de la pièce, mais beaucoup de la vie en général ? Brecht ne pouvait pas comprendre qu'on lui reprochât de vouloir déclencher, chez le spectateur, des prises de conscience ne le touchant nullement pour le pousser à l'action. Quant à Shakespeare... : « Shakespeare, lui, n'a pas besoin de penser. Et pas davantage de construire. Chez lui, c'est le spectateur qui construit... Dans le désordre des actes de ses pièces, on reconnaît le désordre d'une vie humaine, tel que la raconte un homme qui n'a aucun intérêt à y mettre de l'ordre dans le seul but de doter d'un argument, non tiré de la vie, une idée qui pour-



Brecht en 1918

rait n'être qu'un préjugé. Il n'y a rien de plus stupide que de représenter Shakespeare de façon à le rendre clair. Il est par nature obscur. Il est par nature obscur. Il est par nature obscur.

« Le théâtre épique » ? Brecht : « On essaie souvent de faire croire ce qu'on ne peut pas prouver. On se réclame alors de son amour de la vérité. Malheureusement, le vrai n'est pas toujours le vraisemblable. » Et, bien des années plus tard : « Le théâtre épique, qui avait été jusque-là exclusivement un instrument de lutte, doit, pour se mesurer avec d'autres formes dramatiques, se trouver des fondements esthétiques valables, sans rien perdre de ses vertus combattives. »

Lorsqu'il est arrivé à Berlin, sa prise de position en faveur du socialisme l'amena à s'intéresser au théâtre d'Erwin Piscator, lequel orientait son art vers la politique – on était en 1926... –, en actualisant les pièces classiques, désireux de dramatiser l'histoire et les luttes quotidiennes, alors que Brecht souhaitait les « interpréter » et ne prenait pas le théâtre pour une institution morale : « La réquisition du théâtre au profit de la lutte des classes risque d'empêcher l'avènement d'un théâtre véritablement révolutionnaire. »

A la dénomination de « théâtre épique », assez brumeuse, s'ajoute celle de « distanciation », si énigmatique que Brecht n'a jamais réussi à la rendre claire – et utile. (Comme disait Borges, l'Allemand se sait destiné à un art de symboles prémédités et de thèses polémiques...) De sorte que, par « distanciation », Brecht aurait entendu que le spectateur et l'acteur demeurent à distance des personnages représentés et qu'ils ne peuvent se départir d'une attitude critique devant la réalité qui leur est dévoilée ? Il se faisait raconter par des amis l'extraordinaire épopée de Meyerhold – auquel les partisans de l'art prolétaire reprochaient « son manque d'expérience révolutionnaire ». C'est Meyerhold qui, sans le vouloir, avait suscité la théorie de la distanciation – et qui, expulsé de son théâtre, arrêté, condamné à mort, fut exécuté en 1940 (2).

Théâtre épique... Distanciation... Par bonheur, dans une interview de la revue *Europe* (3), Bernard Sobel met au clair bien des choses. Arrivé en visiteur au Berliner Ensemble, dans les derniers mois de la vie de Brecht, il y

resta cinq ans. Le metteur en scène dit qu'il n'a jamais entendu une seule fois en cinq ans prononcer le mot « *Verfremdung* » (distanciation) au Berliner ; que, dans les techniques de jeu de Charlot, il y a tous les trésors d'une théorie brechtienne du jeu et que Brecht n'a rien inventé dans ce domaine. Et puis, qu'il aimerait voir « comment Brecht aborderait aujourd'hui ce problème qui est celui même du théâtre : l'homme est-il

« Les écrits de Brecht sont les premiers pour lesquels, comme critique, j'ai pris parti sans réserve, parce que mon évolution ces dernières années s'est déroulée, pour une part, en me confrontant à eux et parce que, avec un tranchant plus vif que tout autre, ils font comprendre les conditions intellectuelles qui entourent le travail de gens comme moi dans ce pays. » Walter Benjamin

au centre de l'Histoire ? Est-elle un processus sans sujet ? ».

Et Sobel de se dire que le seul qui ait essayé de tenir compte de ces interrogations cruciales, c'est Claudel, un pionnier : « Ce n'est pas sans importance que Brecht ait été un grand lecteur de Claudel. Baal ne peut pas ne pas faire penser à Tête d'or, ni Tête d'or à Rimbaud. Rimbaud, Claudel, Brecht, la transmission est évidente. (...) Ce qui rapproche encore Brecht de Claudel, c'est que tous les deux étaient de grands lecteurs de la Bible. » Sobel dit encore qu'il n'y a pas de théâtre plus subjectif que

celui de Brecht, alors que son rêve était un théâtre objectif...

Pour finir, une anecdote : Walter Benjamin disait à Brecht, à propos de Kafka : « *Kafka est le premier écrivain communiste.* » Et, du tac au tac, Brecht : « *Et moi je suis le dernier écrivain catholique.* »

Or cette « forêt de variantes multiples » que sont les *Écrits sur le théâtre*, de Brecht, a fini par composer un ouvrage personnel, pour ne pas dire autobiographique, dans lequel, comme le signale Jean-Marie Valentin, maître d'œuvre de l'édition, « la fable, l'art du comédien, l'imitation, l'illusion, la reproduction du réel, la proximité ou la distance (...) sont, parmi d'autres encore, les axes que Brecht a sans relâche examinés, à partir desquels il a provoqué les dramaturges et critiques de son temps et remis en question l'apport de ses grands prédécesseurs ».

Sait-on que le vrai maître de Benjamin fut Brecht ? Ils se rencontrèrent en 1929 et, pendant dix ans – jusqu'à la mort de Benjamin –, leur amitié fut intense. Benjamin : « *Les écrits de Brecht sont les premiers pour lesquels, comme critique, j'ai pris parti sans réserve, parce que mon évolution ces dernières années s'est déroulée, pour une part, en me confrontant à eux et parce que, avec un tranchant plus vif que tout autre, ils font comprendre les conditions intellectuelles qui entourent le travail de gens comme moi dans ce pays.* » Mais il disait aussi ce que tout un chacun pourrait dire en lisant ses *Écrits* : « *Brecht est un phénomène difficile à saisir.* »

Hector Bianciotti

(1) *Voix dans la nuit*, Fayard.

(2) *Vsevolod Meyerhold ou l'Invention de la mise en scène*, de Gérard Aben-son. Fayard, 1998.

(3) Interview de Bernard Sobel, par Raymond Temkine, *Europe*, n° 856-857, septembre 2000. [REF]

ÉCRITS SUR LE THÉÂTRE

de Bertolt Brecht. Edition établie sous la direction de Jean-Marie Valentin, avec la collaboration de Bernard Banoun, Jean-Louis Besson, André Combes, Jeanne Lorang, Francine Maier-Schaeffer et Marielle Silhouette, Gallimard, « Bibliothèque de la Pléiade » (en collaboration avec L'Arche), 1 470 p., 470 F (71,65 €).

Hector Bianciotti

aisée, le 10 février 1898, à Augsburg, en Bavière. Dans son adolescence, il préférait les « petites gens » et il était attiré par l'art de la menuiserie : « *Le travail des différents bois m'aurait plu ; de nos jours, on ne trouve plus guère de bois d'ébène, ou laqué, comme ces belles boiserie, ces tables en érable de cinq doigts d'épaisseur qu'il y avait chez nos grands-parents, polies par les mains de générations entières. Le spectacle de pareils meubles vous rendait meilleurs.* »

En fait, la passion de la menuiserie ne s'éteindra jamais en lui : lors de sa première mise en scène – sans un sou ! –, il cherche et trouve le mobilier adéquat et, coup de génie, les entoure d'une vaste toile de fond grise, qui allait donner la poésie mythique de ses décors, de ses images comme de lointaines photographies. (Lorsque, dans les années 50, Strehler montait *La Bonne Aime de Se-Tchouan* et qu'on lui présentait, planté sur la scène, le décor de bambou dont il avait accepté la maquette, il ordonna de le refaire à l'identique, en bois, imitant le bambou, par des ébénistes. En l'honneur de Brecht.)

A quinze ans, Brecht écrit un

RENCONTRE
avec Yves-Charles
ZARKA,
Sandra LAUGIER et
Laurent JAFFRO
pour une présentation de
la revue **CITES**
« Le retour du
moralisme ?
Les intellectuels et le
conformisme » (n° 5 - coll. PUF)

LA LIBRAIRIE DES
puf

MERCREDI
7 FÉVRIER à 18H
49, Bd St Michel
75005 PARIS
Tel : 01 44 41 81 20

L'ART D'ÊTRE HEUREUX
A travers cinquante
règles de vie
(Die Kunst, glücklich zu sein)
d'Arthur Schopenhauer.
Édité et présenté
par Franco Volpi,
traduit de l'allemand
par Jean-Louis Schlegel,
Seuil, 140 p., 85F (12, 95 €).
(En librairie le 7 février.)

A un homme qui a écrit « une vie heureuse est une contradiction dans les termes », on n'imaginait pas demander des conseils pratiques pour construire son bonheur. Oser parler de bonheur à Schopenhauer aurait même paru, au premier regard, plus ou moins inconvenant. Il a multiplié à son propos formules assassines et affirmations sans nuances. On n'a que l'embaras du choix. Par exemple : « Par nature, la vie n'admet point de félicité vraie, elle est foncièrement une souffrance aux aspects divers, un état de malheur radical. » Et ce malheur est véritablement interminable : « Les efforts sans trêve pour bannir la souffrance n'ont d'autres résultats que d'en changer la figure. » Ce n'est pas un hasard si ce philosophe est l'inventeur du terme « pessimisme » et l'auteur de ce constat fantastique : « Aujourd'hui est mauvais, et chaque jour sera plus mauvais – jusqu'à ce que le pire arrive. » Rien d'étonnant, du coup, à ce que Schopenhauer ait regretté explicitement que la Terre ne soit pas demeurée, comme la Lune, « à l'état de cristal glacé », ou à ce qu'il ait jugé que notre existence « trouble inutilement la béatitude et le repos du néant ». Bref, si l'on avait été éditeur, ce n'est pas à lui qu'on aurait proposé d'écrire un petit manuel de trucs et astuces, dans le genre « Comment être heureux en dix leçons ».

Eh bien, l'on aurait eu tort ! Schopenhauer n'a cessé, sa vie durant, de rassembler les éléments d'un tel guide. Il l'entame en 1822, pour se reconforter lui-même après l'accueil glacial réservé à son œuvre majeure, *Le Monde comme volonté et comme représentation* et l'échec de ses cours à Berlin. La lec-

Bonne humeur suffit à tout



ture de ce texte – bien qu'il soit inachevé, et reconstitué à partir des éléments dispersés dans les manuscrits posthumes – révèle une pensée lucide et cohérente. Voilà qui demande quelques explications. Comment peut-on nier la possibilité même d'une existence heureuse et en même temps édicter des règles pour y parvenir ? Ce gros mystère s'évanouit dès qu'on précise que Schopenhauer ne développe qu'une conception négative du bonheur : absence de souffrance, plutôt que multiplication des plaisirs. L'existence humaine, à ses yeux, ne peut devenir véritablement une bonne chose. Elle ne saurait se révéler capable de nous apporter des satisfactions assez intenses et assez régulières pour

que nous la trouvions non seulement préférable au néant mais encore positivement jouissive, et donc éternellement désirable. Schopenhauer persiste et signe : le seul fait de vivre nous expose au malheur et à l'insatisfaction, nous ne faisons qu'osciller entre souffrance et ennui. Mais cela n'empêche nullement que nous tentions par tous les moyens efficaces de rendre notre existence moins douloureuse. Comme il le précise lui-même, « "vivre heureux" peut seulement signifier ceci : vivre le moins malheureux possible ou, en bref : vivre de manière supportable ».

Il convient d'ajouter que l'abandon du vain espoir d'accéder à la félicité – l'intense, la durable, l'impossible – constitue pour Schopen-

hauer la condition première permettant de cheminer vers ce modeste état de moindre malheur. Rien n'est pire, en effet, que de s'obstiner à chasser un gibier qui n'existe pas, et qu'on n'attrapera donc jamais. Comprendre que cette « chasse au bonheur » – Schopenhauer emploie l'expression, qui se trouve aussi chez Stendhal – ne peut aboutir, voilà le premier pas pour devenir, peut-être, heureux – au sens relatif et restrictif, mais réaliste, qui vient d'être précisé. Quelques autres étapes sont suggérées chemin faisant. Par exemple celle-ci, essentielle : cesser de croire que le bonheur dépend des circonstances extérieures, du plus ou moins de désagréments ou de bonnes fortunes que

*Il s'est gaussé
de l'illusion du bonheur.
Schopenhauer
le pessimiste
a pourtant cherché
comment être heureux.
Le résultat
est délectable*

le hasard nous offre. C'est de nous, principalement, que dépendent contentement ou affliction. Retrouve-t-on là, simplement, le thème stoïcien de la forteresse de l'âme, du sage maîtrisant son vouloir, capable ainsi d'être heureux quelles que soient les circonstances ? Pas du tout. Car Schopenhauer place au centre du dispositif la « personnalité ». Vivre sans trop geindre ne dépend pas d'un acte libre et souverain. C'est une affaire de tempérament, de complexion intime. Subissant les mêmes coups du sort, exposés aux mêmes maux, l'un s'accable, l'autre reste serein. Se noyer dans le malheur ou flotter à la surface, assez gaiement, ne dépend que de notre constitution. L'essentiel n'est pas ce qui arrive, mais la façon dont on l'éprouve.

Un tempérament chagrin parviendra toujours à voir en noir la moindre anicroche. Il s'appliquera à ruminer la tristesse, à tout rendre invivable. Celui qui a une bonne complexion saisira au contraire dans les pires tourments les moindres prétextes à quelque allégresse. Celui qui guide la bonne humeur parvient en effet à ouvrir et fermer ses pensées presque à sa guise. La réalité n'étant qu'un mélange permanent de douceurs et d'amertumes sans aucun ordre, un des secrets de la joie quotidienne est de cloisonner : « Il nous faut réfléchir à toutes choses en son temps, en avoir souci, en profiter, la supporter sans nous préoccuper le moins du monde de tout le reste – il faudrait pour ainsi dire avoir des portes coulissantes dans nos pensées », dit joliment Schopenhauer.

On l'aura compris : la bonne humeur est finalement la clé de tout. Sans elle, les situations les plus suaves rendent morose et tournent à l'aigre. Sa présence, à l'inverse, estompe ou même efface toutes les duretés. Une panacée, on vous dit. La bonne humeur, conclut notre philosophe, « est le bien qui peut remplacer tous les autres et qui ne peut être lui-même remplacé par aucun autre ».

Reste à savoir comment s'obtient cette précieuse denrée. Les indications données par Schopenhauer se révèlent peu convaincantes. Il convient, dit-il, de tendre d'abord vers une « santé parfaite », la bonne humeur étant « la fleur » d'un corps en joie. Soit, mais on tourne en rond, puisqu'il faut posséder déjà un heureux tempérament pour avoir souci de soi. De même, quand notre joyeux pessimiste conseille, pour mieux les apprécier, de s'imaginer la perte possible des êtres chers, de la santé, de tous nos biens, le conseil ne vaut que pour les robustes. De telles pensées déprimeront aussitôt les esprits fragiles. C'est pourquoi il faut dire clairement que cet « art d'être heureux » ne saurait être utile à tous. Il s'adresse aux déjà contents, aux bien prédisposés. Il leur rappelle, au cas improbable où par étourderie ils l'auraient oublié, que l'unique secret est de ne pas se vouloir autre. A chacun d'eux ensuite de suivre sa pente propre, connaissant ses forces et faiblesses, ses capacités et ses limites. Cela importe plus que le cours des événements : « En tout et pour tout on ne jouit à proprement parler que de soi-même. »

Récapitulons. On ne saurait être béat, on peut seulement être moins malheureux. Cette capacité est innée. Elle dépend d'une sorte de prédestination, qu'on peut imaginer biologique ou psychologique. Les conseils de sagesse ne s'adressent qu'à ceux qui peuvent les appliquer. Le pessimisme est sauf. Le bonheur aussi.

Roger-Pol Droit

★ Signalons la parution en poche de *Philosophie et Science*, de Schopenhauer (Le Livre de poche, n° 4654).

Quand l'Amérique se déprend de Marianne

Denis Rolland analyse, de la fin du XIX^e siècle au milieu du XX^e siècle, les causes du déclin du rayonnement politico-culturel français dans les pays latino-américains. Un exercice de lucidité

LA CRISE DU MODÈLE FRANÇAIS. MARIANNE ET L'AMÉRIQUE LATINE.

de Denis Rolland.
P. U. de Rennes-Institut
universitaire de France,
466 p., 170 F (25,92 €).

Les intellectuels latino-américains sauront gré à Denis Rolland de leur proposer des données, des textes et des interprétations qui viennent confirmer leurs propres intuitions mais en les transformant en des connaissances solidement fondées. Aux opinions spontanées, aux nostalgies idéologiques, il substitue un savoir sûr, à la fois historique et sociologique. Un tel déplacement ne devrait pas rester sans effet pour que, à l'avenir, les relations économiques et culturelles entre la France et l'Amérique latine soient mieux conscientes de leur histoire et, de ce fait, plus dynamiques et inventives.

Denis Rolland analyse avec précision les avatars des images et représentations de la France qui constituèrent, entre la mi-XIX^e siècle et 1945, un modèle politico-culturel comme un idéal de civilisation pour les élites du sous-continent américain. Celles-ci considèrent ce modèle et cet idéal comme des références obligées pour tous

les projets de réforme étatique des nations latines du Nouveau Monde.

Comme l'indique son titre, l'ouvrage se veut avant tout une étude de la « crise » qui a ébranlé dans la première moitié du XX^e siècle cette influence culturelle et politique de la France en Amérique latine. Mais c'est également un travail documenté et original sur l'avant, c'est-à-dire le temps de l'hégémonie du modèle français, entre les années 1880 et la Première guerre mondiale.

A partir de données statistiques solides, Rolland confronte le « gallicisme » mental des élites latino-américaines avec la présence démographique et économique française. Le poids de l'émigration

José Emilio Burucua

française, les échanges commerciaux, le volume des investissements publics et privés entre 1900 et 1940 permettent un constat fondamental. Comparées avec celles qui concernent les Etats-Unis et d'autres pays européens (l'Espagne et l'Italie pour l'émigration, la Grande-Bretagne pour le commerce et les investissements), ces données montrent que, y compris à l'âge de la critique du modèle, l'influence politico-culturelle de la France a toujours été très supérieure à son poids économique. La Grande Guerre marque toutefois, malgré la victoire et la glorification de la République qu'elle inspira, un infléchissement décisif. Il en est des signes patents : d'une part, les résidents latino-américains à Paris ne furent plus des membres de l'élite économique ou politique mais des représentants de l'establishment littéraire et artistique ; d'autre part, dans le domaine des sciences, seule la médecine continua à attirer en France étudiants et spécialistes latino-américains. Rolland démontre comment une

image ambiguë de la France commença à gagner dès les années 20, non sans lien avec les mouvements nationalistes de droite. L'action éducative des institutions françaises contribua fortement à sa création. D'un côté les organisations laïques, soutenues ou subventionnées par la France, maintenaient l'idée traditionnelle de la Marianne républicaine, porteuse des valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité. Mais d'un autre l'enseignement dispensé par les congrégations religieuses venues de France transmettait une vision beaucoup plus conservatrice de l'héritage français, qui exaltait la monarchie classique et les apports spirituels et artistiques de l'Ancien Régime à la civilisation chrétienne.

Les années 20 virent aussi, sur le plan politique, les progrès de la pensée maurrassienne.

Accompagnée par les expressions du malaise philosophique né du sentiment de la décadence européenne, elle introduisit une représentation violemment contradictoire du modèle français. Il est clair que la défaite de 1940 et la négation du passé républicain qui fondaient idéologiquement le régime de Vichy lézardèrent profondément les espérances de ceux qui, en Amérique latine, avaient regardé le modèle français comme un miroir renvoyant le futur qu'ils désiraient. Même si elle n'a duré que quatre ans, l'intensité de la « rupture sémantique » (Denis Rolland) fut telle que ni l'héroïsme mythique de la Résistance, ni le poids plus que séculaire de la référence française ne furent suffisants pour restaurer après 1945 l'image traditionnelle de la France. Celle-ci avait d'ailleurs été minée dès avant la Deuxième guerre mondiale par les ambiguïtés introduites par l'affrontement idéologique entre les deux France, la républicaine et la conservatrice. L'étude de la circulation des livres et de la pré-

sentation des films français confirme pleinement ce diagnostic.

Denis Rolland est également attentif à l'image que les intellectuels et les politiques français ont construite des réalités sociales latino-américaines. Celle-ci fut, aussi, une image divisée – en ce cas entre une Amérique indigène et une Amérique blanche. Ce corpus de représentations et d'idées rencontra le modèle français des Latino-Américains, contribuant sans doute à son hégémonie puis à sa désintégration. Les noms d'André Siegfried, Lucien Febvre et Fernand Braudel illustrent ces trajectoires croisées. Lévi-Strauss a donné la lecture la plus aiguë de ces perceptions réciproques d'une altérité que les uns et les autres ont rapportée à une identité essentielle, enracinée dans le passé ou projetée dans l'avenir.

Informé et rigoureux, ce livre aidera, de part et d'autre de l'Atlantique, à un déchiffrement plus exact des héritages et des incertitudes du présent. Il contribuera à considérer avec une plus grande lucidité la relation, jamais brisée et toujours forte, entre la culture française et les nations de l'Amérique latine.

José Emilio Burucua

★ Traduit de l'espagnol (Argentine) par Roger Chartier

Un savant au service de l'Etat

A partir d'archives inédites, François Pairault nous fait redécouvrir le géomètre Gaspard Monge (1746-1818)

GASPARD MONGE

Le fondateur de Polytechnique
de François Pairault.
Tallandier, 524 p., 150 F (22,87 €).

N'en déplaise au tribunal révolutionnaire, la République avait besoin de savants. Elle conçut souvent la réussite de son œuvre comme une somme de solutions rigoureuses et scientifiques, loin de la métaphysique. Partant, elle ne fit heureusement pas même mine de croire en la stupide saillie de Coffinhal, vice-président de la machine à condamner qui, en 1794, envoya Lavoisier à la guillotine. La plupart des « savants » purent prolonger leur œuvre, à la frontière entre recherche et politique. François Pairault corrige à son tour Coffinhal dans une intéressante biographie de Gaspard Monge qui, malgré la Terreur, put poursuivre une carrière scientifique, administrative et pédagogique, et mourir paisiblement, à soixante-douze ans, le 28 juillet 1818. Voici donc l'histoire d'un grand scientifique qui, non content d'être un mathématicien abstrait ne rechantant pas à une mise à l'épreuve concrète de ses découvertes, participa à la vie publique de son époque.

Les hors-d'œuvre de la vie de Monge sous l'Ancien Régime ne sont pas rien : enseignant, il met au point la géométrie descriptive ; curieux, il visite des industries et se mue en physicien ou en chimiste ; pratique, il confronte ses découvertes au terrain ; astucieux, il réalise la synthèse de l'eau « à peu près en même temps que Lavoisier » ; inspecteur de la Royale, il démontre ses qualités d'organisateur ; inlassable voyageur, il témoigne dans ses lettres de la vie de la France de son temps. Lorsque éclate l'orage de 1789, l'homme est déjà connu et reconnu. Les gouvernements font appel à lui. Il devient ministre de la marine, participe à la fondation du

système métrique et du calendrier révolutionnaire. Bien qu'opposé à la Terreur jacobine, il échappe à l'échafaud et se replie sur l'enseignement. Il fonde l'Ecole centrale des travaux publics, qui deviendra l'Ecole polytechnique. Pour lui, la science doit se mettre au service de l'Etat.

Puis, c'est « la » rencontre. A cinquante ans, le professeur tombe sous le charme d'un petit général au teint jaune, Bonaparte. Suivent vingt ans d'amitié. Avec son idole, Monge parcourt l'Italie et l'Egypte. Là, il explore, invente, décrit (la théorie du mirage, notamment), fait même le coup de feu. Le général en chef va jusqu'à détourner l'armée de sa marche sur Le Caire pour sauver la scientifique. L'estime réciproque est si forte que Bonaparte emmène Monge avec lui lorsqu'il abandonne l'armée d'Egypte pour rentrer prendre le pouvoir à Paris. Le reste n'est qu'une suite de travaux au service du régime napoléonien et d'honneurs divers : Sénat, Légion d'honneur, direction de Polytechnique, missions dans les départements, noblesse d'Empire. Monge préfère fuir Paris plutôt que de voter la déchéance de l'empereur... qu'il retrouve aux Cent-Jours, ce qui lui vaudra d'être exclu de l'Institut, puis privé de ses pensions au retour de Louis XVIII.

On l'avouera, on connaissait mal, hors ses grandes lignes, la vie parfois aventureuse de l'inventeur de la géométrie descriptive. Les anciens essais le concernant n'étaient plus accessibles au promeneur historique. Ces travaux avaient en outre une grave faiblesse : les archives familiales inédites des Monge n'avaient pas été exploitées. François Pairault a eu la chance d'en disposer. Même si on fera à l'universitaire limougeaud le petit reproche de s'être parfois contenté de reprendre les inédits sans diversifier ses sources, François Pairault rend là public un trésor.

Thierry Lentz

Chaque samedi avec

Le Monde
DATÉ DIM./LUNDI

retrouvez

LE MONDE
TELEVISION

Chaque lundi avec

Le Monde
DATÉ MARDI

retrouvez

LE MONDE
ECONOMIE

Nicolas I^{er} tsar sans visage

NICOLAS I^{er}
de Henri Troyat.
Perrin, 240 p., 125 F (19,06 €).

Quand Victor Hugo tonne, dans *Les Châtiments*, contre le « tyran, vampire » dont « les deux moitiés [du] funèbre empire » sont l'oppression et le désespoir, la cible n'est pas « Napoléon le petit », mais Nicolas I^{er}, tsar de toutes les Russies, des serfs et des forçats, dont Henri Troyat propose un portrait attendu tant la figure a échappé à l'exercice biographique.

Fasciné par l'ordre et le modèle militaire prussien, cet autocrate que le doute n'effleure que le temps – très bref – d'accepter en décembre 1825 la succession de son frère Alexandre I^{er} ne suscite guère la sympathie, ni la fascination. Aussi brutal et résolu que son père Paul I^{er} – il réserve le port de la moustache, impérativement noire, aux seuls militaires –, le prince écrase sans pitié le mouvement décembriste, champion du modèle constitutionnel qu'il abhorre, se veut omnipotent, surveille avec une délectation terrible Pouchkine et Gogol, mettant cruellement en scène sa clémence lorsqu'il gracie Dostoïevski. Soucieux de son image au regard de l'histoire, ce gendarme de l'Europe – que souligne son surnom Nicolaï Palkine, « le battonneur », – échoue à faire revivre les rêves de Pierre le Grand ou de Catherine II, censeur menacé dans une ère libérale dont il refuse la contamination. Souverain sanglé dans son uniforme de parade, l'homme manque de prise. « Il a beaucoup de masques, il n'a pas un visage », s'étonnait Custine en 1839. Troyat semble aussi perplexe. Et ce volume, nécessaire pour parfaire la galerie de portraits de la dynastie, en garde la trace. Le drame d'un autocrate paralysé par son double désir d'être aimé comme un père et redouté comme un maître reste à écrire.

Ph.-J. C.

LA HIÉRARCHIE DES ÉGAUX
La noblesse russe
d'Ancien Régime
d'André Berelowitch.
Seuil, « L'univers historique »,
480 p., 170 F (25,92 €).

Les philosophes des Lumières excusèrent un peu vite la Grande Catherine de l'absolutisme qui régnaît en Russie, fascinés par cette attention à leur propre programme qui justifiait presque ce qu'il est convenu d'appeler le « despotisme éclairé ». Comment cependant ne pas souligner combien l'absence de « corps politique » dans cette société russe, où la tripartition indo-européenne classique n'a pas eu pour corollaire l'affirmation officielle de trois ordres distincts, interdit le « dialogue », et, partant, le terrain contractuel que les penseurs occidentaux défendent.

Perçue comme un invraisemblable enchevêtrement de grades, de fonctions et de catégories diversement hiérarchisées, la société russe échappe au modèle rousseauiste, tel qu'il est défini dès 1762 dans son essai *Du contrat social*: « Que des hommes épars soient successivement asservis à un seul, en quel nombre qu'ils puissent être, je ne vois là qu'un maître et des esclaves, je n'y vois point un peuple et son chef. »

De fait, Voltaire, qui avait choisi Pierre le Grand comme archétype du grand homme contre la figure du conquérant suédois Charles XII, stigmatise la pratique ancestrale des Moscovites: « C'était le véritable gouvernement des Francs, des Huns, des Goths et des Vandales », amalgame-t-il dans son *Histoire de l'empire de Russie sous Pierre le Grand* [1760]. Mais le préjugé largement répandu, et un rien méprisant, sur la « barbarie » des sujets du tsar tient d'abord à l'inconcevable rationalisation de pratiques politiques totalement étran-

gères aux usages occidentaux.

Partant du même premier constat, sans en partager la lecture satisfaisante, André Berelowitch entend aujourd'hui renouveler le regard sur une sphère opaque, mystérieuse à force d'étrangeté, et pour ce faire ouvre le délicat dossier de la noblesse russe, d'Ivan le Terrible à Pierre I^{er}. Délicat en effet, le terme même de « noblesse » échappant à la langue comme à la représentation mentale du temps, entravant singulièrement les transferts comme les comparaisons.

CHASSEUR D'ÉNIGME

Chargé de conférences à l'École pratique des hautes études et auteur, avec Mateï Cazacu et Pierre Gonneau, d'un répertoire militant, visant à désenclaver les études sur l'Ancienne Russie, exclue généralement du champ européen (1), André Berelowitch contribue ici encore à bousculer la vision admise sur un temps et un espace longtemps négligés. Il y faut un certain courage: d'abord parce que la plupart des outils dont nous disposons et des paramètres que nous retenons d'ordinaire pour évoquer la noblesse sont ici inadaptés. Hormis pour les princes, pas de titre mais des grades conférés à titre individuel et révoqués à tout moment; une dépendance si complète qu'elle induit une attitude servile infantiliste, mais nécessaire seulement au pied du trône, le noble sur ses terres reproduisant sans états d'âme la servitude tyrannique qu'il admet du tsar. Se résoudre à lire là une spécificité irréductible serait d'une part dangereux ou d'une victime du fantasme du « peuple élu » encore à l'œuvre au cœur d'un XIX^e siècle slavophile.

Résolument campé sur les positions de l'historien – et scrupuleusement attaché à la rigueur de sa méthode –, Berelowitch tente, lui, de cerner les normes d'un usage fortement ébranlé par la furie

réformatrice d'un Pierre le Grand.

Chasseur d'énigme, il essaie de pénétrer de l'intérieur une logique sociale déroutante, où le monde des « nobles », intermédiaire entre le monarque et le commun de ses sujets et intégré à des sphères multiples (les mondes de la cour, de l'administration, de l'Église ou de l'armée), est un objet privilégié. Pour mieux défendre cette excellente option, Berelowitch revisite d'entrée l'une des périodes les plus confuses de l'histoire russe – qui n'en manque pas pourtant.

Reprenant scrupuleusement la crise dynastique, puis sociale, nationale enfin que couvre la bru-

table armature sociale, masquée par une aristocratie de cour trop visible. Berelowitch s'attache donc à établir le statut du noble, moins clairement lisible qu'en Occident. L'obéissance absolue au tsar comme le fondement foncier brouillent les pistes d'une comparaison tentante. Multipliant les rangs de dignité et les règles de préséance – l'auteur se sent obligé d'en établir la « géographie » –, la société nobiliaire obéit à des codes propres où, si l'honneur domine, l'arbitre suprême reste le tsar. Un tel fonctionnement, volontiers clanique, explique la réticence du système à faire place à de nouveaux venus, démunis de l'honneur d'un lignage où la mémoire des morts joue un rôle capital. Gratuite et nécessaire, la rivalité nobiliaire se joue entre semblables et l'obsession de la présence organise le monde, théâtralisé à l'extrême. Est-ce pour avoir méconnu ces enjeux tacites que le Faux Dimitri (1605-1606), qui, un siècle avant Pierre I^{er}, rompit avec l'usage, s'habillant à l'occidentale ou affichant une brutale transgression de tabous immémoriaux, fut sacrifié? Peut-être, d'autant que le réformisme abrupt du Romanov a pu échouer sur le même écueil, naïve méconnaissance d'une loi secrète qu'un esprit étranger à une forme archaïque du sacré ne perçoit pas.

En s'essayant sans y parvenir vraiment à élaborer un modèle russe de la noblesse, Berelowitch entrevoit peut-être l'une des clés les plus efficaces pour pénétrer le monde russe.

Philippe-Jean Catinchi

(1) *Histoire des Slaves orientaux, des origines à 1689*, dirigée par Vladimir Vodoff, CNRS éd.-IRHT, 1998.
(2) Berelowitch opte pour la savante transcription « Theodore Ivanovic », au risque de dérouter les lecteurs habitués à d'autres normes lexicales. [REF]



Le banquet du couronnement de Michel Romanov dans le palais à Facettes du Kremlin (11 juin 1613)

La table d'honneur, à la gauche du tsar, est réservée aux prélats. Les laïcs siègent à sa gauche, à la table torte, mais c'est la forme de la table qui dit l'importance des convives. « On ne saurait récuser de façon plus claire toute espèce d'ordre abstrait, fondé sur des règles permanentes et impersonnelles. Les préséances moscovites obéissent à une géographie paradoxale qui ne doit rien au droit. » (p. 320)

meuse expression de « Temps des troubles » – la succession du fils d'Ivan le Terrible, apparemment réglée par l'accession au trône de son beau-frère Boris Godounov (1598), se complique par l'apparition de prétendants usurpant l'identité du petit Dimitri, prince martyr dont la survie miraculeuse justifierait toutes les ruptures – l'historien pointe ce qui peut redéfinir la légitimité du pouvoir, dès lors que l'usage ancestral est compromis ou entaché de suspicion. La règle de l'unanimité – la fiction de l'unanimité masque mal les conflits d'intérêts et les rivalités familiales autour du trône de Moscovie – vole en éclats sitôt qu'il faut désigner le tsar qui succédera à Fiodor Ivanovitch (2). Faut-il comparer avec la

pour morts lasse moins qu'elle indigne: tsar-bourreau à la façon d'Ivan IV ou tsar-victime (martyr donc ou simple d'esprit), la marge autorisée est étroite. Démasquée, l'imposture relève du péché et la fonction indument occupée exige une purification radicale qui bouscule une tradition ritualiste, réticente à l'idée de réviser les règles du jeu. Dès la désignation de Vassili Chouïski (ici « Basile Sujskij »), en mai 1606, il est clair que la monarchie russe prend un caractère contractuel tout à fait neuf, même si ailleurs la formule est déjà largement éprouvée.

Fruit d'une résistance tenue qui dépasse les clivages sociaux attendus, le sursaut patriotique qui conduit à l'élection de Michel Romanov en janvier 1613 désigne la véri-

Une famine programmée

Deux journalistes russes ont recueilli le témoignage des survivants de la répression que Staline mena dès 1932 à l'encontre des paysans ukrainiens

1933, L'ANNÉE NOIRE
Témoignages sur la famine
en Ukraine

Traduits de l'ukrainien par Volodymyr Bojczuk, Kaléna Houzar-Uhryn et Oles Plouchitch, présentés par Georges Sokoloff.
Albin Michel, « Histoire à deux voix », 488 p., 150 F (22,86 €).

C'est difficile de se remémorer ces choses, ça donne envie de hurler: « Vira est une survivante de l'effroyable famine provoquée par Staline en Ukraine au cours de l'année 1932-1933, bien étudiée par les historiens depuis près de deux décennies. On sait désormais que cette hécatombe fut le produit direct de la guerre engagée par le pouvoir soviétique contre le monde paysan, alors à son paroxysme. Dans la région la plus céréalière de l'URSS, ce brusque durcissement de la politique de terreur et de réquisitions systématiques va entraîner, en quelques mois, la mort de 4 millions de personnes.

A l'instar des quelque 200 autres rescapés qui témoignent ici, Vera a répondu à l'appel lancé, à la fin des années 80, par deux journalistes de Kiev, Lidia Kovalenko et Volodymyr Maniak (ils collecteront, en tout, plus de 6 000 témoignages). La force de se souvenir, elle l'a puisée dans l'injonction de ce vieil homme aperçu au-dessus de la fosse à cadavres: « Ma fille, tu survivras. Alors regarde dans cette fosse, raconte à tout le monde comment on a tué tous ces gens innocents. » Derrière l'abstraction des chiffres, ces récits, qui se recourent dans leur horreur chaque fois singulière, ne nous restituent pas seulement des voix, des visages. Ils nous aident à mieux nous représenter l'implacable enchaînement, au quotidien, des différentes phases qui conduisirent à l'une des catastrophes politiques majeures du XX^e siècle.

Tous commencent par raconter le sadisme des « extorqueurs », « munis

de barres de fer », qui pénètrent dans les moindres maisons pour y rafler jusqu'au dernier grain, semences comprises. Ces brigades sont envoyées par Moscou, mais elles sont aussi, parfois, composées d'anciens voisins. La même scène, indéfiniment, se répète: « J'avais neuf ans. Les parents absents, voilà que des "invités" surgissent. Ils sondent sols et murs (...), nous demandent où papa a camouflé la farine (...). Puis ils ont emmené la vache (...). Nous, les enfants, nous étions déjà bouffis. Mon plus jeune frère ne cessait de pleurer et, à l'aube, il est mort. Dans la matinée, ce fut mon frère aîné, né en 1920. Ils étaient étendus l'un près de l'autre et maman pleurait. Ce même jour, dans la soirée, ma sœur a dépassé à son tour. Ils étaient trois maintenant, tous horriblement ballonnés. Et moi, j'étais pareille. » Staline sait – des rapports très précis l'en informent dès l'été 1932 –, mais il n'entend pas plier devant « l'ennemi ». L'armée ceinture la région, des barages empêchent de fuir vers les villes.

DRAME À CHAUD

Cela donnera ces hallucinantes visions de fin du monde qui se succèdent au fil des témoignages: un défilé de villages silencieux, décimés par familles entières, d'ombres faméliques rendues monstrueuses par la faim, de routes jonchées de cadavres. Les champs de blé surveillés par des miradors; les rats et les chiens qu'on s'arrache; les humains réduits à se nourrir de feuilles, et sur-tout l'extraordinaire violence au quotidien générée par ce supplice collectif. Les cas de cannibalisme, fréquents, donnent lieu aux scènes les plus atroces du livre. Ainsi la disparition de Liouba et Nastounia. « Elles avaient notre âge », se souvient Yvan, de la région de Vinnytsia. « Finalement, le président du conseil du village entre dans la maison, et au bout d'un moment il en sort en tenant par les nattes deux petites têtes tranchées à la hache. Il les avait trouvées dans le poêle. Oleksa Kojoukhivsky

avait tué ses propres enfants. »

Comment en est-on arrivé là? Peut-on parler d'une « extermination préméditée de longue date » visant principalement les Ukrainiens en tant que tels? Dans sa présentation, Georges Sokoloff penche plutôt pour la thèse du « drame à chaud », montrant bien l'exaspération croissante d'un Staline indifférent au coût humain de sa politique, et qui décide finalement de faire « passer en force » ses priorités de collecte. Mais cette explication reste-t-elle tenable alors que, au printemps 1933, les paysans n'ont plus rien à livrer puisqu'ils périssent en masse? A ce stade, une logique du « châtiment » n'est pas, selon l'historien, à exclure. Cette gigantesque famine aurait permis au Kremlin de faire d'une pierre deux coups: briser la résistance paysanne, mais aussi prévenir toute remontée du nationalisme ukrainien.

On déplorera cependant quelques lacunes, surtout dues à l'absence de cadrage intermédiaire: la préface, certes éclairante en soi, est ainsi totalement décrochée des témoignages bruts, livrés tels quels au lecteur. Sur quels critères ces textes ont-ils par exemple été sélectionnés? Avec quelles précautions aborder les souvenirs, forcément en partie reconstruits, d'un enfant de cinq ou six ans? Et pourquoi avoir relégué en annexe les décrets, ou les rapports qui affluaient vers Moscou au moment des faits, pourtant essentiels à la compréhension du processus de prise de décision? Autant de questions que cette édition laisse en suspens. On lui reconnaîtra cependant un grand mérite: celui de ne pas avoir cherché à enrôler les morts dans quelque cause idéologique.

Alexandra Laignel-Lavastine

★ Signalons: *L'Insurrection paysanne de la région de Tambou, luttes agraires et ordre bolchevik (1919-1921)*, de Jean-Louis Van Regenmorter (éd. Ressouvenances, 212 p., 120 F [18,29 €]).

Le lieutenant Soljenitsyne témoigne

Cinquante ans après, faisant retour sur le théâtre des combats où il était alors un jeune officier, l'écrivain rend hommage à ses frères d'armes

DEUX RÉCITS DE GUERRE
d'Alexandre Soljenitsyne.

Traduit du russe par Nikita Struve.
Fayard, 198 p., 98 F (14,94 €).

Couronné par un provocant prix Nobel de littérature en 1970, Alexandre Soljenitsyne fut alors tenu pour un témoin exceptionnel par nombre de ceux qui le découvrirent à l'occasion de son arrestation, consécutive à la publication hors d'URSS de *L'Archipel du Goulag* (1973), puis, par la lecture de cet implacable réquisitoire contre l'univers concentrationnaire soviétique, traduit en français dès 1974 (Seuil).

Son écriture âpre, sans effets lyriques, convenait si bien à la brutalité de son propos (1) qu'une large part du lectorat occidental y chercha moins l'écrivain engagé que l'un des plus convaincants témoins à charge contre le totalitarisme soviétique. Déchu de ses droits civiques comme de sa citoyenneté, Soljenitsyne fut finalement expulsé (1975), optant pour la Suisse, puis les États-Unis, avant de retourner dans son pays quelque temps après l'effondrement du système communiste (1994).

C'est à ce retour que l'on doit ces deux textes, « récréation » d'un écrivain qui poursuit son grand œuvre: *La Roue rouge*, vaste fresque historique conçue en « noeuds » de la famille de la Russie traditionnelle, dont le projet remonte à 1936 et dont la patiente réalisation occupe les trente dernières années de l'écrivain (Aotit 1914 sort en 1971). « Jeliaboujskie Vyselki » et « Adlig Schwenkitten » parurent conjointement en 1998 dans la revue *Novy Mir* – celle-là même qui avait accueilli dès 1963 *La Maison de Matriona, Pour le bien de la cause et L'Inconnu de Kretchetovka* (publiés en français chez Julliard en 1966). A l'occasion du cinquantenaire de la victoire de 1945, Soljenitsyne est invité à retourner là

où, jeune lieutenant-chef au brillant bagage universitaire, il fit l'expérience de la « grande offensive » et de la fraternité des « cœurs purs ». Avec un autre survivant chanceux de ces campagnes meurtrières, Vitya Ovsianikov, lieutenant-colonel à la retraite, l'écrivain reparcourt à pied le théâtre des combats où il organisait les postes d'une percée en avenue. Au hasard des réminiscences, il retrouve la jeune Iskriteïa, au prénom improbable, qu'il prend pour une ancêtre et dont il essaie vainement de se faire reconnaître comme un ancrage nécessaire dans un ailleurs évanoui. Sans doute est-ce le germe de ce double retour sur un monde de fracas où même le silence, dans les campagnes prussiennes, peut être assourdissant.

Face à la solidarité humaine vécue dans les camps, le théâtre de la guerre a une grâce (mais le mot est-il moins choquant que celui de légèreté, qu'on n'ose employer?) unique. Pendant de l'évocation de la percée sur Neroutchi en Russie centrale (« Au hameau de Jeliabougga »), « Adlig Schwenkitten » est plus explicitement encore un vibrant hommage à des hommes exceptionnels qui furent ses frères d'armes. Le récit est du reste dédié, cénotaphe littéraire, « à la mémoire des commandants Paul Boïev et Vladimir Balouïev ». Boïev était déjà là lors de l'épisode de Jeliabougga. C'est lui qui arrache Sacha (Alexandre) à l'hébéture où l'a plongé quelques heures plus tôt la mort du jeune Andreïachine, « brave gars au teint basané, leste », qui « a grandi en enfant abandonné, mais [si] appliqué à la tâche! », et qui vient de se faire déchirer par un obus, en le conviant à des agapes de fortune (« Tu comprends, c'est mon anniversaire: trente moins une. Et cette "une"-là, qui sait comment elle va se passer? On ne pouvait pas remettre à plus tard »). Urgence simple et forte comme la poignée de main de Boïev (« On était heureux de serrer une main comme la sienne »). Son

nom même (boï signifie le « combat ») pousse à l'allégorie. « A l'armée, Pavel avait compris qu'il était un soldat-né, que son unité était pour lui son vrai chez-soi. Que l'ordonnance de la guerre – s'exercer au tir, lever le camp, bouger avec les cartes et instructions qui changent... – c'était ça, la vie. (...) La guerre, c'est simplement un travail sans jours fériés, sans congés, les yeux toujours sur le stéréoscope. Le groupe d'armée, c'est ta famille; les officiers, tes frères; les soldats, tes fistons, et chacun t'est particulièrement cher. » Dès lors la peur n'existe plus, face au seul souci: appréhender intelligemment la tâche à accomplir et la remplir au mieux.

On sent chez le témoin Soljenitsyne une immense tendresse pour tous ceux rencontrés dans l'épreuve. La délicatesse des plus rustauds pour transporter un corps mutilé mais vivant, l'absence de brutalité pour accueillir un transfuge allemand sur le front prussien (et cette effarante surprise d'orienter les batteries d'artillerie vers l'est, pour couper le territoire allemand en deux, comme le seul indice tangible que la phase finale est réellement amorcée). Même si le sens critique n'est pas émue, pas plus en 1943 (« Le commandement n'arrive pas à faire sienne cette loi! S'ils avaient un peu de jugeote »...) qu'en 1995 (« C'est tout le dispositif du pays qu'il faudrait assainir. Qui le ferait? Des hommes qui en seraient capables, on n'en voit guère. Il y a longtemps qu'il n'y en a plus en Russie. Il y a longtemps. ») Comme si l'âpreté et le « furieux imprévu » de la guerre avaient des vertus insoupçonnées.

Ph.-J. C.

(1) Il avait été condamné dès 1945 à huit ans de baigne pour avoir critiqué Staline, et sa réhabilitation tardive, au terme d'un exil complémentaire (1953-1957) qu'il occupa à accomplir un projet d'écrire déjà ancien, ne fit pas rentrer en grâce ce héros de la guerre patriotique. [REF]

Les éditeurs apprivoisent la Toile

C'était il y a vraiment un siècle. Un an plus tôt seulement, en 1999, un tour d'horizon des sites Internet des éditeurs français tournait rapidement court. La plupart n'en avait pas. D'autres se contentaient d'un historique de la maison et d'un mot du président sur le bon usage des nouvelles technologies. L'an 2000 a été électronique. Le monde de l'édition a croulé sous les informations et les effets d'annonces : e-book, cartable électronique, encre électronique, débarquement d'Amazon.com, mariage raté entre Gallimard et Bibliopolis, impact des expériences de Stephen King sur le Web, etc.

A chaque fois, la réaction face à ces nouvelles est une impression de trop-plein, d'excès d'informations, un sentiment d'overdose. Autant de façon de minimiser le problème, d'atténuer la peur et les interrogations que suscite Internet. Stephen King décrit ce sentiment en faisant le bilan de son expérience mitigée sur Internet - il a en effet cessé la parution de son feuilleton, *The Plant*, faute de paiements suffisants. Dans son récit, il imagine une plante sauvage qui envahit une maison d'édition de livres de poche. « Elle offre le succès, la richesse, la toujours désirable Plus Grosse Part de Marché. En échange elle ne vous demande qu'un peu de chair... un peu de sang... et peut-être une partie de votre âme », écrit-il, dans *Time* du 18 décembre 2000, en précisant : « Les éditeurs et les gens de médias semblent voir exactement ce genre de monstre quand ils contemplent le Net en général et la littérature électronique en particulier : une plante géante et asphyxiante qui peut prendre une partie de vos vieux bénéfices. C'est dire s'il faut la manipuler avec des gants. »

Ce qui reste vrai des éditeurs américains l'est encore davantage des éditeurs français. Avec beaucoup de prudence, ils commencent pourtant à domestiquer cette plante. Des éditeurs absents de la Toile ont ouvert leur site, comme Albin Michel ou Le Seuil. Gallimard a entièrement refait le sien à la fin de l'année 2000. Encore absents, Flammarion, Plon ou Balland devraient faire leur apparition sur les écrans en 2001. Le symbole le plus fort de ce changement de mentalité est incontestablement l'arrivée de l'étoile des Editions de Minuit sur Internet (www.leseditionsminuit.fr), « Le Monde des livres » du 26 janvier. A la fin de l'année, tous les éditeurs devraient avoir peu ou prou leur vitrine sur Internet. Rachid Nekkaz, directeur de

Passé le temps des interrogations, de nombreuses maisons d'édition françaises se lancent sur Internet, outil d'information ou de promotion, la vente en ligne restant pour l'heure un sujet tabou

Vudunet, agence qui a conçu les sites de Robert Laffont, XO, France-Loisirs, et travaille sur celui de Plon, estime que « les maisons d'édition commencent à ne pas avoir peur d'Internet ».

Dans l'ensemble, l'utilisation qui en est faite est peu spectaculaire. Les éditeurs de bande dessinée ont conçu des sites riches et animés qui proposent des jeux, des concours, des cartes postales électroniques, de nombreuses animations autour de leurs héros. L'édition scolaire est bousculée par Internet et devient un enjeu considérable pour les groupes de communication. Hatier (filiale d'Hachette) a conçu un site remarquable (editions-hatier.fr), mais les deux groupes Havas et Hachette annoncent des portails éducation. Le Milia, grand marché du multimédia, du 11 au 14 février, sera l'un des lieux de cette bataille.

Du côté de la littérature générale, les objectifs sont plus modestes, l'enjeu moins urgent que dans l'édition spécialisée. Mais le pas a été franchi. On reste dans une logique d'apprivoisement d'un support sans papier. Internet est essentiellement un moyen de promotion.

Au commencement était le catalogue. Pour la plupart des éditeurs, la mise en ligne trouve là son origine. Il faut ensuite y associer des moteurs de recherche adéquats et efficaces. « On a sur le site le catalogue exhaustif de la maison », explique Alban Cerisier, responsable du site de Gallimard (gallimard.fr) que l'on a constitué depuis notre mise en ligne en 1995, mais nous nous orientons vers un site plus proche de l'actualité éditoriale, plus événementiel. » La partie historique de la maison a été entièrement refaite, proposant une visite virtuelle de la rue Sébastien-Bottin.

Le Seuil a une approche pres-



ILLUS. DANIEL PUDILE

que inverse (seuil.com). « On a choisi de réaliser un magazine, conçu comme un outil d'information sur nos livres et nos auteurs. L'image de la maison passe au second plan », explique Claude Cherki, PDG du Seuil. « Le catalogue est au cœur de notre information, mais ce n'est pas de façon apparente », explique Valéry Grancher, responsable du site. Marc Friedel, conseiller de Charles-Henri Flammarion, explique que « l'ouverture du site est conditionnée au travail sur le catalogue. Mais on n'attendra pas la fin de l'année ». Albin Michel n'a pas mis pour l'instant son catalogue

en ligne et fait de son site un instrument de promotion, avec l'efficacité de la maison en la matière (albin-michel.fr).

Les sites d'éditeurs s'animent. Albin crée des sites spécialement conçus pour le lancement d'un livre. On peut aussi télécharger les quatre premières planches de *L'Enquête corse*, de Pétillon, ou apprendre les règles du jeu de go, à partir d'un extrait du dernier livre de Jean Levi (*Le Coup du hibou*). Le Seuil et Gallimard réalisent des vidéos de certains auteurs. Odile Jacob propose un test autour du livre de Christophe André et François Lelond, *Comment gérer les personnes difficiles* (odilejacob.fr).

Robert Laffont (laffont.fr) a créé un site de débats pour le lancement de l'ouvrage dirigé par Roger Fauroux et Bernard Spitz, *Notre Etat* (www.notretat.com).

Laffont a joué un rôle de pionnier au sein d'Havas. Car chez Vivendi Universal Publishing, les sites Internet vont moins vite que les discours sur le multimédia. L'autre grande maison de littérature, Plon, n'a pas encore de site. Il est en prévision pour le premier semestre et devrait être précédé par celui de sa filiale Perrin, spécialisée dans l'histoire. Xavier de Bartillat, directeur général de Plon et de Perrin, veut créer un « site pour les passionnés d'histoire », en créant des liens entre les livres pour faciliter le travail des chercheurs. La vitrine d'Havas (havas.fr) est des plus sommaires. Le site de téléchargement payant epocket.fr a plusieurs mois de retard.

Le site hachette-livre.fr est également peu clinquant, mais il doit être totalement refait dans quelques semaines. Il propose des liens clairs avec les maisons du groupe. Stock vient de mettre les couleurs rose et bleu de ses couvertures de livres sur la Toile (editions-stock.fr). Grasset (editions-grasset.fr) et Fayard (editions-fayard.fr) développent leurs sites. « On est poussé par les auteurs » constate Olivier Bétourné, vice-président de Fayard, qui annonce l'ouverture d'un nouvel espace pour les auteurs. Calmann-Lévy, Jean-Claude Lattès ou encore Le Livre de poche ne sont pas sur Internet.

Paradoxalement, les petits éditeurs sont proportionnellement plus présents sur Internet que les plus grands. De liens en liens se crée une communauté d'éditeurs sur Internet, qui permet d'aller de Verdier à José Corti, en passant par Climats (editions-climats.com) ou Jérôme Millon (millon.com), Champ Vallon ([\[lon.com\]\(http://lon.com\)\) ou le Serpent à plumes \(\[serpentaplumes.com\]\(http://serpentaplumes.com\)\). De jeunes éditeurs créent en même temps leur site, comme moyen d'informations et de développement, comme Le Reflet, l'éditeur de Robert Dessaix \(« Le Monde des livres » du 19 janvier\) ou l'équipe d'Au Diable Vauvert \(\[audiabile.com\]\(http://audiabile.com\)\). Une partie de l'activité de l'éditeur grenoblois, Jérôme Millon est la réalisation de sites. Concepteur des écrans de Minuit, Verdier et Corti, Philippe Menestret rêve d'« un portail des éditeurs indépendants ».](http://champ-val-</p>
</div>
<div data-bbox=)

Corti propose des voyages virtuels autour de son fonds prestigieux (jose-corti.fr). Verdier met en ligne des extraits de textes, mais aussi une sélection de critiques, d'entretiens et de liens vers des sites parlant de ses auteurs (editions-verdier.fr). Dans cet univers, le remarquable site de François Bon (www.remue.net) joue un rôle de passeur. Les moteurs de recherche permettent à un petit éditeur d'être à

égalité avec les plus grandes structures. Les recherches peuvent réserver des surprises. Ainsi un visiteur est arrivé chez POL en ayant tapé comme mot d'entrée : « chaussure ». C'est le titre d'un recueil de Nathalie Quintane. On ne sait si la peinture convenait à l'internaute.

Pour Jean-Jacques Augier, PDG de Balland, qui s'apprête à ouvrir son site, Internet est l'occasion de réaliser des tests. « Certains livres sont devenus introuvables. Nous allons les remettre à la disposition du public en téléchargement, de façon payante ou gratuite, pour tester les réactions du public. » Il a également des projets autour de la collection « Le Rayon », dirigée par Guillaume Dustan.

« L'expérimentation reste encore très marginale », constate Paul Otchakovsky-Laurens, qui a innové en lançant un feuilleton de Jacques Jouet, *La République de Mek-Ouyes*. Les connexions au site ont quadruplé, passant de 100 à 400 connexions par jour (pol-editeur.fr). Il n'a pas voulu faire payer le feuilleton, qui est consultable gratuitement sur Internet et sera vendu dans les librairies en septembre 2001.

Comme l'a montré l'expérience de Stephen King, la question du mode de paiement déterminera l'avenir de l'édition en ligne, pour le téléchargement. Une autre question reste taboue en France : l'achat des livres sur les sites d'éditeurs. Cela devient fréquent aux Etats-Unis ou en Angleterre. Ainsi, en cherchant des informations sur *The Beatles Anthology* dans seuil.com, on est relié au site de l'éditeur américain Chronicle, qui permet d'acheter en ligne la version américaine. Le site de Bloomsbury est également une librairie virtuelle (*lire ci-dessous*).

Serge Eyrolles, président du Syndicat national de l'édition, a décidé de briser le lien direct entre le site editions-eyrolles.com et celui de la librairie eyrolles.com. Sur le site de XO, la maison de Bernard Fixot, on clique sur un bandeau, annonçant : « Commandez-le » et on se retrouve chez le libraire électronique Bol.fr (xoeditions.com). Jérôme Millon, éditeur de sciences humaines et de philosophie, donne la possibilité de commander des livres, après cet avertissement, suivi d'une liste de libraires : « Si vous êtes isolés et si vous souhaitez passer une commande directe. » « Cela représente moins de 0,1 % de mon chiffre d'affaires », rassure-t-il, en précisant que les commandes viennent principalement de l'étranger. Beaucoup ne veulent pas franchir cette frontière. Balland à la fin des extraits proposés fera apparaître un cartouche indiquant : « Si ce texte vous a plu, allez l'acheter chez votre libraire. »

Alain Salles

L'exemple Bloomsbury

Il est sans doute l'un des éditeurs britanniques les plus innovants. Pour preuve, son site, à la croisée de la maison d'édition, du magazine et de la librairie

Nigel Newton est un pionnier. En 1986, lorsqu'il créa la maison d'édition londonienne Bloomsbury, avec le soutien d'investisseurs de la City, il arrivait déjà avec des idées neuves. Il voulait éditer « des livres de la plus haute qualité littéraire et commerciale », utiliser « les méthodes de vente les plus agressives », intéresser les auteurs aux bénéfices de la maison... bref, créer un mini-conglomérat, capable de ruser avec les grands en étant « plus souple » et « plus rapide ». Nigel Newton est un pionnier chanceux. A peine avait-il ouvert son département jeunesse, en 1994, qu'il pêchait un « gros poisson » nommé J. K. Rowling et, grâce à *Harry Potter*, voyait son chiffre d'affaires, déjà important, s'envoler de... 78 % entre 1999 et 2000.

Pas étonnant qu'avec tant d'idées et de moyens Bloomsbury s'offre aujourd'hui l'un des sites les plus innovants du Web (www.bloomsbury.com). Créé le 1^{er} décembre 2000, ce lieu se veut ouvert à la communauté des « lecteurs, écrivains et amoureux des lettres », à la croisée de la maison d'édition, du magazine littéraire, de la bibliothèque de référence et de la librairie. Un vrai site touristique, suffisamment foisonnant

(une douzaine de sous-sites) pour que son propriétaire vous y accueille avec une visite guidée. Premier arrêt : une mise en bouche commémorative. Aujourd'hui - exemple, le 28 janvier, la mort du Prix Nobel W.B. Yeats est l'occasion de picorer quelques bribes de poèmes avant d'aller découvrir « le mot du jour » offert, si l'on peut dire, par l'encyclopédie *Encarta*. A côté de l'agenda (prix, lectures, événements...), le magazine littéraire propose des critiques de nouveautés sur des sujets divers, allant des jeunes écrivains noirs de l'après-apartheid à une histoire littéraire de Berlin. Si l'on glisse sur Harry Potter, on arrive au centre de recherches, une base de données entièrement gratuite avec 17 000 entrées et liens mais ne renvoyant, lui, qu'à des ouvrages maison - la recherche sera d'autant plus fructueuse que l'on s'intéresse à des auteurs Bloomsbury, tels que Johanna Trollope, Michael Ondaatje ou Nadine Gordimer.

Cliquons maintenant sur « groupes de lecture ». Pour qui veut rejoindre ou fonder un groupe de discussion autour des livres, Bloomsbury se transforme en guide pratique expliquant même comment mener un débat et recommandant chaque mois deux

romans particulièrement propices à l'échange. Si l'on a davantage la fibre de l'écriture, on trouvera dans « l'almanach de l'auteur » des conseils pour se voir publier ou des tuyaux juridiques, tandis qu'à la rubrique « compétition » on pourra participer à un concours de nouvelles, gagner un déjeuner de conseils avec un éditeur de Bloomsbury ou l'équivalent de 1 000 livres (sterling) en livres (papier).

Last but not least, la librairie est peut-être la plus grande originalité du site. Avec plus d'un million de références disponibles, l'acheteur à accès à tous les éditeurs de la place. « Nous sommes certainement l'un des seuls éditeurs au monde à ne pas vendre seulement nos propres livres, note Shelley Couper, chez Bloomsbury. De même, bien que les prix soient libres, nous n'effectuons pas de rabais, nous préférons miser sur le long terme, pour que notre attrait principal reste celui de la qualité. » Ouvert depuis seulement deux mois, le site enregistre aujourd'hui 100 000 connexions par mois et mise sur un million d'ici à juin. Sans doute son côté eclectique, convivial et complet lui vaut-il ce succès. Un site de la deuxième génération en somme. Là encore, Bloomsbury est pionnier.

Florence Noiville

Françoise Mallet-Joris

de l'Académie Goncourt

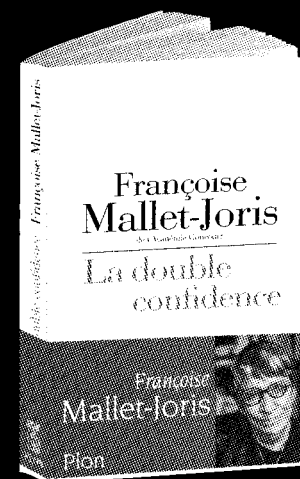
La double confiance

Françoise Mallet-Joris est l'une de nos romancières les plus célèbres mais aussi la plus secrète.

Avec *La double confiance* elle se livre pour la première fois grâce à une rencontre à travers le temps. Une rencontre avec une femme extraordinaire, Marceline Desbordes Valmore, qui fut admirée de Vigny, Lamartine,

Victor Hugo et reste encore injustement méconnue.

Comme elle, elle se veut libre, libre dans ses rapports avec les hommes et les femmes. Comme elle, elle vit des amours passionnés mais se veut mère avant tout. Comme elle, elle se révolte contre le pouvoir établi et la morale pour accomplir son destin de femme.



PLON
INFORMATION

L'ÉDITION
FRANÇAISE

● L'Harmattan condamné. L'Harmattan a été condamné à payer 50 000 francs de dommages et intérêts à l'un de ses auteurs, Ali Benhaddou, pour avoir introduit dans son contrat une clause indiquant que l'auteur toucherait 0 % de droits sur les mille premiers exemplaires de son ouvrage *Maroc : les élites du royaume*, car elle est « contraire aux dispositions de l'article L.131-4 du code de la propriété intellectuelle ». Dans un jugement rendu le 30 novembre 1999, récemment publié dans le bulletin de la Société des gens de lettres, le tribunal de grande instance de Paris a « interdit aux éditions de L'Harmattan de diffuser un contrat avec une clause de rémunération identique à celle figurant dans le contrat de M. Benhaddou ». Après avoir renoncé à faire appel, L'Harmattan demande désormais à ses auteurs de céder gratuitement leurs droits sur les premiers exemplaires, en s'appuyant sur le jugement qui convient que « l'auteur est autorisé à céder ses droits à titre gratuit », à condition que cela soit « consenti sans ambiguïté ».

● **Alain-Fournier et Jacques Rivière à Bourges.** La bibliothèque municipale de Bourges a reçu une donation de 10 000 pièces originales d'Alain-Fournier et de Jacques Rivière, de la part d'Alain Rivière, fils de Jacques Rivière et neveu d'Alain-Fournier. Ce fonds, estimé à 12,3 millions de francs, contient les brouillons du *Grand Meaulnes*, et des correspondances entre Jacques Rivière et Proust, Péguy, Gide, Claudel, Gallimard, Breton, Artaud, Paulhan, Ponge, etc.

● **La Martinière élargit son capital.** Les fonds d'investissements de la banque Natexis a pris une participation de 9 % dans le capital de La Martinière groupe. Les autres principaux actionnaires sont : Hervé de la Martinière (28,5 %), Chanel (27 %), Times Mirror (10 %) et Rothschild Inc. (4 %). Le groupe réalise 60 % de son chiffre d'affaires à l'étranger. Il a notamment racheté Abrams et Stewart, Tabori & Chang aux Etats-Unis, Knesbeck en Allemagne ou Minerva en Suisse. Alors qu'il s'apprête à franchir la barre du million d'exemplaires vendus de *La Terre vue du ciel* de Yann Arthus-Bertrand, Hervé de la Martinière entend « accroître son développement » et « envisage d'entrer en Bourse, sans doute en 2002 ».

● **Le Cerf débraye.** Les salariés des éditions du Cerf ont observé un arrêt de travail de deux heures, lundi 29 janvier, pour « manifester leur mécontentement face à l'absence de politique salariale », sur fond de négociations pour les 35 heures. Selon la CFDT, il s'agit de la première grève dans la maison d'édition dominicaine. Ce mouvement intervient alors que l'entreprise a connu de nombreuses difficultés qui ont conduit au licenciement de 40 % du personnel. Pour le directeur général, Bruno Parmentier, il s'agit d'un « conflit normal dans une entreprise qui a beaucoup souffert ». Selon lui, les négociations devraient reprendre la semaine prochaine.

● **PRIX :** Laurent Mauvignier a reçu le **prix des Librairies de création** pour *Apprendre à finir* (Minuit). Le **prix des Deux-Magots** a été décerné à François Bizot pour *Le Portail* (Table ronde).

Entre-deux éditorial à Venise

Alors que les libraires indépendants s'inquiètent de l'arrivée de la Fnac et des sites de vente en ligne, les professionnels s'interrogent sur les multiples futurs de l'édition

La révolution numérique a cessé d'être une idée neuve, même en Europe, mais l'étendue des changements qu'elle entraînera pour les métiers du livre reste largement matière à conjectures. Prise entre la conviction que des transformations sont en marche et la difficulté de se représenter un avenir aussi opaque que la brume de Venise en ces derniers jours de janvier, la session finale du 18^e cycle de la Scuola per Librai Umberto e Elisabetta Mauri, qui s'est tenue du 21 au 26 janvier sur l'île Saint-Georges-Majeur, a paru comme suspendue entre un passé qui ne passe pas et un futur aussi mystérieux qu'inéluctable.

Les *futuri* (au pluriel), tel était l'un des thèmes de ces journées qui réunissent chaque année professionnels de l'édition et personnalités diverses autour de libraires venus parachever un programme de formation sans équivalent en Europe. L'occasion, cette fois, de faire le point des dernières initiatives italiennes en fait de commerce et de distribution en ligne,

mais aussi d'entendre des voix comme celle d'Angelo Tantazzi, président de la Bourse, décrier, chez les agents économiques, une montée de l'aversion au risque qui s'applique bien à l'industrie éditoriale.

Coincidence ou signe des temps, le pape en personne, en accordant sa bénédiction à Internet dans un message sur l'« *Evangelio à l'ère de la communication globale* », avait pourtant paru conforter par avance le camp des modernes (*Corriere della Sera*, 25 janvier). Mais, à l'heure des premiers bilans, aucun des deux grands libraires virtuels de la Péninsule, Internet Bookshop et Zivago, ne paraît proche de l'équilibre économique. Si l'arrivée de BOL va intensifier la concurrence sur un marché encore embryonnaire, il est remarquable, en Italie comme ailleurs, que les débuts difficiles du virtuel ne découragent pas les initiatives nouvelles.

Après trois années d'imprégnation des esprits, le moment semble en effet venu de l'action concrète. C'est ainsi par exemple que Longanesi

(groupe Messaggerie Libri) et l'éditeur Apogeo ont fondé la société Carta Digitale, dont l'objectif est de proposer aux éditeurs des services de numérisation de leurs catalogues en vue d'une commercialisation par téléchargement. A la différence de Mondadori, qui a annoncé l'an dernier un partenariat exclusif avec Microsoft autour du format de lecture et d'encyclopédie Microsoft Reader et qui s'apprête à mettre en ligne ses premiers e-books, Carta Digitale propose des conversions aux divers formats du marché et laisse les éditeurs libres de gérer la vente de leurs fichiers. Dans un domaine connexe, Informazione Editoriale, une joint-venture entre Messaggerie Libri et la société Editrice Bibliografica, qui gère notamment les ISBN pour l'Italie, propose une variété de services d'édition numérique aux bibliothèques et aux libraires. C'est sa base de données qui aurait été louée à BOL pour la création de son site italien.

POLITIQUE DU RABAIS

L'émergence d'un troisième libraire en ligne n'a fait qu'aiguïser la concurrence qui sévit dans le secteur de la librairie traditionnelle, marqué par l'arrivée de la Fnac et dominé, bien plus qu'en France, par les librairies d'éditeurs (voir « Le Monde des Livres » du 1^{er} décembre 2000). Si tous s'accordent à dire que ce nouvel entrant a « efficacement stimulé le marché », l'inquiétude reste perceptible un peu partout. Dans les groupes, tout d'abord, qui, comme Feltrinelli, possèdent un important réseau de distribution. Face au plan de développement accéléré de la chaîne française – une trentaine de magasins à Naples et Padoue en 2002 –, les grands éditeurs-libraires milanais (Hoepli, Feltrinelli) ont décidé de réagir, même si, disent-ils, la Fnac n'a pas écorné leur clientèle. « Nous ouvrons en mai à Naples un mégastore

de 3 000 mètres carrés où l'on trouvera des livres et des disques, explique Inge Feltrinelli. C'est la première fois que les enseignes Feltrinelli et Ricordi, la chaîne musicale rachetée à Bertelsmann, se trouveront rassemblées. L'investissement est lourd (1 milliard de livres), mais nous voulons être les premiers, avant la Fnac. »

Du coup, jamais les libraires indépendants – qui contrôlent encore 50 % du marché – n'ont été plus inquiets. Plus que la Fnac, c'est la politique de rabais agressifs de chaînes comme Mondadori qui préoccupe Rodrigo Dias, président de l'Associazione des libraires italiens. D'autant que Mondadori, déjà propriétaire de 17 librairies, projette, lui aussi, d'ouvrir un réseau de 150 magasins en franchise. Dans ce contexte de compétition débridée, les libraires présents n'ont pu qu'être sensibles au discours roboratif de Herbert R. Lottman, le correspondant de *Publishers Weekly*, prônant la « contre-révolution au nom de la librairie de proximité ».

Après les grands thèmes des années précédentes (l'euro, le prix unique, l'édition électronique), cette session vénitienne aura montré à quel point la profession est aujourd'hui dans une sorte d'entre-deux. Pour certains, c'est le calme qui précède de la tempête. Il faut donc « anticiper la révolution numérique, y croire aveuglément, mais sur le long terme », assure Achille Mauri, dont le groupe, Messaggerie Italiana, vient d'acquiescer une participation dans la maison catholique Piemme. Pour d'autres, encore traumatisés par les vicissitudes de la nouvelle économie, il est urgent d'attendre. Finalement, se demande, philosophe, Ulrico Hoepli, ancien président de la Fédération des éditeurs européens, la réponse se trouverait-elle chez Lampadusa, dans cette fameuse phrase du Guépard, « *Tutto cambia perche nulla cambi...* » : l'idée que tout change, mais que rien ne change ?

Florence Noiville

L'avenir du festival BD d'Angoulême, les CRS et amazon.fr

Il s'étaient une dizaine de CRS à se frayer un chemin jusqu'au stand de Dargaud-Éditeur pour obtenir une dédicace d'Aché, auteur de la série « CRS = Déresse », tout en interrogeant par portable leurs collègues cantonnés dans leur caserne : « *Lequel des huit albums te manque ?* » En consultant le site Web d'amazon.fr, ils auraient pu éviter la foule et y trouver un florilège de dédicaces : le vendeur de livres du Net avait enrôlé divers auteurs (dont Florence Cestac, présidente du festival 2001) que n'effrayait pas le maniement d'une palette graphique.

Ce sont à ces détails qu'un succès se remarque, avant de se comptabiliser : le 28^e Festival d'Angoulême, qui a eu lieu du 25 au 28 janvier, a enregistré 210 000 entrées, un record depuis sa création en 1974, dû à la présence massive des éditeurs et des auteurs (736, chiffre jamais atteint), mais aussi à la qualité des expositions. Entre autres, celle de Florence Cestac, toute en humour et en clin d'œil parfois émouvants ; celle sur le manga, attestant que la BD nipponne sait troquer les chemins graphiques et scénaristiques violents et infantiles pour ceux du fantastique ou du quotidien et user de traits d'une grâce indicible ; ou celle

dédiée à une étoile filante de la BD, Yves Chaland, décédé à l'âge de trente-trois ans, imprégnée d'intelligente nostalgie.

Le nouveau président d'Angoulême, Martin Veyron, doit maintenant préparer le Festival 2002. Cet auteur de BD et de dessins de presse, dont les albums témoignent du goût pour la satire sociale (*Caca rente* ou *Cru bourgeois*, Ed. Albin Michel) et l'observation des travers privés (*L'Amour propre*, Bernard Lermite), aura besoin de toute sa distanciation pour conjurer les nuages.

Car ni les collectivités publiques ni le plus important des sponsors privés (Michel-Edouard Leclerc) ne veulent continuer à « être les banquiers » d'une manifestation qui peine à garder son équilibre financier, en dépit de l'image qu'elle a donnée à Angoulême et du rôle qu'elle a joué dans la naissance du pôle images Magelis, grand bénéficiaire des largesses publiques... « *Nous sommes dans une économie de pauvreté, nous n'avons pas de force marketing. Il faut sortir des quatre jours de festival, trouver des relais et travailler sur un modèle complémentaire* », note Jean-Marc Thévenet, directeur, pour qui la venue de « *nouveaux partenaires privés* » pourrait être une réponse.

Yves-Marie Labé

A L'ÉTRANGER

● COLOMBIE : Les Mémoires de Garcia Marquez

Gabriel Garcia Marquez, qui n'a rien publié depuis 1996, est en train de rédiger ses Mémoires sous le titre *Vivir para contarlo* et vient d'en achever le premier tome. On ne sait pas encore chez quel éditeur elles seront publiées et la bataille sera rude ! Le titre qui veut dire littéralement « *Vivre pour pouvoir raconter* » joue sans doute sur le fait que beaucoup de bruits ont couru ces derniers temps sur l'état de santé de l'écrivain colombien. Le journal espagnol *El País* a publié des extraits du premier chapitre qui raconte les amours contrariées des parents du Prix Nobel colombien.

● CANADA : les écrivains au secours d'un collégien

Un collégien de seize ans a été soutenu par de nombreux écrivains canadiens, dont Margaret Atwood et Michael Ondaatje, parce qu'il avait passé un mois en détention après avoir lu en classe un texte dont le héros menaçait de faire sauter son école pour se venger d'humiliations subies en classe. Il s'est avéré depuis que le cas était plus complexe qu'il n'y paraissait : le jeune garçon et son plus jeune frère semblent avoir entre autres proféré des menaces de mort à plusieurs occasions. Au Canada comme aux Etats-Unis, les autorités sont sur leurs gardes après le massacre de Colombine (Colorado). Mais pour les écrivains l'écriture peut justement être un exutoire, voire une thérapie.

[BANDO]AGENDA
[BANDO] ● DU 2 AU 4 FÉVRIER. PSYCHANALYSE. À PARIS, les quarante-cinq associations fondatrices du mouvement international « Convergencia, mouvement lacanien pour la psychanalyse freudienne », tiennent leur premier congrès (à partir de 9 heures, Maison de l'Unesco, 7, place de Fontenay, 75007, réservations sur <http://convergencia.aocc.free.fr>)

● LE 7 FÉVRIER. HISTOIRE. À PARIS, dans le cadre de son cycle « Le XX^e siècle des historiens », la

Bibliothèque nationale de France propose une conférence sur le thème de « l'argent » (à 18 h 30, BNF, quai François-Mauriac, 75013, rens. : 01-53-79-59-59).

● LE 28 FÉVRIER. INSTITUT ROLAND-BARTHES. À PARIS, et en ouverture du cycle des Conférences Roland-Barthes, l'écrivain et psychanalyste Julia Kristeva propose une soirée autour de « Colette ou la chair du monde » (à 18 heures, Université Paris-VII Denis-Diderot, Amphithéâtre 24, 2, place Jussieu, 75005, rens. : 01-44-27-63-71).

Frédéric Morel,
numéro deux
de Flammarion

Frédéric Morel devient le numéro deux de Flammarion. Agé de quarante-huit ans, il prend, jeudi 1^{er} février, les fonctions de directeur général du groupe Flammarion. Il était directeur général de la très rentable filiale de livres de poche, J'ai Lu, depuis 1996. Homme de management et de marketing, il affiche le genre de curriculum vitae qui ne fait pas rêver dans les maisons d'édition : ingénieur, diplômé de l'Ecole des mines de Nancy, il a commencé sa carrière chez Kraft General Foods, avant de s'occuper de marketing chez Pernod-Ricard et de devenir directeur de division chez Dim, en 1991.

Cette nomination intervient quelques mois après la reprise de Flammarion en octobre 2000 par le groupe italien Rizzoli-Corriere della sera (*Le Monde* du 19 octobre). Rizzoli souhaitait la nomination d'un directeur général au côté de Charles-Henri Flammarion. Le choix s'est finalement porté sur un homme de la maison qui a la confiance de Charles-Henri Flammarion et qui a été associé aux récents développements du groupe. Flammarion s'est beaucoup diversifié ces dernières années : lancement de la collection « *Librio* », reprise de Delagrave, rachat de Casterman, et prise de participations dans Actes Sud et les Presses universitaires de France.

Son successeur à la tête de J'ai Lu pourrait être recruté à l'extérieur. Frédéric Morel aura des fonctions opérationnelles directes et l'ensemble des directions du groupe sera sous son contrôle, de Casterman aux Editions Flammarion, actuellement dirigées par Danielle Nees. « *Je ne suis pas un éditeur, explique-t-il, mais le développement éditorial de Flammarion est une priorité et notre rôle est d'attirer les meilleurs éditeurs possibles.* »

A. S.

Hai le Magnifique ?

C'est grave nul. *JDD*
Paul Small, tu bouffonnes. *Le Nouvel Observateur*
Small nous gonfle, nous "gave" et nous "gaze" grave. *Le Parisien*
Paul Small s'est planté. *Vox*
Un Immense ratage. *La Croix*
Imprécation et imposture. *Sud Ouest*
Une déception quasi générale. *L'Événement*
Les critiques le jugent nul, insupportable, nauséabond. *Marc-Olivier Fogiel France 3*



Ali le Magnifique

Truculent, féroce... un prodigieux exercice de style. *Le Monde*
On en sort troublé, gêné, malmené. Mais convaincu... *Le Figaro*
Le plaisir d'une langue joueuse, hargneuse et inventive. *Libération*
De l'élan, du souffle : celui de la révolte. *L'Express*
Des passes d'arme d'une beauté à couper le souffle. *Elle*
Une formidable réussite. *Paris Match*
Le lecteur est emporté par cette langue tempétueuse, quasi célinienne. *Lire*
Un grand livre, un pur bijou. *Marianne*
Une prose incandescente, inoubliable. *La Marseillaise*
La beauté de ce livre est d'être insupportable. *La Vie*

et vous, qu'en pensez-vous ?

DENOËL

FRED VARGAS/
BAUDOIN

LES QUATRE FLEUVES

« Une œuvre forte comme un opéra, fragile comme un air de jazz, dont les éclats et les silences escorteront longtemps le lecteur dans ses cauchemars comme dans ses rêves. »

Y.-M. Labé, *Le Monde*

EDITIONS
Viviane Hamy

Le Monde

DES LIVRES DE POCHE

VENDREDI 2 FÉVRIER 2001

L'HONNEUR PERDU DE L'ITALIE

Rosetta Loy, enfance dans les années fascistes et antisémites et enquête sur le rôle de l'Eglise : accablant

p. III

MEATYARD, INQUIÉTANTE ÉTRANGETÉ

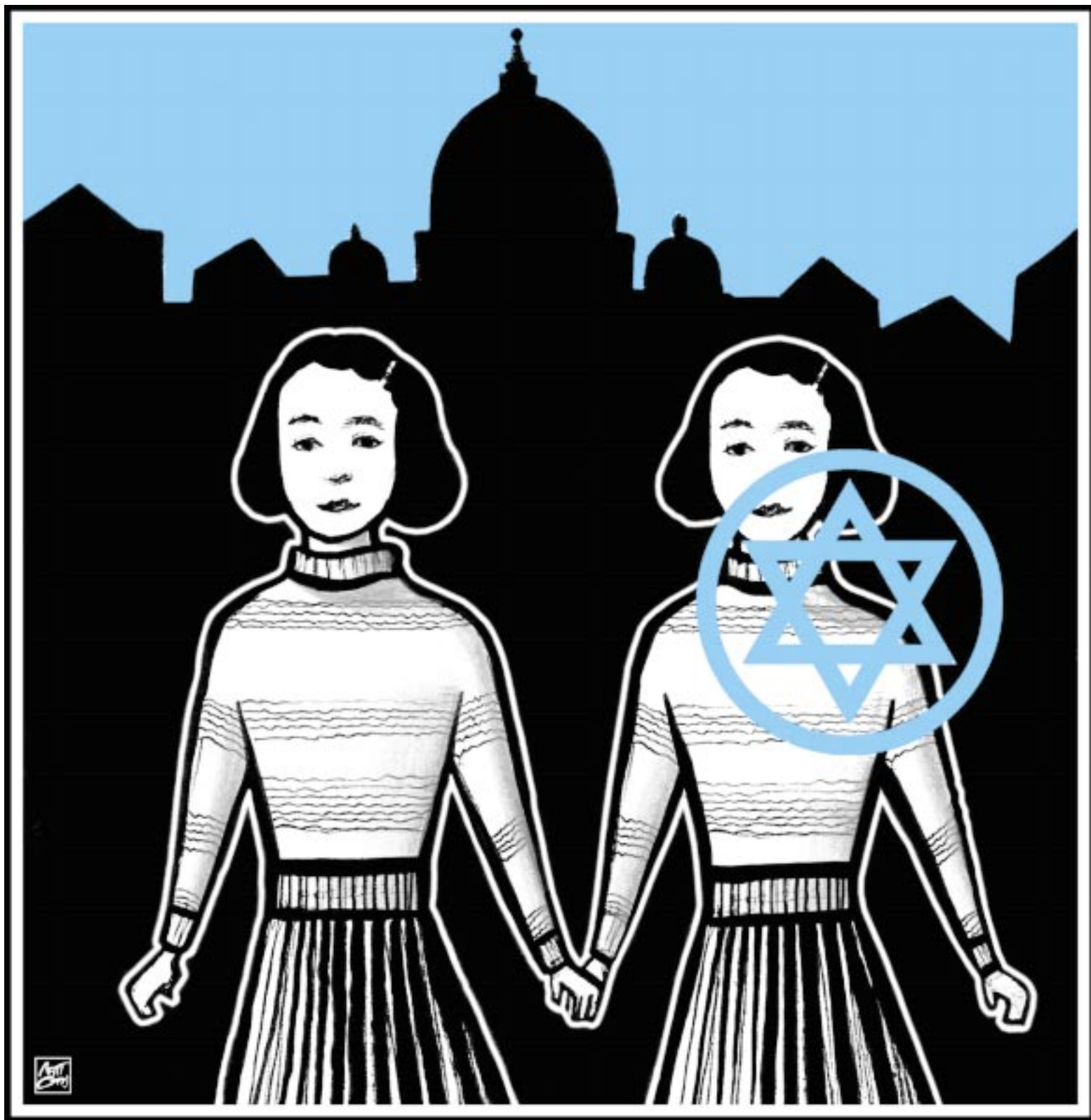
Pour découvrir enfin l'œuvre inclassable et méconnue du photographe américain, peuplée de fantômes et d'enfants

p. X

SÉLECTION

La liste des livres de poche parus en janvier

p. XIII à XV



s o m m a i r e

L'Aire des cimes

Michel Moret, éditeur de Suisse romande, veut faire connaître les auteurs de son pays

● LITTÉRATURES

Madame Della Seta aussi est juive

de Rosetta Loy (p. III)
Une affaire personnelle
de Kenzaburô Oé (p. IV)

La Terre sous ses pieds

de Salman Rushdie (p. IV)

Crimes exemplaires
de Max Aub (p. IV)

Le Vin de longue vie

de N. D. Cocea (p. V)

Histoire de ma mort

de Harold Brodkey (p. V)

Manuel de chasse et de pêche

à l'usage des filles

de Melissa Bank (p. V)

Livraisons (p. IX)

● ROMANS

POLICIERS

Toubab or not toubab

de Jean-Claude Derey (p. VI)

Livraisons (p. VI)

● SCIENCE-FICTION

2001-3001, les odysées

de l'espace

d'Arthur C. Clarke (p. VII)

Livraisons (p. VII)

● HISTOIRE

Croyances et cultures dans la France

d'Ancien Régime

de François Lebrun (p. VIII)

Livraisons (p. VIII)

● ESSAIS

Ralph Eugene Meatyard

(p. X)
Le Fétichisme dans l'amour

d'Alfred Binet (p. XI)

Jacques Lacan, le Séminaire, livre II

(p. XI)

L'Erreur de Descartes

d'Antonio R. Damasio (p. XI)

Galilée

de Georges Minois (p. XII)

Le Totalitarisme, le XX^e siècle

en débat

textes choisis et présentés

par Enzo Traverso (p. XII)

Ma vie d'autiste

de Temple Grandin (p. XII)

● SÉLECTION

La liste des livres

de poche parus

au mois de janvier

(p. XIII à XV)

Editeur de Suisse romande, Michel Moret, qui dirige les éditions de L'Aire, se demande avec bonhomie : « Si j'étais français, et parisien de surcroît, m'intéresserais-je à la littérature de Suisse romande ? » Bien sûr que non. « Je comprends parfaitement que chez les critiques comme chez les libraires nos livres passent sous la pile. » Comme le disait Maurice Chappaz, « Eluard né et demeuré suisse n'aurait jamais été connu en France ». Et quand les éditeurs suisses ont le plaisir de découvrir un auteur, celui-ci, une fois un peu connu et reconnu, fait carrière chez d'autres éditeurs... français. Comme Nicolas Bouvier, par exemple.

Il est donc indispensable, quand on est éditeur et suisse, d'essayer de sortir de la coquille helvétique pour aller au-devant du lectorat français, par des offensives promotionnelles (un concours sera lancé en librairie, en France comme en Suisse, à partir du 15 mars) ou par le biais de co-éditions, comme avec la collection de poche « Babel Helvétique ». L'Aire publie, en poche également, des textes à la fois marginaux et classiques dans la collection « Le Chant du monde », et de la littérature suisse et principalement romande dans « L'Aire bleue ».

« Il y a un phénomène "poche", poursuit Michel Moret. Peut-être parce que les livres en petit format ne dépendent pas du sys-

tème médiatique habituel, ce qui leur permettrait de se faufiler dans des endroits inattendus ? Et si on a envie de faire preuve de curiosité, c'est plus facile à 60 F qu'à 120 F... » L'éditeur insiste sur la méconnaissance que l'on a en France des Suisses, sur cet éloignement très particulier : « Ma patrie est la langue française, ma monnaie est le franc suisse. Quand je quitte mon microcosme, on me parle de chocolat, de paradis fiscal, de fromage : je ne me reconnais pas dans ces étiquettes. Ce que je sais, c'est qu'il y a une volonté très forte de défendre la langue française, je rencontre des énergies qui vont toutes dans ce sens. Et il y a une bonne tradition littéraire. Mais on peut se demander quelle littérature peut produire un pays si complexe et aussi sophistiqué qu'une "grande complication". »

Renseignements pris, une « grande complication » est une montre comme on n'en fait presque plus, une montre mécanique conçue pour fonctionner durant un siècle, années bissextiles comprises. Elle indique donc les heures, les minutes, les secondes, mais aussi les jours, les mois, les phases de la lune, et peut même sonner, faire office de chronographe, etc. Quant à la littérature, faut-il la confiner dans ce petit pays d'un million deux cent mille habitants francophones, ou l'inclure dans une culture européenne, occidentale, dans la partie culturelle de la mondialisation ?

Avec harmonisation des goûts et des saveurs ? Ce qui importe pour l'éditeur, c'est d'avoir une chance de faire connaître certains auteurs auxquels il croit. Et cela souvent depuis longtemps.

Pour faire partager ses enthousiasmes, Michel Moret est venu à Paris entouré de trois écrivains fort différents : Yvette Z'Graggen, Corinne Desarzens et Eugène (simplement Eugène). Yvette Z'Graggen est l'auteur le plus lu en Suisse romande, notamment pour sa *Trilogie allemande* : de père alémanique, partagée entre ses cultures, elle a beaucoup écrit sur ses rapports d'amour et de haine avec l'Allemagne, en particulier sur ces *Années silencieuses* où, jeune fille, pendant la guerre, elle croyait sincèrement que la Suisse aidait tous les réfugiés ; ou encore dans *Matthias Berg et Ciel d'Allemagne*. Corinne Desarzens, elle, vit à Divonne, en France, car son mari est agriculteur et français, mais son écriture, cocasse, originale, a vraiment de quoi donner au lecteur l'envie de la lire.

Quant à Eugène, jeune homme d'origine roumaine, son premier roman, *Mange Monde*, est un pastiche des récits pour la jeunesse – genre dans lequel il a déjà publié par ailleurs. Trois auteurs qui donnent la preuve que « lorsque l'on fait partie d'une minorité linguistique, la qualité s'impose dans la diversité ».

M. Si.

Au bonheur des hommes

Déjà douze titres dans la collection érotique « Le Cercle poche »

Sophie Cadalen est psychanalyste (elle intervient dans « Ciel mon mardi » sur TF1) et auteur de textes érotiques. Le Cercle publie son deuxième roman : *Tu meurs*. Le premier, *Le Divan*, est réédité dans « Le Cercle poche », collection dirigée par Agnès Pareyre, qui aux titres grand format de sa propre maison ajoute ceux d'autres éditeurs, comme le beau roman de Cécile Wajsbrot : *Le Désir d'Equateur*, originairement chez Zulma.

Le roman de Cécile Wajsbrot, où le souci d'écriture prévaut, prouverait que l'étiquette « érotisme » est un signalement supplémentaire et aguicheur. C'est aussi le cas pour les trois longues nouvelles de *Fantasmies*, d'Aurélien Van Hoeymissen, qui exploite avec un réel talent littéraire l'exhibitionnisme imaginaire de la jouissance féminine. Mais, dans l'ensemble de la collection, l'écriture est seconde tant il est difficile, avec si peu de mots pour le dire, d'évoquer un nombre limité de postures chez un lecteur solitaire qui exige l'efficacité. Françoise Rey (*La Peur du noir*) invente pourtant un univers et une intrigue : momentanément aveugle, un homme doit redécouvrir, à tâtons, le chemin balisé du plaisir. Les rituels sont néanmoins toujours les mêmes : le sadomasochisme (*Dolorosa soror*, de Florence Dugas), la provocation et le plaisir solitaire, tou-

jours au féminin et exacerbés (*Transports amoureux*, d'Elisabeth Herrgott), la suprématie masculine.

Quatre des douze volumes du « Cercle poche » sont signés par des hommes. Jacques Cellard, longtemps chroniqueur du langage au *Monde*, auteur d'une remarquable biographie de Restif de la Bretonne, écrivain donc et maître du genre, réédite *La Chambre aux miroirs*. Les fantasmes masculins y sont rois. Les femmes, délicieuses mais finalement soumises, se distraient parfois dans quelques égarements lesbiens... sous le regard de l'homme.

Quelles que soient les variantes (plus subtiles lorsqu'elles sont décrites par une femme), le cérémonial et ses résonances sociales ne varient pas. C'est toujours à l'homme que le roman érotique s'adresse. A un homme paradoxalement tronqué : il se résume à son sexe pénétrant une femme. L'autoérotisme lui est interdit. Il n'existe que dans son désir affamé de l'autre sexe et, s'il s'égare, l'autre homme est un... travesti. Schématisé, il n'a pas de chair au-delà de l'érection, qui devient une sorte d'entité indépendante. La volupté serait un naufrage : les livres érotiques confortent l'illusion de la virilité.

Hugo Marsan

★ Chaque volume 39 F (5,95 €).

CORRESPONDANCE

Une lettre de Pocket

Suite à l'article consacré aux classiques en poche (« Le Monde des livres de poche » du 5 janvier), nous avons reçu un courrier du directeur de la collection « Pocket classiques », M. Claude Aziza :

Je dirige, après l'avoir créée, la collection « Pocket Classiques ». Née en 1989, elle comporte à ce jour près de deux cents titres et a fait l'objet, en 1998, d'une refonte complète. Préface, notes, appareil pédagogique, dossier historique et littéraire sont confiés, sauf rares exceptions, à des universitaires spécialistes ; la qualité du papier et l'esthétique des couvertures font l'objet d'un soin permanent ; les prix ont tous été revus à la baisse.

Or je découvre, à la lecture de votre dossier, que non seulement ces efforts n'ont pas été jugés dignes d'être mentionnés, mais que l'ensemble de nos publications est expédié en six lignes, totalement négatives.

Vous comprendrez l'étonnement de notre équipe devant ce qu'elle ressent comme une injustice. Vous ne pouvez ignorer le préjudice causé à notre collection par un jugement aussi hâtif et rendu suspect par l'excès même de sa virulence. Qui peut croire que « Pocket Classiques », qui, entre 1998 et 2000, a eu la confiance de plus de deux millions de lecteurs et qui, dans un marché des classiques à la baisse (-9 % en 1999), est passée de 3,6 % (1994) à 8 % (2000), qui peut croire donc que cette collection mérite, sans nuances, une telle indignité ?

L'honneur perdu de l'Italie

**MADAME DELLA SETA
AUSSI EST JUIVE**
(La Parola ebreo)

de Rosetta Loy.

Traduit de l'italien par Françoise Brun.

Rivages poche, 176 p., 52 F (7,93 €).

(Première édition : Payot & Rivages, 1998.)

Madame Della Seta AUSSI est juive. Pourquoi cet « aussi » ? A qui fait-il référence ? Est-ce un aussi qui inclut, ou qui exclut ? Tout commence avec une petite fille. Elle est italienne, elle a cinq ans, elle est née « en l'an IX de l'ère fasciste », autrement dit en 1931, nous sommes donc en 1936. Dans le bel appartement romain du 21 via Flaminia où elle habite avec ses parents, elle regarde ses voisins d'en face qui donnent une fête pour la naissance de leur bébé. « Un baptême ? », demande-t-elle à Annemarie, sa Fräulein. Annemarie est allemande, elle est jeune et jolie, blonde, yeux bleus. Un baptême ? Non. « Ils sont juifs, dit-elle, avec un geste du menton vers la fenêtre, les enfants ils ne les baptisent pas, ils les font circoncire. Elle a dit "beschneiden", avec une grimace de dégoût. (...) "Sind Juden", elle répète ; et le regard de ses beaux yeux couleure de ciel se fixe avec sévérité sur une femme de chambre qui circule avec un plateau. »

Madame Della Seta aussi est juive. Elle habite à côté, et la petite fille l'adore, « même si elle est juive ». Cette enfant, c'est Rosetta Loy. Près de soixante ans après cette scène, elle écrira des livres qui iront fouiller la mémoire individuelle et collective de cette période où, comme la petite fille inconsciente et insouciant qu'elle a été, l'Italie catholique s'est laissé imbiber par l'idéologie fasciste et antisémite. Des romans, d'abord (1), puis cet implacable essai autobiographique où l'écrivain mêle la chronique intimiste de ses souvenirs d'enfance, dessinant par petites touches le contexte culturel de ces années où tout va progressivement s'accélérer, et une enquête historique rigoureuse et documentée sur l'imbrication des événements européens qui, de 1933 à 1944, vont mener entre autres à la déportation et à la mort des milliers de juifs italiens. Et plus particulièrement sur le rôle de l'Eglise.

Mais revenons à cette petite fille. Elle vit dans une famille « ordinaire » de la bonne bourgeoisie romaine, ni raciste ni courageuse. Les parents trouvent leurs autres voisins, les Levi, très sympathiques, « même s'ils sont juifs ». Le père, qui a été au Parti populaire dans sa jeunesse, a « été allergique au fascisme dès le premier instant », même si, « par la suite, parce qu'il voulait continuer à travailler, il a dû comme l'immense majorité des Italiens, s'inscrire au Parti national fasciste ». A son grand désespoir, Rosetta n'aura donc pas le droit de porter l'uniforme des petites Italiennes. Une famille où traînent quand même, « à côté des biographies de Napoléon et des romans de Paul Bourget », de drôles de livres. Comme ce Gog, publié par Giovanni Papini en 1931, qui fait des juifs les responsables des « maladies secrètes dont souffre la civilisation actuelle », à travers une série de personnages « destructeurs des valeurs de la chrétienté » comme Freud ou Marx. Ou comme ce livre



ILLUSTRATION (COUVERTURE ET DÉTAIL INTERIEUR) : LORENZO MATTOTTI

Dans cet essai autobiographique, la romancière Rosetta Loy mêle souvenirs d'enfance et enquête historique pour tenter de comprendre comment son pays s'est, dans les années 30 et 40, laissé imbiber par l'idéologie fasciste et antisémite. Et pourquoi l'Eglise, Pie XII en tête, n'a rien fait pour empêcher le génocide. Accablant

pour enfants « qui raconte les aventures d'un jeune garçon catholique poursuivi par des mécréants qui veulent lui faire renier Jésus, des francs-maçons très méchants, et un juif, très méchant lui aussi. Ils veulent tous enlever sa foi à ce petit garçon, mais lui il résiste et il prie la Sainte Vierge ».

Dès le début, Rosetta Loy dévoile donc ce qui fera le cœur de son livre, l'analyse des origines profondément religieuses de l'antisémitisme italien. Entre les descriptions d'une certaine douceur de vivre, les vacances à la montagne, les soirées à l'opéra et les jeux pas toujours innocents de l'enfance, commence alors une enquête impitoyable sur la montée de la discrimination et sur l'attitude du Vatican à partir de 1933. Cette année 1933 qui voit la signature du concordat entre l'Eglise et le III^e Reich, encouragé et signé par le secrétaire d'Etat du Vatican, le cardinal Pacelli qui deviendra, en mars 1939, le pape Pie XII. Avant sa mort mystérieuse, le 10 février 1939, Pie XI essaiera bien de s'opposer aux lois antijuives qui, selon un doux euphémisme, « se réclament de la tendance séculaire de l'Eglise à propos des juifs : "discriminer sans persécuter" ». Mais il est seul : le Manifeste de la race et les décrets-lois royaux sur la race d'octobre 1938 ne choquent en rien les hautes autorités religieuses. Le nouveau pape « a été nonce en Allemagne de 1917 à 1929. (...) Il admire la capacité de travail et les prodigieuses qualités d'ordre du peuple enfermé entre Rhin et Vistule, la discipline de sa jeunesse blonde. Il aime sa langue et ses coutumes, au point de ne décorer son appartement du Vatican qu'avec des meubles allemands en acajou ». Et le premier diplomate qu'il reçoit est l'ambassadeur du Reich Diego von Bergen. A partir de là, les Allemands vont pouvoir exercer à plein leurs « prodigieuses qualités d'ordre »...

C'est bien lui, Pie XII, le personnage principal de cette histoire, ce pape qui, en 1949, excommuniera les communistes et qui, informé en 1942 de l'existence des chambres à gaz et de la « solution finale », gardera le silence jusqu'à la fin de la guerre.

Pas de méprise, pourtant : ce livre est bien un objet littéraire, l'expression d'une subjectivité qui tente de donner sens au monde. Simplement, Rosetta Loy, comme avant elle la grande Elsa Morante, fait partie de ces écrivains qui inscrivent le destin individuel de leurs personnages, leur complexité psychologique et affective, dans un destin collectif et politique : c'est pourquoi il faut absolument lire, en parallèle de ces « souvenirs historiques » admirablement écrits sur un ton naturel et sobre, *Un chocolat chez Hanselmann* qui est leur exact double romanesque, magnifique tableau d'une famille italo-suisse dans les tourmentes de la guerre. Et l'on comprend alors pourquoi Rosetta Loy est beaucoup plus lue en Allemagne qu'en France, et pourquoi c'est « avec les auteurs allemands ou autrichiens, Böll, Bernhard, Grass, Handke », qu'elle « ressent les affinités les plus profondes » (2).

Fabienne Darge

(1) *Rêves d'hiver* (Gallimard, épuisé) et *Un chocolat chez Hanselmann* (« Rivages poche »).

(2) « Le Monde des livres » du 25 mars 1994.

extra it

« Discriminer sans persécuter. » Comme le fil est subtil pour séparer les hommes entre les bons et les méchants. Entre les innocents et les coupables. Si d'autres veulent ensuite les « persécuter », c'est eux, les bourreaux, que cela regarde. Ponce Pilate ne s'était-il pas lavé les mains, montrant ainsi qu'il était innocent de la mort du Christ ?

Ça fait mal de le dire, mais un liseré noir borde nos jours innocents, sans mémoire et sans histoire. Si les Levi ne se sont pas défendus, s'ils n'ont pas pu imaginer l'inimaginable, c'est aussi parce qu'ils se sentaient, à l'instar des autres Romains, protégés par le fait que Rome soit une « ville ouverte ». Ils avaient trop longtemps partagé avec nous les jours tristes et les jours heureux, les peurs, les lâchetés, les espoirs. Ils avaient monté les mêmes escaliers, bu le même thé en tournant la petite cuillère dans la tasse, et parlé le même langage : au sens linguistique, mais aussi le même langage des sentiments. Trop longtemps pour qu'ils puissent se percevoir autres (...).

Personne n'a trouvé le courage qui aurait pu empêcher les hommes de Dannecker de faire résonner leurs bottes dans l'escalier du 21 via Flaminia et de faire irruption chez les Levi. Pie XII, hiératique et vêtu de blanc comme il était apparu au milieu de la foule le jour du bombardement de San Lorenzo, ne s'est pas montré à la gare de Trastevere pour se placer devant le convoi stationné le long du quai et empêcher son départ. (...) Pie XII est resté derrière les vitres de sa chambre où les canaris Hansel et Gretel font de brèves envolées.

Madame Della Seta aussi est juive,
p. 160 et 161.

Humanité handicapée

UNE AFFAIRE PERSONNELLE

de Kenzaburô Oé.
Traduit de l'anglais
(Etats-Unis)
par Claude Elsen.
Stock, « Bibliothèque
cosmopolite »,
234 p., 50 F (7,62 €).
(Première édition :
Stock, 1994.)

La naissance d'un fils handicapé a bouleversé la vie de l'écrivain japonais Kenzaburô Oé. Plusieurs de ses romans tournent autour de ces éléments autobiographiques plus ou moins voilés, prétextes à une méditation sur le courage humain. Bird, le héros de *Une affaire personnelle*, se présente comme un homme médiocre, mauvais époux et piètre amant. Quand sa femme accouche d'un bébé anormal, il pense que sa vie est finie : « *Je suis en cage depuis mon mariage mais il me semblait que la porte de la cage était toujours ouverte ; cet enfant en train de naître pourrait bien la fermer pour de bon.* »

Un chœur de conseils assassins se lève. Le directeur de la clinique affirme qu'« *il vaut mieux que [le bébé] meure* ». La belle-mère veut une mort rapide. Même la maîtresse de Bird, ce beau personnage d'une Japonaise hors norme, méditant le jour, roulant à tombeau ouvert la nuit dans les rues de Tokyo, lui conseille de faire mourir l'enfant.

« *Nous ne sommes qu'un tas de vermine* », finit par se dire Bird, après ses errances dans les bars et ses rencontres avec des êtres marginaux. Un rebelle russe, invoquant la nouvelle de Kafka, *Le Verdict*, lui demande : « *Pourquoi rejeter ce bébé ?* » Un homosexuel le questionne sur ses désirs de fuite. A l'issue de ces discussions, Bird prend la décision de faire vivre l'enfant. « *Il parlait calmement. Il sentait qu'il avait enfin cessé de mentir et qu'il était en train de retrouver sa foi en lui-même* », commente Oé, le moraliste.

Catherine Bédarida

Orphée dans la cacophonie

Salman Rushdie échoue brillamment à marier le rock'n'roll et la mythologie

LA TERRE SOUS SES PIEDS (The Ground Beneath Her Feet)

de Salman Rushdie.
Traduit de l'anglais par Danielle Marais.
Pocket, 792 p., 65 F (9,91€).
(Première édition : Plon, 1999.)

Depuis sa naissance, le rock'n'roll attendait un grand roman. En 1999, date de la publication de *La Terre sous ses pieds*, il était déjà trop tard. Le rock n'est plus qu'une musique parmi d'autres, celle des gens de pouvoir, Bill Clinton ou Tony Blair. Ce retard peut servir à expliquer la magnifique défaite qu'inflige son sujet à Salman Rushdie. L'entreprise ne manquait pas d'allure : deux adolescents indiens sont élevés par la grâce de la fiction au rang de semidivinités orphiques. Ormus Cama et Vina Apsara se rencontrent à Bombay au moment où, de l'autre côté du monde, à Memphis, un enfant du Sud pousse ses premiers hoquets en studio. Trente-quatre ans plus tard, le 14 février 1989, Vina est engloutie lors d'un tremblement de terre.

Ce laps de temps correspond à peu près à la durée de vie du rock'n'roll – d'Elvis à Nirvana – en tant que discours fédérateur de la jeunesse (enfin, d'une bonne partie de la jeunesse) planétaire. Salman Rushdie connaît aussi bien la mythologie grecque que celle du rock'n'roll et ouvre des chambres d'écho vertigineuses. Le frère jumeau mort-né d'Elvis Presley, comme si Castor avait été tué dans l'œuf, la figure tragique de Brian Epstein, Mentor dévoré par la gloire et le pouvoir des Beatles-Télémaque.

Et aussi, plus difficiles à déchiffrer avec des lunettes d'Occidental, les mythes de l'Inde et de la Perse (Ormuz et Vina sont parsis).

En son premier tiers, *La Terre sous ses pieds* réussit le prodige de tisser tous ces fils en une étoffe aussi solide que chatoyante. Mais cette harmonie vole en éclats dès que les principaux personnages quittent Bombay. Avant cette catastrophe, le portrait de ces adolescences indiennes, ces vies de jeunes gens absolument semblables à tous les teenagers de la planète, et totalement distincts, de par l'histoire, l'odeur, la consistance de la terre qu'ils foulent. Cette évocation, passée à la moulinette de péripéties spectaculaires mais cohérentes, fait un beau récit d'apprentissage.

Salman Rushdie est un ironiste assez fin ; l'est-il au point de servir à ses lecteurs ce tour du destin plutôt mesquin ? Dès que le sol natal de l'auteur se dérobe sous les pieds de ses personnages, son récit s'époumonne, Vina et Ormus s'estompent pour ne plus être que des silhouettes confuses. On remarquera, puisque la destination de ces deux étoiles mondiales de la musique populaire ne pouvait être que les Etats-Unis, que l'Amérique n'est pas tendre pour les romanciers auxquels elle n'a pas donné le jour. La fragmentation de *La Terre sous ses pieds* est comme une réplique – plus forte que l'original – de celle de *L'Information* de Martin Amis, un autre roman venu se perdre entre Atlantique et Pacifique.

Que reste-t-il de *La Terre sous ses pieds*, une fois le récit désarticulé ? Beaucoup de jeux de mots, de fragments de lyrics perdus à la traduction en français. Et une tentative

frénétique de soumettre notre monde contemporain à l'ordre de la mythologie. La disparition de Vina provoque un deuil collectif pareil à celui que le monde réel connut après la mort de la princesse de Galles. Rai, le photographe narrateur, passe un mauvais quart d'heure au Cambodge sous le règne des Khmers rouges. Le temps d'un chapitre, Ormus Cama mène la vie de reclus toxicomane qui fut celle de Howard Hughes. Mais cet échantillonnage de l'histoire contemporaine ne produit pas d'autre musique que l'habituelle cacophonie qui sort de nos écrans, de nos hauts-parleurs.

Il faut gratter encore une couche, en partant d'une date mise en évidence à la première phrase du livre : « *le jour de la Saint-Valentin 1989* »... Dans notre monde, ce jour-là, l'ayatollah Khomeiny prononce la condamnation à mort de Salman Rushdie. La frénésie médiatique et mondaine, l'union intime de la futilité et de l'horreur qui accompagnent chacun des jalons de notre temps font la substance toxique des deux derniers tiers de *La Terre sous ses pieds*. Dans les indignations, les haut-le-cœur qui agitent Rushdie, on entend une vraie sincérité. Tout comme l'on perçoit l'étonnement de l'homme dont la vie amoureuse enrichit les pages littéraires de quotidiens britanniques, dont l'intervention sur écran géant venait agrémente les concerts de U2, face à son nouveau statut de star planétaire. Mais le morceau était un peu gros pour le transformer en fiction cohérente, et ne reste qu'une multitude d'image éblouissantes, étourdissantes, écervelantes.

Thomas Sotinel

L'ange exterminateur

Entre surréalisme et humour noir, Max Aub et sa plume acérée de redresseur de torts

CRIMES EXEMPLAIRES (Crímenes ejemplares)

de Max Aub.
Traduit de l'espagnol
par Danièle Guibbert.
Phébus, « Libretto », 126 p., 39 F (5,95 €).
(Première édition : Phébus, 1997.)

Cela aurait pu être pire. Né à Paris en 1903, de mère française et de père allemand, Max Aub débute sa vie d'errance dès 1914 : pas suffisamment française aux yeux de l'administration, pas suffisamment allemande à ses propres yeux, la famille émigre en Espagne, à Valence. C'est en espagnol qu'il commence à écrire à la fin de années 30. Quand vient la guerre civile, il est évidemment du côté des futurs perdants, ce qui lui vaudra, en 1939, de chercher refuge sur sa terre natale. Il y est accueilli comme il se doit : admis comme interne au camp du Vernet, en Ariège, puis à celui de Djelfa, en Algérie, dont il préféra prendre congé en 1942 ; il embarque à Casablanca pour une traversée qui le conduit au Mexique où il acquerra sa

troisième nationalité et où il mourut en 1972. Auteur d'une vingtaine de recueils de nouvelles et de romans, dont certains consacrés à la guerre d'Espagne, d'une douzaine de pièces de théâtre, Aub a beaucoup écrit pour le cinéma, notamment avec Malraux, pour *L'Espoir*, et avec Buñuel (1).

Cela aurait pu être pire, mais Max Aub a semble-t-il toujours eu des comptes à régler avec le destin, ses stupides et inextricables enchaînements de circonstances, au point de prendre avec la réalité les libertés que celle-ci s'était données avec lui et les causes qu'il faisait siennes. Ses livres en sont le témoin, sous différentes formes. Celle de la supercherie pure et simple, avec son roman *Jusep Torres Campalans* (2), biographie d'un peintre fictif ami de Picasso, où l'invention se fonde si bien aux faits réels que beaucoup se demandèrent comment ils ne l'avaient jamais rencontré.

Celle de la distorsion fantastique et du vertige du conditionnel comme dans le recueil de nouvelles *Sauf votre respect* (3) où, de fil en aiguille, un personnage en arrive à tenir Adam pour responsable d'une

arête plantée dans sa gencive. Celle encore de l'appropriation du destin qui s'exprime sans limites dans ce recueil d'histoires très courtes. « *Seul nous reste le jeu qui dépend du hasard. Certains, qui sont heureux, ne se fatiguent jamais de jouer. Moi, si* », écrit Aub dans la préface. Les dés sont donc jetés, au feu. Cent trente crimes commis en toute bonne foi, pour redresser les torts. Motivés par la soif de justice : « *Je l'ai tué parce qu'il était plus fort que moi* » ; par le droit inaliénable de mettre fin à l'exaspération : « *Je voulais un fils, Monsieur ! A la quatrième fille, je l'ai tuée* » ; par l'amour : « *Plutôt mourir ! me dit-elle. Et dire que ce que je voulais par-dessus tout c'était lui faire plaisir.* »

Surréalisme ? Humour noir ? Réalisme acerbe ? Ce livre est en tous cas indispensable.

Jean-Louis Aragon

(1) Il est aussi l'auteur d'un livre d'entretiens : *Conversations avec Buñuel*, Belfond, épuisé.

(2) Gallimard, épuisé.

(3) Editions Complexe. Un troisième titre, *Manuscrit Corbeau*, est disponible chez Mare Nostrum.

Eros et Dionysos en Moldavie

Du vin et de l'amour considérés comme élixirs d'immortalité, par le Roumain N. D. Cocea

LE VIN DE LONGUE VIE
(*Vinul de viață lungă*)

de N. D. Cocea.
Traduit du roumain
et postface par Jean Palacios.
Le Serpent à plumes, « Motifs »,
156 p., 35 F (5,34 €).
(Première édition : éd. Alinea, 1989.)

Il est sur la rive gauche du Danube une région aux collines couvertes de vignes et de forêts, la Moldavie. Coincée jusqu'à la Grande Guerre entre les empires russe et austro-hongrois, située du côté oriental des montagnes qui la séparent de la Transylvanie, cette province demeurée toujours roumaine avait été assujettie durant des siècles tantôt par les Hongrois et les Polonais, tantôt par le Grand Turc et le Tsar de toutes les Russies. Ce n'est qu'après le milieu du XIX^e siècle, lors de la constitution en Europe des Etats-nations, que la principauté moldave rejoint sa voisine méridionale, la Valachie, pour donner naissance à un petit royaume danubien indépendant, la Roumanie.

A l'époque, les boyards dépêchaient leur progéniture à Paris afin qu'ils se familiarisent aussi bien avec les Lumières qu'avec l'art de diriger leur domaine ou le pays. Ce fut le cas du très jeune Manole Arcasch, descendant direct d'un commandant des archers anobli au XV^e siècle par Etienne le Grand, célèbre voïvode. Revenu de France dans un pays où les serfs s'épuisaient toujours sur les terres des boyards, Manole Arcasch décide de les affranchir. Mal lui en prend. Ce projet ne plaisant pas à son père,

le jeune homme se retrouve relégué entre les murs d'un « conac », gentilhommière entourée de ces vignes qui donnent le vin sublime de Cotnari dont s'enorgueillit encore aujourd'hui le pays. Depuis le retour du fils du vigneron, héritier de l'immense fortune de ses ancêtres, plusieurs décennies se sont écoulées. Le mystérieux Manole, Manole le lettré, est toujours vivant. Comment expliquer son étonnante longévité, alors qu'ayant dépassé les 90 ans, il paraît toujours dans la force de l'âge ? C'est la question que se posent les notables du bourg situé au pied du manoir où se cache Manole Arcasch, soupçonné de se livrer aux orgies et de pratiquer la magie noire.

Un jeune magistrat, double de l'auteur du récit – comme lui titularisé près de Jassy, capitale patriarcale de la Moldavie –, après avoir obtenu l'amitié et l'hospitalité du boyard, éclaire finalement l'énigme de cette apparente immortalité : « *En ce temps-là (1) les vignes seigneuriales s'éten- daient sur trois collines et leurs vallées (...). Quatre cents fouteurs à l'époque de la récolte ne suffisaient pas à presser le produit d'une année.* » Parmi ceux qui piétinaient le raisin gorgé de soleil, une vierge, la Tzigane Rada : « *C'est folie et ambition littéraire que d'en décrire la beauté.* » Manole et Rada s'aimèrent d'un amour fou, l'amour fou de Breton confondu avec le désir destiné à survivre à l'agression des forces répressives inspirées par la convention sociale ou l'interdit raciste. Hélas, Rada périra assassinée par son fiancé tzigane trahi. Le lendemain de sa mort, Manole fait presser le raisin écrasé par leurs ébats, mélangé de ses lar-

mes et du sang de Rada, et en tire un vin fabuleux, élixir de jeunesse, promesse d'immortalité aux fragrances de l'aimée.

N. D. Cocea (1880-1949), né à Barlad, en Moldavie roumaine (en ce temps sa partie orientale appartenait à l'empire tsariste), termine ses études de droit à Paris où, ami d'Anatole France, il se signale comme ardent dreyfusard. De retour en Roumanie, il est nommé juge dans une ville de province tout comme le jeune magistrat du récit avec lequel il fait son entrée en littérature, tard, à l'âge de 51 ans. Avant, chassé de sa fonction en raison de son engagement, il fonde plusieurs périodiques de gauche, connaît la prison suite à la violence de ses articles polémiques, puis, encouragé par le succès de ce premier roman, publie encore *Fils de larbin* (1933), *Pour un carré de noir- ceur* (1934) et *Oncle Nae* (1936). Il y prouve qu'une origine modeste, prolétarienne ou paysanne, n'est pas nécessairement garante d'une loyauté socialiste, entreprend la critique impitoyable de la classe politique et manifeste cette liberté de langage que la critique conventionnelle assimile trop vite et trop souvent à de la pornographie. N. D. Cocea meurt à l'âge de 69 ans à Bucarest, assez tôt pour ne pas assister à la débâcle d'une partie de l'intelligentsia roumaine qui – alors qu'une autre partie avait embrassé la cause des sinistres Gardes de fer – s'était dépêchée de mettre son talent et ses compétences au service des commissaires staliniens.

Edgar Reichmann

(1) Milieu du XIX^e siècle.

Famille, je vous aime

MANUEL DE CHASSE ET DE PÊCHE À L'USAGE DES FILLES

(*The Girl's Guide to Hunting and Fishing*)
de Melissa Bank.
Traduit de l'anglais
(Etats-Unis)
par Françoise Cartano.
Rivages poche,
« Bibliothèque étrangère »,
246 p., 55 F (8,38 €).

Melissa Bank a trouvé un ton – sa traductrice, Françoise Cartano, aussi – et voilà un petit morceau de littérature sans prétention mais tout à fait délicieux. C'est un roman en miettes : en sept chapitres parfaitement décousus, la narratrice raconte selon son humeur son enfance, son frère et ses copines, ses parents, son boulot, sa chef, ses amants... Sans se croire obligée de dénigrer les uns ou les autres, elle pose un petit grain de sel par-ci, un sourire ironique par-là, une pensée fugitive en forme de répartie ou un petit coup de tristesse, d'amertume ou de mélancolie.

On assiste ainsi à de petites scènes parfaitement justes : un flirt entre le grand frère et une jeune femme charmante, qui tourne court, ce qui inquiète la petite sœur : « *L'idée que mon frère n'avait pas su aimer quelqu'un m'effrayait. Je n'avais aucune idée moi-même de la façon de faire.* » Une semaine de vacances en amoureux mais avec un couple d'amis. Les conseils avisés des copines (ou des manuels spécialisés) quand on ne sait plus quoi faire pour trouver l'homme de sa vie. Petit à petit aussi, se dessinent des portraits tout en douceur, des hommes surtout : le frère, les amants, le père, d'abord, inoubliable, même s'il n'a rien d'un héros ou d'un homme extraordinaire. L'amant aussi, séducteur déjà mûr, mais fragile parfois (ce qui séduit encore) et pas aussi macho qu'il aurait pu l'être. Et le Prince Charmant, qui aura beaucoup de difficultés à réveiller sa princesse qui pourtant ne demandait que cela.

Raphaëlle Rérolle

Martine Silber

La vie, la mort et autres chagrins

Le journal étrange et bouleversant tenu par Harold Brodkey avant sa disparition en 1996

HISTOIRE DE MA MORT
(*This Wild Darkness, the Story of my Death*)

de Harold Brodkey.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis)
par Michel Lederer.
Livre de Poche, 186 p., 26 F (3,96 €).
(Première édition : Grasset, 1998.)

Un jour du printemps 1993, l'écrivain Harold Brodkey apprit qu'il était atteint du sida. Ce jour-là, pendant que des ambulanciers s'affairaient dans son appartement de New York, il sut que son heure était proche. « *Ainsi a pris fin ma vie, et commence ma mort* », écrit-il. Paru après sa disparition, en janvier 1996, ce livre est le journal tenu durant ses trois années de maladie. La chronique tour à tour accablée, rageuse, ironique ou tendre de ces mois passés à attendre la mort et à se souvenir de la vie. Réfléchissant sur le destin qui fait de chacun d'entre nous des condamnés en puissance, cet auteur original a rédigé un tout dernier texte où son talent très singulier se déploie de manière étrange et boulever-

sante, comme bousculé par l'urgence et l'ombre de la mort.

Chroniqueur pour le magazine *New Yorker* des années durant, Harold Brodkey est l'auteur de livres remarquables et l'incarnation d'une sorte de légende new-yorkaise. Car cet auteur doué, prometteur, qui s'était fait remarquer dès ses premières publications (un recueil de nouvelles paru en 1958 et traduit en français – chez Grasset – trente ans plus tard, sous le titre *Premier Amour et autres chagrins*), se montrait aussi remarquablement peu prolixe. Le grand œuvre sur lequel il a travaillé dès 1959, et qui fit même l'objet d'un contrat d'édition deux ans plus tard, ne verra pas le jour avant le début des années 90. Entre-temps, les mauvaises langues avaient crié à l'imposture, affirmant que ce soi-disant génie n'en était pas un, que son fameux ouvrage n'existait nulle part ailleurs que dans son imagination. Brodkey regroupa des nouvelles sous le titre *Histoires sur un mode presque classique* (Grasset, 1990 et 1992), publia quelques extraits de son livre en gestation, rien n'y fit. C'est pourtant d'un chef-d'œuvre qu'accoucha finalement l'écri-

vain. Ce livre, paru sous le titre *L'Ame en fuite* (Grasset, 1994, et Le Livre de poche), ouvre des voies inexplorées dans la description littéraire des mouvements les plus infimes de la conscience et des sens.

Mais le texte était difficile et tard venu. Jusqu'au bout, Brodkey se sentit incompris. Son œuvre, jugeait-il, n'avait jamais été reconnue à sa juste valeur. Cette amertume perce encore dans *Histoire de ma mort*, au milieu de considérations fascinantes – et, parfois, pleines d'un humour glacial – sur ce que signifie vraiment l'emprise de la mort. Laissant remonter toutes sortes de souvenirs (depuis la perte de sa mère, dont il ne s'est jamais remis, jusqu'aux agressions sexuelles infligées par son père adoptif), Brodkey effectue un dernier tri entre les choses, les gens, les événements. A mesure que les mois passent, la quantité de texte s'amenuise. Le silence commence à s'immiscer entre les lignes, comme un courant d'air froid, mais Harold Brodkey peut encore écrire : « *Si on me proposait de renoncer à ce que j'ai écrit pour être débarrassé de la maladie, je refuserais.* »

l i v r a i s o n s

● **NUL N'EST À L'ABRI DU SUCCÈS**, de Pascal Garnier

« Il ne faut se résoudre qu'au bonheur », disait Sacha Guitry. C'est moins facile qu'il n'y paraît. Après toute une vie bien ratée, Jean-François Colombier aperçoit le bout du tunnel. Un passage remarquable dans une émission de télévision bien connue et un prestigieux prix littéraire lui apportent brusquement la notoriété et une certaine aisance matérielle. De quoi lui faire oublier ses malheurs conjugaux, et ses déboires d'écrivain méconnu. Mais Colombier n'a pas la fibre du bonheur calme et tardif. Il préfère renouer avec sa jeunesse et son fils Damien avec qui il a tellement de mal à communiquer. Damien, justement, s'apprête à partir à Lille pour une fête et entraîne son père avec lui dans une équipée sauvage qui va lui réserver bien des surprises. Une analyse subtile des rapports humains, qui sont, plus que l'intrigue, l'enjeu de cette histoire. Au bout du compte, Colombier ne s'en tire pas trop mal puisqu'il y gagne un ange gardien et retrouve l'affection des siens. Comme quoi nul n'est vraiment à l'abri du succès. La preuve ? Le livre vient d'obtenir le prix Polar dans la ville 2001, dans le cadre du festival de Saint-Quentin-en-Yvelines. (Zulma, « Quatre-bis », 112 p., 59 F [8,99 €]. Inédit.)

● **PALAZZO MAUDIT**, de Stéphanie Benson

Les eaux troubles de Venise n'arrêtent pas de titiller l'imagination des auteurs de romans policiers, au point de créer presque un genre à part entière, le polar lagunaire. L'originalité de Stéphanie Benson est d'imaginer une Venise à peine futuriste (on est en 2020) et dont les problèmes sont ceux que connaît déjà la ville aujourd'hui, mais en plus accentués : fragilité des constructions, problème de l'eau, pollution, etc. Quant au détective, il ne s'agit pas d'un individu mais d'un groupe d'enquêteurs d'élite dirigé par un certain Tommy qui n'est peut-être qu'une intelligence artificielle. Le réseau Epicur (European Police Investigatory Crime Unity Reserve), qui a déjà fait son apparition dans *Carnivore Express*, préfigure ce que pourrait être dans un proche avenir la police européenne, une sorte d'Interpol hypersophistiqué disposant de toutes les techniques de pointe en chimie, génétique, informatique, etc., et à qui n'importe quel citoyen européen pourrait faire appel pour pallier les défaillances des polices nationales. On voit les développements auxquels une telle idée peut donner lieu. L'évolution à court terme de la situation politique européenne joue ici un rôle important (avec par exemple le rapprochement plausible entre une Italie du Nord sécessionniste et l'Autriche). Mais le plus amusant, ce sont les rapports au sein d'Epicur. On peut douter de l'identité et même de l'existence physique du chef, ce Tommy avec qui on ne peut correspondre qu'à l'aide d'ordinateurs ou de téléphones portables sophistiqués, mais en revanche les membres du groupe sont bien vivants. Ils ont une histoire, des passions et des rapports parfois difficiles entre eux. Ils sont solidaires mais aussi un peu rivaux, et sont humains même s'ils fonctionnent comme des machines. Et il y a là matière à toutes sortes de rebondissements. (Seuil, « Points », 206 p., 35 F [5,34 €]. Inédit.)

● **LONDON BLUES**, d'Anthony Frewin

Un photographe mène l'enquête sur le mystérieux parcours de Tim Purdom, pionnier du cinéma porno dans l'Angleterre puritaine de la fin des années 50, et sur son implication dans le fameux scandale Profumo, qui fit couler beaucoup d'encre à l'époque et provoqua la démission du ministre de la défense. Anthony Frewin, qui fut l'assistant de Stanley Kubrick, brosse dans ce premier roman un portrait à la fois précis et ravageur de la société britannique, avec un humour féroce bien éloigné de l'humour anglais qu'il juge pathétique. (Traduit de l'anglais par Sylviane Lamoine. Seuil, « Points », 364 p., 42 F [6,40 €]. Première édition : Le Serpent à plumes, 1999.)

● **DE L'EAU DANS LE GRISOU**, de Jean-Paul Delfino

C'est plutôt dans le pastis normalement qu'on met de l'eau, en tout cas à Marseille. Mais justement ici on est dans le décalage et le pastiche. Le « Marseillais », Bernie, et Vieux Switch se planquent dans les Cévennes pour échapper à la vindicte d'une multinationale de l'eau qu'ils ont sérieusement agacée. Entre le petit monde bien calme d'un village cévenol où tout le monde se connaît et les hordes de rangers super-équipés au service des méchants qui nous préparent un avenir en forme de cauchemar contaminé, le choc est rude. Mais nos Pieds nickelés en ont déjà vu d'autres. (Ed. Métailié, « Métailié noir », 192 p., 42 F [6,40 €]. Inédit.)

Noir sur noir

Un véritable enquête sur les maux de l'Afrique

TOUBAB OR NOT TOUBAB

de Jean-Claude Derey.
Rivages/Noir, 224 p., 55 F (8,38 €).
(Inédit.)

Si la moyenne d'âge dans ce roman est particulièrement peu élevée, c'est que l'espérance de vie ne l'est guère davantage. Le héros a douze ans. On y croise des prostituées de quinze ans, et les pires truands dépassent à peine la vingtaine d'années. Quant à faire le décompte de tous ceux qui meurent au fil du récit, ce n'est même pas la peine d'y penser. C'est un projet assez étrange et plutôt difficile à réaliser que d'écrire un roman policier se déroulant en Afrique. Quel intérêt peut bien représenter une enquête, aussi passionnante soit-elle, une histoire de vol ou de meurtre, quand tout autour la misère, le sida, les guerres tribales tuent les gens par milliers, quand des gamins sèment la terreur dans les rues, armés d'une kalachnikov qu'ils peuvent à peine porter ! Les petites turpitudes de la vie ordinaire deviennent bien folotes en comparaison. C'est là où la réussite de Jean-Claude Derey est impressionnante.

Sur la trame classique d'un vrai roman policier avec gendarmes, voleurs, enquête, suspense et tout ce qu'il faut, il brosse un tableau hallucinant de toutes les plaies de l'Afrique sans pour autant tomber dans le pamphlet géopolitique ou le prêche humanitaire. L'histoire d'un petit berger mauritanien échoué dans un bidonville d'Abidjan devient une sorte de parcours initiatique, une visite guidée des cercles de l'enfer. Hondo avait sept ans quand sa mère, avant de mourir, l'a confié à Housseïni, le chamelier. Celui-ci ne voit en lui qu'une bouche de plus à nourrir et le traite comme un chien.

Un jour, un ouragan se lève dans le désert, emporte les chameaux et leur gardien. Hondo n'a pas le choix ; la perte d'un seul chameau est une faute passible de mort. Alors la disparition de tout le troupeau ! Il n'a qu'une solution : fuir le plus loin possible la colère d'Housseïni. C'est ainsi qu'il se retrouve à douze ans à Abidjan parmi les épaves d'autres naufrages plus tragiques encore que le sien. Dans ses rêves les plus fous, ce Petit Poucet des sables se voit bien gagnant beaucoup d'argent, rachetant les chameaux, rentrant au campement en héros pour épouser Yasmine, la fille du chamelier.

La réalité est un peu différente. Mais Hondo ne se laisse pas si facilement démonter. Il y a du Gavroche en lui et aussi de l'Oliver Twist. Il est à la fois fragile et rudement culotté, sage et naïf. Il a une façon de qui désarçonne tout le monde, grâce à l'habitude prise au désert de s'exprimer par proverbes, car « un berger au milieu des sables joue de la flûte en inventant des proverbes, pour ne pas devenir fou ». C'est son seul bagage et il s'en sert volontiers, ce qui donne des échanges du genre : « La poule ne doit pas avoir pour fiancé le chat sauvage, mon président !... Les termites sont loin de la Lune !

On ne sait pas si le petit poisson sue sous l'eau, Hondo ! Oui mais l'anus n'est pas au courant de la voûte céleste, commissaire ! »

La vraie trouvaille du livre, c'est l'inversion systématique de tous les codes du roman policier. Hondo, qui assume le rôle du coupable tout au long de l'histoire jusqu'au dénouement atroce, n'est coupable que parce qu'il se croit tel. A cause de cette faute initiale, la perte des chameaux, ce crime imaginaire qu'il croit inscrit sur son visage, aussi évident que le nez de Pinocchio. C'est là sa principale faiblesse, que tous sauront parfaitement exploiter. A commencer par deux truands, Bombo et Doumbia qui, sous prétexte de le protéger, l'utilisent comme cambrioleur et l'associent à leur petit commerce qui consiste à attaquer les passants pour leur trancher les mains, gris-gris très recherchés par les fabricants de remèdes divers.

Dans les bas-fonds de Treichville, les tribulations de Hondo sont l'occasion d'une galerie de portraits étonnants. Monsieur Félix par exemple, un « Blanc pur porc », nostalgique du temps des colonies, et propriétaire du magasin Y'a Bon Photo. Il court le pays armé d'un appareil, avec Hondo pour assistant, pour traquer le scoop, toujours en vain. La femme qui venait d'accoucher d'un grillon a justement laissé échapper sa progéniture avant qu'il n'arrive. La chèvre qui s'était mise à parler pour annoncer que le sida est une juste punition du non-respect des Dix Commandements vient malencontreusement de mourir. Le cynisme des uns se nourrit de la crédulité des autres et la corruption est générale. La bonne vieille opposition du bien et du mal, fondement même du roman policier, est ici sérieusement mise à mal. C'est tout le système qui est irrémédiablement gangrené. Personne ne joue le rôle qu'il est chargé de tenir. Ainsi Monsieur Cornélius, haut fonctionnaire du HCR qui pousse le sentiment humanitaire jusqu'à un amour immodéré des petits garçons. Ou le commissaire Zéphyrin, qui manipule en virtuose toute cette cour des miracles.

Le mélange de rouerie et de candeur de Hondo qui, dans cette jungle impitoyable, se prend pour un grand criminel, est à la fois touchant et dérisoire. Car il n'existe aucun espoir d'échapper à cet univers totalement désespéré, ni pour Boubakar, l'enfant soldat rescapé du Sierra Leone, ni pour Nathanaël, qui se défonce à mort pour oublier son enfance ravagée, ni pour Moustique, qui rêve d'embarquer clandestinement sur un cargo. Ni pour Hondo, qui croit comprendre le monde alors qu'il ne fait que s'empêtrer dans les liens d'un complot qui le dépasse. Il serait dommage que *Toubab or not toubab* soit réservé aux seuls amateurs de romans policiers. Cette épopée infernale est aussi un beau roman sur l'enfance et une vision lucide et courageuse de certaines réalités qu'on préfère généralement oublier.

Gérard Meudal

Nouvelles odysées

l i v r a i s o n s

Pour prolonger l'œuvre de Kubrick et d'Arthur C. Clarke

2001-3001, LES ODYSSEES DE L'ESPACE

d'Arthur C. Clarke.
Omnibus, 980 p., 145 F (22,11 €).

En cette année 2001, il était un hommage de circonstance à ne pas manquer, qui rallierait dans une même ferveur les amateurs de science-fiction littéraire et les cinéphiles : la célébration de *2001 : l'Odyssee de l'espace*, le film-événement qui, en septembre 1968, défraya la chronique, déchaîna les gloses, mais fit entrer la science-fiction au Panthéon cinématographique refusé jusqu'alors... Cet hommage, Jacques Goimard, cinéophile averti et critique de science-fiction vigilant, qui avait consacré au moment de sa sortie un long article au film de Stanley Kubrick dans la revue *Fiction*, ne l'a évidemment pas manqué. Et il lui a donné une forme éditoriale ingénieuse et intelligente, à défaut d'être absolument irréprochable.

Dans l'aventure de l'odyssee de l'espace, Stanley Kubrick a eu un complice à qui, en 1964, il proposa d'écrire avec lui « *the proverbial good science-fiction film* » – ce que Jacques Goimard traduit très justement par « *le bon film de SF que les amateurs attendent toujours et qu'ils ne voient jamais venir* ». Ce complice, et on mesure là toute l'intelligence de Stanley Kubrick, s'appelait Arthur C. Clarke. C'était un auteur britannique de science-fiction de toute première importance, à qui l'on devait quelques nouvelles remarquables (« Les neuf milliards de noms de Dieu » ou « L'Etoile », par exemple) et deux romans qui sont parmi les grands classiques du genre, *Les Enfants d'Icare* et *La Cité et les Astres* (tous deux publiés en France dans la collection-phare que fut « Le Rayon fantastique », en sus de quelques anticipations technologiques de moindre envergure où éclatait sa passion de l'astronautique (*Prélude à l'espace*, *Les Iles de l'espace*, *SOS Lune*)).

Le choix d'Arthur C. Clarke était particulièrement judicieux. Il était l'un de ceux qui pouvait raconter de façon crédible et réaliste une expédition spatiale s'effectuant dans un futur proche. Et il avait montré qu'il était sensible à la dimension métaphysique de l'aventure spatiale. Après s'être rencontrés, Kubrick et Clarke écrivirent ensemble le scénario de *2001*, en utilisant peu ou prou la matière développée dans certaines nouvelles du second. Le film, dont Jacques Goimard dit avec raison qu'il est en même temps « *une super-production et un film expérimental* » (et pas seulement en raison de ce qu'on appelle la « *trip séquence* », ajouterions-nous volontiers), est doté d'un final énigmatique, voire ésotérique, très clairement et très sciemment voulu par le réalisateur, qui a conçu son œuvre comme « *une expérience visuelle intensément subjective qui atteigne le spectateur à un niveau profond de conscience* ».

De cette obscurité allégorique ou métaphorique, Arthur C. Clarke a été aussi le complice. Mais lorsqu'il a écrit, seul, la novélisation du scénario, sans le secours de

l'impact premier, violent, des images, il a été contraint d'être plus explicite, tout comme il a développé bien plus que dans le film la séquence du monolithe et de son influence civilisatrice sur les hommes préhistoriques. Le roman, qui n'est pas la simple mise en forme du script, est un complément intéressant à la vision du film ; il ajoute des pistes et des indices à l'interprétation qu'on peut faire de ce dernier, aux spéculations qu'on est en droit d'agiter quant à sa signification.

Le travail sur le scénario de *2001* a profondément marqué Arthur C. Clarke, comme en témoigne son roman *Rendez-vous avec Rama*. On peut comprendre qu'il ait éprouvé le besoin et l'envie de poursuivre l'aventure scripturale assez exceptionnelle qu'il avait vécue en reprenant les personnages de la première odyssee – Hal, Dave Bowman, Heywood Floyd, Frank Poole – pour leur en faire vivre de nouvelles, et en substituant de nouvelles énigmes (celle des Européens, par exemple) à celles qu'il avait élaborées avec le réalisateur de *Lolita* et de *Docteur Folamour*. Trois suites romanesques sont venues s'ajouter au premier opus : *2010 : Odyssee deux*, qui fut, elle, portée à l'écran par Peter Hyams ; *2061 : Odyssee trois* ; et *3001 : Odyssee finale*. Aucune d'elles ne vaut l'ouvrage originel (quelle que soit la forme qu'on choisisse pour celui-ci) et leur intérêt va décroissant de façon très nette et très sensible, au point de faire de *3001* un roman somme toute assez médiocre.

Mais si la suite romanesque des odyssees de l'espace est d'une qualité inégale et peut servir de support à une réflexion sur le déclin d'un écrivain ou d'une œuvre, le volume comporte un certain nombre d'éléments qui viennent compenser cette faiblesse. Jacques Goimard a fait figurer à son sommaire deux nouvelles qui amorcent les thématiques développées dans *2001* : « La Sentinelle », où l'on découvre sur la Lune un artefact d'origine extraterrestre qui est l'esquisse déjà très avancée du fameux monolithe noir, et « Rencontre à l'aube », qui narre la visite d'explorateurs spatiaux sur la Terre à un âge encore préhistorique et le petit coup de pouce technologique qu'ils donnent à l'humanité.

Mais surtout, il signe, sous le titre « Une odyssee formelle », une longue préface remarquable de finesse et d'érudition qui a pour objet principal le film de Stanley Kubrick, sa genèse, sa réalisation et sa réception, ainsi que ses prolongements. Il ne mentionne pas celui que Brian W. Aldiss nous a conté lors d'un entretien. Parce que dans son essai *Billion Year Spree Aldiss* s'était montré dithyrambique à propos de *2001*, Stanley Kubrick lui proposa de collaborer à l'adaptation d'une de ses nouvelles pour un script intitulé *I. A.* Stanley Kubrick, on le sait, ne tourna jamais le scénario qui en résulta. Mais Steven Spielberg, réalisateur de quelques films de SF notables, a repris le flambeau. Il serait amusant qu'on puisse voir ce film justement en... 2001.

Jacques Baudou

● LES MAÎTRES DU FANTASTIQUE ET DE L'ÉPOUVANTE,

anthologie d'Al Sarrantonio
L'ambition de l'anthologiste est clairement affichée : il souhaitait rassembler, pour la fin du millénaire, un énorme recueil de nouvelles d'horreur et prouver, de la plus belle manière qui soit, les qualités littéraires de ce genre décrié. Il a réuni un sommaire impressionnant (d'où sont absents toutefois quelques grands noms du genre : Peter Straub, Robert McCammon, Anne Rice), où l'on trouve, au côté d'un Stephen King très en forme, des auteurs comme Joyce Carol Oates, Chet Williamson (avec un texte superbe), Tim Powers, Ramsey Campbell ou Gene Wolfe. A lire cet ensemble plutôt hétéroclite, qui atteint quelquefois au but fixé mais ne convainc pas à chaque proposition de son sommaire, une évidence s'impose : les meilleures nouvelles, celles qui font preuve des qualités d'écriture et d'imagination les plus fines, sont toutes l'œuvre d'auteurs de la nouvelle génération britannique : Kim Newman, Neil Gaiman, Michael Marshall Smith. Serait-ce à dire que le troisième âge d'or de l'horreur, qu'Al Sarrantonio appelle de ses vœux, couve du côté de la perfide Albion ? (Le Livre de poche, 926 p., 55 F [8,38 €]. Première édition : Albin Michel, 1999.)

● LE CODEX ATLANTICUS n° 10

Une nouvelle fois, la qualité de cette revue de littérature fantastique a retenu notre attention. Par la joliesse de sa maquette, agrémentée de très belles illustrations de Fernando Goncalves-Félix, tout autant que par l'intérêt des textes rassemblés. Redonner à lire des nouvelles oubliées et qui ne méritent pas de l'être semble être une des tâches que se sont fixées les éditeurs. C'est chose faite ici avec « Thor », un texte très insolite de Claude Farrère, et avec « Les Gnomes » de René Jolivet, un curieux exemple de fantastique « montagnard ». Mais le clou du numéro n'appartient pas au registre de l'archéologie littéraire. C'est une nouvelle de Philippe Gontier intitulée « Vertige ». Tous les amateurs de littérature populaire et de cinéma bis connaissent les passionnantes publications que Gontier édite à l'égide des « Aventuriers de l'art perdu ». On découvre ici qu'il n'est pas seulement un lecteur passionné, mais que le démon de l'écriture le démange aussi. Il s'y révèle un fantas-tiqueur talentueux, à l'inspiration originale. (La Clef d'argent, 22, avenue Georges-Pompidou, 39100 Dôle, 48 p., 39,36 F [6 €].)

● LA VÉRITÉ AVANT-DERNIÈRE, de Philip K. Dick

On sait combien Philip K. Dick fut obsédé par le thème du simulateur, du leurre, du faux-semblant. Ce roman en est un fort bon exemple, où il met en scène ce qu'il appelle « *l'univers des faux authentiques* » : « *Cet univers dont on pouvait croire qu'une fois franchie la porte d'entrée, on le traverse en deux minutes avant d'arriver à la porte de sortie... cet univers était sans fin, il était composé d'une enfilade infinie de pièces : la porte de sortie de chacune n'était que la porte d'entrée de la suivante.* » Mais si l'intrigue du roman se développe dans une réalité factice, piégée, manipulée par des dirigeants politiques qui ont trouvé un formidable moyen de jouir du monde en maintenant les gouvernés dans la dépendance et l'illusion, dans la servitude et l'ignorance, Philip K. Dick a creusé son labyrinthe d'une véritable porte de sortie dans laquelle plusieurs de ses personnages s'engouffreront pour mettre fin à une dictature. Comme il a doublé le thème de la traversée du miroir et de la dissipation des illusions par celui de la machination politique machiavélique, il a signé là un de ses romans les plus passionnants. (Traduit de l'anglais – Etats-Unis – par Alain Dorémieux. 10/18, 288 p., 47 F [7,17 €]. Première édition : Robert Laffont, 1974.)

● DEUS IRAE, de Philip K. Dick et Roger Zelazny

Philip K. Dick a succombé à une crise de mysticisme dont ses derniers romans sont entièrement imprégnés. *Deus irae*, écrit sur une longue période de temps, entre 1964 et 1975, en collaboration avec Roger Zelazny, l'une des grandes figures de la New Wave, est le signe, le symptôme pourrait-on dire, d'une obsession théologique qui annonçait cette crise. Ce n'est pas, et de loin, l'un des meilleurs romans de Dick, mais c'est évidemment, pour qui s'intéresse à ce singulier écrivain, une lecture qui retient l'attention, avec sa description d'un monde post-cataclysmique ravagé où s'opposent deux Eglises : une ancienne, et une nouvelle vénérant celui qui a décliné l'apocalypse nucléaire. Et avec son récit d'une odyssee dérisoire aux péripéties minuscules relevant d'un picaresque dégénéré, et ses anti-héros pathétiques et insignifiants. (Traduit de l'anglais – Etats-Unis – par Françoise Cartano. Gallimard, « Folio SF », 256 p., 29 F [4,42 €]. Première édition : Denoël, 1977.)

Le retour des mentalités

Autoportrait de François Lebrun en chercheur

● **LE PAYS CATHARE**, sous la direction de Jacques Berlioz

Cet ouvrage collectif, qui reprend, sous une forme intelligemment remaniée, un rapport scientifique, traite en fait des formes méridionales des religions médiévales. Ce qui explique qu'y soient évoquées tant les communautés juives ou les indices de pénétration musulmane que les résistances d'une culture païenne, récupérée sous la bannière ambiguë du « folklore ». Rites et dévotions chrétiennes (la quête de l'au-delà et les voies rédemptrices empruntées, pèlerinages en tête) font l'objet d'une partie spécifique ; mais, comme le promet la vue en couverture de la vertigineuse citadelle de Monségur, c'est l'épisode du catharisme qui retient d'abord l'attention, et son corollaire, la naissance de l'Inquisition dominicaine. Mention spéciale, donc, à la longue et didactique présentation de l'« hérésie » par Jean-Louis Biget, dans son contexte politique, social et culturel. (Seuil, « Points Histoire », 320 p., 48 F [7,35 €]. Inédit.)

● **1661, LOUIS XIV PREND LE POUVOIR**, de Daniel Dessert

Biographe de Fouquet (Fayard, 1984), mais pas encore de Colbert (Complexe, 2000), Daniel Dessert, spécialiste de l'histoire économique du XVII^e siècle, était l'homme de la situation pour camper, dans la collection « La mémoire des siècles », le jeu traqi-comique qui aboutit, au lendemain de la mort du cardinal Mazarin, à l'élimination du trop puissant surintendant des finances. Avec une intelligence et une clarté d'exposition irréprochables, Dessert analyse cette « prise du pouvoir par Louis XIV » qui fascina Rossellini. Jusqu'à s'interroger sur le moment comme le creuset du mythe. Une reprise à l'identique de l'édition originale de 1989. (Ed. Complexe, « Historiques », 160 p., 59 F [8,99 €].)

● **LE ROI DE GUERRE**, de Joël Cornette

Avant qu'il ne se consacre à ces manuels pédagogiques dont le plus récent est un nouveau volet de cette chronologie de l'Ancien Régime coédité par Armand Colin et la Sedes (*Les Années cardinales. Chronique de la France 1599-1652*, 450 p., 189 F [28,81 €]), ou à la direction de collectifs ambitieux (le deuxième volet d'une *Histoire de la France politique, La Monarchie entre Renaissance et Révolution*, paraît conjointement, Seuil, 512 p., 170 F [25,92 €]), Joël Cornette livra quelques suggestives monographies. Cet « Essai sur la souveraineté dans la France du Grand Siècle », initialement paru en 1993, est une importante contribution à l'exhumation de la figure du « roi de guerre », icône spectaculaire de la toute-puissance du monarque de droit divin. (Payot, « Petite bibliothèque », 496 p., 85 F [12,98 €].)

● **MARIE-ANTOINETTE, LA DERNIÈRE REINE**, d'Evelyne Lever
Biographe de Madame de Pompadour (Perrin, 2000), que vient de saluer le prix du Nouveau Cercle de l'Union, partagé avec *La Russie inachevée*, d'Hélène Carrère d'Encausse (Fayard), Evelyne Lever avait naguère donné à Fayard une copieuse *Marie-Antoinette* (1991). Pour la collection « Découvertes », la voilà à nouveau portraitiste de la « dernière reine » – selon un sous-titre militant. De l'archiduchesse enfant à la reine martyre, le parcours aussi populaire que décrié est refait avec distance mais compassion. L'iconographie est heureuse, et les documents joints en annexes bien choisis. (Découvertes Gallimard, 144 p., 50 F [7,62 €]. Inédit.)

● **NATIONS ET NATIONALISME DEPUIS 1780**, d'Eric Hobsbawm
Scrupuleusement soutenu par Fayard, Eric Hobsbawm fait partie de ces grands historiens dont la lecture « politiquement incorrecte » peina à s'imposer jusqu'au récent débat autour de son *Age des extrêmes* (Complexe/Le Monde diplomatique, 1999). Sa plus grande notoriété explique sans doute que Gallimard ressorte le seul titre de son catalogue, paru en 1992 dans la prestigieuse « Bibliothèque des histoires », grâce à une opportune concordance entre le livre paru en 1990 et la question d'histoire contemporaine alors au programme des concours de recrutement. Une aubaine à saisir donc pour compléter l'Hobsbawmthèque de poche, où « Pluriel » était jusqu'ici bien seul. (Gallimard, « Folio Histoire », 384 p., 49 F [7,47 €].)

● **LA FRANCE DES ANNÉES NOIRES**, sous la direction de Jean-Pierre Azéma et François Bédarida
Réunissant près de trente contributeurs, de Philippe Burrin à Robert Frank, de Robert O. Paxton à Henry Rousso, cette somme parue en 1993 dans « L'Univers historique » revient en poche, privée seulement de son volet iconographique. Mais les orientations bibliographiques ont été utilement mises à jour. (Seuil, « Points Histoire », 2 vol. de 592 p. et 640 p., 59 F [8,99 €] et 62 F [9,45 €].) **Ph.-J. C.**

CROYANCES ET CULTURES

DANS LA FRANCE D'ANCIEN RÉGIME

de François Lebrun.
Seuil, « Points Histoire », 320 p.,
50 F (7,62 €). (Inédit.)

Il y a à peine un quart de siècle, le nouveau rapport de l'historien à la démographie transformait radicalement les perspectives ouvertes par l'appel de Lucien Febvre, dès 1941, à ouvrir « une vaste enquête collective sur les sentiments fondamentaux des hommes et leurs modalités ». La mort, l'amour comme la peur devaient de fait attendre encore longtemps leur historien, même si Febvre essaya de relever le défi qu'il venait de lancer en prêchant d'exemple avec le devenu fameux *Problème de l'incroyance au XVI^e siècle, la religion de Rabelais* (Albin Michel, « L'évolution de l'humanité »). Sorte de manifeste pour une « histoire des sensibilités » encore dans les limbes, l'*Introduction à la France moderne 1500-1640*, de son meilleur disciple, Robert Mandrou, fit date (1961), mais cet « essai de psychologie historique » n'eut pas de suivant immédiat. La courageuse collection « Civilisation & mentalités », codirigée chez Plon par le même Robert Mandrou et l'« historien du dimanche » Philippe Ariès, ne put seule imposer le mouvement, encore en germe.

Cependant, le milieu des années 1970 allait subitement bouleverser un paysage historiographique où les grilles économistes et les transpositions sociales de préoccupations idéologiques contemporaines montraient leurs limites. 1975 voit ainsi la parution des *Amours paysannes*, l'excellente anthologie que Jean-Louis Flandrin, sur le point de publier *Familles* (Seuil, 1976, « Points-Histoire »), consacrait à l'amour et la sexualité dans les campagnes de l'Ancienne France (Michel Vovelle avait peu avant donné, dans la collection « Archives » chez Gallimard/Julliard, son *Mourir autrefois. Attitudes collectives devant la mort aux XVII^e et XVIII^e siècles*, que rejoindrait bientôt *Entrer dans la vie*, l'ouvrage cosigné par Jacques Gélis, Mireille Laget et Marie-France Morel sur les « naissances et enfances dans la France traditionnelle »). 1975 est aussi le millésime des *Essais sur l'histoire de la mort en Occident du Moyen Âge à nos jours* (Seuil, repris en « Points-Histoire »), où Philippe Ariès annonçait ce qui reste son maître livre, *L'Homme devant la mort* (Seuil, 1977, repris en deux volumes en « Points-Histoire »). En 1975 toujours, mais de façon moins visible – l'ouvrage sortait dans la collection universitaire « U prisme » d'Armand Colin –, François Lebrun proposait une excellente synthèse des travaux en cours sur *La Vie conjugale sous l'Ancien Régime*.

Depuis, si la formule « histoire des mentalités » a été récusée par d'aucuns, le champ d'investigation ainsi désigné n'a cessé d'être exploité. Aussi le recueil de textes dispersés de François Lebrun, que Seuil a quelque audace à présenter comme un inédit, est-il l'occasion de mesurer ce qui s'est joué au fil des deux décennies qui virent leurs publications initiales.

Historien discret qui a mis une bonne part de son métier et de son talent au service de ceux-là mêmes dont il fut le professeur à l'université de Haute-Bretagne Rennes-II, François Lebrun regroupe en effet aujourd'hui dix-huit contributions qui constituent une forme d'autoportrait du chercheur, puisque s'y rejoignent ses préoccupations d'historien des comportements religieux (il a dirigé le deuxième volet de *L'Histoire de la France religieuse* [1988, Seuil] et donné au même éditeur un compact *Etre chrétien en France sous l'Ancien Régime* [1996]), son engagement de chercheur sur le terrain social et culturel (dans le fil de sa thèse, consacrée aux *Hommes et la mort en Anjou*, il a aussi écrit sur les médecins, saints et sorciers de l'époque moderne : *Se soigner autrefois* [Temps actuels, 1983, repris en « Points Histoire »]) et ses marques de reconnaissance à ceux qui furent ses maîtres et amis.

Michel Vovelle, Claude Petitfrère, Pierre Goubert, Yves Le Gallo ou Robert Sauzet sont ainsi les destinataires de certaines pages, données pour ces bouquets d'homages qu'on offre en « mélanges » à ceux qui quittent leur chaire. Deux restent à part dans cette galerie collégiale : Robert Mandrou, trop tôt disparu pour avoir pu recevoir cette marque d'estime, et Philippe Ariès, en marge de l'institution universitaire. Pour reconnaître la dette qu'il a envers l'un, Lebrun traque dans le *Dictionnaire de Furetière* les allusions à la « culture populaire » de son temps : il en ressort qu'astrologie et sorcellerie sont les seules pistes proposées, tous les autres comportements triviaux disparaissant, engloutis dans « le temps du silence et du mépris » qui commence alors et que Mandrou dénonçait avec vigueur. Pour le second, le message est tout aussi personnel : « La place de l'enfant dans la société française depuis le XVI^e siècle » répond à l'audace dont fit preuve celui qui osa dès 1960 une dérangeante synthèse, *L'Enfant et la Vie familiale sous l'Ancien Régime* (Plon).

Ponctuellement infirmé depuis, ce formidable regard sur un objet d'histoire occulté trouve là une prolongation modeste, où le souci de ne pas valoriser les changements et ruptures au détriment des permanences n'interdit pas de conclure sur les mutations sensibles de la fin du XX^e siècle : « nouvel avatar d'une longue histoire ». Certes, chacun des articles, issu de colloques, français ou internationaux, de revues confidentielles puisque spécialisées – signalons la place exceptionnelle, quoique des plus logiques, des *Annales de Bretagne et des pays de l'Ouest*, dont provient près du tiers du corpus – n'a pas la même hauteur de perspective. Au moins offre-t-il de voir l'historien dans son atelier, étudiant une mission pastorale, décryptant la force contestatrice du charivari, analysant la place du pèlerinage thérapeutique dans la piété bretonne ou évaluant les échanges entre « culture populaire et culture des élites ». Un livre modeste mais précieux, qui dit aussi une filiation intellectuelle.

Philippe-Jean Catinchi

l i t t é r a t u r e s

● **POSSESSIONS**, de Julia Kristeva

Aux premières lignes de *Possessions*, le lecteur – et particulièrement l'amateur de romans policiers – se trouvera sans doute décontenancé par les digressions (notamment picturales), les commentaires et les réflexions que Julia Kristeva « tisse » autour d'un corps décapité. Celui d'une femme, traductrice, maîtresse d'un marchand de tableaux douteux et mère d'un petit garçon qui souffre d'un handicap. Pour autant, c'est par ces digressions que l'on se laisse prendre insidieusement dans les rets d'une intrigue aussi noire qu'étrange. Ce sont elles qui, par la voix d'un journaliste, démasquent les faux-semblants, les rancœurs et les rancunes ; elles encore qui dissèquent les passions. Et révèlent, à contre-jour, une blessure douloureuse. (Le Livre de poche, 252 p., 33 F [5,03 €].) **Ch. R.**

● **LE JOUR DU SÉISME**, de Nina Bouraoui

« *Ma terre tremble le 10 octobre 1980 ; sa démission est de soixante secondes (...)* une minute infinie (...) *l'épicentre des ruptures loge sous ma ville, Alger (...)* ma terre tremble en vérité (...) *elle crépite, elle dévaste, pénètre ma chair. Elle est vivante et dressée contre l'humain. Elle monte et s'évapore.* » Et ouvre sur une faille intime, dans laquelle Nina Bouraoui s'est glissée pour retrouver les sensations primitives qu'elle ne cesse de traquer dans le langage ; au plus près des mots, pour évoquer la douleur de l'enfance, de la perte et de l'exil. Et, dans les méandres d'une mémoire inviolable, retrouver sa « définition ». (Le Livre de poche, 100 p., 18 F [2,74 €].) **Ch. R.**

● **LE SAULE**, d'Hubert Selby Jr

Nombre de lecteurs qui avaient gardé en mémoire la cruauté et la violence de *Last Exit to Brooklyn* ont été décontenancés lors de la parution de ce dernier roman d'Hubert Selby Jr. Parce qu'ils le trouvaient trop tendre, trop manichéen, trop mystique. Pourtant, à bien relire les ouvrages précédents de ce vieux monsieur cassé par la vie et la maladie, tout cela y était déjà. C'est la souffrance de Selby qui était sulfureuse, pas son tempérament d'écrivain. Et s'il a eu envie de se réconcilier avec les hommes, ou avec Dieu, en écrivant cette histoire d'une amitié improbable, d'une rédemption imprévisible, c'est sans doute parce que, à la fin de sa vie, il a voulu renouer avec la littérature d'une façon plus sereine, ayant lui-même retrouvé une sorte de bonheur parmi les hommes. (Traduit de l'anglais – Etats-Unis – par Francis Kerline. Seuil, « Points », 326 p., 45 F [6,86 €].) **M. Si.**

● **LE MONDE DE BARNEY**, de Mordecai Richler

Barney Panofski rédige ses Mémoires tout en perdant un peu la sienne. Ce « *vieux schnoque de soixante-sept ans qui rétrécit à vue d'œil, affligé d'une queue qui fuit* », devenu excessivement riche en passant du commerce de l'huile d'olive et des fromages français à la production d'« *inanités télévisuelles* », a aimé trois femmes, eu trois enfants, est accusé du meurtre de son meilleur ami et se connaît au moins un ennemi juré. Mais ce qui est surtout épatant dans ces souvenirs habilement décousus – tout est prévu cela dit, il y a de façon assez cocasse une postface et des notes en fin de volume –, c'est un style, une façon d'être, une immense exubérance. (Traduit de l'anglais – Canada – par Bernard Cohen. Le Livre de poche, 604 p., 50 F [7,62 €].) **M. Si.**

e s s a i s

● **MYTHE ET TRAGÉDIE EN GRÈCE ANCIENNE**,

de Jean-Pierre Vernant et Pierre Vidal-Naquet

D'abord publiés séparément et à quatorze années d'écart, désormais rassemblés sous le même titre, celui du premier volume, *Mythe et tragédie en Grèce ancienne* (Maspero, 1972) et *Mythe et tragédie* (vol. 2) (La Découverte, 1986) proposent une approche de la tragédie grecque qui relève de la sociologie de la littérature et de l'anthropologie historique. A travers l'analyse de *L'Orestie* et des *Sept contre Thèbes* d'Eschyle, de *l'Œdipe roi*, de *l'Œdipe à Colone* et du *Philoctète* de Sophocle ou encore des *Bacchantes*, dernière œuvre d'Euripide, Vernant et Vidal-Naquet veulent démontrer que la tragédie grecque constitue « *un fait humain unique* », tant par la réalité sociale qu'elle manifeste avec l'institution des concours tragiques que par la création artistique dont elle témoigne avec l'avènement d'un nouveau genre littéraire ou par la mutation psychologique qui se manifeste avec ce « *surgissement d'une conscience et d'un homme tragiques* ». L'analyse, devenue classique, ne fait pourtant pas l'unanimité. Elle n'a jamais convaincu les tenants du « *retour au texte* ». (La Découverte/Poche, deux volumes, 186 p. et 384 p., 55 F [8,38 €] et 75 F [11,43 €].) **A. My**

● **MÉMOIRES D'UN LUTTEUR DE SUMO**, de Kirishima Kazuhiro

Atteignant, à grand renfort de gâteaux de riz et de bouillons aux pâtes, cent vingt kilos, Kirishima Kazuhiro est un *rikishi* (lutteur de sumo) qui doit trouver ailleurs que dans son poids l'outil de ses victoires contre des adversaires parfois deux fois plus lourds que lui. Né pauvre, il intègre le monde du sumo à l'âge de quinze ans et s'en retire en 1996, à trente-sept ans – un âge bien avancé dans le milieu – après avoir connu une ascension laborieuse, la gloire, les blessures et la disgrâce. Styliste, spécialiste de prises rares, comme soulever ses adversaires

plutôt que de les pousser pour les jeter à terre ou les faire sortir du *dohyô* (cerce sacré), Kirishima livre ici sa carrière et la vie quotidienne aux côtés de sa femme et de sa petite fille. Il dit surtout l'importance du *shikiri*, ce temps de concentration qui précède le combat, quand chaque adversaire, enveloppant l'autre du regard, tente de l'« *absorber* ». L'assaut lui-même dure cinq à dix secondes. Mais ce sont, alors, deux vies, deux destins qui se bousculent. (Traduit du japonais par Liliane Fujimori, Picquier poche, 264 p., 55 F [8,38 €].) **A. My**

● **MAÎTRE ECKHART. Une mystique du détachement**,

de Benoît Beyer de Ryke

Maître Eckhart (1260-1328) fut-il un philosophe, un théologien ou un mystique ? Alors qu'en France et en Allemagne les études se multiplient, parfois teintées de polémique, sur la portée et la véritable nature de l'œuvre du dominicain allemand, un point n'était pas inutile. Ce court essai proposé par un jeune philosophe belge rappelle dans quel contexte historique et religieux la mystique rhénane se développa, au XIV^e siècle, en sortant des institutions monastiques, et comment Maître Eckhart, prêchant et enseignant à Erfurt, à Paris, à Strasbourg, à Cologne..., en devint le chef de file. Eckhart, qui voyait en l'homme un être « *déifié par l'union sanctifiante à un Dieu inconnaissable* », sera condamné, par bulle papale, peu après sa mort. Beyer de Ryke retrace ce que fut la postérité d'Eckhart et de sa « *mystique du détachement* », de Tauler et Suso jusqu'à Angelus Silesius dont *Le Pèlerin chérubinique* ne laissa pas Heidegger indifférent. L'introduction à l'œuvre d'Eckhart que présente Beyer de Ryke est impeccable. (Editions Ousia, Bruxelles, 186 p., 56 F [8,55 €].) **A. My**

● **VERS UN MULTICULTURALISME FRANÇAIS. L'empire de la coutume**,

de Jean-Loup Amselle

La France, forte de ses principes universalistes, peut-elle résister au multiculturalisme qui la guette ? Ou bien la mondialisation à l'œuvre et l'affaiblissement de l'Etat-providence qui s'y attache auront-ils raison de l'assimilation des citoyens isolés, dont la République avait fait son principe de base ? Ce n'est pas tant la pénétration de la société française par les idées nord-américaines – la discrimination positive, notamment – qui alerte Jean-Loup Amselle. C'est d'abord la prégnance d'un schème, celui de la « *guerre des deux races* », comme disent les anthropologues spécialistes de l'Afrique noire. Il en relève la trace dans notre histoire nationale (la guerre entre la race des Francs et celle des Gallo-Romains) comme, après, dans l'aventure coloniale et son principe de « *régénération assimilatrice* ». La voie ainsi tracée est large pour la revendication identitaire, dût-on y perdre « *ce qu'il y a d'universel en chacun de nous* ». (Flammarion, « Champs », 186 p., 44 F [6,71 €].) **A. My**

j e u n e s s e

● **VERCINGÉTORIX**, de Bertrand Solet

Sortie cinématographique oblige, le chef gaulois fait un retour en force dans les librairies. Au rayon jeunesse, le roman court de Bertrand Solet – qui a signé quelques belles réussites dans le genre du récit historique – est tout à fait remarquable. Romuat, jeune paysan arverne, quitte femme et enfant pour la campagne militaire qui le conduit de l'épopée de Gergovie à l'échec d'Alésia. Les notes, l'introduction comme l'épilogue assurent une tenue pédagogique heureuse. (Pocket Jeunesse, 112 p., 30 F [4,57 €].) **A partir de 10 ans.** **Ph.-J. C.**

● **LE COLLÈGE-FANTÔME**, de Jean-Philippe Arroud-Vignod

Ce court roman conjugue fantastique et gothique avec un réel bonheur. Un lugubre collège coupé du monde, au sommet d'un piton rocheux, un trésor médiéval très convoité dont les grimoires perdus recèlent la seule clé rationnelle, le jeune Sébastien, isolé, avec Jules Verne pour seul réconfort, et l'irréelle Camille qui l'amène à se dépasser... Pour ceux qui croient trop vite savoir que le collège, c'est le baigne !... (Gallimard, « Folio junior », 64 p., 20 F [3,05 €].) **A partir de 8 ans.** **Ph.-J. C.**

● **LA PHOTO TERRIBLE**, de Janine Teisson

Attention, ce roman n'est pas qu'un roman mais l'élément le plus important d'un ensemble qui, telle la musique de chambre, mobilise plusieurs virtuoses pour livrer son expression complète : un poème d'Andrée Chedid, une pensée de l'empereur stoïcien Marc Aurèle et une chanson de Zebda – qu'un CD permet d'écouter – disent à leur manière l'idéal fraternel au cœur de ce premier « *Tempo* », collection nouvelle de Syros qui entend défendre et illustrer de cette façon originale les principes de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Courageux et militant ; Amnesty International est partenaire de ce premier volume. (Syros, 96 p. et un CD, 85 F [12,95 €].) **A partir de 12 ans.** **Ph.-J. C.**

● **ON NE BADINE PAS AVEC LES TUEURS**, de Catherine Missonnier

Une sombre affaire de trafic de drogue aux abords d'un collège et une quête de paternité se télescopent pour rendre invivable l'existence du jeune Vincent qui vit chez sa tante, rue Lecourbe, son ethnologue de mère étant en mission en Afrique. L'intrigue, remarquablement menée, sans baisse de régime ni complaisante facilité, était parue chez Rageot en 1993 ; elle est ici discrètement illustrée par Philippe Bucamp. (Gallimard, « Folio junior », 154 p., 30 F [4,57 €].) **A partir de 10 ans.** **Ph.-J. C.**

Meatyard, inquiétante étrangeté

RALPH EUGENE MEATYARD

Introduction de James Rhem.

Traduit de l'anglais (Etats-Unis)
par Ginette Morel.

Nathan, « Photo Poche », 144 p.,
63 photos, 60 F (9,15 €).
(Inédit.)

C'est le premier livre en français consacré au photographe américain Ralph Eugene Meatyard. Il fait suite à un hommage réussi des Rencontres internationales de la photographie d'Arles, en 1999, et mériterait d'être suivi par une grande exposition. On le doit à la collection « Photo Poche » (Nathan), ce qui garantit un objet soigné et un prix modéré. Le texte de James Rhem est dense, qui éclaire un personnage méconnu et une œuvre aussi captivante que complexe.

Meatyard (1925-1972) est un photographe en marge des courants repérés de l'histoire de la photographie. Soit : on en dit rarement du mal, et même plutôt du bien, mais il a tout pour tomber dans l'oubli. On devrait pourtant être intrigué par le décalage entre la vie sans histoire et la noirceur du travail, entre la ville paisible où il vécut et l'univers angoissant des images.

On retient souvent que Meatyard était opticien de profession – la chose était fréquente au milieu du XIX^e siècle, quand le procédé était dominé par les hommes de science. D'abord apprenti à Chicago, Meatyard est engagé en 1950 par un fabricant d'optique de Lexington (Kentucky), une ville où il ouvre son propre magasin en 1967 et réalise son œuvre. Il y a aussi le père de trois enfants, « heureux en ménage, qui présidait une association de parents d'élèves et entraînait une équipe scolaire de base-ball », écrit James Rhem. Et puis le passionné de musique, accordéoniste, collectionneur de disques de jazz. Ou le turfiste qui meurt après avoir assisté, à la télévision, au derby du Kentucky.

Meatyard aimait même la photo. Il fréquentait, à partir de 1950, le Lexington Camera Club, un de ces clubs de photo comme il en existait tant dans le pays et en Europe. Bref, il a tout de l'amateur sympathique qui n'a aucune chance de devenir crédible auprès de l'establishment photographique. On n'est pas opticien et photographe. On ne vit pas à Lexington mais à New York. On ne fréquente pas un club de photo, en tout cas pas à la fin des années 1950. Dans ces années-là, on ne se replie pas, on voyage, on descend dans la rue, on se mêle au monde.

Portrait trompeur. Il y a d'abord les photographies, difficiles à déchiffrer, qui ne font penser à rien de repéré, si indomptables, à l'opposé de la belle image à partager. La biographie a également sa face cachée. A l'université du Kentucky, Meatyard se lie d'amitié avec des poètes, surtout Thomas Merton, un moine trappiste qui partage son goût pour la philosophie zen. Et puis il dévore les livres, la poésie, Ezra Pound, Lewis Carroll. Il fait référence aux constructions de Matisse et de Klee. Son engouement pour le théâtre est



RALPH EUGENE MEATYARD/PHOTO POCHE

On peut enfin découvrir en France de façon accessible l'œuvre inclassable et méconnue de ce photographe américain pour qui l'exploration des idées et des émotions primait sur le visuel. Une œuvre complexe et captivante, peuplée de fantômes et d'enfants, plus proche de la poésie que de la photo traditionnelle

également précoce. Quant à son club de photo, il était un des plus en pointe du pays, ouvert au travail de Weston, en lien avec Aaron Siskind ou Minor White.

Tout cela pour dire que Meatyard n'est pas un plaisantin. Seulement, il est plus dans le sensible que dans le visuel. Il ne prend pas des images, il construit une œuvre cérébrale, bourrée de références intimes et universelles, de métaphores sacrées et de métaphysique. Il réalise des photographies comme d'autres composent un poème, écrivent de la musique, imaginent un tableau abstrait, improvisent au théâtre, donnent un concert. « *Jamais je ne ferai de photo par accident* », dit-il à la fin des années 1950. Dans un entretien de 1970, il a « *la conviction que la photo est plus proche de la poésie écrite que de tout autre domaine artistique, y compris des arts plastiques* », qu'elle est plus intimement liée à « *une certaine musique qu'avec l'imagerie visuelle* ».

Meatyard rame à contre-courant. Pas besoin de courir le monde quand on est plongé dans son monde intérieur. Il ne montre pas des gens célèbres mais sa femme, ses enfants, ses amis ; pas de regards rassurants mais des masques grotesques de Halloween, des têtes de poupées en décomposition et quelques vrais visages mais souvent flous, hurlant, entre la vie et la mort ; pas des villes spectaculaires mais une maison délabrée ou une verdure non identifiables, des ciels sans tache ; pas la « grande histoire » en toile de fond mais des micro-événements tirés du quotidien ou du rêve.

Meatyard cherche, explore, opte pour un « *émotionnalisme non figuratif* ». Il a même plongé, un temps, dans une photographie abstraite. James Rhem explique comment les idées sont guidées par « *un corpus de préceptes* » propre à créer des

émotions. Pour déchiffrer ces images, mieux vaut se lever de bonne heure. On peut rester couché et être simplement impressionné par la puissance immédiate des photos, par cette machine à créer des ambiances, du rêve, de l'émotion, mais aussi de l'angoisse. Comment Meatyard s'y prend-il pour intégrer – et désintégrer – les enfants dans le décor ? Pour les transformer en fantômes ? On pense à cette fillette allongée sur l'herbe, les jambes comme écartelées, chacune épousant l'ombre d'une branche au sol. A ce gamin flou aux bras de corbeau. A cet autre enfant qui surgit d'une porte pour hurler, étouffer, mugir. Le sacré tutoie la mort dans les lumières, les têtes auréolées, les visages flottants. Meatyard « *montre le viv dans le mort* », écrit James Rhem.

Le volume publie les différents aspects du travail, sans insister sur les abstractions ; ce qui est une bonne chose car ces dernières sont répétitives. Certaines images importantes ne sont pas là, à découvrir, notamment en couverture, dans la monographie de James Baker Hall (éd. Aperture, 1974), entreprise avec l'accord du photographe. Le choix de publier les photos sans date ni légende suit la volonté de Meatyard. On aurait aimé néanmoins savoir comment l'œuvre naît et progresse et à quelle série chaque image appartient – Meatyard travailla près de seize thèmes, écrit Rhem. Mais c'est un livre juste qui devrait gagner un nouveau public, au-delà du cercle des inconditionnels.

Michel Guerrin

En attendant le numéro 100...

Avec 2,6 millions d'exemplaires vendus depuis 1982 – Nadar fut le numéro inaugural –, « Photo Poche » occupe une place centrale dans le paysage français de l'édition photographique. La formule gagnante, toujours avec Robert Delpire aux manettes, a connu au fil du temps de légères adaptations. Le prix est passé de 29 F en 1982 à 60 F (9,15 €) aujourd'hui ; Nathan a racheté, en 1997, une collection imaginée par Robert Delpire pour le Centre national de la photographie (ministère de la culture) ; la collection, essentiellement consacrée aux maîtres, du XIX^e à nos jours, a été doublement déclinée : « Photo Poche Société » (le n° 9 consacré à l'*Extrême Asie* de Philip Blenkinsop) et « Photo Poche Histoire » (avec *Gandhi* et le n° 5). Bruno Barbey, Claude Cahun et Araki sont sortis avant Meatyard et Horvat (n° 88). Sont annoncés, pour février, Albert Renger Patzsch (n° 89) et Leonard Freed (n° 90), puis, jusqu'à juin, Hippolyte Bayard, Frantisek Drtikol, Maurice Tabard et Alvin Langdon Coburn, ainsi qu'un « Histoire » sur Jean Jaurès. Le n° 100, annoncé pour le trentième anniversaire de la collection, en 2002 (qui verra la sortie d'éditions anglaise, espagnole et italienne), sera auréolé d'« un éclat particulier ».

M. G.

Cet obscur objet du désir

L'étude sur le fétichisme d'Alfred Binet a encore beaucoup de choses à nous apprendre

LE FÉTICHISME DANS L'AMOUR

d'Alfred Binet.

Préface d'André Béjin.

Payot, « Petite Bibliothèque

sciences humaines »,

126 p., 48 F (7,32 €).

(Première édition : 1887.)

A trente ans, Alfred Binet se pose l'éternelle question : qu'est-ce que l'amour ? Pourquoi désire-t-on telle personne plutôt que telle autre ? Il y répond dans deux articles de la *Revue philosophique* qui portent pour titre : « Le fétichisme dans l'amour ». Nous sommes en 1887. La sexologie et la psychanalyse sont encore dans les limbes.

A bien des égards, Alfred Binet fait figure de précurseur. Il sera d'ailleurs souvent plagié, y compris par Jung, qui lui empruntera les notions d'extraversion et d'introversion. Ses biographes laissent entendre qu'il n'en prenait pas ombrage : c'était un homme timide qui s'intéressait à la psychologie des joueurs d'échecs, à la fatigue intellectuelle, à l'hypnose et qui écrivait sous pseudonyme des drames lugubres. Il était proche de Pierre Janet, son rival de toujours, qui l'emporta sur lui, en 1902, au Collège de France. Alfred Binet mourut en 1911, à l'âge de cinquante-quatre ans. Il n'est pas un manuel de psychologie qui ne lui consacre quelques paragraphes, mais personne n'aurait songé à le relire. Ce qui est d'autant plus surprenant que Marcel Proust ne cachait pas la

fascination que ces études sur le fétichisme avaient exercée sur lui, fascination dont Anne Henry s'était fait l'écho dans ses ouvrages sur les influences philosophiques de Proust (1).

Sous l'impulsion d'André Béjin, qui le préface, la « Petite Bibliothèque Payot » a l'audace de rééditer *Le Fétichisme dans l'amour* comme si un de ces austères et timorés professeurs du XIX^e siècle – c'est tout au moins ainsi qu'on les imagine – avait quelque chose à nous dire sur la sexualité et sur ce qu'on nommait alors avec humour « les sublimes puérilités de l'amour ». Eh bien, oui, Alfred Binet a encore quelque chose à nous offrir : d'abord une impressionnante leçon de style, ensuite un recueil de cas cliniques qui auraient fait le bonheur d'un cinéaste comme Luis Bunuel, enfin une réflexion sur l'amour et la perversité qui est loin d'être démodée.

A partir d'exemples aussi classiques que celui de Descartes irrésistiblement attiré par des femmes qui louchaient ou de Rousseau ne trouvant de satisfaction que dans la flagellation, Alfred Binet arrive à la conclusion que l'amour normal, pour autant qu'il existe, n'est que le résultat d'un fétichisme subtil et compliqué, polythéiste pour le dire en un mot. Le pur fétichiste, en revanche, est un monothéiste : la partie s'est substituée au tout et l'accessoire est devenu primordial. « Où commence la pathologie ? » demande Binet. Réponse : au moment où l'amour d'un détail quelconque devient prépondérant au point d'effacer tous les autres. Conclu-

sion : « L'amour du pervers est une pièce de théâtre où un simple figurant s'avance vers la rampe et prend la place du premier rôle. »

Freud, né une année avant Binet, lui rendra hommage dans les *Trois essais sur la théorie de la sexualité* : le premier, il a vu que dans le choix du fétiche se manifeste l'influence persistante d'une impression sexuelle ressentie dans l'enfance. Plus tard, Freud soutiendra que le fétiche est un substitut du pénis ou, pour être plus précis, un substitut du phallus de la mère auquel le petit enfant veut croire pour conjurer son angoisse de la castration.

Les hypothèses psychanalytiques rendront pour un temps caducs les travaux des psychologues préfreudiens. Cependant, à lire Alfred Binet, qui s'inspire à la fois du *Traité des passions* de Descartes et de la *Métaphysique de l'amour* de Schopenhauer, on se rend compte de l'erreur qu'on commettrait en reléguant au magasin des antiquités un essai aussi subtil dans la compréhension de l'amour morbide – et quel amour ne l'est pas ? Il n'y a pas de progrès en psychologie. Il n'y a que des regards différents. Celui de Binet est singulièrement clairvoyant. Même si, comme tous les psychologues, il reste aveugle sur le fétichisme féminin.

Roland Jaccard

(1) *Proust romancier : le tombeau égyptien*, Flammarion, « Critique », 78,29 F (11,94 €), et *La Tentation de Marcel Proust*, PUF, « Perspectives critiques », 138 F (21,04 €).

L'esprit du corps

L'ERREUR DE DESCARTES

d'Antonio R. Damasio.

Odile Jacob Poches,

396 p., 59 F (8,99 €).

(Première édition : Odile Jacob, 1995.)

Fâcheux Descartes, qui établit une séparation si catégorique entre les corps et les esprits ! Une « erreur » que les neurosciences pourraient bien renouveler chaque fois qu'elles ramènent, un peu vite, les processus mentaux à des phénomènes cérébraux indépendants du « paysage » qui les environne, notre corps. L'esprit humain ramené aux dimensions d'un logiciel informatique indépendant de son environnement physique et social ? Telle est bien l'inquiétude d'Antonio Damasio, qui dirige le département de neurologie de l'université de l'Iowa aux Etats-Unis. Il aimerait faire admettre que la mise en œuvre de comportements rationnels est indissociable de notre capacité à ressentir et à exprimer, physiquement, des émotions.

Les nombreux cas cliniques qu'il a pu étudier, et qu'il expose ici, l'amènent à considérer que « la perception des émotions l'emporte sur les autres processus perceptifs ». Instinct de survie ? C'est en tout cas ainsi, assure-t-il, que se constitue un « cadre de référence » indispensable à l'activité cérébrale tout entière, notamment dans le domaine des processus cognitifs. Est-ce dénaturer ce que les hommes nomment, depuis des millénaires, l'âme ou l'esprit ? Est-ce démystifier l'amour et la haine ? Est-ce oublier le libre arbitre et le génie créateur ? Damasio voit plutôt dans cette « présence du corps » une occasion renouvelée d'émerveillement. Parce qu'elle nous fait considérer la complexité des mécanismes qui rendent possibles tant de ces « sortilèges » qui font une vie humaine. Et parce qu'elle nous restitue, enfin, notre unité. Sous le raisonnement, l'émotion. Sous l'activité de l'esprit, le corps.

André Meury

Lacan, à la lettre

Le livre II du « Séminaire » ou la théorie du signifiant à l'épreuve d'Edgar Poe

JACQUES LACAN, LE SÉMINAIRE, LIVRE II

Le moi dans la théorie de Freud et dans la technique de la psychanalyse, 1954-1955

Texte établi par Jacques-Alain Miller.

Seuil, « Points-essais », 452 p., 55 F (8,38 €).

Publié en 1978, du vivant de Lacan, et transcrit par son gendre, Jacques-Alain Miller, ce séminaire est devenu un classique dans le monde entier. La présente édition est identique à l'édition courante, qui ne comporte ni notes, ni bibliographie, ni appareil critique, selon le choix contestable et contesté fait par le transcripteur.

Durant cette période, Lacan se livre à un éblouissant retour aux textes de Freud. Il parle donc du désir, de la langue, de la parole, du langage et du grand Autre en s'appuyant sur les concepts de la linguistique saussurienne. Cela lui permet de peaufiner sa fameuse théorie du signifiant et d'en donner la quintessence à travers une lecture du conte d'Edgar Poe *La Lettre volée*. Ce texte

servira ensuite d'ouverture (avec quelques modifications) au volume des *Ecrits* publié en 1966. L'histoire se passe en France sous la Restauration. Le chevalier Auguste Dupin doit résoudre une énigme en parvenant à retrouver une lettre compromettante dérobée à la reine et cachée par son ministre, lequel l'a placée en évidence entre les arceaux de la cheminée de son bureau. Dupin demande audience à celui-ci, et, pendant qu'il lui parle, il dérobe l'objet et le remplace par un autre, identique. Ainsi le ministre ignore-t-il que son secret a été percé, tout en continuant à se croire le maître du jeu et de la reine. Car posséder la lettre, c'est détenir un pouvoir sur son destinataire.

Pour expliquer son geste, Dupin raconte l'anecdote d'un gamin et d'un jeu de pair/impair. L'un des joueurs tient dans la main un certain nombre de billes et dit à l'autre : « Pair ou non ? » Si celui-ci devine juste, il gagne une bille ; s'il se trompe, il en perd une. Et il ajoute : « L'enfant dont je parle gagnait toutes les billes de l'école. Naturellement, il avait un mode de divination qui consistait dans la simple obser-

vation et dans l'application de la finesse de ses adversaires. »

Ce « Séminaire sur la lettre volée » témoigne de la manière dont Lacan pense la « logique » du signifiant. Selon lui, une lettre arrive toujours à destination parce que la lettre, c'est-à-dire le signifiant, tel qu'il s'inscrit dans l'inconscient, détermine l'histoire du sujet, sa relation ou sa non-relation à autrui. Aucun sujet n'est le maître de la lettre (de son destin), et, s'il le croit, il risque de se prendre au leurre de la toute-puissance imaginaire de son moi. C'est à Jacques Derrida que l'on doit le plus beau commentaire du commentaire de Lacan. Dans un texte célèbre de 1975, *Le Facteur de la vérité* (La Carte postale, Flammarion, 1980), il indique que cette logique peut devenir un dogme et fonctionner comme une « poste restante » si elle obéit au principe de l'indivisibilité de la lettre plutôt qu'à sa déconstruction. Autrement dit, une lettre n'arrive pas forcément à destination, car nul n'est maître du destin, pas même le destin, qui ne cesse d'emprunter des chemins de traverse.

Elisabeth Roudinesco

De la pluralité des mondes Du bon usage de l'idée totalitaire

Histoire d'un outil interprétatif impur mais indispensable, par Enzo Traverso

GALILÉE

de Georges Minois.
PUF, « Que sais-je ? »,
128 p., 42 F (6,40 €).
(Inédit.)

Le 22 juin 1633, à genoux devant le tribunal de l'Inquisition, Galilée Galilei, alors âgé de soixantedix ans, abjura et maudit ses hérésies. L'année précédente, à Florence, il avait publié son *Dialogue sur les deux grands systèmes du monde* (1), celui de Ptolémée et celui de Copernic. Depuis 1616, les œuvres de Copernic sont inscrites à l'Index, et Galilée ne peut soutenir l'héliocentrisme. Formellement, le recours au dialogue permet à Galilée de présenter les deux systèmes à titre d'hypothèses entre lesquelles il appartient à l'Église de trancher. Mais personne ne s'y trompe, tant la démonstration de la supériorité de la théorie de Copernic est éclatante. En outre Galilée tourne en ridicule l'argument, imaginé par le pape lui-même, selon lequel Dieu, étant tout-puissant, n'est pas tenu d'agir selon les lois d'une science d'invention humaine.

Georges Minois, spécialiste reconnu des relations entre l'Église et la science, a parfaitement reconstitué la logique des démêlés de Galilée avec le Saint-Office, où il comptait pourtant de nombreux amis. Son livre, qui n'apporte rien d'inédit en matière d'histoire des sciences proprement dite, établit nettement que l'héliocentrisme, toléré jusqu'en 1613 à titre d'hypothèse utile pour faciliter les calculs, n'explique pas totalement le procès intenté à Galilée. Ce que l'Église ne pouvait supporter, dans le contexte de la Contre-Réforme, c'est la volonté du savant de s'immiscer dans l'interprétation des Écritures pour mieux accréditer l'accord de la science nouvelle et de la foi.

Jean-Paul Thomas

(1) Traduit de l'italien par René Fréreau, avec le concours de François De Gandt, Seuil, « Points Sciences », 656 p., 77 F (11,74 €).

LE TOTALITARISME

Le XX^e siècle en débat

Textes choisis et présentés par Enzo Traverso.
Seuil, « Essais », 928 p., 80 F (12,20 €).
(Inédit.)

Inventé pour penser des systèmes de domination inédits, le concept de totalitarisme fut d'emblée un outil interprétatif impur et une arme idéologique ambiguë. Aussi, à l'heure où certains ne se penchent sur la « parenthèse totalitaire » que pour mieux proclamer le triomphe définitif du consensus démocratique, il est bon d'opérer un retour critique sur les tyrannies qui semèrent terreur et malheur au sein du XX^e siècle.

C'est à cette nécessité que répond le recueil de textes rassemblés par l'historien italien Enzo Traverso. Publiée directement en poche, dans un double souci de pédagogie et d'engagement, cette anthologie donne accès à la plupart des grands textes (d'Halévy à Kershaw en passant par Aron, Arendt ou Talmon), et retrace l'itinéraire de l'idée totalitaire à travers les décennies, les aires culturelles et les sensibilités politiques, en déjouant avec bonheur les écueils du genre. Combien d'ouvrages, en effet, se contentent d'un passage en revue platement descriptif, pour empiler références et écoles (chrétienne, libérale, marxiste...) comme autant de continents séparés ? Ici, au contraire, une approche dynamique des cultures politiques favorise le dialogue des textes en marquant convergences et ruptures.

Ainsi l'approche orwellienne du phénomène totalitaire suscite-t-elle plusieurs mises en écho : le philosophe italien Benedetto Croce s'appuie sur 1984 pour développer une critique libérale du régime soviétique, tandis que l'historien marxiste et antistalinien Isaac Deutscher voit dans ce même roman un cadeau providentiel fait par Orwell aux anticommunistes et autres « *Cold War Warriors* ». De même, on trouvera plusieurs réponses au concept d'« *Etat total* » élaboré par le juriste allemand Carl Schmitt sous la République de Weimar, notamment un extrait du *Behemoth* publié en pleine guerre par le marxiste exilé Franz Neumann, lequel tentait de soustraire Hobbes et sa pensée politique à l'emprise des zéloteurs hitlériens.

Pourtant, Enzo Traverso ne se borne pas à croiser les regards. Comme en témoigne le bel essai introductif qui ouvre cette anthologie, sa maîtrise du corpus historiographique lui permet de pointer le glissement des approches, dans le temps comme dans l'espace, pour suivre pas à pas la « *transmigration* » de la problématique totalitaire : née parmi les antifascistes italiens au début des années 1920, elle est développée parmi les réfugiés (Paris, New York) dans les années 1930 et 1940, avant de connaître son âge d'or pendant la guerre froide.

Ainsi, analysant revirements idéologiques et pérégrinations intellectuelles, l'auteur décrit la mutation des paradigmes et le déplacement des foyers de réflexion, de la gauche antifasciste au libéralisme an-

ticommuniste, et de l'Europe à l'Amérique. Car, depuis les années 1950, le concept de totalitarisme s'est transformé « *en véritable arme de propagande* », si bien qu'après la chute du mur de Berlin il est devenu porteur de ces « *amalgames superficiels* » et de ces « *symétries simplistes* » (du type nazisme = communisme) qui font écran à la pleine compréhension de l'histoire.

Tout le propos du livre est donc de subvertir une théorie du totalitarisme qui ne viserait qu'à « *décréter l'ordre néolibéral comme le meilleur des mondes face aux dictatures du siècle* ». Contre cette tendance de plus en plus dominante, Traverso revendique explicitement sa filiation avec ce qu'il appelle, après Hannah Arendt, une « *tradition cachée* ». Celle des exilés, des parias, de tous ces hérétiques qui brandirent l'idée totalitaire à la fois contre le fascisme et contre le stalinisme, sans jamais perdre le cap d'une émancipation possible : en hommage à cette culture de l'exil (Franz Neumann, Hans Kohn, Victor Serge ou encore Herbert Marcuse), Traverso livre ici plusieurs textes en partie inédits, et dénonce en creux l'amnésie d'une certaine gauche contemporaine. Désertant le débat sur le totalitarisme, celle-ci se trouve doublement coupable : d'ingratitude, d'abord, envers certaines de « *ses voix les plus significatives et profondes* » ; d'ignorance, ensuite, envers ce concept qui, même imparfait, n'en demeure pas moins indispensable tant pour restituer l'histoire du siècle passé que pour dessiner les contours d'une espérance à venir.

Jean Birnbaum

Récit dans la forteresse vide

Temple Grandin raconte, de l'intérieur, ses souffrances et sa victoire sur l'autisme

MA VIE D'AUTISTE

de Temple Grandin.
Traduit de l'anglais par Virginie Schaffier.
Odile Jacob, 234 p., 55 F (8,38 €).
(Premières éditions : Odile Jacob, 1994 et 1998.)

L'autisme n'est pas toujours une condamnation sans appel à l'exclusion. Il faut lire le premier livre autobiographique de Temple Grandin pour non seulement s'en convaincre, mais aussi connaître « *de l'intérieur* » les difficultés, les drames, les blocages, les rejets, les angoisses que vit l'enfant puis l'adolescent autiste. Dans sa préface, Gilbert Lelord, qui a consacré sa vie à l'étude et au soin des autistes, ne peut cacher son admiration après l'avoir rencontrée : « *Je ressentais un peu le sentiment qu'on éprouve lorsqu'on nous présente une championne qui vient de réaliser le tour du monde à la voile en solitaire.* »

L'autisme est une maladie de la communication, un trouble du développement qui

fait fuir tout contact physique avec les humains. A six mois, Temple Grandin se raidissait déjà au contact de sa mère, a-t-elle appris en lisant le journal de cette dernière. Tous les signes décrits au long de sa vie signalent l'autisme, et pourtant elle a réussi à faire des études, elle a une insertion professionnelle de haut niveau (professeuse d'université) et dirige la société d'équipements agroalimentaires qu'elle a créée.

Grâce au soutien de sa mère puis d'enseignants d'une rare compréhension, elle a pu mener ses études dans des écoles pour enfants normaux. Chaque cycle d'études a été d'abord une source d'angoisse extrême, puis l'occasion d'une victoire sur elle-même. Elle a tout noté, ses colères brusques, ses cris, ses crachats, ses attaques sur les autres enfants. Elle raconte ses frustrations devant l'incompréhension des autres. Surdouée par certains aspects, elle restait débile dans d'autres, incapable de faire deux choses en même temps. L'organisation de sa pensée était en outre très différente de celle des autres enfants, elle l'est restée.

La stimulation tactile est une épreuve permanente dans les rapports des autistes avec les autres : « *Notre corps crie son envie de contact humain, mais au moment où il se produit, nous reculons de douleur et de confusion. Il m'a fallu attendre vingt-cinq ans pour réussir à serrer la main et à regarder quelqu'un en face.* » Elle va inventer toute sa vie des machines, dérivées des machines à serrer le bétail, destinées à lui procurer cette stimulation tactile indispensable et qu'elle ne peut supporter de recevoir de la part des autres humains. Douée d'empathie avec les animaux, elle perçoit leur soulagement et fabrique pour elle-même une machine comparable. Et elle en tire le bénéfice qu'elle en attendait : le passage dans la machine calme ses crises d'anxiété. Cette expérience engage toute sa vie. Elle peut alors faire les efforts nécessaires pour étudier et franchir une à une les étapes qui la conduiront à la maîtrise intellectuelle puis professionnelle des équipements pour abattoirs et combiner ses deux passions, l'étude de l'autisme et le bien-être des animaux.

Elisabeth Bursaux